

150

TRENTÉ-TROISIÈME ANNÉE — N° 9856

42 PAGES

— VENDREDI 1^{er} OCTOBRE 1976

Le deutschemark
a dépassé
2 francs

LIRE PAGE 42

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA : Maroc, 1,50 dir.; Tunisie, 100 m.;
Allemagne, 1 DM; Autriche, 10 sch.; Belgique, 20 fr.;
Canada, 3 CA\$; Danemark, 3 kr.; Espagne, 16 pes.;
Grande-Bretagne, 20 p.; France, 1 fr.; Israël, 10 n.;
Italie, 200 l.; Liban, 125 p.; Luxembourg, 12 fr.;
Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1 fl.; Portugal, 120 esc.;
Soudan, 225 fr.; Suède, 1 kr.; S.A.A., 65 ch.;
Tchécoslovaquie, 10 s. dîn.

Tarif des abonnements page 30

5, RUE DES ITALIENS

75007 PARIS - CEDEX 05

C.C.P. 6707-33 Paris

Tél. Paris n° 630072

Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

Une voix française plus ferme à l'ONU

M. de Guiringaud, vieux routier des Nations unies, faisait, mercredi, ses premières armes comme ministre français des affaires étrangères à la tribune de l'Assemblée générale. Il y a prononcé un discours qui frappa d'abord par la netteté du propos. Alors que M. Sauvagnargues voyait, l'an dernier, dans l'apparition d'un problème combiné pénible, « une doctrine contraire aux droits de l'homme qui choque profondément notre conscience », son successeur dénonce « un préjudice permanent de la dignité de l'être humain », dont les dirigeants sud-africains devraient « enfin comprendre » qu'il est une constante source de tragédie. Bien que le ministre ait eu quelque embarras à expliquer les ventes d'équipements « électro-mécaniques » français aux Sud-Africains, il renouveau beaucoup plus catégoriquement que par le passé l'engagement de la France de ne plus vendre d'armes à l'apartheid.

Il est vrai que les émeutes d'Afrique du Sud ont obligé tout le monde à durcir le ton. Mais cette fermeté se retrouve ailleurs. M. de Guiringaud parle-t-il de l'Amérique latine ? Ce n'est pas seulement pour saluer les nations de ce continent d'un coup de chapeau traditionnel, mais aussi pour rappeler leurs dirigeants au respect des droits de l'homme et à l'exigence de tolérance. N'y a-t-il dans la politique française, telle que l'a définie le nouveau ministre des affaires étrangères, qu'un changement de ton ? L'accent qu'il a mis sur l'importance de l'ONU — véritable chef de diplomatie — qui n'est pas une bonne parole de sa carrière au palais de verre — n'est pas une simple clause de style. En déplorant la « mode » de « brocarder » l'ONU, M. de Guiringaud fera grincer les dents du côté de P.U.D.R. Sans doute ne se fait-il lui-même pas d'illusions sur l'efficacité de ce que le général de Gaulle appelait un jour « le machin », mais il considère l'Organisation comme un instrument politique qui a le mérite d'exister.

A propos du désarmement, M. de Guiringaud a prudemment confirmé une évolution esquissée dans des propos antérieurs de M. Giscard d'Estaing. La France (qui boycotte depuis dix-huit ans la conférence de Genève) mit « avec intérêt » les initiatives émanant pour une révision des structures de cette entreprise. En clair, elle se réserve de s'intéresser aux négociations sur le désarmement si celles-ci ne sont plus accompagnées par le patronage soviéto-américain.

C'est cependant à propos du Proche-Orient et plus précisément du problème palestinien, que le discours du ministre des affaires étrangères apporte le plus d'innovation. Non pas qu'il modifie la ligne suivie depuis 1967, mais il la précise et fait un pas de plus.

De longue date, pour le gouvernement français, une solution du problème palestinien est le fondement de tout règlement au Proche-Orient. Le général de Gaulle, juste avant la guerre des Six Jours, avait averti les Israéliens que, en cas de conflit, cette question, qui n'était qu'une affaire de réfugiés, deviendrait un grand problème national. Georges Pompidou avait fait reconnaître par les Neuf, en 1974, la « légitimité » des droits des Palestiniens. M. Giscard d'Estaing avait dit le premier qu'il fallait disposer d'une « patrie » (24 octobre 1974). M. de Guiringaud dit aujourd'hui que les Palestiniens doivent disposer d'une « base territoriale » et « le moment venu, de structures étatiques ».

Sans doute, alors que les Palestiniens du Liban sont chassés des montagnes, peut-on traiter avec l'esprit. L'expérience a cependant montré que passer les Palestiniens par profits et pertes procédait d'un raisonnement court-vue. Qui nierait aujourd'hui que le problème palestinien, ignoré il y a dix ans, est devenu un problème international majeur.

(Lire nos informations page 2.)

Les Palestiniens reconnaissent la perte de leurs positions dans la montagne libanaise

Après avoir rencontré une vive résistance, les forces syriennes ont réussi, avec le concours de leurs alliés phalangistes, à s'emparer des principales localités de la montagne libanaise tenues depuis mars dernier par les forces palestino-progressistes. Ce jeudi matin 30 septembre, les Palestiniens ont reconnu leur défaite, admettant que la plupart de leurs positions avaient été évacuées.

Selon l'agence américaine Associated Press, les forces de gauche ont chargé M. Hassan Sabri El Kholi, représentant de la Ligue arabe, de proposer un cesse-le-feu immédiat.

● AU CAIRE, l'Égypte, qui avait dénoncé mardi l'offensive syrienne, a officiellement demandé mercredi la convocation dans les quarante-huit heures d'une conférence « au sommet » restreinte, que seul le Koweït avait acceptée jeudi en fin de matinée.

● A TUNIS, le président Bourguiba a fait part de son inquiétude devant la nouvelle dégradation de la situation au Liban, et demande au président Assad de « déployer tous les efforts afin d'arrêter l'effusion du sang arabe ».

De notre correspondant

Beyrouth. — L'enclave palestino-progressiste de la montagne est tombée en deux jours à la suite de l'offensive syrienne combinée avec un assaut de la droite chrétienne. Radio-Damas a annoncé que l'opération avait pris fin mercredi à 17 heures. En fait, il reste quelques poches de résistance, et deux ou trois villages n'ont pas encore été investis mercredi soir, mais leur situation paraissait désespérée, et, en dépit de leurs communications, les palestino-progressistes ne croyaient pas qu'il serait possible de les défendre. Leur commandement a d'ailleurs donné l'ordre d'évacuation de toutes les positions situées à l'ouest d'Aintoura, c'est-à-dire de la majeure partie de l'enclave. Dès mardi après-midi, on pouvait apercevoir la brigade Al-Jallout de l'Armée de libération de la Palestine se repliant sur Alep. Q.G. des palestino-progressistes dans la région.

La partie de l'enclave qui est encore aux mains de ces derniers est, d'après les sources de l'Armée libanaise, « une zone très étroite, le long du mont Saïmina. Mais, coupée de ses arrières, peu étendue et exposée de tous les côtés, elle ne devrait pas être en mesure de résister longtemps en cas d'assaut. La rapidité avec laquelle les

positions palestino-progressistes dans la montagne se sont effondrées est surprenante. Implantées dans le secteur depuis mars-avril derniers, les Palestiniens — qui constituaient la majeure partie des forces engagées sur ce front — se disaient déterminés à tenir jusqu'au bout, et leurs fortifications, ainsi que la nature du terrain, laissent croire qu'ils étaient effectivement en mesure de résister plusieurs mois. Leur commandement a opté pour le retrait afin d'éviter de sacrifier les forces restantes de combattants.

Présentée par Damas comme une simple opération de nettoyage effectuée « en association avec l'armée syrienne » par la Saïka (organisation palestinienne rattachée directement à la Syrie et éliminée au Liban par le reste de la résistance lors de la première grande offensive syrienne en juin) et « l'avant-garde de l'armée arabe libanaise » (déclarée de l'automne dernier), elle n'avait rallié aucun des deux camps et récupérés par la Syrie dans la Bekaa, l'offensive a été menée essentiellement par les forces régulières de l'armée syrienne.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 7.)

Les relations entre l'U.D.R. et l'Élysée continuent de se dégrader

Les critiques du plan Barre n'ont pas désarmé après les déclarations de M. Giscard d'Estaing

L'allocution radiotélévisée que M. Giscard d'Estaing a prononcée mercredi soir 29 septembre pour appeler la France à l'effort et à la solidarité n'a pas suffi à ramener l'opposition à de meilleurs sentiments. M. Marchais (P.C.F.) n'a pas l'argumentation peu sérieuse d'un « homme en difficulté ». M. Estier (P.S.) estime que le bilan qui a été dressé est un « aveu d'échec », et M. Fabre (radicaux de gauche) dénonce une « conception méprisante de la démocratie ».

Au sein de la majorité, le Centre des démocrates sociaux de M. Lecanuet continue de réclamer des mesures fiscales plus hardies, mais c'est surtout l'attitude de l'U.D.R. qui retient l'attention.

Les parlementaires gaullistes — réunis à Rocamadour ont accueilli les propos du chef de l'État moins favorablement que les initiatives de M. Chirac, qui veut être le champion de l'« élargissement » et de la « transformation »

du mouvement gaulliste et réclame des assises nationales extraordinaires de sa formation. Cette demande de l'ancien premier ministre, sur laquelle le comité central de l'U.D.R. se prononcera le 23 octobre, est dès maintenant acceptée par M. Yves Guénin, secrétaire général, qui s'oppose au chef de l'État en proclamant que « le combat électoral est engagé ».

M. Raymond Barre, premier ministre, qui devait être reçu ce jeudi après-midi par le chef de l'État, assistera le 5 octobre, au Palais-Bourbon, à une réunion commune des trois groupes de la « majorité présidentielle » avant de faire sa déclaration de politique générale sur laquelle il n'engagera pas la responsabilité du gouvernement.

Prénant la parole jeudi matin devant les parlementaires républicains indépendants réunis à Paris, il a tenu à souligner que « l'heure n'est pas pour la France aux manœuvres politiques petites ou grandes ».

Quand le courage fait défaut

Dans son allocution radiotélévisée de mercredi soir, bien peu convaincante et bien peu mobilisatrice, M. Giscard d'Estaing s'est beaucoup moins intéressé aux problèmes de la majorité et, de façon plus générale, à la « politique politicienne » qu'au cours de sa précédente intervention, celle du 25 août.

La volonté persistante de parvenir à la fameuse « description » apparaît certes dans quelques phrases qui, permettant au chef de l'État de condamner « explicitement l'activisme de M. Chirac », le « fait-il accuser de « dévotion à l'Élysée », « fait-il ouvrir » de 1976, la campagne électorale de 1978 ? Le répertoire non, mais on reste sur sa faim. On a l'impression qu'à trois jours de la rentrée du Parlement (samedi 2 octobre) et à

moins d'une semaine de la déclaration de politique générale de M. Barre (mardi 5 octobre), le président n'ose pas s'adresser à la majorité présidentielle.

Cette méfiance ou ce manque de confiance n'a rien d'insupportable puisqu'il s'agit de yeux que les relations entre l'Élysée et l'U.D.R. n'ont pas tardé à s'améliorer, bien au contraire. A Rocamadour, où siègent les parlementaires gaullistes, de rudes discours ont été prononcés mercredi, notamment par M. Pons, ancien ministre, qui se est pas privé de mettre en cause la gestion présidentielle des dernières années et les propos rassurants tenus par M. Giscard d'Estaing, en 1976, et est allé jusqu'à constater : « Les problèmes essentiels qui se posaient à la France demeurent d'une brûlante actualité. » Quelques heures plus tard, on apprendait que M. Chirac, après s'être proposé, le 13 et le 14 septembre, comme champion de la croisade contre « l'avenir » et les contraintes du collectivisme, relançait avec vigueur les thèmes de la défense du gaullisme, du « renouveau » et du « rassemblement ».

RAYMOND BARRILLON.

(Lire la suite page 8.)

Les conditions de la confiance

Visiblement agacé par les critiques dont sa gestion, comme ancien ministre de l'économie et des finances, a fait l'objet ces dernières semaines, le président de la République a tenu d'abord, mercredi soir, à répliquer lui-même à ses détracteurs. M. Barre, qui n'avait pas ménagé, le 22 septembre, ses griefs contre le laxisme antérieur, a pu se sentir visé, implicitement, tout comme les dirigeants U.D.R., qui, le matin même, avaient dit publiquement, à Rocamadour, leur déception devant la permanence d'une inflation qu'on leur avait si souvent promis de juguler.

L'argumentation de M. Giscard d'Estaing est doublement étonnante : « Vous ne m'auriez pas élu président de la République », si vous n'avez pas été convaincu du bon état de l'économie française. Le verdict populaire pourrait-il donc tenir lieu de satisfait technique ? Et l'opinion n'aurait-elle pas le droit de changer d'avis, quand elle découvre que ses espoirs ont été déçus ?

GILBERT MATHIEU.

(Lire la suite page 11.)

AU JOUR LE JOUR

LES MOTS ET LES CHOSES

Il y a désormais au sein de la majorité deux conceptions de la chose publique en France. D'un côté, celle du président, pour qui la majorité agit sur les faits et les choses, tandis que l'opposition agit sur les mots ; de l'autre côté, la conception de M. Chirac, qui estime que l'opposition est un fait et une chose, et que

la majorité doit se garder de la résumer à des mots.

Les mots de M. Chirac sont-ils des faits, les faits de M. Giscard d'Estaing ne sont-ils que des mots ? Ne nous payons pas de mots et venons-en au fait : actuellement la majorité est déçue par les mots et elle pourrait l'être bientôt par les faits.

BERNARD CHAPUIS.

LA RENTRÉE ROMANESQUE

Et pourtant ils écrivent...

La rentrée littéraire d'automne est marquée par l'abondance des premiers romans de jeunes ou nouveaux écrivains. La sorte fait aux livres dans les librairies — le plus part n'y restent que l'espace d'une saison ou quelques semaines — n'a pas découragé la cinquantaine de romanciers qui font leurs débuts.

Nous avons tenté de savoir qui ils étaient, pourquoi ils écrivaient, pourquoi ils ont tenu à être publiés. Cette enquête ne prétend pas porter de jugement de valeur sur les œuvres. On s'est contenté de poser des questions sur l'acte d'écrire et sur ses rapports avec la vie. Chacun a écrit un interrogatoire, esquissant une réflexion sur la littérature, sur ses raisons profondes.

Ces nouveaux venus ont perdu l'optimisme de leurs aînés. Les ambitions de l'écriture se sont effritées. L'époque s'y prête mal. On ne porte plus, ou à peine, des

motifs qui fondaient jadis l'entreprise littéraire : la gloire, l'éternité, le changement de la vie... On écrit — avec modestie — pour alléger, sinon vaincre son angoisse. On cherche à retrouver, dans la littérature, le sentiment d'exister. Les nouveaux romanciers de 1976 apportent leur témoignage sur la crise d'identité qui tourmente nos sociétés. Leurs manières sont très diverses, mais ils ont le même désarroi.

L'autre fait intéressant, c'est la variété de leurs métiers. Certes les gens de plume — journalistes ou professeurs — sont encore la majorité. Mais on trouve parmi eux une importante minorité dont les activités sont assez éloignées de la littérature. Est-ce l'indice d'une évolution, d'un renouvellement ?

(Lire pages 22 à 24. Enquête de FRANÇOIS BOTT.)

ENCOMBRANTE ALLEMAGNE

IV. — Le « nain » a grandi

Artisan de réformes sociales jugées trop timides par la gauche, le gouvernement social-démocrate libéral d'Helmut Schmidt s'efforce de combattre les déceptions suscitées par la politique d'ouverture à l'Est. Celle-ci, il est vrai, a permis de maintenir entre les deux Allemagnes une infinité de liens dont on ne saurait sous-estimer la portée. (Le Monde : des 28, 29 et 30 septembre.)

De notre envoyé spécial
J.-C. GUILLEBAUD

par Konrad Adenauer peu après la guerre. « Donnez à chaque Allemand une petite maison avec un jardin et la paix règnera à jamais en Allemagne et en Europe » (1).

Trente ans après, voilà qui est fait. A la « petite maison avec jar-

(1) Cité par Michel Meyer dans « L'Allemagne inachevée » (éditions Denoël).

din » on a même ajouté la grosse voiture l'Éros Center et une panoplie de gadgets beaucoup plus compliqués qu'allurements. Hier encore, les voyageurs français repassaient le Rhin un peu envieux mais rassérénés. Une image conforme aux vœux du vieux chancelier s'imposait peu à peu. Celle d'une Allemagne vouée tout entière au culte inoffensif du matérialisme, soucieuse de perfectionner sans cesse sa « grosse machine » productrice, d'envoyer à la rigueur ses businismes à la conquête de nouveaux marchés, et d'une façon générale d'aménager au mieux la « maison » R.F.A. (on n'osait dire la « patrie »). Un ciel sur le modèle américain, l'autre sur les cours de la Bourse de Francfort avec, une fois l'an, la fuite en Volkswagen vers les soleils et les plages de la pagailleuse Europe. Pour l'exotisme. Un pays, en somme, redevenu corpulent mais un peu mou. Définitivement châté à Yalta.

Lorsque, par-dessus le Rhin, les signes de réussite et les néons du « miracle » se mirent à éblouir un peu trop Français, Italiens ou Anglais, ceux-ci repèrent opportunément par la bouche de leurs docteurs en géopolitique que, si la R.F.A. devenait un géant économique, elle ne cessait pas pour autant d'être un « nain » politique. D'ailleurs les alliés veillaient au grain. Tacitement acceptés par l'Est et l'Ouest, un solide et cordon sanitaire s'élevait les phantômes allemands jusqu'à la fin des temps. Le sentiment de culpabilité collective scrupuleusement entretenu par les références incessantes et exclusives au cancheur nazi ; le fédéralisme soustrait par les alliés et encourageant une déviation « provincialisme » de la vie politique ; tout cela suffisait à prévenir la moindre tentation « nationale » d'une Allemagne qui, c'était juré, n'aurait d'ailleurs jamais ni vraie armée ni bombe.

(Lire la suite page 4.)

le roman de Max-Pol Fouchet

La rencontre de Santa Cruz

"Au cœur des plus grandes créations, au plus haut des interrogations humaines."

Bertrand Poirot-Delpech / Le Monde



"Ce beau roman nous livre le secret de l'Amérique indienne."

François Nourissier / Le Point

"C'est un roman. Un roman d'aventures."

Claude Mauriac / Le Figaro

Grasset

EUROPE

Encombrante Allemagne

(Suite de la première page.)
Comme il paraissait — hélas ! — inévitable que les Allemands ennuient, malgré tout, le désir « romantique » de ne pas être tout à fait exclus de l'histoire, la mystique européenne apportait un providentiel idéal de remplacement. Les jeunes Allemands des années 60 eux-mêmes ne répétaient-ils pas volontiers « je ne suis pas Allemand, je suis citoyen d'Europe » ? Une Europe qui, dans le dessin gaulliste, ne pouvait être, bien entendu, que conduite par la France, et à la-

quelle la Ruhr, mise au service de la communauté grâce à la CECA (2), devait fournir un jour assez de chevaux-vapeur pour cavalier à égale distance de l'Est et de l'Ouest.

Il semblait alors tout à fait incongru de se demander si quelqu'un pouvait vraiment être à la fois et indéfiniment géant et « nain ». Comme de mettre en doute le postulat selon lequel soixante millions d'Allemands ne caressaient désormais plus d'autre rêve que de devenir autant de Suisses.

Les « leçons » du chancelier

Aujourd'hui, brusquement, tout cet édifice de certitudes paraît jeté à bas. Le ciel de l'Europe est vide et plus personne, de Bruxelles à Strasbourg, n'ose encore rêver d'union politique. Les voisins de l'Allemagne glissent, l'un après l'autre, dans des crises épuisantes. Sans que l'on sache très bien s'il s'agit vraiment de grands ou si sa taille bénéficie seulement de l'effet de comparaison, le « nain » allemand paraît soudain, dans ce décor, terriblement grand.

M. Helmut Schmidt, qui appartient de surcroît à la première génération de dirigeants osant assumer sans complexe leur passé dans la Wehrmacht, donne également sans complexe des leçons à ses voisins « maladroits ». Il exige d'eux une politique anti-inflationniste sérieuse. Il menace de rationner les Italiens dont Bonn finance l'intervention économique. Il sermonne le patronat français aux réflexes « archaïques ». Il élébrise la chaotique dignité des gaullistes. Il n'en faut pas davantage. Relire les journaux depuis un an à la rubrique Allemagne fournit une inépuisable collection d'évidences : la vieille hantise d'un bloc hégémoniste de quatre-vingt-cinq millions d'Allemands réunis au cœur d'une Europe malade obsède à nouveau. A la vision ingénu d'une Allemagne des tartines beurrées et des fêtes de la bière se substitue — sans transition — le spectre affolant d'un aigle renaissant des cendres de Stalingrad, quoique (provisoirement ?) déguisé en spécialiste du management industriel.

D'où le remue-ménage énorme que suscite, de l'autre côté du Rhin, le moindre glissement « droitier » de la politique allemande et la plus dérisoire outrance de M. Franz Josef Strauss. De nouveau, la phobie anti-allemande fait recette jusque dans certains milieux gauchistes de l'Université. La phobie angoissée n'est plus le

privilege exclusif de quelques gaullistes. Comme il est toujours coûteux de reconnaître ses propres maladresses, on met volontiers la « réussite allemande » sur le compte d'une « étrange » et « inexplicable » et dont on doit se méfier. C'est qu'on pourrait appeler la déviation « exotique » de la germanistique française. Bref, les sentiments obscurs ajoutés au jargon toulou de la politique européenne envahissent à nouveau une « explication » de la R.F.A. qui mériterait une impeccable clarté.

A Berlin-Ouest, un conseiller politique occidental reconnaît devant nous : « Beaucoup de diplomates, et notamment français, entretiennent les mêmes vieilles craintes au sujet de l'Allemagne. Ils disent : de Gaulle avait raison, le danger viendra un jour des Allemands. Il faut s'entendre avec les Russes... » Il est vrai qu'à Berlin la France paraît de loin la plus vigilante gardienne des prérogatives alliées sur la R.F.A.

Les Allemands, on s'en doute, n'apprécient pas. Les réflexions aigres-douces — voire tout à fait aigres — se multiplient dans une presse qui fait ses délices d'errements latins. Les interventions brutales du chancelier sur la scène internationale combient, à l'évidence, l'amour propre du petit peuple, dont un journaliste de Hambourg nous disait qu'il avait « envie de se sentir quelqu'un ». En outre, tous les étrangers en relation quotidienne (commerçants, diplomates, journalistes) avec les Allemands notent un changement de ton assez net de leurs interlocuteurs. Le masochisme politique auquel ceux-ci paraissent déjà au passé, « Mettez-vous à notre place, murmurerait devant nous un père de famille de Cologne. A l'étranger, on n'aime l'Allemagne que lorsqu'elle a des problèmes. Quand tout va bien, elle est une catastrophe au-delà des frontières. On ne peut trouver cela normal. »

L'orgueil national

Depuis quelques mois on a pu noter une vague — et encore timide — résurgence des sentiments au moins « patriotiques » en Allemagne. Ce n'est certes pas un hasard si, cette année, les deux grands partis ont fait imprimer les couleurs nationales sur toutes leurs affiches. Les journaux de l'opposition ont été surpris d'entendre le *Deutschland über alles* entonné à la fin des réunions de la C.D.U. Le vide psychologique laissé dans le pays par l'effacement d'un certain « rêve socialiste » à la Brandt tend tout naturellement à être rempli par un étrange regain patriotique qui prend, pour l'instant, la forme d'une satisfaction d'être « les meilleurs ». Les nouvelles contraintes du réformisme et l'inclination technocratique que connaît tout Etat moderne entraînent en R.F.A. un lent déperissement du fédéralisme. Celui-ci pourrait bien à terme modifier sensiblement le contenu et le ton de la politique intérieure allemande.

Pour troubler qu'ils soient ces quelques symptômes ne justifient certainement pas les cris d'alarme un peu mécaniques entendus à l'étranger. Pas plus que ne doivent être exagérées les quelques manifestations tout à fait marginales du néo-nazisme ; ni même la surprenante « décontraction » avec laquelle sont désormais publiées outre-Rhin, toutes sortes de littératures sur la période hitlérienne. Vu de Bonn on comprend aisément l'agacement des Allemands devant l'image caricaturale et tentaculaire de leur pays qui continue à être donnée à partir de ces éléments.

De même, le fait de signaler quelques symptômes d'une sorte de quête confuse d'un nouvel « orgueil national » ne signifie pas que toute l'Allemagne soit brusquement saisie par le nationalisme. Bien au contraire. Au demeurant, le concept « national » tel que nous le vivons dans la France héritière des Capétiens et

de la Révolution ne saurait avoir la même signification dans une Allemagne qui ne s'est guère sentie nation que durant quelques dizaines d'années : détail trop souvent oublié. La part étant faite des excès du nationalisme, il est bien difficile en R.F.A. de trouver des interlocuteurs vraiment intéressés par des évocations de « l'âme ou de l'identité allemande », ou même sensibles aux références traditionnelles à la réunification dont aucun homme politique ne connaît le sens. Il est vrai que peu de pays donnent autant que l'Allemagne l'impression d'être encombrés de choses « non dites ».

A ce genre de question, une jeune femme de Brême, professeur de beaux-arts, nous répondait en schéatisant de rire : « Etre Allemand ? Pour moi, cela signifie indiquer cette nationalité sur les fiches d'hôtel. » A Cologne, une dame interrogée sur la réunification nous murmurait en haussant les épaules : « Personne n'y croit plus. Du moins, pas dans un avenir prévisible. Pour mes arrière-petits-enfants peut-être. » Toutes ces réflexions sont encore beaucoup plus courantes que les témoignages de meurtrissures patriotiques.

Alors ? Vision un peu mièvre d'une Allemagne obsédée de bien-être et de jouissances climatisées ou description dramatique d'une Allemagne à nouveau guettée par ses démons ? Ces deux types de réactions françaises paraissent également inacceptables. Peut-on en avoir d'autres ? Au terme d'une longue tournée en R.F.A. et pour autant que valent les très subjectives « impressions de voyage », on peut au moins tenter de mettre de l'ordre dans quelques idées utiles.

La première est qu'il paraît illusoire d'imaginer une « super-Suisse » comme seul avenir de l'Allemagne. Pour reprendre la belle expression de Joseph Rovani (3), il ne saurait y avoir de « nation sans histoire ». Et sans grand dessin collectif, l'Allemagne des apparences matérialistes,

derrière le bonheur placide des « Spießbürger » (petits-bourgeois) allemands, il est de fait qu'un étrange malaise continue d'être perceptible. Une « difficulté d'être » particulière, un sentiment d'insécurité, le poids d'un destin trop étroitement tridé. Aucun miracle ne saurait empêcher le « nain » allemand de grandir et, dans le cadre de l'Europe de l'OTAN ou ailleurs, d'inventer sa vigueur reconquise.

Le simple poids économique de l'Allemagne et du *deutschmark* l'emporte déjà politiquement et militairement sur ces chemins d'autant plus dangereux, à l'avenir, que sera plus grande notre faiblesse. De ce point de vue-là, M. Michel Debré a raison de le rappeler régulièrement. Il n'y a pas de plus grand risque pour l'Allemagne que la faiblesse française. Voici déjà la R.F.A. placée devant le vieux défi qu'elle pose depuis toujours l'histoire aux Allemands, à qui ont toujours été interdits les rêves apolloniens. Et cela reste vrai même si la R.F.A. est pour l'instant gouvernée par un chancelier beaucoup plus intéressé par les relations commerciales — y compris avec l'Est — que par les grands projets politiques.

Deuxième puissance occidentale, la R.F.A. jouera donc en Europe et dans le monde un rôle de plus en plus important. Les efforts diplomatiques récents de Bonn dans le tiers-monde seront très certainement poursuivis et amplifiés après les élections. On devine s'habituera à rencontrer à travers le monde des Allemands qui ne seront plus de simples voyageurs de commerce. Dans un autre domaine et qui qu'ils soient encore commandés par la double crainte d'un dégoût américain sur le continent et du renforcement de l'armée soviétique, les rapports entre la R.F.A. et les Etats-Unis ne se résumeront pas toujours à une docilité unilatérale.

Mais c'est naturellement au sujet du problème de la réunification que l'on peut se poser les questions les plus délicates. Officiellement la conférence de Helsinki et les concessions faites au nom de l'Organisation ont déamoré cette vieille bombe à retardement. La question de Berlin n'est plus au centre des préoccupations internationales. La diplomatie mondiale — de Pretoria à Beyrouth — est sollicitée ailleurs, et la silhouette du « mur » n'aument plus grand monde en Europe. En Allemagne même, la réunification, devenue simple attrait de la phraseologie électorale, ne mobilise apparemment plus les mêmes ferveurs. Au point qu'un oubli parfois quelle était inscrite au cœur de la politique d'ouverture à l'Est et que M. Willy Brandt lui-même prit grand soin dans ses négociations avec l'Union soviétique de ne rien accepter qui la rendit impossible. Au point d'oublier même que le problème de Berlin demeure intact et que dans le monde de 1976 il n'y a plus que deux pays coupés en deux : l'Allemagne et la Corée.

Réflexion d'un diplomate à Bonn : « Les Allemands ont cette qualité indéniable qui leur permet de ne pas dévier d'un pouce des objectifs qu'ils se sont fixés. Il n'est pas impossible qu'ils réorientent un jour leurs efforts vers la réunification. Si les deux Allemagnes décident demain de se rapprocher, qui pourrait les en empêcher ? »

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.
FIN
(2) Communauté européenne du charbon et de l'acier.
(3) « L'Allemagne », éditions du Seuil (« Petite Planète »).

Avant les élections du 3 octobre

L'évolution du droit marque à la fois une certaine libéralisation et une répression politique accrue

Bonn. — Quand, en 1973, a commencé en République fédérale d'Allemagne la seconde législature du gouvernement de coalition libérale-socialiste, il semblait qu'après avoir consacré trois années à la politique étrangère M. Brandt allait passer à la réalisation de son slogan de 1969 : « Nous voulons aller plus vite ». A la veille des élections du 3 octobre, le bilan est mitigé et même contre-dictoire. Dans de nombreux domaines de la vie sociale et juridique, une incontestable libéralisation s'est produite.

Confronté à des actes « terroristes », le

gouvernement a toutefois pris des mesures actives annulant les efforts de libéralisation du droit, accomplis à partir de 1968. C'est ainsi que les diverses réformes pénales ont abouti à la réduction des garanties reconnues à la défense et à la définition de nouveaux délits. Tout s'est passé comme si la libéralisation, dans de larges secteurs de la vie sociale, s'accompagnait d'une répression accrue contre tous ceux qui, à des degrés divers, remettent en cause globalement la société. Mais la contradiction n'est peut-être qu'apparente.

De notre correspondant

Le nouveau « code moral » entré en vigueur le 1^{er} janvier 1976 autorise « tout ce qui ne cause pas de dommage à autrui », tout ce qui ne blesse autrui dans l'exercice de ses droits. La pornographie, la prostitution, l'homosexualité, ne sont plus considérées comme des délits ; la vie privée et intime est à l'abri des interventions de l'Etat. Seules les dispositions relatives à la protection des enfants et des jeunes ont été renforcées.

En 1974, le Bundestag avait adopté une loi très libérale autorisant l'AVORTEMENT au cours des trois premiers mois de la grossesse. Le texte fut déclaré contraire à la Loi fondamentale par le tribunal constitutionnel de Karlsruhe après une plainte des élus chrétiens-démocrates. Le législateur s'est alors efforcé d'utiliser toute la marge de manœuvre laissée par la Haute Cour (le Monde du 29 septembre).

Le nouveau code de la famille et du mariage va entrer en vigueur le 1^{er} janvier prochain. Il assure l'égalité des partenaires au sein du couple et simplifie la procédure du DIVORCE. Celui-ci ne sera plus fondé sur la recherche de la faute, mais sur l'échec du mariage. Le versement d'une pension alimentaire ne dépendra plus de la responsabilité de l'un des conjoints, mais de la situation économique. Depuis l'année dernière, enfin, les époux peuvent choisir comme nom de famille soit le nom du mari, soit celui de la femme.

Le *« Familienname »* (de gabriel) Le plus célèbre de ces mesures est l'interdiction professionnelle qui ferme aux « ennemis de la Constitution » l'accès à la fonction publique, parce que ce n'est pas de la coalition libérale-socialiste, mais sa pratique a été aggravée après 1973, à la suite de la décision des ministres présidents des Länder et du chancelier fédéral, comme sous le nom de « décret contre les extrémistes ».

Le recours aux renseignements généraux, l'espionnage, l'immixtion, se sont parfois étendus à des secteurs sans rapport avec la fonction publique. C'est ainsi que deux jeunes avocats stagiaires de Francfort ont été récusés par l'ordre, parce qu'ils avaient été démissionnaires à Stuttgart, dans le procès Baader. Dans les Länder gouvernés par les libéraux et les sociaux-démocrates, une timide libéralisation est actuellement tentée, mais les Länder chrétiens-démocrates continuent d'appliquer le décret contre les extrémistes dans toute sa rigueur.

De la prison aux amendes

Dans un souci de modernisation du code pénal, les petites infractions ont cessé d'être des délits pour devenir de simples contraventions. Les peines de prison inférieures à un mois ont été remplacées par des amendes fixes en fonction de la situation économique du condamné.

Après plusieurs années de dis-

La réduction des droits de la défense

Depuis l'année dernière, plusieurs réformes pénales et de procédure civile ont « réduit » les DROITS DE LA DÉFENSE ; un avocat ne peut défendre plus un accusé dans la même affaire. Ce principe a été strictement appliqué, par exemple, à M. Otto Schilly, avocat de Gudrun Kuschka dans le procès de Stuttgart, à l'été 1975. Les accusés ne peuvent avoir plus de trois avocats de leur choix. Les procès peuvent avoir lieu en l'absence des accusés si ceux-ci se sont mis volontairement hors d'état de suivre les audiences. La procédure contre le groupe

Baader a montré que, à encore, les magistrats interprètent ces dispositions d'une manière très extensive.

La correspondance entre un avocat et son client pourra être surveillée si le détenu est accusé d'appartenir à une association terroriste. Les défenseurs soupçonnés de se faire les complices de leur client peuvent être exclus de la procédure, voire de la profession.

En janvier dernier, le Bundestag a adopté un projet de loi bapillé par des adversaires et des partisans. La loi vise à la réduction de la violence contre l'existence de la R.F.A. ou de ses principes constitutionnels. Forte de ce nouveau paragraphe, la police a effectué récemment, dans plusieurs grandes villes allemandes, des perquisitions dans les librairies « de gauche » et a appréhendé un libraire. Une grande maison d'édition qualifiée de « progressiste » vient d'autre part, de refuser un manuscrit sur un sujet historique pour ne pas risquer de tomber sous le coup de ce nouveau paragraphe qui s'applique à une forme de censure.

En prenant ces mesures, la coalition gouvernementale a, pour une grande part, cédé à la pression de l'opposition afin de manifester tout l'intérêt qu'elle porte à la sécurité intérieure, tout en refusant d'aller aussi loin que le souhaitait la démocratie chrétienne. Ces réformes ont donc avant tout une fonction politique. « Techniquement », elles étaient superficielles, du moins si l'on en croit le procureur fédéral de la République, M. Buback, qui déclarait en février dernier au magazine *Der Spiegel* : « Dans la pratique, nous trouvons, toujours une voie. La protection de l'Etat existe parce qu'elle est assurée par des gens qui s'engagent politiquement. Et ces gens, comme Herold (chef de la police judiciaire fédérale) ou moi, trouvent toujours une voie. Il existe une loi et si, une fois, pour être obligé de la solliciter un peu, alors plus rien ne marche. »

DANIEL VERNET.

CAPEL fait
del'homme fort
un homme
bien habillé

Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003 Paris, 272.25.08.
Capel Five Guiches : centre com. Mairie Montparnasse 75015 Paris, 538.73.51.
Capel Madeleine : 28 bd Malesherbes 75006 Paris, 268.34.21.

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.
FIN
(2) Communauté européenne du charbon et de l'acier.
(3) « L'Allemagne », éditions du Seuil (« Petite Planète »).

LA PRESSE CHINOISE
PUBLIEE EN FRANCAIS

PEKIN INFORMATION
(Hédo-madinaire, expédié chaque semaine de Pékin par avion)
1 an : 21.00 F. 2 ans : 31.50 F. 3 ans : 42.00 F.

LA CHINE : Mensuel illustré
1 an : 17.00 F. 2 ans : 25.50 F. 3 ans : 34.00 F.

LA CHINE EN CONSTRUCTION : Mensuel
1 an : 14.00 F. 2 ans : 21.00 F. 3 ans : 28.00 F.

LITTÉRATURE CHINOISE : Mensuel
1 an : 17.00 F. 2 ans : 31.50 F. 3 ans : 34.00 F.

LE COMMERCE EXTERIEUR DE LA CHINE : Trimestriel
1 an : 14.00 F. 2 ans : 21.00 F. 3 ans : 28.00 F.

LIBRAIRIE LE PHENIX
72 Boulevard de Sébastopol — 75003 PARIS
C.C.P. 17.217.63 PARIS

QUARTZ BUSINESSMEN
46 bd HOPITAL
PARIS 13

MEDECINE
PHARMACIE
octobre à juin
Encadrement annuel
parallèle à la Fac.
P.C.E.M. et Pharmacie
Année « O »
Cours par Prof. de Fac.
groupes de 15 étudiants par
CHU
au cœur du Quartier Latin
IPEC 46 Bd St Michel
633.81.23 033.45.87

l'homme
le plus long
s'habille
chez CAPEL

Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003 Paris, 272.25.08.
Capel Five Guiches : centre com. Mairie Montparnasse 75015 Paris, 538.73.51.
Capel Madeleine : 28 bd Malesherbes 75006 Paris, 268.34.21.

ions du 3 octo
pour a la fois
pression politique

Journal L'ISO

en Allemagne fédérale

EUROPE

DEUX POINTS DE VUE

Réponse à un lecteur allemand

Le vrai danger

« N^e pourrions-nous jamais nous relever sans provoquer jalousies et craintes ? Pourquoi ne considère-t-on pas la prospérité de l'Allemagne comme un gage de force pour l'Europe de demain ? » Ainsi conclut un lecteur allemand à la fin d'une longue lettre où n'est pas épargné, comme il se doit, le « nationalisme » français.

Répondre en évoquant le passé n'est certes pas une bonne ni suffisante réponse. La montée de la puissance soviétique, sa formidable armée au cœur de l'empire qu'elle s'est taillé en Europe, constituent des données durables et sans commune mesure avec les données de l'équilibre international de l'après-guerre. Cependant, il est d'une rare imprudence et d'une candeur impardonnable de ne pas tenir compte d'éléments éternels qui commandent la politique de la France, ou plutôt qui devraient la commander, car il s'agit de son existence.

Aujourd'hui, demain comme hier, la France ne peut compter sur aucun allié anglo-saxon pour équilibrer la force de l'Allemagne. Il faut que le feu soit à la maison et même que l'incendie ait fait des ravages pour que, en présence d'une volonté délibérée, et qui menace les intérêts anglo-saxons, la France se sente soutenue. Cette règle est éternelle et nous ne devons pas en vouloir aux gouvernements américains et anglais. C'est la nature des choses. Pour ce qui concerne la Russie, il est certain que la situation créée au lendemain de la seconde guerre mondiale est une barrière difficile à franchir entre ses intérêts et ceux de l'Allemagne. La division de l'Allemagne, notamment, est une exigence de la sécurité soviétique. Encore faut-il que, par une politique cohérente à l'Ouest, il n'y ait pas un risque tel que, au-delà de la normalisation, certaines concessions n'apparaissent pas nécessaires à Moscou.

Bref, de quelque côté que l'on prenne le problème, rien ne remplace la capacité de la France à équilibrer la capacité de l'Allemagne. C'est une condition de l'entente entre les deux peuples, donc de l'évolution pacifique et fraternelle de l'Europe de l'Ouest. Que l'équilibre soit rompu, et par une pente naturelle des choses, la puissance allemande sentant sa force est tentée d'en abuser en rejetant les contraintes, non seulement celles qui lui furent imposées, mais aussi celles qu'elle-même a librement acceptées afin de participer à l'effort nouveau de solidarité.

Après 1968 la force de la France a commencé à décliner. Les efforts entrepris pendant les premières années qui suivirent les événements de mai et les accords de Gharde furent annihilés par l'inflation montante. En cette année 1976 nous pouvons d'autant mieux mesurer les résultats que du point de vue des institutions politiques, nous sommes désemparés, pour ce qui concerne la stabilité du pouvoir, à égalité. Mais pour ce qui concerne l'économie ! Investissements productifs, recherche technique, balance du commerce et des paiements, situation des finances publiques, valeur de la monnaie, donc pouvoir d'achat : un fossé s'est creusé et, si les dirigeants français paraissent avoir tardé à le constater, les dirigeants européens, américains, arabes, en ont déjà tiré les conséquences.

Voyons trois graves aspects de ce déséquilibre. L'Allemagne occidentale a accueilli

soviétique, difficile dans les débuts, mais qui commençait à donner de bons résultats, ne se développe plus, c'est le moins qu'on puisse dire. La coopération spatiale, qui était l'une des plus prometteuses, dépérit. Si la France n'avait pas décliné, l'Allemagne n'apparaîtrait pas maintenant comme le partenaire européen privilégié de la Russie pour tout ce qui concerne le commerce, l'industrie, la technique.

Les événements sont plus forts que les hommes, dit-on fréquemment. Cette réflexion n'est exacte que pour une part. Les hommes peuvent modifier la courbe des événements à condition de bien voir l'objectif à atteindre et les moyens à mettre en œuvre. Le redressement de l'Allemagne au lendemain de sa défaite fut exemplaire. Son effort de lutte contre l'inflation depuis six ans est, à quelques hésitations près, un modèle du genre. Il serait vain et dangereux pour l'Europe de vouloir une Allemagne faible. Les événements, d'ailleurs, ne nous permettraient pas de nourrir cette illusion ! Mais il serait encore plus dangereux pour l'Europe de ne pas voir les risques considérables d'une France faible relativement à une nation voisine qui est sa rivale autant que sa partenaire. Les hommes peuvent modifier une évolution qui n'est nullement de l'ordre de la fatalité.

Le réveil auquel nous assistons et qui tend à imposer aux Français une discipline financière est tardif, terriblement tardif et je m'en veux, depuis quatre ans, de n'avoir pas été plus persévérant ! Mais ce réveil doit aller au fond des choses. Il ne suffit pas d'améliorer les finances publiques d'une année budgétaire. Il ne suffit pas d'appeler à une courte période d'apaisement des revendications ou d'augmentation des impôts. Le redressement économique et politique de l'Allemagne nous met devant notre vraie responsabilité : reprendre durablement la grande voie du redressement national. Tout le reste, je dis bien tout le reste, est subsidiaire.

La réponse à un lecteur allemand est, en fait, une adresse aux Français, et d'abord à leurs dirigeants. Sauront-ils mieux les persuader ?

(*) Ancien premier ministre.

par HERBERT LAMM (*)

ON note ces derniers temps des signes d'une certaine irritation, voire d'une certaine crainte à l'égard de l'Allemagne. Est-ce une attitude constructive ? Ne faudrait-il pas plutôt regarder le phénomène allemand en face, sans faux idéalisme mais aussi sans ressentiment ? Il faut se faire à l'idée que l'Allemagne fédérale n'est pas une des premières puissances économiques, techniques, scientifiques et culturelles du monde. Si sa défaite, en 1945, l'a obligée assez longtemps à être modeste sur le plan politique, en se consacrant avec l'aide des États-Unis à une reconstruction brillamment réussie, une volonté politique propre devait tôt ou tard surgir du rétablissement et du développement de son infrastructure économique.

L'histoire et la géographie veulent que ce soit à la France que l'Allemagne pose le plus de problèmes. Devons-nous pour autant être les victimes d'un historicisme dépassé par l'accélération de l'histoire ? Si c'est vrai qu'en raison de son histoire traditionnelle de la science politique : puissance, force militaire, impérialisme, équilibre, alliances, frontières naturelles, etc., on peut prévoir que le poids de l'Allemagne ira encore croissant, dans l'absolu et par rapport à la France. On se demande même pourquoi, alors que cette montée était prévisible, les hommes d'État français, formés précisément à la tradition de la science politique, n'ont pas opéré à temps un rapprochement avec l'Angleterre, alliée traditionnelle, qui a tenté de maintenir longtemps à l'écart la porte du communisme. Ils ont au contraire préféré un tête-à-tête avec l'Allemagne, imaginé comme une sorte d'axe de l'Europe. Ce rapprochement, d'ailleurs, n'a pas été une figure de protection plus que de paravent, ne pouvant durer éternellement, malgré l'euphorie des débuts. La volonté d'une nouvelle génération allemande, non compromise, devait forcément remettre l'activité industrielle exubérante d'une grande nation qui souhaitait passer l'éponge sur les errements des parents, conçus comme des créatures de papier, des pèches, plutôt que de les surmonter fondamentalement par une vraie autocritique.

L'Allemagne est capable du meilleur comme du pire : son histoire, sa culture, en sont la preuve. Il n'est pas encore trop tard pour empêcher, grâce à une politique éclairée, le réveil des

Si l'état national, institution politique, se voit pris de vitesse par le développement plus dynamique des forces économiques du monde dit « libéral » (et qui n'est « libéral » que par opposition au monde à économie dite « planifiée »), faut-il vraiment s'en affrimer ? La puissance de l'État allemand ne trouverait-elle pas, dans la mesure de sa compétence de la population ? Si l'on veut renforcer l'État chez soi, pourquoi demander aux autres de ne pas le renforcer aussi chez eux ? En continuant la politique selon les concepts de la « communauté », notamment nationalistes, on aboutit à une impasse. Il faut créer des conditions nouvelles dans lesquelles l'État lui-même, quel qu'il soit, ne puisse plus imposer en toute circonstance sa fameuse « raison ». On n'aura plus alors à craindre de danger, qu'il soit allemand ou d'une autre nationalité. Les peuples n'ont en effet pas l'habitude de se ruer les uns sur les autres s'ils n'y sont pas corrélativement invités par leurs États !

La faiblesse de toutes les organisations internationales, notamment de l'ONU, mais, hélas ! aussi des communautés économiques européennes, provient des résis-

tances « légitimes » (car conformes à la nature de leur être) que les États opposent à la solidarité qui constitue au fond la vraie légitimité de ces organisations. En dépit de cette résistance il suffit de comparer le rôle joué dans la société internationale par l'ONU, organisation universelle, à celui dont a dû se contenter la défunte Société des nations (qu'il ne faut pas, loin de là, traiter avec mépris !), pour se rendre compte de l'évolution prodigieuse du monde. La légitimité de la solidarité progresse, tandis que la légitimité de l'égoïsme étatique recule. Un nombre croissant de problèmes exigent des actions et des solutions communes à l'échelle régionale et même mondiale. La société internationale de demain naît dans les douleurs et les grincements. Qui sait si des conflits terribles, tels qu'une troisième guerre mondiale, seront épargnés au genre humain ?

Dans ce monde dangereux, le vois en l'Allemagne un bouclier plutôt qu'un danger pour la France. Les légitimités étatiques allemande, française, anglaise, italienne, etc., seront, en effet, converties progressivement en une nouvelle légitimité commune européenne, afin d'adapter les institutions politiques à la société européenne telle et aux mentalités nouvelles. Il faut se rendre compte que ce que l'on a appelé généralement le « Marché commun » a été finalement bien plus qu'une affaire d'affaires, qu'un jeu de cartes, qu'un jeu de dupes, qu'en pensent les sceptiques de tous bords et même les Européens sincères mais trop vite découragés. Qu'ils se rassurent tous : l'avenir de cet enfant, conçu dans les entrailles mêmes de la plus universelle des civilisations terrestres, est garanti par une logique inhérente, née d'un passé millénaire de déchirements. Pour les jeunes l'Europe rêvée par les parents, souvent dans la confusion mais toujours dans l'espoir d'un monde meilleur pour leurs enfants, est devenue un environnement qui va de soi, qu'ils respirent comme l'air ambiant. Ils s'étonnent lorsqu'on leur demande s'ils y croient ; comme si l'on avait besoin de croire à ce qui est pour eux ce soit ?

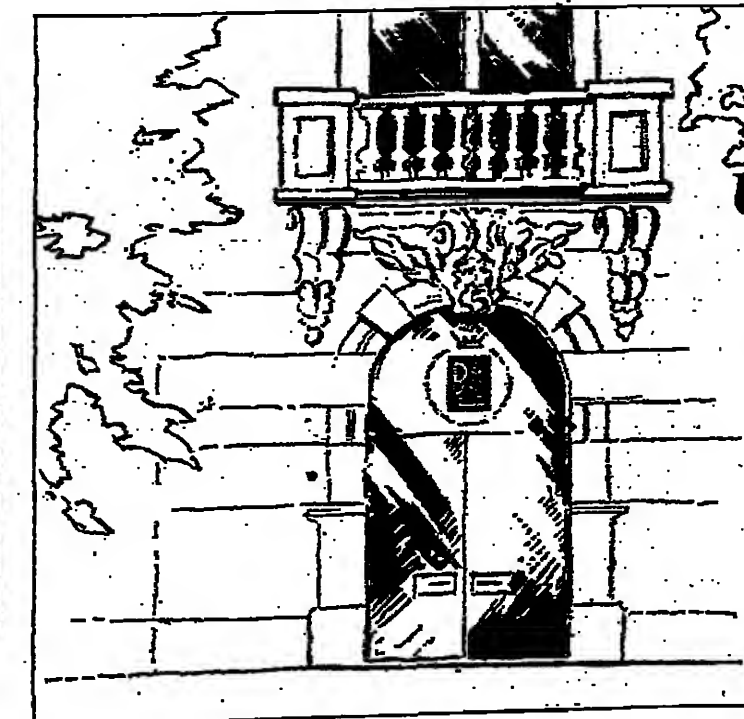
On est parfois surpris en voyant les vrais conservateurs de notre époque, ceux qui veulent avant tout et à tout prix conserver le morcellement du monde en souverainetés étatiques indépendantes en paraissant bien souvent le fonctionnement des organisations internationales, exprimer avec dédain leur manque de considération, voire leur mépris, à l'égard de ces mêmes organisations en feignant d'ignorer que c'est justement cette attitude qui est responsable de la fragilité de ces organisations.

Penser l'avenir selon les concepts tirés des pratiques d'un autre âge, même si ces pratiques survivent encore dans nos mœurs politiques, ne peut que conduire à une analyse erronée. La prochaine étape pour la France consisterait-elle vraiment à se préparer à un « danger allemand » ? Ce serait une attitude téméraire. En renforçant l'autorité des institutions internationales, il faut faire en sorte que les États cessent de se menacer les uns les autres. Il s'agit de ne pas être en retard d'une paix.

(*) Membre de la Société européenne de culture.

M. Gérard
JOAILLERS
7 ANS D'EXISTENCE !...
... AUJOURD'HUI, PREMIER EXPORTATEUR DE LA HAUTE JOAILLERIE FRANÇAISE
C'EST CE QUI A ÉTÉ RÉALISÉ PAR M. GÉRARD
GRACE À SES 30 ANS D'EXPÉRIENCE PERSONNELLE
IL OUVRE À LONDRES LE 1^{er} OCTOBRE PROCHAIN SON NOUVEAU MAGASIN
PARIS
1, rue Montaigne (1) 359-83-94
LONDRES Grafton Street (1) 499-57-16
MONTE-CARLO Av. Monte-Carlo (83) 50-57-48
LAUSANNE Grand-Chêne, 9 (21) 20-20-37
ESTAD Palace Hôtel (30) 4-47-50

Améliorez votre situation en préparant la CAPACITÉ EN DROIT dans le cadre de la FORMATION CONTINUE FRANCIS LEBEVRE FORMATION F.P.V. Etablissement privé 15, rue Vite 75017 Paris - Tél. 759.18.20



Une nouvelle ambassade au 59 de l'avenue d'Iéna
Avenue d'Iéna, les ambassades côtoient les consulats et les missions diplomatiques. Il en manquait une pourtant, dont le prestige est mondial : la musique. Bang & Olufsen vient d'y remédier. C'est là, en effet, à deux pas de l'Etoile, qu'il ouvre son second auditorium parisien. Cet auditorium Bang & Olufsen n'est pas un lieu de vente, mais d'information, de démonstration et d'écoute. Vous pouvez donc y venir en toute liberté et simplement écouter la musique que vous aimez sur les chaînes haute-fidélité Bang & Olufsen ; et, pour un instant... échapper au temps. Pour vous accueillir et vous guider : des spécialistes haute-fidélité qui ont fait de leur métier une passion. Ce nouveau centre, ouvert du mardi au samedi, de 9 h à 19 h, délivre un visa illimité pour l'univers de la musique et de ses plaisirs.
Bang & Olufsen of Denmark

PROCHE-ORIENT

BONNES FEUILLES

« Le Lion et le Soleil », entretiens avec le chah d'Iran

« Le Lion et le Soleil », tel est le titre d'un livre à paraître prochainement aux Éditions Stock (collection « Forain du monde »), qui se présente sous la forme d'entretiens du chah d'Iran avec Olivier Warin. Publié à la veille du voyage officiel de M. Giscard d'Estaing à Téhéran, ce livre interview éclaire divers aspects de la politique intérieure et extérieure du chef de l'État iranien. Du chapitre intitulé « l'Hydre marxiste », nous avons extrait les passages suivants :

« Forcément, malgré tout, vous avez des ennemis en Iran. Qui sont-ils ?
— Eh bien, oui, j'ai des ennemis, ces communistes, marxistes islamiques et autres, voilà !
— Combien sont-ils ?
— Oh ! il y en a à peu près trois mille en prison. Mais encore quelques-uns en liberté, sûrement.
— Dangereux ?
— Dangereux, oui ; juste assez en tout cas pour flaquer quelques plastiques par-ci par-là, et même tuer des gens. Enfin, ce qui s'est passé pendant toutes ces dernières années.
— Je vous dire dangereux politiquement pour vous...
— Non, je crois que jusqu'à présent ils ont fait le maximum de ce qu'ils pouvaient faire.
— Autrefois, vous vous affirmiez partisan d'un bipartisme à la britannique. Pourquoi aujourd'hui ce parti unique, le « Renouveau » ?
— On parle de parti unique, mais en fait ce n'est pas vraiment un, puisque tous les anciens

partis se sont fondus dans son sein. Ainsi, dans le cadre de ce nouveau parti existent toutes les divergences de vues, et la même possibilité de discussion que dans les régimes multipartites. Mais au moins, une fois que tout aura été dit, que tout aura été discuté, la décision sera prise, et ce sera au nom du parti, donc du pays.
» En effet, c'était ridicule auparavant de voir, lorsqu'un parti faisait une déclaration, l'autre, uniquement par opposition, chercher alors à paraître encore plus acharné à planifier le développement du pays. Leur querelle, au fond, n'avait aucun sens, puisqu'on savait très bien que c'était uniquement pour se quereller qu'ils parlaient, et non poussés par de vraies raisons — comme s'ils étaient obligés de le faire.
— Cela ne voulait pas dire une espèce de concurrence, assez saine, malgré tout ?
— Mais elle existe au sein du parti (...).
— Ce parti unique « Renouveau », est-ce que cela veut dire

qu'en Iran il n'y a pratiquement pas d'opposition, ou bien que cette opposition n'a pas droit de cité au Parlement ?
— Relativement. Que veut dire opposition ici ? Opposition au sein du parti, c'est-à-dire opposition à certains exécutants, certains membres de l'exécutif, opposition sur certaines façons d'organiser les choses, opposition, en ce qui concerne la marche de certains ministères, ou même de certains bureaux.
» Mais ce que vous appelez, vous, opposition, c'est-à-dire opposition au régime même, en Iran, ce n'est pas permis par la loi. Par exemple, le communisme est interdit ; toute activité contre le régime monarchique en Iran est interdite. Bien ou mal, c'est ainsi, et cela existait bien avant moi. En résumé, une opposition légale est tout à fait permise, mais, illégale, naturellement non.
— Mais c'est étonnant, parce qu'on a l'impression que le régime n'est pas vraiment menacé.
— Non, pas du tout.

« L'opposition réelle, c'est moi-même »

— Alors pourquoi cet ostracisme vis-à-vis d'une opposition impuissante ?
— Vous parlez d'ostracisme : peut-être que, du point de vue européen, c'est le cas, mais, chez nous, personne ne peut forcer le peuple à accepter, à digérer qu'on soit contre la monarchie. Il ne comprendrait pas, parce qu'elle est ancrée dans son histoire même ; depuis que nous existons, nous avons toujours connu cette institution-là (...).
— On dit que s'il n'y a pas d'opposition apparente en Iran, c'est qu'elle a été physiquement

liquidée, comme le parti communiste l'a été, par exemple ?
— Encore une fois, opposition à quoi et à qui ? J'ai quelquefois apprécié moi-même ma propre expression : « L'opposition réelle, c'est moi-même ». Parce que j'étais de critiquer l'essai de faire mieux. Avec toutes mes organisations de renseignements, d'investigations, je peux arriver à la racine, à la base de tout défaut. Donc, au fond, l'opposition de Sa Majesté, c'est moi ! Mais c'est une opposition concrète, positive, qui veut mieux faire ; pas une opposition qui, pour l'amour de s'appeler opposition, se contente à contester sans avoir tout le monde et jusqu'au boutiste. Non, ici, l'opposition c'est pour faire mieux.

— Dans le dernier rapport d'Amnesty International (1), l'Iran figure parmi les États qui ont le plus de violations des droits humains « continuant d'une manière préoccupante ».
— Cela dépend de ce qu'on entend par droit humain. Parce

que je ne sais pas si les lois d'un pays devraient être interprétées par les autres. Nous avons évidemment accepté et voté pour la Déclaration des droits de l'homme, mais on ne peut pas aller plus loin que cela. Pour le reste, ce sont les lois du pays qui comptent. (...)
— Combien y a-t-il de prisonniers politiques en Iran ?
— Je vous l'ai dit peut-être trois mille.
— Alors, ce sont tous des marxistes ?
— Ah oui ! Personne d'autre.
— Le seul ennemi politique, c'est le marxisme. Il n'y a pas d'autre tendance qui, selon vous, puisse être dangereuse pour l'Iran ?
— Pas suffisamment pour qu'on soit mis en prison.

— Mais, sans avoir d'action, si on est inscrit à un parti politique de tendance marxiste, on est possible de la prison ?
— Ce n'est pas permis par la loi, il y a des pays qui ont banni le communisme, vous savez cela.
— Pensez-vous que le communisme puisse être adapté à certaines réalités d'autres pays ?
— Ah oui ! Je trouve que certains autres pays ne pourraient pas être gouvernés sans une idéologie communiste et sans les méthodes communistes. Je ne vois pas comment la Chine aurait pu être gouvernée sans son régime. Il y a d'autres pays, mais je ne veux pas citer de noms. La Chine en est un exemple.

— On dit aussi que la Savak est l'une des polices politiques les plus dures du monde, quelle pratique la torture, les exécutions sommaires...
— Tortures...
— Pourquoi est-ce que nous ne pourrions pas employer les mêmes méthodes que vous autres Européens ? Le raffinement de la torture, eh bien, cela aussi, nous l'avons appris de vous. Comment est-ce que vous agissez psychologiquement pour tirer la vérité de quelqu'un ?
— Nous faisons la même chose que vous.
— C'est pourtant ce que les journaux citent souvent. Pourquoi, à votre avis ?

— Que voulez-vous qu'on dise ? Il faut bien dire quelques choses, n'est-ce pas ? Tous ces marxistes qui sont en liberté à travers le

monde, il faut bien qu'ils nous atteignent d'une façon ou d'une autre. Alors, c'est très facile de dire des choses pareilles (...).

« au fond, les Kurdes ne se battaient plus »

Un autre chapitre traite de la politique extérieure et de la défense. En voici des extraits :

— Après une longue inimitié, on a été très étonné par cet accord, assez rapide finalement, qui vous a été signé avec l'Irak. Quelles en étaient les raisons de base ?
— On ne peut pas tout dire, n'est-ce pas ? Mais la raison de base c'est qu'on en était arrivé à un point de rupture véritable : il fallait se décider — surtout du côté irakien — ou bien à faire la guerre, ou bien à faire la paix. En tout cas, moi je n'ai aucune intention de faire la guerre, sauf pour défendre mon pays, et les Irakiens, comme nous-mêmes, en sont venus à se dire qu'au fond, pendant toutes ces années, plus de cinquante ans, peut-être même un siècle, les différends qui nous ont opposés étaient en fait l'héritage de l'ancien empire ottoman ou britannique. Et puis, comment pouvait-on prétendre — c'était l'un des motifs de la discorde — que ce fleuve frontière, le Chat-al-Arab (2), avec une eau constamment navigable, et où nos droits sont reconnus pour qu'ils puissent naviguer non seulement notre marine marchande, mais aussi notre flotte militaire, et où de surcroît nous pouvions même inviter des bâtiments de guerre d'une tierce puissance, sans avoir à en avertir l'autre partie, comment pouvait-on prétendre que ce fleuve appartenait entièrement à l'Irak ?

— Alors les Irakiens ont fait ce qu'ils auraient dû faire depuis très longtemps : ils ont admis que c'était injustifiable, et nous avons décidé d'en finir très rapidement. C'est ainsi que cela s'est passé. (...)
— On a un peu l'impression que cet accord s'est fait sur le dos du peuple kurde.
— On peut dire cela si l'on veut, mais finalement je crois

que c'est maintenant le secret de Polichinelle qu'au fond les Kurdes ne se battaient plus, qu'ils étaient devenus très fatigués. Donc je crois que cette solution s'imposait à eux aussi. A moins qu'ils n'aient décidé d'endurer des souffrances excessives et peut-être inutiles, puisque à la fin le résultat aurait été le même, mais après avoir souffert bien davantage.

— Mais avant, vous soutenez les Kurdes. Vous n'auriez pas pu continuer ?
— A quel prix ? A quel prix d'abord pour eux-mêmes et, ensuite, à quel prix pour la région ? Cela ne valait pas le coup, je crois, surtout qu'on peut dire qu'ils ne se battaient plus qu'à peine.

— Et, avant de signer ces accords, vous avez rencontré, reçu le général Barzani ?
— Mais Barzani venait, puis rentrait chez lui plusieurs fois par an.

— Mais si on n'a pas pu participer aux accords ?
— On ne peut pas dire cela, mais nous avons averti les Kurdes que cela ne pouvait pas continuer ainsi, qu'il était impossible. Leur avez-vous offert une sorte de dédommagement, de soutien ou d'aide ?
— Oui, puisque cent mille d'entre eux sont venus chez nous. Maintenant, beaucoup sont en train de repartir pour l'Irak. Mais on n'oblige personne à y retourner, naturellement. Ces gens-là ont été hébergés et bien entretenus, je crois.

L'intervention au Dhofar

— Vous vous êtes extrêmement partiellement dans les affaires intérieures d'un État, et cependant, en 1971, vous êtes intervenu militairement en envoyant, je crois, mille cinq cents hommes dans le sultanat d'Oman.
— Mais ils nous ont demandé formellement d'intervenir : chez eux, et d'ailleurs nos troupes sont sous le commandement du sultan d'Oman.
— Ce sont des mercenaires, alors ?
— Non, non, non, c'est la troupe régulière de l'Iran.

— Et si n'importe quel État du Golfe faisait appel à l'armée iranienne pour une situation de ce genre, à l'obtiendrait-elle ?
— Sûrement.
— Quels sont les critères qui vous ont fait accepter, en l'occurrence, d'intervenir contre les rebelles du Dhofar ?
— D'abord, c'étaient des sauvages, les rebelles du Dhofar, des sauvages qui voulaient faire des réformes. Et puis, regardez un peu la localisation géographique de l'Oman et de Mascate : c'est à l'embouchure du golfe Persique, un goulet d'étranglement d'une artère jugulaire. Cela aurait créé de tels problèmes d'ordre international, si jamais ce passage avait été en l'angoisse, que l'ordre des choses dans le monde en aurait été bouleversé. (...)
— Compte tenu des nouvelles données, de la progression très rapide de l'Iran ces temps derniers, quelle place lui attribuez-vous dans le monde de demain ?
— Comme je vous l'ai dit, dans douze ans et demi, treize ans, nous espérons atteindre le niveau

actuel de l'Europe. L'Iran comptera alors entre 45 et 50 millions d'habitants, ce qui est beaucoup. Évidemment, à ce moment-là, le travail ne sera pas fini. Nous ne serons pas encore en mesure, par exemple, d'exploiter tous les terrains agricoles irrigués par les barrages que nous aurons construits ou par l'eau des puits que nous aurons forés. Non, dans douze ans, il faudrait trop d'efforts pour arriver à cela, et nous n'aurons simplement pas le temps.

— Bien sûr, on n'en finit jamais de figurer, de raffiner, et jusqu'à la fin du monde il y aura quelque chose à faire, mais, pour mener à bien le gros travail en Iran, il nous faudra jusqu'à la fin du siècle. Alors je crois que ce sera un pays avec au moins 65 millions d'habitants. Cela veut dire plus que la France actuelle, plus que la Grande-Bretagne actuelle, plus que l'Italie actuelle. Avec à peu près le même potentiel.
— Je ne parlais pas tant du niveau de vie intérieur et des ressources économiques que du niveau de puissance d'Iran sera-t-il une grande puissance du monde de demain ?
— Je ne sais pas si l'on peut appeler les puissances non atomiques — ce que je souhaite que nous restions — des grandes puissances. Parce qu'il n'y a pas que l'influence morale, il y a aussi le sentiment de terreur qu'on peut faire subir aux autres.

« Nous serons la cinquième puissance militaire du monde »

— Vous donnez souvent l'impression à l'étranger d'une sorte de frénésie de l'armement, à tel point que certains parlementaires des États-Unis s'en sont même inquiétés, affirmant que la vente d'armes à l'Iran est de nature à affaiblir le potentiel militaire américain.

— C'est exagéré, évidemment, comme d'habitude. Mais si nous faisons cet effort, c'est parce que les Nations unies ne représentent rien du tout. Quel problème ont-elles pu résoudre jusqu'à présent ? Quel pays ont-elles pu sauver ? Quel territoire occupé par la force a été repris par les Nations unies pour être redonné sur un plateau au pays victime ? Cela ne se répètera pas pour nous. (...)
— Mais est-ce que vous avez véritablement besoin de l'armement ?
— Peut-être de davantage. Parce que, si vous croyez que j'ai peur d'un petit chef du golfe Persique, évidemment, je n'ai pas besoin du dixième de ce que nous avons. Mais, chez nous, il faut regarder dans toutes les directions.

faut continuer. Tout dépendra de l'évolution : si nous nous fortifions et si les autres se relâchent... En tout cas, nous ne souhaitons pas devenir un jour une puissance atomique. A moins que le monde ne devienne un monde de fous, que tous nos petits voisins nous viennent tout à fait irresponsablement, qu'une vingtaine, une trentaine de pays ne commencent à acquiescer une arme ridicule de cette sorte ; alors toutes les données du problème changeraient et il faudrait évidemment commencer à se penser d'une façon sérieuse. De toute manière, aujourd'hui, nous ne sommes pas encore en position de posséder l'arme nucléaire. Mais, comme nous allons construire vingt à vingt-cinq usines atomiques, on pourra toujours dire qu'avant l'uranium enrichi nous en sommes capables ; mais alors pourquoi s'en prendre à l'Iran, puisque ce sera sans doute le cas de bien d'autres pays ?

— Cela dit, notre politique, je le répète, est tout à fait anti-nucléaire.
— OLIVIER WARIN.

— Nous serons la cinquième puissance militaire du monde dans cinq, dix ans peut-être. Mais nous n'atomique. Après, nous verrons s'il

ne faut continuer. Tout dépendra de l'évolution : si nous nous fortifions et si les autres se relâchent... En tout cas, nous ne souhaitons pas devenir un jour une puissance atomique. A moins que le monde ne devienne un monde de fous, que tous nos petits voisins nous viennent tout à fait irresponsablement, qu'une vingtaine, une trentaine de pays ne commencent à acquiescer une arme ridicule de cette sorte ; alors toutes les données du problème changeraient et il faudrait évidemment commencer à se penser d'une façon sérieuse. De toute manière, aujourd'hui, nous ne sommes pas encore en position de posséder l'arme nucléaire. Mais, comme nous allons construire vingt à vingt-cinq usines atomiques, on pourra toujours dire qu'avant l'uranium enrichi nous en sommes capables ; mais alors pourquoi s'en prendre à l'Iran, puisque ce sera sans doute le cas de bien d'autres pays ?

— Nous serons la cinquième puissance militaire du monde dans cinq, dix ans peut-être. Mais nous n'atomique. Après, nous verrons s'il

ne faut continuer. Tout dépendra de l'évolution : si nous nous fortifions et si les autres se relâchent... En tout cas, nous ne souhaitons pas devenir un jour une puissance atomique. A moins que le monde ne devienne un monde de fous, que tous nos petits voisins nous viennent tout à fait irresponsablement, qu'une vingtaine, une trentaine de pays ne commencent à acquiescer une arme ridicule de cette sorte ; alors toutes les données du problème changeraient et il faudrait évidemment commencer à se penser d'une façon sérieuse. De toute manière, aujourd'hui, nous ne sommes pas encore en position de posséder l'arme nucléaire. Mais, comme nous allons construire vingt à vingt-cinq usines atomiques, on pourra toujours dire qu'avant l'uranium enrichi nous en sommes capables ; mais alors pourquoi s'en prendre à l'Iran, puisque ce sera sans doute le cas de bien d'autres pays ?

CENTRE COMMUNAUTAIRE, 19, boulevard Poissonnière, PARIS-2^e
DINER-DEBAT (troisième entrée)
avec
M. CHRISTIAN PINEAU
ancien ministre des affaires étrangères, à propos de son livre
« SUEZ 56 » (Laffont), mercredi 6 octobre 1976, à 20 heures.
Séances animées par Victor Malka.
Réservation et renseignements : 236-97-00 - 233-64-96

UNE 2CV NEUVE AVEC 430 F*



	1 ^{re} année	2 ^e année	3 ^e année	4 ^e année
2 CV Spécial	429,26 F	375,92 F	327,66 F	279,40 F
2 CV 4	459,68 F	402,56 F	350,38 F	299,20 F
2 CV 6	486,72 F	426,24 F	371,52 F	316,80 F

* Tarif au 1.7.76 - Carte grise en sus.

Incroyable mais vrai, avec Ecoplan il suffit de 430 F pour partir au volant d'une 2 CV Spécial neuve, sans aucun dépôt de garantie. Vous paierez simplement sur 4 ans des loyers mensuels dégressifs (voir tableau ci-dessus). Maintenant, vous pouvez choisir aussi la formule qui consiste à verser au départ un dépôt de garantie remboursable qui vous permettra de payer des mensuels

tés plus faibles, ou encore celle qui limite la durée du contrat entre 1 et 3 ans. Avec Ecoplan vous pouvez disposer, quelle que soit la formule, de tous les modèles de la gamme Citroën et vous pouvez bien sûr choisir d'autres modalités financières. Avec Ecoplan, Citroën met la voiture neuve à la portée de tous. Pour tous renseignements complémentaires, consultez votre concessionnaire Citroën.

ECOPLAN

LOCATION LONGUE DURÉE

MARQUE DÉPOSÉE

CITROËN

CITROËN présente TOTAL

العدد 150

الشرق الأوسط

PROCHE-ORIENT

Liban

Les Palestiniens reconnaissent la perte de leurs positions

(Suite de la première page.)

Mardi soir, ses chars T-54, de fabrication soviétique, étaient alignés dans la cour de la caserne de l'armée libanaise à Hammana. Cela dit, les moyens engagés n'ont pas été considérables.

Mardi, la bataille s'était nettement intensifiée par rapport à la veille, et le barrage d'artillerie était devenu intense. Un déluge de feu s'était abattu sur les positions palestiniennes. Cette intense préparation d'artillerie devait permettre l'avance des blindés, qui ratisseront la région, droite chrétienne, après une période d'attente initiale mardi, s'est engagée à fond mercredi dans les combats. Les forces palestino-progressistes se sont trouvées littéralement prises en tenaille. Il semble que deux brigades syriennes tenues en réserve n'aient pas été utilisées. C'est ce qui ressort des informations du journal *Al Safir*, proche des palestino-progressistes.

Toujours selon *Al Safir*, les Syriens et leurs alliés phalangiotes se sont répartis les principaux villages de la région, quatre d'entre eux seront désormais contrôlés par les militaires de Damas, Hammana, Kormayel, Tarchiche et Kfar-Selouane, et quatre par la droite chrétienne : Metn, Aintoura, Salima et Kneiss. Cela correspond, dans l'ensemble, à la situation sur le terrain, à cela près que l'armée syrienne se trouve aussi à Metn et Aintoura. Damas a annoncé que l'administration libanaise sera restaurée dans les villages débarrassés des hors-la-loi.

Peut-on considérer que la bataille est maintenant terminée ? Si dans ce qu'on appelle « la Montagne » (et qui n'est qu'un petit secteur), il ne faut plus s'attendre qu'à des escarmouches, il n'est pas dit qu'un nouveau front ne sera pas ouvert ailleurs. Dans quelques jours ou dans quelques semaines. Le temps de voir si les Palestiniens vont se plier à la volonté syrienne à la suite de leur défaite. Damas propose en effet, de nouveau, aux Palestiniens de négocier. Ceux-ci seraient jusqu'à nouvel ordre, enclins à refuser.

Le dirigeant phalangiste Amine Gemayel a déclaré mercredi : « Même si les Syriens s'arrêtaient, nous ne nous arrêtons pas. Notre opération est autonome. C'est

une coïncidence si elle s'est déroulée en même temps que celle des Syriens. Après Aintoura et Metn, ce sera Jieh et Damour. Nous libérons tout le Liban. »

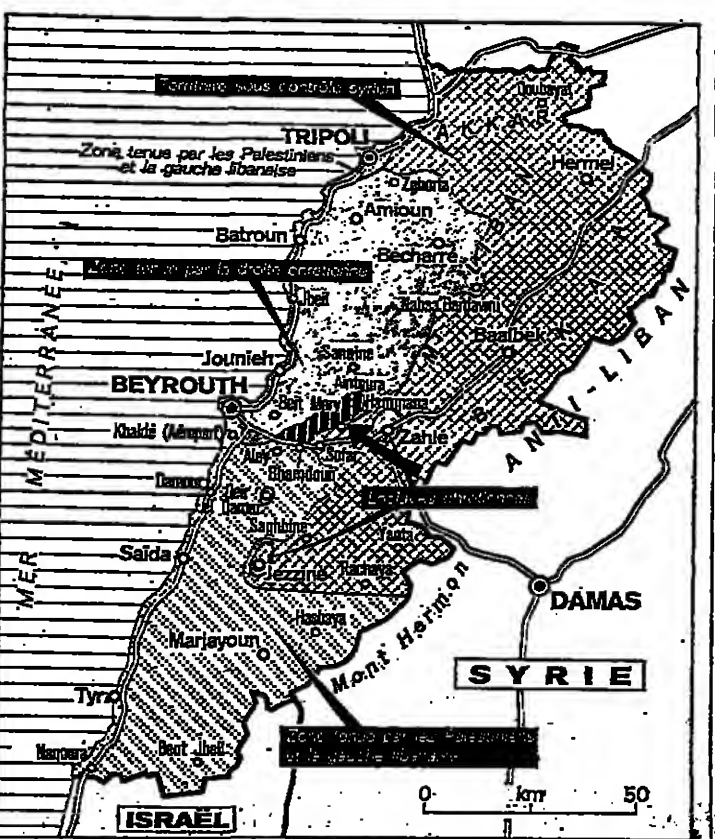
La défaite des Palestiniens-progressistes a eu lieu au moment où le leader de la gauche libanaise, M. Kamal Joumblatt, se trouvait au Caire. Il ne paraît pas devoir interrompre son voyage, et compte en tout cas poursuivre sa tournée en Arabie Saoudite et en Irak, peut-être également en Libye et en France.

Sollicité par le chef de l'O.L.P., M. Arafat le président Sadate a demandé la convocation dans les quarante-huit heures d'un « sommet » arabe à six (Égypte, Syrie, Arabie Saoudite, Koweït, Liban, O.L.P.), et la confirmation de la date de la conférence plénière de la Ligue arabe, fixée en principe

pour le 18 octobre. Mais ni l'une ni l'autre de ces propositions ne semblent avoir de chances d'aboutir à des résultats.

Malgré cette démarche, les Palestino-progressistes notent que l'Égypte n'est intervenue qu'après avoir laissé à la Syrie le temps d'agir militairement, et soulignent, une fois de plus, le « grand silence » de la communauté arabe. Ils relèvent, enfin, que le ministre français des affaires étrangères a indiqué à l'ONU que son pays était au courant de l'offensive syrienne, puisque, selon lui, Paris avait été informé du caractère « limité » de l'opération. D'autre part, l'U.R.S.S. aurait fait récemment savoir à l'O.L.P. que la Syrie l'avait informée qu'elle n'avait pas l'intention de déclencher une offensive.

LUCIEN GEORGE.



Le conflit israélo-arabe

M. KISSINGER : les conditions se développent pour une reprise des efforts de paix.

Nations unies (New-York) (A.F.P., A.P.). — Prenant la parole devant dix-huit ministres arabes des affaires étrangères venus assister à l'Assemblée générale de l'ONU, M. Kissinger a exprimé mercredi 29 septembre l'espoir que « des progrès importants puissent être accomplis dans les mois à venir » dans la recherche de la paix au Proche-Orient. « Les conditions se développent pour qu'une reprise énergique des efforts de paix puisse être entreprise », a-t-il affirmé, sans plus de précision, le secrétaire d'État américain.

Prenant la parole au nom de ses collègues arabes, M. Habib Chatbi, ministre des affaires étrangères tunisien, a répondu : « Les États-Unis ont la capacité d'exercer de nouvelles pressions sur Israël ».

En sujet du problème du Liban, dont M. Chatbi a dit qu'il était un « enfant » du problème palestinien, M. Kissinger a insisté sur la nécessité « d'unité » des Arabes.

SI VOUS MESUREZ 1 m 80 OU PLUS (jusqu'à 2 m 10)
SI VOUS ÊTES FORT
JOHN RAPAL
GRANDES TAILLES
PRÊT-À-PORTER

Costumes serge, flanelle, cheviotte, tenniss, velours infaillibles. Veste sport, harris tweed, shetland etc... Pardessus, imper, trench doublure amovible. Peaux lainées, vestes, blousons, trench, cuir ou daim, exclusivité MAC DOUGLAS. Pantalons, chemises, pulls, 4 longueurs de manche.

3000 VETEMENTS livrés immédiatement.
40, Av. de la République
Métro Parmentier
Parking gratuit
Tél. 355.66.00

États-Unis

LA GRANDE COLÈRE DES POLICIERS NEW-YORKAIS

(De notre correspondant.)

New-York. — Près de deux mille policiers ont manifesté, mercredi soir 29 septembre, à l'entrée du Yankee Stadium, à New-York, où Mohammed Ali (Cassius Clay) défendait son titre de champion du monde de boxe. La manifestation a dégénéré en une émeute policière sans précédent dans l'histoire américaine. Les policiers étaient rendus furieux par les lenteurs des négociations, qui duraient depuis dix-huit mois entre leur syndicat, qui représente les dix-huit mille policiers de New-York, et la municipalité, à propos des augmentations de salaires et modifications de leur horaire de travail.

Non contents de paralyser la circulation, de marcher au milieu de la rue en rangs serrés en scandant des slogans vengeurs et de faire un bruit assourdissant avec leurs sifflets, les policiers restèrent les bras croisés lorsque plusieurs centaines de voyous forcèrent les portes du stade. Ils les aidèrent même à y pénétrer sans être munis de billets, ne firent rien pour les empêcher de dévaliser des passants et de fracturer des voitures. C'est scandaleux. Le fait que la police assistait à un événement de ce genre est passible et mûrit à ces crimes demande à être expliqué. Il s'agit d'un effondrement de l'éthique policière », a déclaré M. Abraham Beame, maire de New-York.

Plusieurs centaines de policiers en uniforme chargés de faire respecter la loi et l'ordre ne sont pas intervenus pour empêcher leurs camarades de manifester bruyamment. Le policier le plus haut gradé de New-York, M. James Hannon, fut frappé au visage et traîné à terre par des subalternes. Six autres policiers de police de rang élevé furent également frappés à coups de poing par les manifestants. Ces derniers ont renversé des barrières en hurlant des slogans tels que « A bas le maire ! ».

Les causes de cette révolte sauvage du « blue power » (« pouvoir bleu », du nom de la couleur des uniformes des policiers new-yorkais) sont complexes. L'affaiblissement du syndicat policier, déchiré par des rivalités et rongé par la corruption, et qui ne peut plus, par conséquent, négocier efficacement le recrutement des policiers, dont 40 % vivent en dehors de New-York et dont 30 % sont noirs et noirs par les noirs et les portoricains. La crise économique, enfin, qui amène la municipalité au bord de la faillite et lui a interdit d'accorder aux policiers les salaires des policiers (dont deux mille furent d'ailleurs licenciés au printemps dernier), a joué également son rôle.

LOUIS WIZNITZER.

AMÉRIQUES

Cuba

M. Fidel Castro annonce à ses concitoyens une nouvelle période d'austérité

La Havane (Reuter). — M. Fidel Castro a averti ses compatriotes, le 28 septembre, que des temps difficiles les attendaient en raison de la baisse de la production de sucre consécutive à la sécheresse, de la chute des cours de ce produit et du coût croissant des importations. Le premier ministre cubain a déclaré que le plan quinquennal serait révisé à la baisse.

Les Cubains auront sans doute été désagréablement surpris en apprenant que de nouvelles épreuves les attendent. La presse, d'ordinaire très généreuse en informations d'ordre économique, avait été, cette fois, assez avare de commentaires sur le caractère catastrophique de la situation créée par la chute du cours mondial du sucre. La tonalité générale était même plutôt à l'optimisme, en raison des discussions relatives au premier plan quinquennal lancé au début de cette année, et qui prévoyait une croissance annuelle de l'ordre de 6 %.

Comme en 1970, lors de l'échec de la grande « zafra » (récolte du sucre) de 10 millions de tonnes, c'est de la bouche de leur leader que les Cubains, rassemblés sur la place de la Révolution, ont appris que des jours assez sombres les attendaient. Cette fois, pourtant, les raisons de la crise sont plus aisées à expliquer qu'il y a six ans. En 1970, en effet, les erreurs de direction étaient largement responsables de l'échec. Cette fois, les causes en sont beaucoup plus extérieures. Quelques chiffres le résument. Le sucre, qui représente 80 % environ des exportations de l'île, valait 65 cents la livre (un peu plus de 3 francs) il y a deux ans — cours si est vrai exceptionnel. Il en vaut aujourd'hui 8, (un peu moins de 40 centimes).

Certes, l'impact de cette chute catastrophique est limité par le fait que l'Union soviétique achète à Cuba près de la moitié de sa production à un taux fixe de 30 cents environ. Il n'empêche

que Cuba doit faire face à une diminution catastrophique de ses rentrées de devises, en particulier de la part de ses deux principaux acheteurs : le Japon et l'Espagne.

Pour faire face à cette situation, les Cubains envisagent deux sortes de mesures. D'une part, ils vont encore augmenter leurs échanges avec l'Union soviétique, déjà très importants. Ainsi, M. Fidel Castro a annoncé que les fibres textiles artificielles en provenance des pays occidentaux seraient remplacées par du coton soviétique.

En second lieu, Cuba va devoir réduire ses importations. Cette mesure portera, en particulier, sur les matières premières, les machines et les pièces de rechange. La réduction des importations concernera aussi les biens de consommation, notamment alimentaires. M. Castro a annoncé à ses compatriotes qu'ils devront réduire leur consommation de café et de lait.

Ceux-ci sont, sans doute, mieux à même que n'importe quel autre pays de comprendre les raisons qui justifient ces restrictions. Le degré de « conscientisation politique » de l'île a en effet beaucoup progressé ces dernières années. La réunion au début de 1976 du premier congrès du P.C. cubain en témoigne. La mise en œuvre toujours précoce, à partir du 10 octobre et jusqu'au 2 décembre prochain, du premier processus électoral au niveau de l'île entière témoigne également que les dirigeants ne craignent pas de trop violentes réactions de la part de leurs concitoyens. — J.-P. C.

Vienne?

AUSTRIAN AIRLINES
Les horaires les plus pratiques en Europe et vers le Proche-Orient

Austrian Airlines 12, rue Aubert, Paris - Téléphone 238-34-65



Robert Ricci

Président des Sociétés NINA RICCI

Vous invite à visiter la nouvelle Boutique

“NINA RICCI - GEORGE V”

(angle des avenues George V et Pierre-1^{er} de Serbie)

Sur 3 étages:

Prêt-à-porter “Boutique” - Prêt-à-porter “Shopping” - Prêt-à-porter “Fournures”
Collections “Week-end” (Sweaters, Pulls, etc.) Carrés, Écharpes, Accessoires,
Parfums - Maroquinerie - Bagages - Bijoux précieux - “Objets maison”, etc.

... et une Boutique “Monsieur”.

Ouverture continue de 10h à 20h tous les jours sauf dimanche.

de la République

POLITIQUE

LES RÉACTIONS DES MILIEUX POLITIQUES

M. GUÉNA (U.D.R.) : le combat électoral est engagé.

M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré à Rocamadour, où sont réunis les parlementaires gaullistes : « Lorsque le plan Barre a été publié, nous avons dit que c'était un plan mesuré, cohérent, qui n'offensait pas la justice sociale. Dans ces conditions, nous étions disposés à lui apporter notre appui. Je ne puis que le confirmer, car nous sommes le sens de l'intérêt national, et nous allons donc dans le sens de l'appel du président de la République. » Les élections sont toujours gagnées sur deux terrains : premièrement par l'action gouvernementale et deuxièmement par le combat électoral et, qu'on le veuille ou non, ce combat, du fait de l'opposition, est engagé. On ne peut pas ne pas le livrer. C'est le sens de l'initiative de Jacques Chirac, qui rencontre mon assentiment. »

« Nous sommes devant une situation politique nouvelle depuis un mois, il n'est pas mauvais que notre mouvement se détermine démocratiquement. L'U.D.R., où aucun risque de désunion n'existe, a le sentiment que les élections seront gagnées avec, à travers et par elle. Nous appellerons nos militants à l'élargissement, au rassemblement et au renouveau, ce sera le thème de nos assises nationales extraordinaires. »

M. PERONNET (radicaux) : la meilleure tradition républicaine.

M. Gabriel Péronnet, président du parti radical : « Les radicaux auront été sensibles au langage employé par le chef de l'État. Ils y auront retrouvé le meilleur d'une tradition républicaine, attentive à faire prévaloir l'intérêt général sur les pressions partielles. Situé dans la vraie perspective, et au-delà d'un électoralisme à courte vue, le combat contre l'inflation doit rassembler une nation plus solidaire. Cette solidarité ne sera point marchandée dès lors qu'elle s'appuiera sur la confiance gagnée par une politique de réformes et de justice. »

LE C.D.S. : on attend des mesures fiscales plus hardies

Le Centre des démocrates sociaux, que préside M. Jean Lecanuet, a publié la déclaration suivante : « Le président de la République a fait appel à la solidarité et à la discipline des Français. La lutte contre l'inflation, c'est, en effet, la bataille de la France tout entière. Mais le C.D.S. considère que la solidarité ne doit pas s'exprimer uniquement pour compenser les effets d'une mauvaise récolte, de la hausse des prix et de l'insuffisance de l'emploi. Les réformes attendues doivent donner à tous, en particulier par des mesures fiscales plus hardies, la certitude que le travail n'est pas pénalisé à l'avantage de la fortune acquise. » Le C.D.S. est dans la majorité. S'il se refuse à la critique systématique et démagogique, il entend plus que jamais ne pas laisser à l'opposition le droit de la mission de proposer. C'est notre conception d'une démocratie vivante. »

M. MARCHAIS (P.C.) : manque de sérieux

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a déclaré, mercredi soir, à Radio-Monte-Carlo : « Nous avions l'habitude, depuis de nombreuses années, d'avoir devant nous un assez brillant illustrateur, et, ce soir, c'était l'expression d'un homme très en difficulté. Et je dois dire que le peu de sérieux des arguments me laisse une pénible impression. Je veux prendre deux exemples. D'abord, il dit : nous avons tenu compte dans l'élaboration de ce plan de l'avis des organisations syndicales. Mais je constate que la C.G.T., la C.F.D.T., la FEN appellent à l'action et disent résolument non au plan Barre, y compris d'ailleurs les cadres de la C.G.T. et certains milieux de F.O. font des réserves et participent sans aucun doute à l'action. »

« Deuxième idée : on nous présente le plan Barre en quelques sortes comme la troisième phase d'un ensemble cohérent depuis plusieurs années. Or les deux précédents nous ont conduits à un million trois cent mille chômeurs, à un rythme d'inflation de 13 à 15 %, à une dévaluation du franc, à un déficit de la balance du commerce extérieur et à l'endettement de la France dans le monde du travail. Deuxièmement, ce sera un plan inefficace, tout simplement parce qu'il ne peut pas apporter de solutions au problème de l'inflation, et il ne peut encore aggraver le chômage. C'est pourquoi, plus que jamais, nous disons non au plan Barre et nous appelons les travailleurs et les masses populaires à l'action. »

M. FABRE (M.R.G.) : le onzième plan Giscard

M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche : « Le président de la République s'est engagé : le premier plan Barre n'est que le onzième plan Giscard d'Estaing. Renonçant à obtenir la confiance du peuple français, M. Giscard d'Estaing lui demande son effort. Or il n'y a pas d'effort sans confiance et sans l'espoir d'une véritable justice. Peut-être son appel solennel à l'union s'adresse-t-il à un moment où la majorité, au moment même où Jacques Chirac organise sa division et ramène la vie politique aux affrontements électoraux. L'opposition ne peut tolérer que le chef de l'État lui assigne pour rôle de faire des discours. On ne peut avoir une conception plus méprisante de la démocratie. »

« Le Mouvement pour le socialisme par la participation (gaulliste) : « Le président a eu raison de porter aux Français le langage du bon sens, et de les convier à une plus grande solidarité. (...) Cependant, la majorité ne doit pas se contenter de gérer. Elle doit aussi maintenant se consacrer au combat politique, car, qu'on le veuille ou non, la campagne électorale est déjà ouverte. »

M. ESTIER (P.S.) : toujours la même politique

M. Claude Estier, membre du secrétariat du parti socialiste : « M. Giscard d'Estaing a tenu, par ses discours de caractère essentiellement psychologique, de rattraper le mauvais effet produit dans toutes les catégories de l'opinion française par les mesures qui constituent le plan gouvernemental de lutte contre l'inflation. Il a particulièrement insisté sur la solidarité nécessaire pour surmonter les difficultés économiques que connaît notre pays. Les Français sont particulièrement capables d'une telle solidarité à condition d'être convaincus que l'effort demandé sera équitablement réparti. »

« Or il est évident que ce n'est pas le cas. (...) Contrairement à ce qu'affirme le président de la République, c'est bien aux plus modestes, et en tout cas à l'ensemble des salariés, qu'est demandé l'essentiel de l'effort, alors contre les privilèges. »

« M. Giscard d'Estaing a présenté à ses mandataires le bilan de l'action menée sous sa responsabilité avant et après 1974 contre la hausse des prix et contre le chômage. Quelles que soient les habiletés, présenter ce bilan sur ces deux terrains est un acte d'échec. (...) C'est parce que la politique proposée aujourd'hui n'est pas fondamentalement différente de celle menée ces dernières années, c'est parce qu'elle ne s'attaque à aucune des causes structurelles du déséquilibre économique de la France, que les Français ne croient pas à sa réussite. »

« Le Mouvement des démocrates, dont le fondateur est M. Michel Jobert : « Un nouveau gouvernement, au sein duquel nous nous sommes réunis, est indispensable. Il est indispensable de voir M. Giscard d'Estaing affronter les difficultés de la France. (...) Nous avons attendu deux ans. Comme nous voudrions pouvoir faire confiance ! Malheureusement, le président de la République s'efforce chaque jour d'acquiescer comme un homme du passé. »

« La présidence du Front progressiste (gaulliste) d'opposition, composée du député Rinché, de MM. Debbi-Erdel et Gallet : « Nous avons entendu le langage de l'autosatisfaction et de la démagogie. L'action de M. Giscard d'Estaing se limite comme précédemment à des paroles éphémères totalement coupées de la réalité. Ces paroles ne changeront rien à la situation. (...) C'est un président totalement sur la défensive qui s'est efforcé de justifier l'une des plus grandes offenses anti-ouvrières du régime. L'inquiétude de la majorité dominait l'écran, et, dès lors, le chef de l'État ne pouvait que se limiter à ressasser les vieilles ficelles utilisées en pareille occasion : appel à la discipline, à la collaboration de classes baptisée solidarité nationale. Giscard avait demandé cinq cents jours. Il en est à plus de huit cents, et il en redemande. (...) Les travailleurs n'accepteront pas d'attendre plus longtemps et répondront comme il convient le 7 octobre (1) à un régime minoritaire qui est grand temps de chasser. »

« L'Association des fils de rapatriés et leurs amis, que préside M. Jacques Roseau : « Nous prenons acte des leçons que M. Giscard d'Estaing a données au sujet de la solidarité nationale et nous nous estimons qu'il n'est jamais cru devoir s'appuyer sur la solidarité nationale. (...) L'égard des Français rapatriés et spoliés. Il s'ensuit que si cette solidarité nationale ne s'exprime pas à leur égard dès les prochaines élections, les rapatriés seront amenés à en tirer les conséquences en combattant les candidats de la majorité lors des prochaines échéances électorales. »

(1) Journée nationale de grève organisée notamment par la C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN.

« L'Association des fils de rapatriés et leurs amis, que préside M. Jacques Roseau : « Nous prenons acte des leçons que M. Giscard d'Estaing a données au sujet de la solidarité nationale et nous nous estimons qu'il n'est jamais cru devoir s'appuyer sur la solidarité nationale. (...) L'égard des Français rapatriés et spoliés. Il s'ensuit que si cette solidarité nationale ne s'exprime pas à leur égard dès les prochaines élections, les rapatriés seront amenés à en tirer les conséquences en combattant les candidats de la majorité lors des prochaines échéances électorales. »

« ERRATUM. — Une coquille typographique nous a fait écrire dans le Monde daté 28-29 septembre, en page 17 : « Il n'existe que quinze mille agents qualifiés en France pour effectuer des contrôles de prix. » Il fallait lire mille cinq cents, ainsi d'ailleurs que nous l'avions signalé la veille (le Monde du 29 septembre, page 44).

Présentation mondiale de la fourrure

76-77

OUVERTURE le VENDREDI 1^{er} OCT.
ENTREE LIBRE
tous les jours de 10 h à 20 h

HOTEL GEORGE V
(Salons Vendôme)

31, Avenue George V (Champs Elysées)

Les plus importants fabricants français, allemands, italiens, hollandais, canadiens, américains participent à cette

FANTASTIQUE EXPOSITION-VENTE
pour laquelle les Fourrures du Nord ont sélectionné **plus de 5000 manteaux**

réalisés dans les plus belles pelleteries du monde, avec label d'origine : (Vison Black Diamond, Black Glama, Ermba, Saga, Majestic, etc., Zibeline de Russie, Chinchilla, Breitschwanz, Astrakan Swakara, etc.).

Parmi les plus prestigieux modèles, de classe internationale, vous pourrez remarquer, entre autres, des créations de Pierre Balmain, Louis Feraud, Givenchy V, Guy Laroche...

De nombreuses collections de "Modèles Diffusion" sont également présentées, toutes les fourrures, tous les styles, toutes les tailles, tous les prix : vous sont proposés de 1250 f à 127.500 f

COLLECTION PRESTIGE

MANTEAUX	
Zibeline	de 75 000 f à 127 500 f
Chinchilla	de 47 500 f à 60 000 f
Pekan	36 000 f
Vison Black diamond	32 500 f
Vison Ermba	32 500 f
Vison Lunarine	28 750 f
Vison Black glama	25 750 f
Vison pearl	18 250 f
Vison Ko-hi-noor	de 9 250 f à 12 250 f
Vison saphir	11 750 f
Vison pastel	de 8 750 f à 9 250 f
Vison ranch	7 850 f
Castor du Canada	de 9 250 f à 10 850 f
Astrakan Swakara	de 5 750 f à 9 450 f

COLLECTION BOUTIQUE

MANTEAUX	
Astrakan pleines peaux	3 850 f à 4 850 f
Rat d'Amérique	4 850 f
Queues de Vison	4 650 f
Weasel	4 250 f
Ragondin	4 250 f
Opposum	2 850 f
Pattes Astrakan	2 150 f
Yemen	1 750 f
Mouton doré	1 650 f
Lapin fantaisie	1 650 f
Lapin diffusion	1 250 f

DEFILE DE MANNEQUINS

chaque jour même le dimanche à 15 h
Chorégraphie : Jean GUELS
Coiffure Jacques DESSANGE (George-V)
Maquillage Helena RUBINSTEIN
présenté par les animateurs vedettes
de la Télévision et de la Radio
Denise FABRE, Robert WILLAR

Pour participer à l'opération de sauvegarde des films tachetés en voie de disparition, aucune fourrure, pelleterie, ocelot, tigre, guépard, léopard, jaguar, ne sera vendue.

Sofia?

AUSTRIAN AIRLINES

Les horaires les plus pratiques en Europe et vers le Proche-Orient

Austrian Airlines 12, rue Auber, Paris - Téléphone 2663.466

Pour parler une langue.

Et pas seulement pour vous débrouiller.

Au Laboratoire de Langues Pigier, vous parlerez vraiment l'Anglais ou l'Allemand. Et cela dans des conditions particulièrement agréables. En effet, vous suivrez les cours de votre choix en compagnie de Français poursuivant le même objectif que vous et avec un professeur natif du pays de la langue étudiée.

Les cours commencent en septembre et octobre. Renseignez-vous. Nous trouverons ensemble le programme qui correspond le mieux à vos possibilités, à vos besoins, à votre emploi du temps.

Préparation à l'examen de la Chambre de Commerce Franco-Britannique.

Laboratoire de Langues Pigier Rive Gauche

22, rue Tiphaine, 75015 Paris. Tél. : 579.81.36 - 579.82.37

29, quai Saint-Michel, 75005 Paris. Tél. : 033.88.02

DOUZE SUCCÈS DANS L'«ARC»!

Le Prix de l'Arc de Triomphe est une véritable confrontation internationale. Le vainqueur donne au vainqueur un prestige et une valeur inégalables. À l'étranger, nombreux sont les propriétaires et entraîneurs qui rêvent de voir leur cheval vaincre à LONGCHAMP dans la plus belle course du monde. Les succès de MOLVEDO, FRANCH ROYAL II, LEVINSKY, MILL REEF, EISENGOLD et autres STAR APPEAL ont eu un grand retentissement dans leur pays.

Mais, savez-vous que depuis la création de l'«Arc», en 1920, douze pur-sang nés, élevés et entraînés à l'étranger ont battu les champions français? Ce sont les irlandais Parth (1923), Mifoli (1948), Rallymoss (1958), Levmos (1969), Rhinbold (1973), l'anglais Cotnam (1929), les italiens Ortello (1929), Czapek (1933), Ribot (1935 et 1956), Molvedo (1961), l'américain Mill Reef (1971), et l'allemand Star Appeal (1975).

Il y a parmi ces lots de quoi faire rêver ceux qui cherchent les gros rapports. Celui qui gagne le plus gros lot touche 13 800 fois sa mise, et ce super gros lot de 3 millions de nos francs actuels est suivi de deux gros lots de 500 000 F, de quatre gros lots de 100 000 F, de huit gros lots de 40 000 F et de 211 lots de 10 000 à 20 000 F, sans compter de nombreux lots moins importants, mais tout de même substantiels. Au total, 31 172 lots seront attribués le 3 octobre prochain.

Mais attention, n'attendez pas pour acheter vos billets, car le tirage préliminaire a lieu samedi 2 octobre.

POLITIQUE

LES RÉACTIONS DES ORGANISATIONS SYNDICALES

• M. ANDRÉ BERGERON (F.O.) : pas de justice dans ce plan en ce qui concerne la fiscalité

« M. Giscard d'Estaing a indiqué que le plan préparé par M. Raymond Barre reposait sur la justice. Ce n'est pas vrai pour la fiscalité, et le président de la République l'a implicitement reconnu, a déclaré le secrétaire général de Force ouvrière. Il y a la fraude, mais il y a aussi tout le problème, l'énorme problème de la réforme d'un système fiscal qui doit être vu de fond en comble. C'est dans ce sens que la Confédération F.O. prendra contact, dans les jours qui viennent, avec les groupes parlementaires. »

• M. GEORGES SÉGUY (C.G.T.) : l'aveu d'une faillite.

« M. Valéry Giscard d'Estaing n'a fait qu'avouer la faillite de la politique à laquelle il participe depuis 1958 et qu'il dirige depuis 1974. C'est la politique du déséquilibre, de l'instabilité et de l'injustice (...), a affirmé le secrétaire général de la C.G.T. »

« Il s'est bien gardé de répondre aux deux questions précises que je lui ai posées à propos de l'indice des prix et de l'impôt sur le capital. »

« La solidarité est un sentiment noble, qui se trouve particulièrement déplacé lorsqu'il est avancé à titre d'argument par le porte-parole du pouvoir ou des services des grands détenteurs de la fortune. »

• M. J. MOREAU (C.F.D.T.) : le chef de l'État a échoué.

« Le président de la République a une nouvelle fois tenté de justifier sa politique passée et de culpabiliser les Français qui ne permettent pas de critiquer la nécessité et l'efficacité du plan d'austérité et de douter qu'il soit empreint de justice. Les faits sont là. Le chef de l'État a échoué (...), a déclaré le secrétaire national de la C.F.D.T. Les difficultés actuelles du pays ne sont pas dues, comme l'affirme le président de la République, au pétrole. Elles prennent racine dans les structures et les situations profondément injustes et inégales existant dans notre société. »

• M. ANDRÉ HENRY (FEN) : le chef d'une majorité de plus en plus contestée.

« Il ne peut y avoir de solidarité nationale s'il n'y a pas de justice sociale, a déclaré le secrétaire général de la FEN. »

« La recherche de la justice, sans toucher aux inégalités, ne doit pas servir d'alibi pour camoufler le maintien du profit et des privilèges, donc de l'injustice. »

« Alors qu'il a réaffirmé que la France ne devait pas entrer dans une période d'écroulement, le président de la République s'est comporté en fait comme le chef d'une majorité qui se sent de plus en plus contestée. »

• LA C.G.C. : le ton grave n'est pas suffisant pour convaincre.

« La C.G.C. affirme, dans un communiqué, que la déclaration du président de la République « n'apporte pas d'éléments nouveaux par rapport à l'allocution du premier ministre. Les dispositions du plan gouvernemental conduisent inévitablement à une diminution du pouvoir d'achat du personnel d'encadrement, que le chef de l'État affirme vouloir maintenir pour tous. Notre système fiscal, qu'il qualifie de « pas encore suffisamment juste », est resté comme profondément injuste. (...) »

• LA C.F.T.C. : « n'a pas rejeté l'appel à la solidarité mais souligne à nouveau que le blocage des prix ne pourra trouver son efficacité que si les contrôles sont suffisamment nombreux et rigoureux. D'autres mesures sont indispensables pour assurer la création de nouveaux emplois. »

• M. BLANC (C.F.T.) : « C'est au chef de l'État qu'il incombe le premier de respecter et de faire respecter les principes de liberté et d'égalité inscrits dans la Constitution qui excluent toute idée de monopole. »

« Le personnel d'encadrement, ajoute la C.G.C., qui ne s'est jamais dérobé au principe de la solidarité nationale, n'admet plus que celle-ci s'exerce toujours en sens unique. Aux parlementaires de prendre maintenant leurs responsabilités. »

CONVERGENCE DES ANALYSES DU P.C. ET DE LA C.F.D.T.

Des délégations du P.C. et de la C.F.D.T. qui se sont réunies, mercredi 29 septembre, ont fait état d'un commun accord de la convergence de leurs analyses sur la situation économique et sociale. »

La C.F.D.T. et le parti communiste français considèrent que « sortir de la crise exige une union de l'action de l'ensemble des forces populaires qui ne soit pas une simple adhésion au mécontentement, mais qui permette de créer les conditions d'une transformation profonde de la société, caractérisée par l'intervention croissante des travailleurs à tous les niveaux. »

Le parti communiste français et la C.F.D.T. ont confirmé leur intention « de contribuer chacun pour leur part, au succès le plus ample de la journée de grève et de manifestations du 7 octobre prochain décidée par les organisations syndicales. »

Sur son initiative, la C.F.D.T. avait déjà rencontré les dirigeants du P.S. et du P.S.U.

Interrogé, mercredi soir, par Europe n° 1, le président de la C.G.C. M. Yvan Charpentier, avait déclaré : « Pour les efforts, nous pouvons dire oui à la lutte contre l'inflation; mais les sacrifices, nous ne pouvons pas les accepter. Nous constatons qu'on a imposé un certain nombre de sacrifices toujours aux mêmes; c'est pourquoi nous avons protesté énergiquement l'estime que la solidarité doit être un acte libre et réfléchi et non pas quelque chose que l'on impose de manière catégorique et dirigiste. »

« La Confédération générale des petites et moyennes entreprises estime que « l'allocution du chef de l'État n'a apporté aucune réponse aux questions que se posent les responsables de la C.G.P.M.E. depuis l'annonce du plan Barre. Aucune allusion n'a été faite aux difficultés que provoquent les mesures de ce plan pour les petites et moyennes entreprises, difficultés qui seront accrues par les mesures sévères de restriction de crédit annoncées par la Banque de France. »

PRETS IMMOBILIERS. AVANT DE VOUS ENGAGER POUR 20 ANS RENSEIGNEZ-VOUS BIEN.

Dès qu'il s'agit d'acheter, de rénover, ou de construire un logement, il faut la plupart du temps emprunter de l'argent. C'est un acte important qui vous engage pour 10, 15 ou 20 ans. Ne le prenez pas à la légère. Il y a trop de différences entre les formules de prêts que l'on vous propose pour ne pas y regarder en détail. Sachez simplement que les Caisses d'Epargne prêtent. Et que les prêts de l'Ecureuil sont ouverts à tous. Même à ceux qui n'ont pas encore de livret.

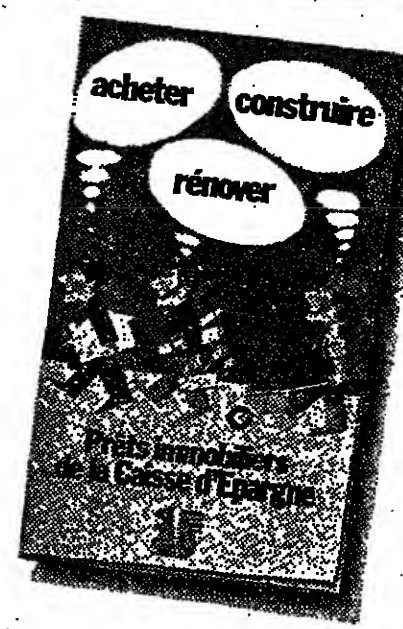
Le taux des prêts de l'Ecureuil est parmi les plus bas du marché. Prenons un exemple. Un prêt immobilier remboursable en 20 ans ne coûte chez l'Ecureuil que 107 F par mois pour 10000 F empruntés (assurance comprise). Alors que vous le

trouvez couramment à 117 F ailleurs. Pour un prêt de 100000 F, cela représente sur 20 ans, 24000 F d'intérêts économisés avec les prêts de l'Ecureuil!

Tout le monde peut demander un prêt de l'Ecureuil. Même si vous n'êtes pas encore client d'une Caisse d'Epargne, vous pouvez venir nous demander un prêt. L'ouverture de votre dossier se fera immédiatement.

Les prêts personnels immobiliers de l'Ecureuil : sans épargne. Il ne vous sera pas demandé d'épargner pour obtenir un prêt, car les prêts personnels immobiliers de l'Ecureuil sont différents des formules du type Epargne logement : il vous suffira d'avoir l'apport personnel habituel. Cependant si vos projets ne

sont pas immédiats, nous vous aiguillonons bien entendu vers la solution la plus intéressante pour vous. En fait, quel que soit votre problème, vous avez intérêt à pousser la porte de la Caisse d'Epargne de l'Ecureuil la plus proche de chez vous. Parce que l'Ecureuil ne peut pas décevoir la confiance que les Français ont en lui.



L'ECUREUIL PRETE AUX MEILLEURES CONDITIONS. MEME SI VOUS N'AVEZ PAS ENCORE DE LIVRET.

Renseignez-vous auprès du Service des prêts de votre Caisse d'Epargne:

PARIS - 21 rue Étienne Marcel - 75002 PARIS - Tél.: 236.63.94 - 236.66.93 - 236.67.16 - 233.65.47	VERSAILLES 78000 - Tél.: 950.92.05
COULOMMIERS 77120 - Tél.: 403.02.03	CORBEIL-ESSONNES CEDEX 91003
FONTAINEBLEAU 77301 - Tél.: 422.27.05	Tél.: 088.92.90 +
MEAUX 77101 - Tél.: 434.00.35	DOURDAN 91410 - Tél.: 492.73.79
MELUN CEDEX 77004 - Tél.: 437.05.48	ETAMPES 91150 - Tél.: 494.00.35
MONTREUIL 77130 - Tél.: 432.01.30	CERGY-PONTOISE 95001 - Tél.: 031.00.88
PROVINS CEDEX 77168 - Tél.: 400.01.21	
MANTES-LA-JOLIE 78203 - Tél.: 477.01.43	
MELUN 78250 - Tél.: 474.01.14	
POISSY 78302 - Tél.: 979.25.56	
RAMBOUILLET 78120 - Tél.: 483.85.45	
SAINT-GERMAIN CEDEX 78103 - Tél.: 973.38.73	

Les détaillants en fruits et légumes se mobilisent contre le blocage des marges

« Nous sommes déçus », a déclaré M. Bernard Rapine, président de l'Union nationale des détaillants, en quittant mercredi soir 29 septembre le bureau de M. Claude Villain, directeur général de la concurrence et des prix. Les détaillants en fruits et légumes étaient venus expliquer leur opposition au blocage en valeur absolue de leur marge bénéficiaire sur certains légumes : carottes, poireaux, choux-fleurs, artichauts, salades (y compris les endives), tomates. Ce dispositif, qui remplace le système du coefficient multiplicateur, est une des mesures adoptées par le plan Barre et est applicable au 1^{er} octobre.

« Nous pensions, a expliqué M. Rapine, obtenir une semaine de sursis afin d'entamer des négociations », mais, a-t-il dit, M. Villain s'est simplement engagé à revoir les marges si les prix de gros accusaient de fortes hausses. Or, selon M. Rapine, les prix du 15 septembre dernier, sur lesquels ont été calculées ces marges, sont déjà dépassés.

Avant cette rencontre avec M. Villain, M. Rapine avait, l'après-midi même, lancé un « appel à une lutte sans merci » devant environ 1 500 commerçants réunis à Rungis. « Nous devons, a déclaré M. Rapine, employer toutes les formes d'action, y compris les plus extrêmes. »

Les détaillants se réunissent à nouveau à Rungis jeudi après-midi pour décider des formes d'action à entreprendre.

« Il n'y a pas de raison que les marges des détaillants augmentent en pourcentage comme c'était la règle auparavant. Nous les avons fixés à un niveau qui n'est pas draconien et nous tiendrons sur cette affaire », a déclaré mercredi 29 septembre, à France-Inter, M. Claude Villain, directeur général des prix et de la concurrence au ministère de l'économie et des finances en réponse à une question sur « la grogne des fruitiers et légumiers. »

VOITURES D'EXPORTATION T.T.

• Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda • Toutes marques étrangères

• Finition exportation • Faible kilométrage • Garantie usine • Toutes possibilités de crédit-leasing

EXPO PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 H A 19 H

DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAX - 3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.64.64 + 553.28.51 + Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

150

tion radiotélé
SINDICALES

du président de la République

POLITIQUE

Les conditions de la confiance

(Suite de la première page.)
Second argument du président de la République : le gouvernement a fait ce qu'il fallait, en 1974 puis en 1975 en s'attaquant successivement à l'inflation et au chômage. Serait-ce donc l'intention qui compte, plutôt que la méthode et les résultats ?

Intervenu trop tard, de façon insuffisamment sélective et souvent trop molle, l'équipe de M. Giscard d'Estaing n'a pas obtenu la réussite d'autres gouvernements étrangers ; serait-il inconvenant de le rap-

porter ?
Ces chicaneries rétrospectives, qui ébranlent la majorité, n'auraient pas grand intérêt si elle n'éclaircissait d'un jour particulier l'inquiétude manifestée par le président de la République dans la suite de son allocution télévisée. M. Giscard d'Estaing se demande comment faire jouer le réflexe de solidarité nationale, qui faciliterait l'application des deux volets principaux du plan Barre : la couverture par l'impôt de l'aide accordée aux agriculteurs, le respect par les Français de la modération des prix et des revenus.

Pour que le pays accepte l'effort proposé, il faudrait qu'il ait le sentiment que ce qu'on lui demande est juste et sera efficace. Sur ces deux points, on ne peut pas dire que le président de la République ait été parfaitement convaincant, comme l'ont aussitôt montré les réactions de MM. Bergeron, Charpentier et Giscard.

M. Giscard d'Estaing a fort justement rappelé que, en moyenne, le monde paysan avait été dévalorisé en 1975 et en 1976 ; mais il n'a rien dit qui puisse apaiser la crainte des « payeurs » de voir leur majoration d'impôt augmenter le revenu de ceux des agriculteurs qui n'en ont guère besoin ou qui sont sensiblement plus riches qu'eux. Il n'a pas davantage expliqué aux salariés comment ceux des non-salariés qui

fraudent allégrement le fisc seront cette fois tenus de s'acquitter. S'il a répété aux familles que leur pouvoir d'achat serait maintenu — voire accru — l'an prochain, le président n'a pas parlé du rattrapage que réclament, avec insistance, les associations, les familles ayant été pénalisées des années durant par les retards dans le versement des prestations.

Le chef de l'Etat a admis que « notre système fiscal n'est pas satisfaisant ». Mais à quel il reprocherait sinon d'abord à lui qui, quinze ans durant, a été chargé de veiller aux finances publiques, comme secrétaire d'Etat puis ministre des finances et enfin chef de l'Etat ? N'avait-il pas promis, dès 1959, que les « choses s'amélioreraient », le taux de l'impôt sur les non-salariés devant notamment s'alléger à mesure, disait-il, que croîtrait la sincérité des déclarations ? La taxe complémentaire sur les non-salariés a disparu, puis les conditions d'imposition des commerçants se sont rapprochées de celles des salariés, sans pour autant qu'aucun indice d'une plus grande sincérité dans les déclarations ait été donné par les non-salariés dont les revenus ne sont pas déclarés par des tiers.

Le président de la République reprend enfin le thème de la recherche de la justice, contre les inégalités excessives. Mais pourquoi renvoyer à des études ultérieures (1) les mesures qui pouvaient être prises dès maintenant ? En mars 1975, M. Méraud avait proposé, à la demande des pouvoirs publics, une sobriété de mesures prévoyant pour réduire ces inégalités (2). Fort peu d'écho a été donné à son rapport — sinon par la C.G.C. Il est bien que le conseil des ministres décide aujourd'hui l'extension des attributions du CERC (Centre d'étude des revenus et des coûts), qu'annonce précisément M. Méraud ; il est très

convaincant d'utiliser dès maintenant ce rapport vieux de dix-huit mois. Sur l'efficacité du plan Barre, le président de la République a peu argumenté. Sans doute parce que son propos était de faire décoller la fusée anti-inflation, plutôt que de discuter de ses retombées. La vigueur du réarmement du crédit, connu le matin même, rendait d'ailleurs la démonstration moins urgente. Il reste que plusieurs allusions de M. Giscard d'Estaing auraient gagné à être plus précises.

Pourquoi l'équilibre budgétaire, qui a été totalement bafoué en 1975 (38 milliards de déficit) et en 1976 (15 à 20 milliards) serait-il mieux respecté l'an prochain ? Ne dit-on pas, dans les milieux qualifiés, que le budget 1977, présenté en équilibre, connaîtra à son tour un déficit d'exécution non négligeable (de l'ordre d'une dizaine de milliards) ? En raison à la fois des dépenses « oubliées » — ou volontairement réduites — dans le projet initial et de la hausse des prix qui, dépassant probablement les 6,5 % fixés comme objectif par M. Barre, nécessitera une « rallonge » aux traitements des fonctionnaires et aux pensions.

M. Giscard d'Estaing a souligné la nécessité de réformes de structures. Mais sans dire comment pourraient être opérées dans un an — avec la même majorité parlementaire — les transformations importantes qui n'ont pas été menées à bien depuis quinze ans. Enfin, le président de la République a rappelé l'effort fait en 1975 contre le chômage. Mais sans ajouter que ce dernier n'avait pratiquement pas baissé et qu'il allait même recommencer à s'aggraver, comme vient de le confirmer le nouveau ministre du travail, M. Beullac.

Imprecisions et silences ne sont pas de nature à rassurer l'opinion, surtout quand il s'agit de sujets sensibles. Donc pas à la mobilisation. On touche là les limites du discours politique en économie. Si chacun admet que le choc psychologique est capital pour changer les comportements, il est non moins clair que les « cœurs ne se laissent pas aisément ébranler. Pour que le discours des puissants « prêche » sur l'opinion, il faut qu'il apparaisse comme le autre logique et sincère de leurs gestes passés. A trop attendre ou à trop varier, le pouvoir perd de sa force de conviction.

GILBERT MATHIEU.

(1) A l'exception de trois décisions immédiates, qui frappent plus spécialement les salariés : l'imposition accrue des plus hauts revenus, la limitation de la hausse des salaires des plus élevés, la taxation forfaitaire de certains signes extérieurs de richesse.
(2) L'Année économique et sociale, p. 104 (Le Monde).
(3) L'Année économique et sociale, p. 104 (Le Monde).

La journée C.G.T.-C.F.D.T.-FEN du 7 octobre Dix-neuf fédérations et trente-huit unions départementales ont déjà appelé à la grève

De nouveaux appels à la grève pour la journée du 7 octobre, organisée par la C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN pour protester contre le plan Barre, ont été enregistrés mercredi 29 septembre.

A la R.A.T.P. et à la S.N.C.F., les organisations syndicales ont lancé des consignes de grève de vingt-quatre heures, et il est à prévoir que le trafic (métro, autobus, trains) sera très fortement perturbé.

La Fédération française des travailleurs du livre (C.G.T.), la Fédération des journalistes français (C.F.D.T.) et le Syndicat national des journalistes (C.G.T.) demandent à leurs adhérents de « boycotter dans l'unité » au mouvement du 7 octobre, le communiqué commun précise que cette journée « sera un moyen de préparer d'autres actions unitaires et de défendre les intérêts des travailleurs de l'information, qui aura lieu du 18 au 23 octobre, ainsi que la journée C.G.T.-C.F.D.T. du 23 octobre sur l'emploi des jeunes ».

De leur côté, le centre départemental des jeunes agriculteurs de la C.G.T. a observé avec intérêt les prises de position d'un nombre croissant d'organisations de Force ouvrière — dont certaines parmi les plus importantes — en faveur de cette grève. C'est une manifestation supplémentaire du vaste courant de combativité et d'aspiration à l'unité qui grandit chez les salariés. La commission exécutive de F.O. résume partiel-

lement cette situation. La nouvelle prise de position de la C.G.C. traduit la rive hostile des ingénieurs, cadres et techniciens au plan d'austérité, ce qui permet d'envisager le rapprochement et l'union entre travailleurs et cadres à un niveau supérieur. »

Le Syndicat général des Impôts Force ouvrière, qui constate que le plan Barre ne s'attaque pas aux véritables causes de l'inflation, s'associe lui aussi au mouvement du 7 octobre, ainsi que le Syndicat national des enseignants techniques et professionnels (S.N.E.T.P. - C.G.T.). L'Union nationale des cadres et de la maîtrise (U.N.C.M.) de l'E.D.F.-G.D.F. s'est prononcée pour une grève à partir du 6 octobre à 14 heures, laissant ses adhérents libres de « poursuivre leur grève de mise en grève jusqu'au 7 octobre à 20 heures ». Mais elle ne souhaite pas que, à l'occasion de cette journée d'action, les adhérents de l'U.C.T. (Union des cadres et techniciens) dont fait partie l'U.N.C.M. soient entraînés dans un « mouvement confus », comportant des « manifestations de caractère politique affirmé ».

Enfin, les médecins des centres de santé, dont le XVI^e congrès a lieu du 30 septembre au 2 octobre, au centre Pitié-Salpêtrière, à Paris, ont annoncé leur intention, au cours d'une conférence de presse réunie mercredi, de participer à la grève du 7 octobre.

Au total, dix-neuf fédérations et trente-huit unions départementales C.G.T. et C.F.D.T. ont, jusqu'à présent, appelé à cette journée d'action. Dans un communiqué, le bureau confédéral de la C.G.T. a observé avec intérêt les prises de position d'un nombre croissant d'organisations de Force ouvrière — dont certaines parmi les plus importantes — en faveur de cette grève. C'est une manifestation supplémentaire du vaste courant de combativité et d'aspiration à l'unité qui grandit chez les salariés. La commission exécutive de F.O. résume partiel-

Selon M. Marchais

L'ACTION SOCIALE SE DÉVELOPPE AU-DELA DU 7 OCTOBRE

Au cours d'une interview diffusée mercredi 29 septembre par Radio-Montecarlo, M. Marchais a déclaré : « Les organisations syndicales commencent par une journée de grève. Il est probable que l'action se développera, peut-être par d'autres journées de grève ou par des grèves plus étendues. Nous allons contribuer largement au développement de l'action et celle du 7 octobre ne sera qu'un prélude à d'autres si c'est nécessaire. Cette lutte peut être efficace. Il n'y aura pas de solution réelle sans gouvernement de la gauche unie. Mais sans attendre 1978, nous pouvons faire reculer le gouvernement et imposer la prise en considération des mesures que nous proposons. »

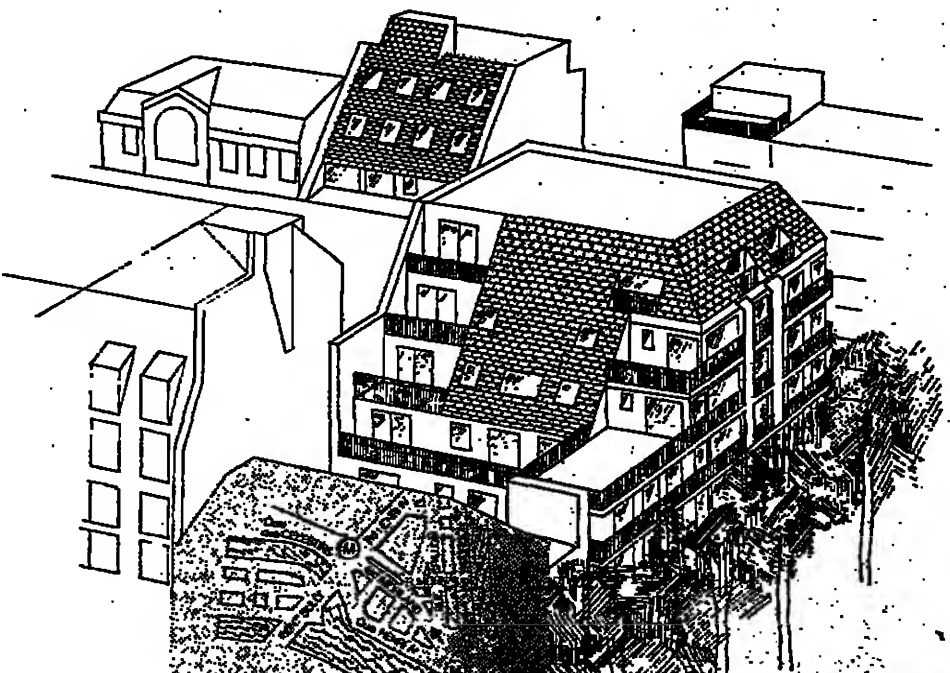
M. Marchais a estimé que « la C.G.C. et F.O. ont dû faire marche arrière. MM. Charpentier et Bergeron s'étaient beaucoup avancés, ils avaient dit plutôt « oui » que « non ». Mais leurs adhérents ont dit « non ». Si tout le monde dit « non », c'est que tous ont conscience qu'il faut lutter », a-t-il ajouté.

Varsovie?

AUSTRIAN AIRLINES
Les horaires les plus pratiques en Europe et vers le Proche-Orient.

Austrian Airlines 12, rue Auber, Paris - Téléphone 266.34.66

Pierre, ardoise et terrasses. A deux pas du Marais.



MORNAY CRILLON

Entre la Seine et le Marais, au cœur du Paris historique, le Mornay-Crillon : une construction traditionnelle, une architecture conçue en fonction de l'environnement.

Mais derrière les charmes du passé, on trouve au Mornay-Crillon tous les raffinements que le XX^e siècle peut apporter à une habitation de qualité. Les matériaux employés, les finitions, l'éclairage, la plomberie, les terrasses et les balcons, la diversité des plans et des types d'appartements, la hauteur des plafonds font du Mornay-Crillon une résidence de classe dans un quartier de Paris où l'on rencontre l'histoire en sortant de chez soi.

Bureau de vente : 15, Bd Bourdon - 75004 PARIS - ouvert tous les jours, sauf mardi et mercredi, de 10h30 à 19h et de 14h à 18h - Tél. : 277.45.55

Je désire recevoir, sans engagement de ma part, votre documentation sur Mornay-Crillon.

Nom : _____
Prénoms : _____
Adresse : _____

RENSEIGNEMENTS ET VENTE


CORI
254 Bd St Germain, 75007 Paris
Tél. : 260.38.22

saci
25 ans d'activité

LA MALMAISON

21 AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE RUEIL

dès maintenant, vous pouvez vivre en plein centre de Rueil, au calme d'un grand jardin



Un environnement privilégié

Au centre de RUEIL, quatre petits immeubles de trois étages dans un parc de plus de 8.000 m². Avec leurs profonds balcons, qui filent le long des façades, vous pourrez profiter pleinement du soleil et même dîner les soirs d'été.

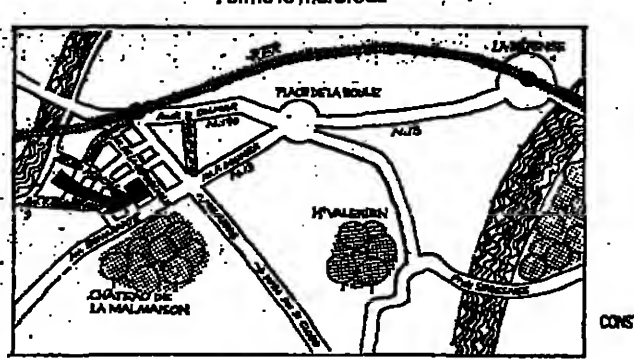
De la qualité

Des plans bien conçus, des pignons en pierre de taille, des baies coulissantes en aluminium, de la moquette dans toutes les pièces, de nombreux placards.

Paris à 15 minutes

A 500 mètres des commerces, du centre-ville, à 800 mètres de la gare du R.E.R., LA MALMAISON est à 15 minutes de PARIS-AUBER.

L'appartement témoin est ouvert.
Venez le visiter tous les jours, de 14 h à 19 h. Le samedi et le dimanche de 10 h à 19 h. Fermé le mercredi.



ALM 98 98

CONSTRUCTIONS L'AMEN

POLITIQUE

DEMANDANT DES ASSISES EXTRAORDINAIRES DE L'U.D.R.

M. Chirac préconise l'élargissement et la transformation du mouvement gaulliste

Voici le texte de la lettre que M. Jacques Chirac a adressée au secrétaire général de l'U.D.R. : « Vous avez, je le sais, l'instinct précoce de la détermination et pourriez l'œuvre entreprise par le général de Gaulle. » Vos compagnons dans leur immense majorité, veulent que

l'U.D.R., comme elle l'a toujours fait, montre la voie du rassemblement et du renouveau.

« La confiance qui m'a été manifestée lors de nos dernières assises nationales, le travail accompli ensemble, me confèrent une responsabilité particulière. Je pense que le moment est venu de faire participer l'ensemble de nos cadres, militants et adhérents à un débat démocratique en vue de l'élargissement nécessaire et de la transformation indispensable du Mouvement gaulliste. »

« Ainsi, ensemble, nous préparons le rassemblement de toutes celles et de tous ceux qui veulent la victoire de la démocratie, de la dignité et du progrès social. »

« C'est pourquoi je vous demande de proposer aux instances de notre mouvement la convocation d'assises nationales extraordinaires dans les meilleurs délais. »

« Je vous prie de bien vouloir porter cette lettre à la connaissance de nos compagnons et leur indiquer que j'aurai, lors des assises départementales de la Corrèze qui se tiendront sous votre présidence le 3 octobre prochain, l'occasion de m'expliquer plus complètement. »



(Dessin de PLANTU.)

AUX JOURNÉES

L'appel de l'ancien premier ministre

Rocamadour. — Tard dans la nuit de mercredi à jeudi, des groupes de parlementaires U.D.R. commentaient encore, dans les restaurants et cafés de Rocamadour, les deux événements politiques qui avaient dominé la première de leurs journées d'études, l'allocution télévisée de M. Giscard d'Estaing et la lettre de M. Jacques Chirac au secrétaire général de l'U.D.R. Cette journée, après la brève séance d'ouverture, avait été pourtant consacrée au tourisme avec la visite des causses, des grottes et des villages de la région.

C'est au cours de cette promenade que les élus avaient tour à tour pris connaissance de l'initiative de M. Chirac et de la déclaration de M. Giscard d'Estaing. La concomitance de ces deux interventions — qui n'est pas due au seul fait du hasard — a confirmé, s'il en était encore besoin, l'existence d'un contentieux

entre le président de la République et son ancien premier ministre, et elle a nourri l'analyse politique que les élus gaullistes faisaient de la situation dans laquelle ils voyaient bel et bien une crise politique en gestation.

L'allocution télévisée du chef de l'Etat a été accueillie avec scepticisme. Beaucoup y ont vu une tentative de justification venant d'un homme qui ne se sent pas assez sûr de lui et qui s'efforce de réfuter encore les objections. Certains ont relevé une contradiction entre l'annonce, faite le 18 septembre, que le gouvernement « allait s'attaquer enfin au vrai problème » et l'affirmation que le précédent gouvernement « était, en 1974 et 1975, « atteint » à l'inflation » avec un certain succès et qu'il avait ensuite « combattu le chômage ». Cet hommage inattendu rendu au gouvernement de

M. Claude Labbé, président du groupe U.D.R. à l'Assemblée nationale, ouvre jeudi matin le débat de politique générale. M. Hector Rolland, député de l'Allier, maire de Moulins, cédant à la pression de ses collègues, ouvre le feu et déclare : « Nous n'avons pas toujours à

être animés de l'esprit d'obéissance ; il faut savoir dire non. Je vous l'avais dit : il ne fallait pas voter le projet sur les plus-values. Les tristes d'un parlementaire, c'est de ne pas revenir sur sa première décision par sentiment ou par crainte. » Et il conclut : « L'U.D.R. est

capable seule de prendre son envol, seule de s'affirmer, sans être influencée par des hommes qui croient posséder la science infuse alors que leurs décisions sont pleines d'erreurs politiques. »

M. DEBRÉ : dans le désarroi il faut savoir faire face.

Selon M. Jean Falala, député de la Marne, « le groupe parlementaire doit être le fer de lance de l'action gaulliste », et il ajoute : « Nous devons rester loyaux, mais cela n'exclut ni l'ambition ni la proposition. Qu'on ne compte pas sur nous pour jouer les apprentis sorciers. Nous voulons être respectés. Ils se tromperont ceux qui, adversaires ou alliés, voudraient nous affaiblir. Nous avons un électo-

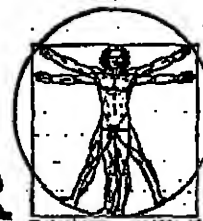
UN REMPLACEMENT ? DU RENFORT ? NOUS ARRIVONS !



...ET NOUS PARTONS QUAND LE TRAVAIL EST FAIT.

Calin Guillard Petit

UNIT MANPOWER



CORRESPONDANCE

Les négociations au sein de la gauche à Dunkerque

A la suite de l'annonce par M. Debré, député socialiste, qu'une liste d'union de la gauche serait conduite à Dunkerque par M. Fabrice (le Monde du 25 septembre), M. Jean Renard, secrétaire de la fédération du Nord du P.C.F., nous écrit :

« Si des négociations sont actuellement en cours, on ne peut pas dire qu'une liste d'union de la gauche ait été constituée à Dunkerque. Nous faisons actuellement les plus grands efforts pour que, conformément à l'accord national, à Dunkerque comme dans toutes les communes de France, il y ait une liste d'union de la gauche dès le premier tour. »

« La nuance est de taille, dans la mesure où votre titre (1) laisse entendre que des accords seraient conclus ici et là, à la carte en quelque sorte. »

(1) N.D.L.R. — Nous avions tiré l'information concernant Dunkerque : « Une liste d'Union de la gauche » a été constituée. »

Le groupe Barta

M. Jean-Paul Bouscat nous écrit à propos de la nécrologie de David Barta, dit Barta, publiée dans le Monde du 23 septembre :

Pendant la seconde guerre mondiale, le groupe Barta fut le seul à ne pas accepter la politique nationaliste des autres groupes trotskistes et à continuer sans équivoque la politique ultra-chauvine du P.C.F. A travers sa presse clandestine, tout en soutenant l'action de l'armée rouge et en défendant l'Union soviétique contre l'agression hitlérienne, le groupe défendit des mots d'ordre internationalistes, et celui de la « transformation de la guerre impérialiste mondiale en guerre civile mondiale » devant donner naissance à une ère nouvelle de révolutions sociales.

C'est à travers des conditions historiques inévitablement difficiles (la guerre mondiale et la montée du fascisme, l'occupation, le déferlement stalinien de l'après-guerre et la « chasse permanente aux trotskistes », puis le début de la guerre froide) que Barta, avec une poignée de jeunes militants, posa les jalons d'une organisation de type bolchevique jusqu'alors inconnue en France. Cela restera la contribution la plus précieuse léguée au marxisme révolutionnaire par un militant après la mort de Trotsky en 1940.

Pour des raisons trop longues à expliquer ici, à partir de 1950, Barta resta à l'écart du courant qu'il avait créé et dans lequel il ne se reconnaissait plus. Aussi, s'il est exact que les militants de la lutte ouvrière se réclamèrent de Barta, il est faux d'écrire que celui-ci fut un des fondateurs de cette organisation, avec laquelle il n'a jamais collaboré.

D'ÉTUDES DES PARLEMENTAIRES U.D.R.

est mieux accueilli que l'intervention télévisée de M. Giscard d'Estaing

M. Chirac est apparu comme un remords bien tardif. Les députés U.D.R. ont trouvé que M. Giscard d'Estaing prenait quelque liberté avec la réalité lorsque, après avoir affirmé que « le redressement doit être consolidé et poursuivi », il avait ajouté : « Il fallait un nouveau gouvernement pour conduire cet objectif. » Tous ses auditeurs de Rocamadour ont eu l'impression que le chef de l'Etat, qui avait, de lui-même, donné sa démission, Beauclercq avait franchement ri lorsque M. Giscard d'Estaing a avoué qu'il avait été élu président de la République en raison de ses qualités de ministre des finances, alors que les gaullistes se targuent d'avoir été les artisans de sa victoire après le piètre résultat qu'avait obtenu le candidat de leur camp, M. Chaban-Delmas.

Quant à l'initiative de M. Chirac, elle a suscité l'intérêt mais aussi provoqué bien des interrogations. La lettre de l'ancien premier ministre au secrétaire général du mouvement a répondu sans aucun doute à une attente qui s'était déjà exprimée dans les interventions de MM. Pons et Labbé dès la séance d'ouverture (« le Monde » du 30 septembre).

M. Guéna a annoncé sans attendre que le comité central du 23 octobre accèderait à la demande de convocation d'assises extraordinaires qui pourraient se tenir fin novembre ou début décembre, c'est-à-dire après la réélection prévue de M. Chirac comme député de la Corrèze et avant le vote définitif du budget à l'Assemblée nationale. M. Pons, pour sa part, jugeait qu'intervenir quelques heures avant l'allocution du chef de l'Etat, la lettre de l'ancien premier ministre montrait la détermination de

sa démarche. M. Claude Labbé, président du groupe, approuvait également, résumant ainsi le sentiment de la majorité des députés. Ces derniers, en effet, se disaient tous impressionnés par la rapidité et par l'ampleur de la désaffection de l'opinion envers la personne du président de la République, soulignant que cette attitude se manifestait non seulement parmi les gaullistes mais aussi au sein de l'électorat centriste et « giscardien ». Même les députés réputés « chabanistes » ou « anti-chiraciens » ne manifestaient plus leur conviction et se contentaient d'attendre les précisions que M. Chirac devrait fournir dimanche 3 octobre à Eglistons. Beaucoup d'élus gaullistes doutaient en privé que la situation actuelle puisse durer jusqu'au printemps 1978 et — selon les tempéraments — espéraient ou redoutaient d'avoir à « en découdre rapidement ». M. Jac-

ques Maretti, député de Paris, résumait un sentiment assez répandu en disant : « Nous sommes des légitimistes, mais nous avons l'impression que ce roi n'est pas de bonne souche », tandis que d'autres s'interrogeaient sur la nature de la transformation et sur l'étendue de l'élargissement proposés par M. Chirac. Contrairement à l'affirmation de M. Giscard d'Estaing, le combat électoral semblait bel et bien engagé dans l'esprit et dans les propos des élus gaullistes réunis à Rocamadour, qui voulaient se convaincre, selon la formule de M. Guéna, que « les élections seront gagnées avec l'U.D.R. », à travers l'U.D.R. et en grande partie grâce à l'U.D.R. ». M. Chirac, qui, depuis deux ans, n'a guère ménagé le repos de ses amis politiques, leur lance par une simple missive un pressant appel à l'action.

ANDRÉ PASSERON.

De notre envoyé spécial

ni populaire qui, perdu, ne se reporterait pas nécessairement sur une autre formation de la majorité mais, découragé, pourrait rejoindre l'opposition. M. Michel Debré, ancien premier ministre, député de la Réunion, prend ensuite la parole. « Nous devons, déclare-t-il, savoir faire face. Nous sommes dans les difficultés. La France éprouve un certain désarroi. Les Français ne peuvent plus, ne veulent plus subir l'inflation. Nous constatons, d'une part, un manque de confiance vis-à-vis de ceux qui gouvernent, d'autre part, une perte de la crédibilité de la nation de Français, dont on commence à douter à l'étranger de son sérieux. Mais il semble également que l'on ne soit pas prêt à accepter les efforts nécessaires pour remédier à cette situation. »

soutenir une politique difficile, mais qui nous en sera reconnaissant ?

« Dans le désarroi, il faut savoir faire face, ce qui exige de bien regarder les problèmes, par exemple celui de la stabilité que j'ai défendu sans succès, jusqu'à ce que le premier secrétaire du parti socialiste reprenne mes arguments. Pour ce qui est de l'inflation, qui n'a pas cessé, n'a pas compris, n'a pas voulu ? Nous sommes sur le chemin de la Grande-Bretagne et de l'Italie.

Avec M. Raymond Barre, une page est tournée. On a dit aux Français que la situation était grave. Mais il est très tard pour agir. D'autre part, il n'y a guère de redressement sans pouvoirs spéciaux (par exemple des ordonnances) et il est difficile d'envisager un tel redressement à la petite détermination. »

« Que nous proposons-nous ? », demande alors M. Debré, après avoir salué le style gaulliste du nouveau premier ministre, qui a traité les Français « comme un peuple ma-

jeur » : il s'agit d'abord de régler le déficit des finances publiques, mais il y sera fait face classiquement. Il s'agit ensuite de réduire la hausse des prix. On peut la briser, mais il faut pour cela savoir passer plusieurs mois difficiles et mettre en œuvre, notamment, une politique des revenus. Ce qui suppose une conception différente de la politique contractuelle à la française, c'est-à-dire par secteur. Cette politique doit être en effet globale. Pour ce qui est de la politique des prestations sociales, il faut faire des économies (il évoque le montant « in-

crovable » du remboursement de la paille) et établir des priorités en faveur des personnes les plus touchées par l'inflation. Enfin, il faut appliquer une politique des frais généraux de l'Etat, qui doivent être réexaminés.

Et M. Debré poursuit : « Il est bien tard pour une politique globale, mais ne rien faire c'est, à coup sûr, perdre les élections ; faire quelque chose et le bien faire, c'est une chance que nous nous donnons à nous-mêmes. Il faut soutenir le plan qui nous est proposé, mais il ne peut s'agir que d'un premier pas, au demeu-

rant impopulaire, ayant un effort global pour que la nation se sente sur le bon chemin. » M. Debré réaffirme son opposition au projet d'élection du Parlement européen au suffrage universel, dont l'adoption entraînerait la « disparition de l'U.D.R. ».

● M. Félix Houphouët-Boigny, président de la Côte d'Ivoire, devait être reçu à l'Élysée jeudi 30 septembre, par M. Giscard d'Estaing.

OUTRE-MER

DES CHRÉTIENS DÉNONCENT LE CARACTÈRE COLONIALISTE DE L'EXPOSITION « LA FRANCE DES QUATRE COINS DU MONDE »

M. Raymond Barre a visité mercredi après-midi 29 septembre l'exposition « La France des quatre coins du monde », qui a lieu au Centre international de Paris, porte Maillot, jusqu'au 10 octobre. Le premier ministre était accompagné de M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, et de M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur, chargé des départements et territoires d'outre-mer.

Mardi après-midi, le collectif des chrétiens pour l'antodiscrimination des DOM-TOM (*) qui rassemble notamment la Fédération des groupes Témoignage chrétien, la Cimade, les mouvements Vie nouvelle, Christianisme social et le Mouvement chrétien pour la paix, a publié une déclaration dans laquelle il s'étonne « que le président de la République et le premier ministre aient cru devoir accorder leur patronage actif à l'exposition « La France des quatre coins du monde », dont l'esprit et la forme rappellent jadis l'œuvre de la grande exposition coloniale organisée par le maréchal Lyautey en 1931.

Le collectif affirme : « Une fois de plus, les départements et territoires d'outre-mer sont surtout présentés aux Français par leur faune, leur flore, leur sol et tout ce qui constitue une éventuelle ressource pour la « métropole ». Aucune conférence, aucun spectacle, aucun stand ne restitue les réalités souvent insupportables que vivent une partie des deux millions d'habitants des DOM-TOM : chômage chronique, inflation plus vive encore qu'en France, accès à la manœuvre, dépersonnalisation culturelle, et, pour finir, émigration forcée. »

* 178, rue de Grenelle, 75007 Paris.

● Le Comité de soutien au peuple maharais a estimé, dans un communiqué publié mercredi 29 septembre, à Paris, « inadmissible de laisser la population de Mayotte dans l'incertitude de son avenir en modifiant d'un coup à l'initiative le statut dont elle sera dotée ». Le comité rappelle que la population de l'île s'est prononcée « à une écrasante majorité », lors du dernier référendum, en faveur de la départementalisation, et jugé « inadmissibles » les récentes déclarations de M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer. (Le Monde du 29 septembre.)

DES AFFAIRES A FAIRE ! CHEZ MERLIN

A VILLERS-SUR-MER

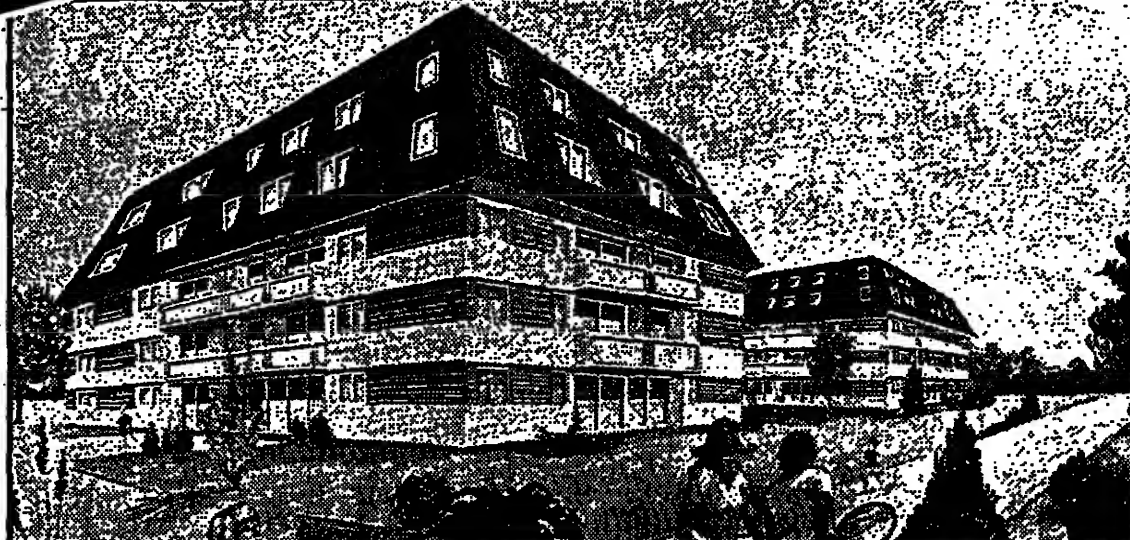
DEAUVILLE

2 HEURES DE PARIS PROXIMITE DE

JUSQU'AU DIMANCHE 3 OCTOBRE A 19 HEURES

des négociateurs compétents se tiennent à votre disposition tous les jours de 9 heures à 19 heures sans interruption dans les bureaux de la Société Merlin à Villers-sur-Mer (face au Syndicat d'Initiative) Téléphone : (31) 87.01.99

QUALITE ET PRIX-MERLIN CONSTRUCTIONS CONTROLEES PAR LE BUREAU SOCOTEC A CAEN



dessin approximatif des immeubles et de l'environnement

STUDIOS A PARTIR DE 70.000 F AVEC UN VERSEMENT DE 5 % A LA RESERVATION, SOIT :	3.500 F
APPARTEMENTS. 2 PIECES A PARTIR DE 91.000 F AVEC UN VERSEMENT DE 5 % A LA RESERVATION, SOIT :	4.550 F
APPARTEMENTS 3 PIECES A PARTIR DE 139.000 F AVEC UN VERSEMENT DE 5 % A LA RESERVATION, SOIT :	6.950 F

15% A LA SIGNATURE DES ACTES NOTAIRES ET LE SOLDE, SOIT 80 %, AVEC POSSIBILITE DE CREDIT PERSONNALISE A LONG TERME.

15% A LA SIGNATURE DES ACTES NOTAIRES ET LE SOLDE, SOIT 80 %, AVEC POSSIBILITE DE CREDIT PERSONNALISE A LONG TERME.

15% A LA SIGNATURE DES ACTES NOTAIRES ET LE SOLDE, SOIT 80 %, AVEC POSSIBILITE DE CREDIT PERSONNALISE A LONG TERME.

chaque appartement comprend : Bloc cuisine entièrement équipé avec plaques de cuisson électriques sur four — Evier inox avec égouttoir — Meuble rangement sous évier — Réfrigérateur 130 litres — Salle de bains aménagée — Chauffage électrique intégré par radiateurs — Sol tapis oeilleté — Peintures terminées — Travaux contrôlés par le BUREAU SOCOTEC à Caen.

PRIX BLOQUES 76 HATEZ-VOUS POUR EN PROFITER

VENEZ VOUS RENSEIGNER CHEZ MERLIN A VILLERS-SUR-MER ou téléphonez au 277-11-13 Paris

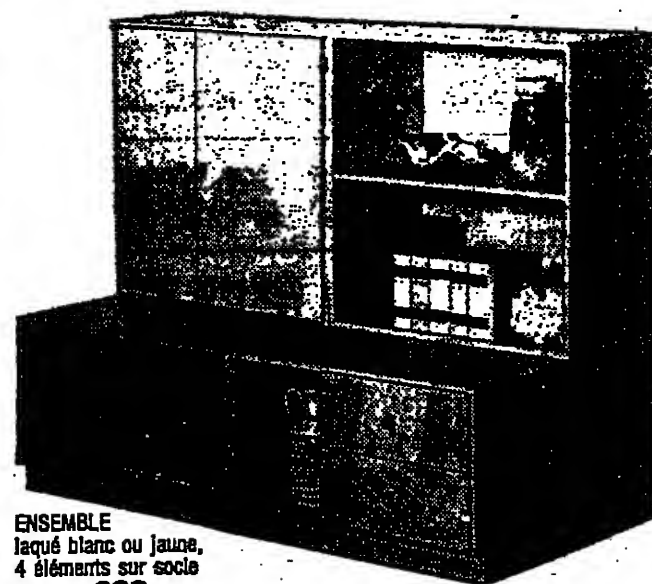
Remise 30%

sur des centaines d'articles d'ameublement sélectionnés
Jusqu'au 16 octobre

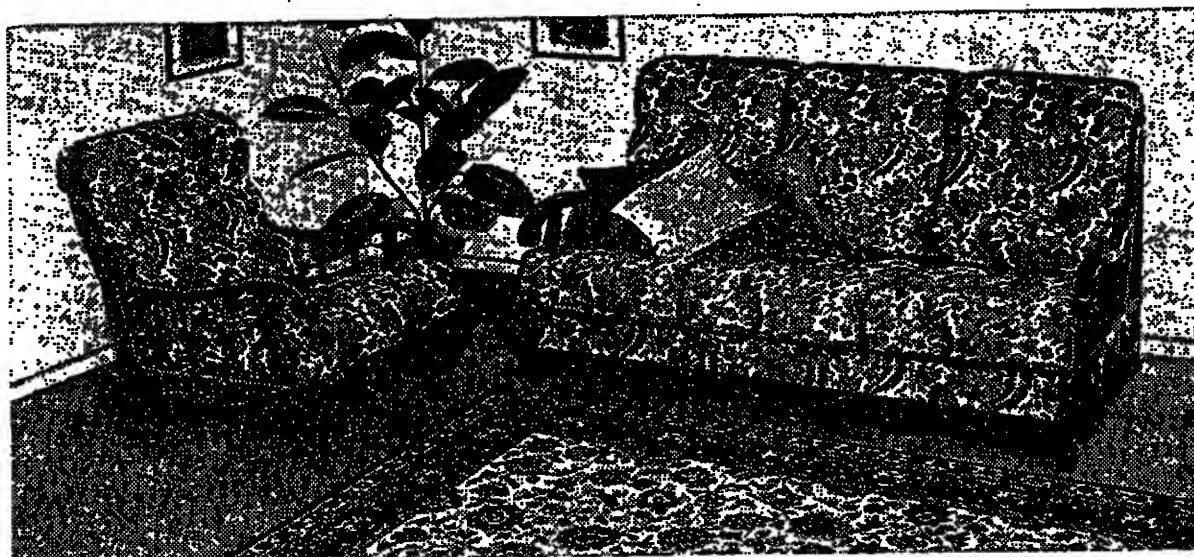
Samaritaine
PONT NEUF (RIVOLI) · VELIZY 2 · ROSNY 2 · CERGY



CHAMBRE CONTEMPORAINE coloris rouille armoire 3 portes L. 150 - H. 182 - P. 60
lit capitonné avec radio pour literie de 140
Les deux pièces 2270 F 1659 F.

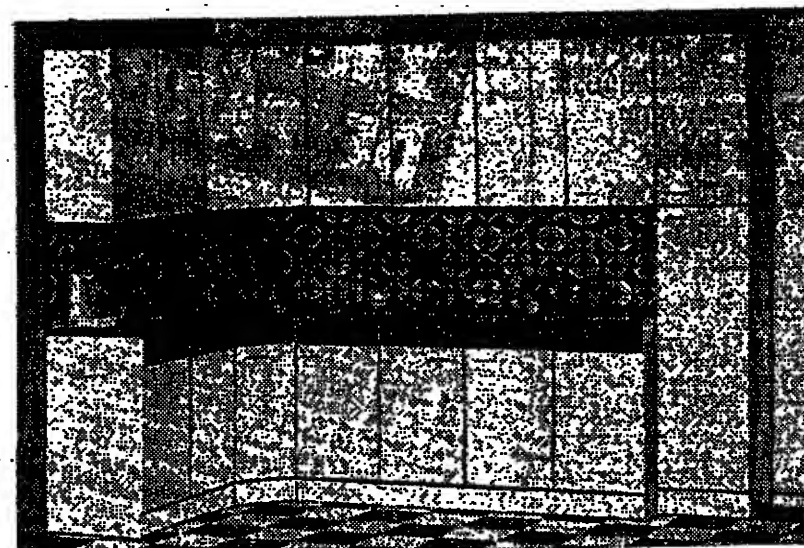


ENSEMBLE
laqué blanc ou jaune,
4 éléments sur socle
1148 F 803 F.



CANAPE CONVERTIBLE RUSTIQUE
recouvert tissu viscose
et coton 2350 F 1645 F.
Fauteuil assorti 1075 F 750 F.

TAPIS pure laine "Woolmark"
dessin persan
160 x 230 528 F 438 F.
190 x 290 515 F 643 F.



MEUBLES DE CUISINE
ELEMENTS A SUSPENDRE
à monter soi-même,
plaqué stratifié H. 70 - P. 32
1 porte en 40 147 F 109 F.
2 portes en 80 227 F 158 F.
3 portes en 120 315 F 223 F.
1 angle en 60 305 F 216 F.

ELEMENTS A POSER
H. 85 - P. 47
1 porte 1 tiroir
en 40 228 F 160 F.
2 portes 2 tiroirs
en 80 315 F 223 F.
3 portes 3 tiroirs
en 120 405 F 325 F.
1 angle en 60
armoire balais
H. 200 - P. 32 321 F 224 F.



Chaises paliées rustiques
hêtre teinté
183 F 114 F.

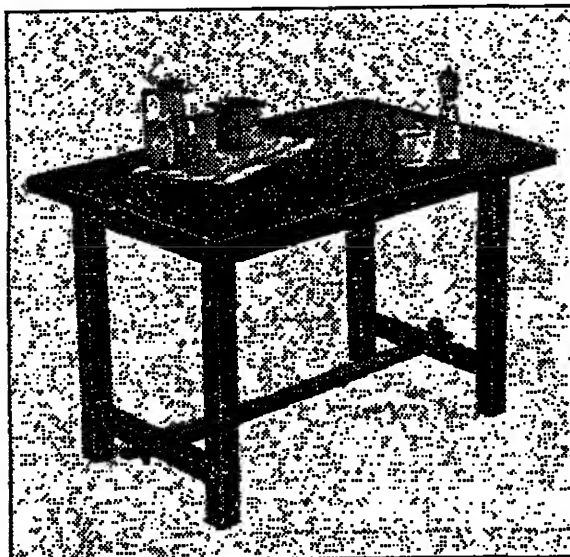
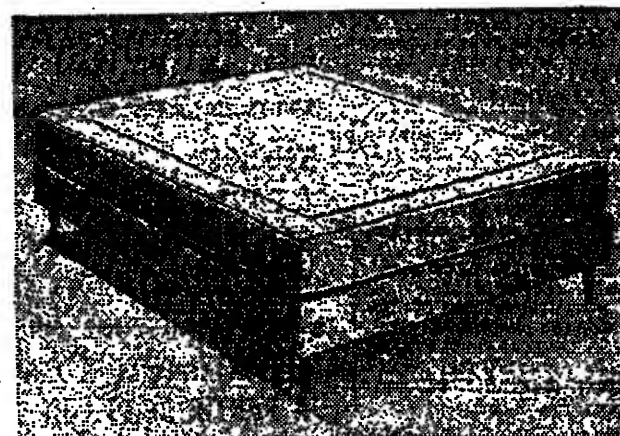


Table rustique 120 x 80
413 F 289 F.



RETEVEMENT
PLASTIQUE
SUR FEUTRE,
largeur 2 m
12 m2
1745 F
12 F.



DUNLOPILLO
ENSEMBLE SOUVERAIN comprenant:
1 matelas 140 cm - 1 sommier 140 cm sur pieds
2573 F 1870 F.

CREDIT SEMEUSE

PARKING
SAMARITAINE



TROTTOIR
ROULANT

MAGASIN 2 - 3^e et 4^e ETAGES

150

150

POLITIQUE

JEUDI A TF 1

Portrait de François Mitterrand « esquisse d'une ébauche »

Tout l'art du portrait tient dans la qualité du rapport qui unit et oppose le peintre et son modèle. Quand le modèle s'appelle François Mitterrand, le rapport est difficile à établir. Devant cette personnalité complexe, la tentation est de réagir plutôt que de témoigner et — en définitive — de parler de soi au lieu de parler de lui. Le premier mérite de Jean-Claude Héberté est de ne pas tomber dans ce piège : ce n'est point « son » Mitterrand qu'il nous propose mais une approche de François Mitterrand.

Son film, diffusé ce jeudi 30 septembre à 21 h. 30 par TF 1, ne prétend pas être autre chose que « l'esquisse d'une ébauche ». Jean-Claude Héberté savait qu'il allait au-devant de nombreuses difficultés et que la complexité de « son sujet » ne lui était pas étrangère. Voici un homme

public qui tient à préserver sa personnalité privée, un homme confronté à la part d'exhibitionnisme de toute carrière politique, un aristocrate de la culture qui prendrait plaisir au nom des masses populaires, un soldat au service de la collectivité. Voilà un stratège de la politique venu au socialisme par sentimentalisme, un politicien de la vie quotidienne soucieux de laisser une trace dans l'histoire de son pays, un seigneur du verbe jeté dans la civilisation de l'image. Par quel bout le prendre ?

Jean-Claude Héberté, qui a quelques idées sur le journalisme et la télévision, a d'abord choisi de montrer son personnage dans ses divers rôles, si l'on peut dire : tribun populaire, maître, président du conseil général, chef de parti, candidat à l'élection présidentielle, écrivain, produit d'une bourgeoisie rurale qui a conservé une familiarité avec la nature. Il lui a ensuite fait montrer, soit en l'interrogeant, soit en citant, par l'intermédiaire de Michel Piccoli, ses écrits, les différentes facettes de sa personnalité. C'est une réussite. Quelques témoignages de proches complètent par quelques touches ce portrait de Mitterrand par lui-même.

Le leader socialiste n'a jamais été aussi bien servi par la télévision que lorsqu'il explique à Jean-Claude Héberté ses intentions à l'égard de ce moyen de communication, son portaitisme en face de l'argent, ses retours à Vézelay, son amour des mots et des arbres. Il n'a jamais paru aussi proche que lorsqu'il parle de la nature, de la mort, de sa destinée. La télévision lui devait bien cette revanche.

ANDRÉ LAURENS.

CONFÉRENCE DE PRESSE DU PREMIER SECRÉTAIRE DU P.S. LE 14 OCTOBRE

M. François Mitterrand tiendra une conférence de presse le jeudi 14 octobre à 15 heures, à l'Assemblée nationale. Cette conférence remplacera celle que, le 10 septembre, le premier secrétaire avait annoncée pour le 29, et à laquelle il avait renoncé après avoir appris, le 21 septembre, que le chef de l'État prononcerait le même jour une allocution radio-télévisée.

Le bureau du groupe socialiste et des radicaux de gauche de l'Assemblée nationale a décidé que MM. François Mitterrand, Robert Fabre et Pierre Joxe, ce dernier comme responsable des questions agricoles du P.S., interviendraient mardi prochain 5 octobre au cours du débat de politique générale.

M. Frédéric Jaiton (apparenté P.S.) interviendra sur les problèmes de la Guadeloupe.

Les députés socialistes ont, en outre, décidé de poser, mercredi prochain, une question d'actualité sur la présence de la légion étrangère en Corse.

● A Fort-de-France (Martinique), M. Albert Césaire, maire, député (app. P.S.), président du parti progressiste martiniquais, aura pour principal adversaire M. Léon Valère, conseiller général de Fort-de-France, avocat, qui conduira une liste de la majorité présidentielle.

5300 f le m²

- Double exposition
- Balcon de 140 m de large ou jardin privatif
- Studio ou 2 pièces, 3,4 ou 5 pièces
- Prix fermes

Bureau de vente sur place tous les jours
sauf mardi et mercredi de 10 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 19 h.

saci

Je déclare avoir lu et compris les conditions de vente et d'achat.
Je déclare avoir vu et mesuré les lieux.
Je déclare avoir vu et mesuré les lieux.
Je déclare avoir vu et mesuré les lieux.

CORI

234, rue de Valenciennes, 75007 Paris
Tél. : 260.38.22



NOTRE REGIME FISCAL FAVORISE VOTRE RELANCE

Le régime fiscal de la République d'Irlande a pour objectif de permettre aux sociétés exportatrices de prendre rapidement pied sur les marchés extérieurs afin d'assurer leur croissance régulière. Aussi, avant d'entreprendre la construction d'une nouvelle usine, réfléchissez bien aux multiples avantages fiscaux que vous apporterait son implantation en Irlande.

Une expansion continue
L'Irlande bénéficie depuis vingt ans d'un des taux de croissance industrielle les plus élevés du Marché Commun.
L'attitude favorable à la libre entreprise manifestée tant par le gouvernement que par les partis représentés au Parlement, en est la principale raison.

Un régime fiscal exceptionnel
Votre société sera exonérée de tout impôt sur les bénéfices réalisés à l'exportation jusqu'en 1990. Vous demeurez entièrement libre de répartir vos bénéfices et votre capital à tout moment.

Des subventions d'investissement
L'État irlandais vous offre jusqu'à 50 % du montant de vos investissements en terrains, constructions, machines et autres immobilisations. Vous n'aurez rien à rembourser, vous ne devrez aucun intérêt et le gouvernement vous laissera le contrôle absolu de votre entreprise.

Un marché monétaire abordable
Notre marché monétaire vous permettra de bénéficier d'un financement bon marché. Cet avantage appréciable réduit d'autant la part de la mise de fond initiale dans votre investissement total.

Une banque de terrains
Notre banque de terrains peut vous proposer une sélection d'emplacements industriels de

premier plan ou même d'usines évolutives clés-en-main et prêtes à accueillir immédiatement votre entreprise.

Un personnel qualifié
Vous trouverez sur place le personnel compétent à tous les niveaux de qualification dont vous pouvez avoir besoin : ouvriers spécialisés, techniciens et cadres.
Les Irlandais bénéficient d'un niveau élevé de formation et souhaitent vivement contribuer au développement de leur économie.

Des salaires raisonnables
Nos salaires et nos charges sociales comparativement plus faibles, abaisseront vos coûts de production et accroîtront d'autant la compétitivité de vos produits à l'exportation.

Des syndicats qui vous considèrent comme un partenaire
Nos syndicats sont particulièrement concernés par les créations d'emplois et leurs représentants sont extrêmement « fair-play » dans les négociations.

Une infrastructure industrielle
Bien que notre économie se soit développée à un rythme extrêmement rapide, nous pensons qu'il nous reste encore du chemin à parcourir. C'est la raison pour laquelle notre puissance industrielle est résolument orientée vers l'exportation.
La majorité des emplois est assurée par le secteur industriel qui fournit par ailleurs, la

plus grande part du Revenu National.
L'Irlande constitue à ce jour une structure d'accueil efficace pour plus de 600 entreprises provenant de 19 pays et opérant ainsi sur de nombreux marchés mondiaux à partir de leurs usines irlandaises.

Un style de vie agréable
L'Irlande est un pays non pollué, parsemé de magnifiques paysages dans lesquels se pratiquent de nombreux sports de plein-air. Vos cadres apprécieront l'accueil chaleureux du peuple irlandais qui saura leur faire partager sa joie de vivre.

REPUBLIQUE D'IRLANDE UNE TERRE D'ACCUEIL POUR VOTRE ENTREPRISE

Une procédure accélérée et des formalités simplifiées vous garantiront la réduction des délais d'implantation d'une usine en Irlande. Votre société n'a affaire qu'à un seul interlocuteur : l'I.D.A. - Irlande (Office du Développement Industriel) qui prend en charge l'ensemble des problèmes que pose votre installation. Pour plus d'information, n'hésitez pas à contacter l'I.D.A. - Irlande, 45, rue Pierre-Charron, 75008 Paris. - Téléphone 339.77.67 Telex : 660416.

Les Ambassades Saint-Dominique, Paris 7^e arrondissement...

Un Paris un peu à part...
Le VII^e arrondissement est comme un autre Marais, moins frondeur, plus raffiné, plus résidentiel.
Aux Ambassades Saint-Dominique, vous êtes au cœur d'un Paris jaloux de préserver son patrimoine historique, et qui ne saurait révéler totalement ses charmes qu'aux riverains et aux habitants de longue date.
Vos voisins sont les ministères et les parcs cachés des ambassades : un silence feutré et de bon ton.
Rue Saint-Dominique, piéage à l'angle de l'avenue Bosquet, voici votre demeure.
À la fois luxueuse et discrète, les pierres de taille au ton chaud et doré, les boiseries qui habillent la façade rappellent ces immeubles aux murs épais, coquets, du début du siècle.
Les terrasses fleuries des appartements du dernier étage, les jardins privés devant ceux du

rez-de-chaussée, renforcent cette intimité qui sera la vôtre aux Ambassades Saint-Dominique.
Un classique de bon aloi...
Dans les séjours, le parquet de chêne massif, en point de Hongrie, est un parquet comme de rares artisans savent encore en faire à Paris. Dans les circulations et les chambres, le plancher est recouvert d'une épaisse moquette de laine en grande largeur.
Le boyau, l'acajou, le chêne ou le frêne des placards, les émaux personnalisés de la salle de bain, la pierre couleur sable des balcons et des loggias, constituent un point de départ de qualité pour votre décoration future, d'autant plus, qu'aux Ambassades Saint-Dominique, tous les appartements sont livrés « prêts-à-habiter ».
Le silence et la douceur sont de mise. Vous êtes tout à la fois protégés du bruit, de la chaleur et du froid. Le Maître d'Œuvre, pour l'isolation phonique, s'est assuré le concours d'un « spécialiste du silence », un ingénieur acousticien.

Le chauffage électrique dans tout votre appartement et dans chaque pièce un thermostat d'ambiance apportent une certaine douceur de vivre.
Les sanitaires sont habillés d'émaux « haute qualité » du sol jusqu'au plafond. Les cuisines sont entièrement équipées dans les plus petits appartements. Et lorsque vous refermez la porte peinte derrière vous, vous pourrez vous absenter sans crainte car celle-ci est blindée anti-cambriolage.
Une autre manière de préserver votre intimité.
☐ Je désire des renseignements complémentaires sur votre réalisation « Les Ambassades Saint-Dominique ».
Appellez-moi du : _____ de _____ h à _____ h.
☐ Je joins ma carte de visite et désire recevoir votre documentation.
Retournez ce bon à découper ou votre carte de visite à : SOYAP - Services Commercial, l'attention de Mme Bouchard - 44, rue de Valenciennes - 75007 PARIS.

Prenez rendez-vous avec Mme Bouchard en appelant au **766.51.03**
Gérant de la SCI **SOYAP** 86-88, rue Saint-Dominique

« Les Ambassades Saint-Dominique » un charme rare et discret à l'image du 7^e arrondissement...

POLITIQUE

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 29 septembre sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

● L'ORGANISATION HYDROGRAPHIQUE INTERNATIONALE

Le conseil a adopté un projet de loi autorisant l'approbation de l'échange de lettres signé à Paris le 21 mai 1976 entre le gouvernement de la République française et la République de Monaco au sujet des privilèges et immunités de l'Organisation hydrographique internationale.

L'Organisation hydrographique internationale, créée en 1907, a pour objectif de rendre plus sûre la navigation dans le monde en perfectionnant les cartes marines et les documents nautiques. Cette organisation souhaitant obtenir, sur le territoire monégasque, le statut juridique, les privilèges et immunités traditionnellement accordés aux organismes internationaux, il était nécessaire que soient préalablement précises, par un accord franco-monégasque, les dispositions relevant de la compétence de l'administration française.

● LES RÉMUNÉRATIONS DES FONCTIONNAIRES

Le conseil a approuvé un projet de décret portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat à partir du 1^{er} octobre 1976.

Ce projet met en application l'accord salarial signé le 15 mai 1976 et applicable pour 1976 dans la fonction publique.

Il comporte une augmentation des traitements de 1,35 %, dont 1,20 % au titre du maintien du pouvoir d'achat pour les trois premiers trimestres de l'année, et de 0,15 % au titre de l'anticipation sur les hausses devant intervenir au cours du dernier trimestre. En outre, d'autres dispositions concernent l'indemnité de résidence : augmentation de cette indemnité de 0,50 % en dernier lieu, sous réserve du plancher, l'intégration d'un point et demi dans le traitement de base soumis à retenue pour pension.

(Lire page 39.)

● LE VOTE DES FRANÇAIS ÉTABLIS À L'ÉTRANGER

Un projet de décret sur le vote des Français établis hors de France pour l'élection du président de la République a été adopté par le conseil des ministres. Ce projet détermine les conditions dans lesquelles ont lieu l'établissement des

listes de centres de vote, le contentieux, le contrôle des inscriptions et les opérations de vote.

Les demandes d'inscription ou de radiation des listes sont reçues dans les ambassades et les consulats. Une commission électorale, siégeant au ministère des affaires étrangères, composée de trois personnes, choisies parmi les membres ou anciens membres du Conseil d'Etat, de la Cour des comptes et de l'ordre judiciaire, est chargée d'arrêter les listes de centres de vote et de la fois la liste des commissions locales de contrôle et des commissions de recensement des votes. La commission électorale doit notifier à l'autorité dont dépend le centre de vote les rectifications éventuellement opérées sur les listes par décision judiciaire à la suite des recours formés par les intéressés.

Le contrôle des inscriptions sur les listes de centre est assuré par la commission électorale d'après les modifications pouvant intervenir dans la situation des personnes.

Les bureaux de vote sont présidés par le chef de poste diplomatique ou consulaire et les assesseurs désignés par le conseil supérieur des Français à l'étranger. Les dispositions du code électoral, sous réserve d'adaptations, sont applicables en matière d'opérations de vote et de

procès-verbal ainsi que de vote par procuration.

Le recensement est assuré par la commission électorale et transmise au Conseil constitutionnel. En cas de litige, le Conseil constitutionnel est saisi par les autorités diplomatiques ou consulaires.

● LE CENTRE D'ÉTUDE DES REVENUS ET DES COUTS

Le conseil des ministres a adopté un décret relatif aux missions du Centre d'étude des revenus et des coûts (CEREC). Créé en avril 1969 et placé auprès du commissariat général au Plan, ce centre avait notamment pour mission de rassembler des éléments d'information utiles à une politique des revenus ainsi qu'à une connaissance de la position de l'économie française vis-à-vis des économies étrangères.

Les débats engagés en particulier lors de la préparation du VII^e Plan sur les inégalités des revenus conduisent à élargir et préciser les missions de ce centre qui sera chargé, notamment, de suivre l'évolution et la répartition des différents revenus par rapport à l'évolution économique d'ensemble, d'évaluer les écarts des revenus avant et après prise en compte des prélèvements sociaux et fiscaux, de proposer des améliorations dans la collecte des informations dans ces divers domaines. Le gouvernement pourra saisir le Centre, notamment sur la proposition du Conseil économique et social, de toute question particulière relevant de sa compétence.

Le Centre pourra demander, outre le concours des diverses administrations et entreprises publiques, la collaboration d'organisations professionnelles ainsi que d'organismes d'études internationaux. Le résultat de ses travaux fera périodiquement l'objet d'un rapport établi à l'intention du gouvernement et qui sera publié.

A la suite de l'adoption du décret concernant le Centre d'étude des revenus et des coûts, le président de la République a indiqué qu'il réviserait dans la deuxième quinzaine d'octobre un conseil de planification consacré aux réformes de structure s'accompagnant, le programme de lutte contre l'inflation.

● INDUSTRIES ET MINES D'OUTRE-MER

Le conseil a adopté un projet de décret fixant le ressort territorial des services interdépartementaux de l'industrie et des mines des départements d'outre-mer. Deux services sont créés, ayant respectivement pour ressort territorial, d'une part, les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et, d'autre part, le département de la Réunion. De plus, le département de Saint-Pierre-et-Miquelon est rattaché au service interdépartemental de l'industrie et des mines de l'île-de-France.

● LE COMMISSARIAT À L'ÉNERGIE ATOMIQUE

Le conseil des ministres a adopté un projet de décret relatif au commissariat à l'énergie atomique pris pour l'application des règles concernant la limite d'âge des dirigeants des établissements publics de l'Etat : la limite d'âge de l'administrateur général délégué, assurant la direction générale du commissariat est

fixée à soixante-cinq ans. Cette limite d'âge s'applique également aux deux tiers de ceux des membres du comité de l'énergie atomique qui ne sont pas membres de droit. En outre, la durée des mandats des membres du comité est limitée à trois ans.

● LE VOTE DE LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE

Le premier ministre a soumis au conseil des ministres les grandes lignes de la déclaration de politique générale qu'il fera au Parlement le mardi 5 octobre 1976. Ses propositions, le conseil des ministres a autorisé le premier ministre à engager la responsabilité du gouvernement sur le projet de loi de finances rectificative, qui constitue la première traduction du programme de lutte contre l'inflation.

● RÉFORME DE L'ENTREPRISE

Dans le domaine de la réforme de l'entreprise le gouvernement a fait le point des textes de loi déjà déposés devant l'Assemblée nationale, et a procédé à l'examen des projets en préparation et des initiatives nouvelles qu'il entend prendre incessamment.

● RENTRÉE SCOLAIRE

La rentrée scolaire a permis d'accueillir dans soixante mille écoles maternelles ou primaires et près de sept mille établissements du second degré, dont trois cent trente-quatre construits dans l'année, près de trois millions d'élevés, dont dix millions cinq cent vingt mille dans l'enseignement public.

Soixante-dix mille d'entre eux sont des nouveaux. La demande des familles pour l'accueil des jeunes enfants en maternelle s'accroît, ainsi que le nombre des jeunes gens qui se dirigent vers les enseignements technologiques. Pour y faire face, près de neuf mille postes ont été créés et dix mille classes maternelles ont été ouvertes depuis la rentrée de 1974. Si quelques difficultés ponctuelles ont été enregistrées dans les premiers jours de la rentrée et réglées aussitôt, d'une façon générale elle s'est effectuée dans de bonnes conditions.

La Guadeloupe posait cette année un problème tout à fait particulier compte tenu de la situation enregistrée pour l'activité volcanique du la Soufrière. Le ministre de l'Éducation, qui s'est rendu sur place, a rendu compte au conseil que la rentrée s'est effectuée progressivement, dans des conditions généralement meilleures au niveau des collèges et des lycées qu'au niveau des écoles primaires, dans les locaux abîmés par les effets des éruptions volcaniques.

Cette rentrée scolaire a permis

gramme de classes préfabriquées a été lancé et sera mis en place avant la fin du mois d'octobre.

Une répartition plus déconcentrée permettra d'attribuer aux parts de bourses supplémentaires aux enfants d'agriculteurs victimes de la sécheresse, et l'aide de l'Etat sera étendue à l'égard des élèves de maternelle au zones rurales.

Enfin, certaines orientations de la réforme de l'enseignement vont amorcer dès cette rentrée : développement de l'apprentissage, pré-élémentaire, suppression des filières dans le premier cycle, modification de l'enseignement pédagogique par un accroissement du nombre des heures pédagogiques régionales.

● RECHERCHE INDUSTRIELLE ET TECHNIQUE

Le ministre de l'Industrie et de la recherche a présenté au conseil un projet de décret portant création d'un délégué chargé de la recherche industrielle et de la technologie. Cette création permettra une réorganisation des divers services du ministère de l'Industrie et de la recherche qui suivent les affaires relatives à ces problèmes. Elle permettra de mieux suivre et exploiter les travaux effectués dans les établissements publics tels que le CNRS et le CNEXO ainsi que dans les centres techniques. Le nouveau délégué exercera son action auprès du délégué général à la recherche scientifique et technique. Sa nomination s'effectuera par la création de services nouveaux, mais se traduira par la mise à sa disposition de services existant au ministère de l'Industrie et de la recherche et traitant de questions de recherche industrielle et de technologie.

(Lire la suite page 36.)

● LA DÉLÉGATION FRANÇAISE À L'ONU

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères a informé le conseil de la composition de la délégation française qui se rendra à la trente et unième session de l'Assemblée générale des Nations unies.

Le président de la République a indiqué que figurait à l'ordre du jour du conseil des ministres du 13 octobre une communication du ministre des affaires étrangères sur la réorganisation des structures de l'administration centrale des affaires étrangères.

Le conseil des ministres ne siègera pas la semaine prochaine en raison du voyage officiel en Iran qu'effectuera du 4 au 7 octobre le président de la République. Le prochain conseil des ministres aura donc lieu le mercredi 13 octobre.

NOMINATIONS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'E.N.A.

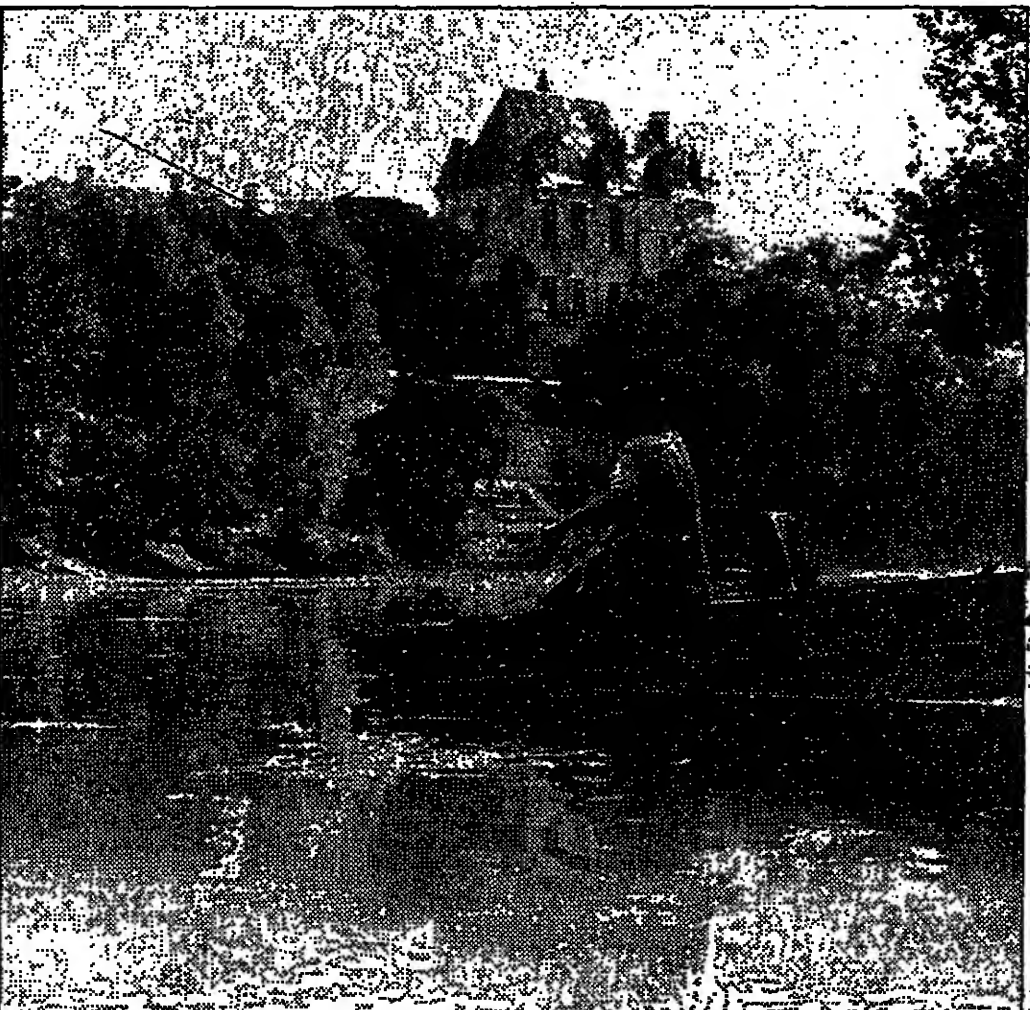
Le conseil des ministres a nommé, sur proposition du premier ministre et du secrétaire d'Etat, après du premier ministre chargé de la fonction publique, comme membres du conseil d'administration de l'Ecole nationale d'administration :

- M. CHAPSAI, directeur de l'Institut d'études politiques de Paris ;
- M. MARLEAU, directeur de l'Institut d'études politiques de Bordeaux ;
- M. BELORGEY, préfet du Loiret-Cher ;
- M. COREL, directeur du personnel et des services généraux au ministère de l'économie et des finances ;
- M. LACARRIERE, secrétaire général pour l'administration au ministère de la défense ;
- M. PASCAL, directeur de l'administration générale, du personnel et du budget au ministère du travail ;
- M. de SAINT-LEGER de LA SAUSAYE, ministre plénipotentiaire chargé des affaires des Nations unies et des organisations internationales au ministère des affaires étrangères ;
- M. SALOMON, directeur des affaires générales et financières au secrétariat d'Etat aux universités ;
- Mme BEAUX, administrateur, directeur général de sociétés ;
- M. KICHERENBERGER, président de la Fondation pour la gestion des entreprises ;
- Mme GEINDRE, chef d'entreprise ;
- M. GIAUQUE, représen-

M. SOUTOU ÉLEVÉ À LA DIGNITÉ D'AMBASSADEUR DE FRANCE

M. Jean-Marie Soutou, ministre plénipotentiaire et représentant permanent de la France auprès des Communautés européennes à Bruxelles, a été élevé à la dignité d'ambassadeur de France par le conseil des ministres du mercredi 29 septembre sur la proposition du ministre des affaires étrangères.

Il est en 1972, entré dans la Résistance en 1942, M. Soutou a été nommé en 1943 délégué en Suisse du commissariat à l'information. Après avoir été nommé, en 1944, dans le cadre des affaires étrangères il a été successivement premier secrétaire à Belgrade, en 1945, conseiller du cabinet de M. Pierre Mendès France en juillet 1954, ministre conseiller à Moscou, consul général à Milan, directeur des affaires africaines et malgaches, inspecteur général des postes diplomatiques et ambassadeur à Alger. Le 30 avril 1975, M. Soutou avait été nommé représentant permanent de la C.E.E. en remplacement de M. Stienne Burin des Roziers.



à Chateauroux, la qualité de la vie on sait encore ce que c'est.

La qualité de la vie. Tout le monde en parle. Bien peu la connaissent. A Chateauroux, on sait encore vivre : personne ne klaxonnera derrière vous si vous ne démarrez pas exactement au feu vert. Les forêts sont des forêts accessibles : on peut y aller en sortant de son bureau... et le bureau est rarement à plus de quelques minutes du domicile. Ici tout ceci est tellement naturel qu'on n'éprouve plus le besoin d'en parler.

Sauf à vous. Pour vous en faire profiter aussi. Savoir partager, ça fait aussi partie de la qualité de la vie.



Chateauroux
30000 Chateauroux - Tél. (54) 34.23.31
Groupe Régions du Futur
1, rue d'Alsace - 75008 Paris

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur :

LE POUVOIR DU CONSOMMATEUR

Envoyez 10 francs (timbres ou chèques) à APRÈS-DEMAIN 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 30 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

13 RUE DE L'UNIVERSITE

PARIS 7^e LE QUARTIER EST EXCEPTIONNEL. LES APPARTEMENTS AUSSI.

Studios de 29 à 56 m² : 2 pièces de 58 à 87 m² : 3 pièces de 81 à 106 m² : 4 pièces de 103 à 115 m² : 5 pièces de 161 m² : Prix fermes et définitifs. Renseignements et vente sur place, tous les jours de 14 à 19 heures et samedi de 10 à 19 heures (fermeture

dimanche et lundi) : Ou : GEPIC, 52, Champs-Élysées Paris 8^e Tél. : 256.98.98. Livraison : Été 1977. Une réalisation SERDI.



Jeune 150

سكنى على الراجح

stres



Le contemporain qui aime l'ancien.



Buste de Péguy, dans la famille depuis Péguy.

Sous Louis XIII on se meublait avec du Louis XIII sans pour autant jeter son mobilier Henri II. Sous Louis XIV, sous la Régence, sous Louis XV, sous Louis XVI même, on mélangeait les styles et les genres. On adaptait, on changeait les tissus, mais on vivait avec son temps tout autant qu'avec celui de ses pères.

Jamais on n'avait le sentiment d'être démodé. La mode n'existait pas. Seul comptait le confort personnel, le goût du jour, l'affection qui s'attache aux objets.

Mais le XIX^e siècle a tout changé. Les valeurs petites-bourgeoises n'ont admis aucun compromis; il fallait être retourné d'Egypte, puis Empire, puis Charles X, puis... et, d'un style à l'autre, la France qui créait le mobilier le plus merveilleux du monde a failli ne plus rien produire.

Aujourd'hui, rien n'oblige à être systématique. On peut vivre dans du moderne avec des objets modernes, on peut mélanger du mobilier ancien avec du moderne. Il suffit de ne pas avoir d'œillères, de vivre au milieu des objets qu'on aime, et de trouver dans le mobilier contemporain celui qui se marie aussi, de par son style, de par sa fabrication, à celui du passé.



Provenance de la collection de Mac Laren, des Napoléons, d'Assommoir à Sannois-Ménil.

Témoin ce salon Minvielle. Sur le plan de la fabrication, c'est un retour à la tradition. Il est fabriqué en petites quantités, dans un atelier qui ressemble fort à ceux du XVIII^e siècle. Les armatures de plume, les coussins sont mobiles, bourrés de plume. Les tissus, les chaises recouvertes par un maître tapissier. Les tissus, les faits ont la même solidité que ceux du passé. Ils sont faits pour vivre avec ceux du passé.

Il y a des velours unis, frappés, à motifs. Des damas, des tissages multiples, raffinés comme celui que vous voyez ci-dessus, ou des tissages plus rustiques, plus "bruts", ou encore avec des motifs à carreaux, à fleurs, exotiques (ceux de la Compagnie des Indes).

Quant à la disposition de ce salon, elle dépend de votre bon vouloir: soit trois places plus une chauffeuse, soit deux places et deux trois places, à l'infini.



Le 1^{er} Consul, atelier d'Ingrès.

Avec Minvielle, les matériaux, les formes, les lignes, la conception des meubles, tout est réuni aujourd'hui pour que le style contemporain puisse s'accorder, s'harmoniser avec les styles du passé.

Notre philosophie nous a amenés à concevoir nos magasins comme des "centres de conseil" touchant non seulement le mobilier mais aussi tous les détails d'aménagement de votre appartement.

Voici la liste des magasins Minvielle:

Paris et région parisienne:
Paris (75007) 50, rue de l'Université 544.18.20 et 544.17.71. St-Germain-en-Laye (78100) 4-6, rue des Coches 963.07.30. Sèvres (92310) 1-3, av. de l'Europe 626.02.92 (ouverture fin octobre).



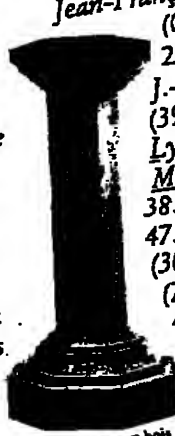
Buste de Philippe R., 27 rue de la Ville.

Province:
Ajaccio (20000) 77, cours Napoléon 21.00.25. Amnecy (74000) 4, rue Vaugelas "Le Grand Passage" 51.02.45. Annabes (06600) 39, bd Wilson 34.66.05. Bar-le-Duc (55000) 18, rue Bar-le-Duc 91.44.64. Bordeaux (33000) 42, rue Henri-IV 91.44.64. Boulogne (62200) 93-95, Grande Rue 31.30.51.

Bourg-en-Bresse (01000) 10, rue Gambetta 21.31.23. Brest (29200) 91, rue Jean-Jaurès 44.32.87. Caen (14000) Place du 36^e R.I. - Quai de Juillet 81.74.81. Cannes (06400) 85, av. du Maréchal Juin 38.29.74. Châlons-sur-Marne (51000) 90, rue de la Marne 68.01.84. Clermont-Ferrand (63000) 18, avenue des Etats-Unis 37.33.36. Grenoble (38000) 1, rue Jean-François Hache 44.02.47. Laon (02000) 67, bd de Lyon 23.04.67. Liévin (62800) 175, rue J.-B.-Defernez 28.36.41. Lons-le-Saunier (39003) 2, av. de la Marseillaise 24.13.49. Lyon (69002) 24, rue de la Charité 42.40.21. Mâcon (71000) 30, quai Lamartine 38.04.15. Marseille (13006) 33, bd Baille 47.75.70 (ouverture fin octobre). Nîmes (30000) 12, rue Régale 67.59.33. Provins (77160) 14, rue Edmond-Nocart 400.02.03. Rodez (12000) 1-3, rue Raynal 68.06.35. Saint-Etienne (42000) 7, rue Pierre-Bérard 32.36.89. Strasbourg (67000) 53-55, Grand-Rue 32.19.04. Toulouse (31000) 7 bis, Place du Capitole 23.21.05. Tours (37000) 13, rue Nationale 05.41.76.



Bust of L'Éclair, même provenance que la colonne en bois.



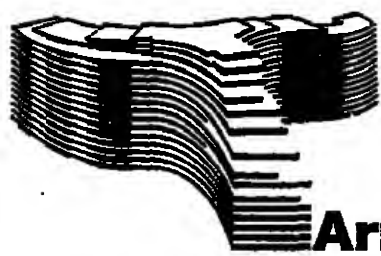
Une colonne en bois début XIX^e, provenance de la chapelle de St-Lubin.

Merci de m'adresser votre documentation. (M.2)

Nom _____ Adresse _____
Prénom _____ Tél _____

A adresser au magasin Minvielle le plus proche de votre résidence.

Minvielle.



Armonial
tout ce que vous aimez
pour 5900 F le m²*

au cœur de Paris
des appartements spacieux
à double exposition
dans une architecture de grande classe
aérée par des espaces verts
à 100 mètres du métro (Cambonne, Ségur)
tout proche des rues commerçantes

Du studio au 5 pièces.
Appartement témoin : 34, rue Miollis
Paris 15^e

Renseignements et vente sur place
tous les jours de 14 h à 19 h,
et samedi et dimanche de 10 h à 19 h.

* loggia et balcon pondérés à 50%.
terrasse pondérée à 35%.



PUBLISSEUR N° 3008
SEPMO LA HENIN
REPRESENTATIVES
GECIC ALM 98. 98

UN ENORME SUCCÈS



**LA
RÉVOLUTION
DIÉTÉTIQUE
DU Dr ATKINS**

Un régime agréable, facile à suivre, qui permet
enfin de manger sans grossir.

Un événement !
Des milliers de médecins dans le monde
entier l'ont déjà adopté. Des millions de gens
l'utilisent chaque jour.

BUCHET/CHASTEL
18 rue de Condé - 75006 Paris

BMW:POZZI
CONCESSIONNAIRE OFFICIEL

10, bd Gouvion-St-Cyr, 75017 Paris

les nouvelles 6 cylindres 754.91.64
754.91.65
IMPORTANTS ATELIERS SPÉCIALISÉS 755.62.29

AÉRONAUTIQUE

LE PROGRAMME MERCURE 200 ET LA COOPÉRATION TRANSATLANTIQUE

Les responsables des groupes socialistes d'entreprise ont examiné, à la fin de la semaine dernière à Colomiers (Haute-Garonne), les problèmes aéronautiques et spatiaux, au cours d'une réunion à laquelle participaient notamment M. Alain Savary, président du conseil régional de Midi-Pyrénées et député socialiste de la Haute-Garonne, M. Michel Rocard, membre du secrétariat national du P.S., et M. Alex Raymond, maire de Colomiers, député socialiste de la Haute-Garonne et

délégué national de l'air et de l'espace au P.S.

Le principal rapporteur, M. Gérard Desseigne, secrétaire national des groupes socialistes d'entreprise, a accusé le pouvoir giscardien de n'avoir aucune stratégie en matière aéronautique. Dans l'avenir, il faudra déterminer avec les partenaires de la France ce que doit être une réelle politique aéronautique et spatiale. Les participants ont demandé l'institution d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'étudier les condi-

tions dans lesquelles sont utilisés les fonds publics attribués au groupe privé Dassault-Breguet.

De son côté, M. Henri Callavet, sénateur de Lot-et-Garonne (gauche démocratique), suggère, dans une question écrite au premier ministre, la création d'une société unique groupant par exemple la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS), Dassault et Breguet, qui, selon lui, serait de « nature à mieux servir les intérêts du pays ».

UN DÉMANTÈLEMENT Renoncements

par JEAN FORESTIER (*)

CHACUN jour grandit l'écart entre les brillants discours officiels, notamment ceux que nous valent les Salons du Bourget, et la dure réalité que vit l'industrie aéronautique de notre pays. La décision annoncée par le précédent gouvernement français en faveur du Mercure 200 me semble devoir creuser encore plus ce fossé, car je ne vois pas comment l'aboutissement de cette affaire pourrait correspondre aux commentaires ministériels.

Si j'ai bien compris le choix fait, Dassault-Breguet a maintenant la bénédiction gouvernementale pour tenter de mener à bien une négociation délicate. Il s'agit pour le maître d'œuvre du Mercure d'associer au programme à la fois la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS) et la société américaine McD. Douglas, tout en gardant la chaîne de production en France et, pour lui, la haute main sur le projet.

Pour réussir cette entreprise, il suffit de convoquer un des trois grands constructeurs américains, représentant ces dernières années près du quart du marché mondial des avions de ligne à réaction, d'assurer le succès à la vente d'un avion qui resterait fabriqué en majeure partie en Europe et conçu par un constructeur encore inconnu sur le marché mondial correspondant.

Si encore il s'agissait pour l'industrie aéronautique américaine d'un programme marginal (1), comme le furent à une certaine époque le Friendship de Fokker ou le Falcon de Dassault, on pourrait garder quelque espoir ; mais, non, il s'agit d'un programme relativement plus important que Caravelle naguère, programme qui vit Douglas, après les acrobates initiaux de vente, lancer le D.C.9 et abandonner Sud-Aviation à son sort.

A supposer même chez McD. Douglas une volonté philanthropique nouvelle, on ne voit pas très bien comment celle-ci s'étendrait au gouvernement américain, dont les interventions, en ce domaine comme dans tous les autres, n'ont jamais eu d'autre but que la défense des intérêts des Etats-Unis. Il suffit pour s'en convaincre de se rappeler l'interruption imposée à McD. Douglas des négociations avec Rolls-Royce au sujet des réacteurs du D.C.10, puis le transfert de celles-ci à Lockheed pour le TriStar et la facilité consécutive de Rolls-Royce.

Des compensations à Douglas

Il faudra donc un jour, sans doute très proche, offrir à McD. Douglas des compensations. A part notre société nationale, l'industrie aéronautique européenne ne peut rien lui offrir. Elle pourrait-elle lui offrir la défense des intérêts des Etats-Unis ? Dans le cadre de la politique aéronautique du gouvernement ? Dans le cadre de l'information des Français chère à notre actuel président de la République, on aimerait à être fixé et aussi à voir enfin les actes correspondre aux paroles.

Comment se présenterait au plan européen une opération de compensation entre l'Airbus et le Mercure ? Sur ce plan, la situation actuelle de ces deux programmes est claire : d'un côté, une opération à direction principalement française, le Mercure, avec un certain nombre de sous-traitants européens menés autoritairement et aboutissant pour l'instant à un échec commercial avec le Mercure 100, rendu seulement à dix exemplaires à un unique client, la compagnie française Air Inter. De l'autre, une opération de coopération européenne particulièrement réussie et ressentie comme telle par l'ensemble des partenaires, avec des ventes un peu partout dans le monde,

sans que l'on puisse, pour cette fois, faire état d'un quelconque défaut d'efficacité d'Airbus Industrie vis-à-vis de l'organisation plus autoritaire, qu'il s'agisse de prix ou de délais. On ne voit donc guère comment nos partenaires européens pourraient accepter de participer à l'opération de compensation envisagée, d'autant que le réacteur du Mercure 200, le C.F.M. 56, est lui aussi franco-américain.

La seule voie pour lever leurs objections consistera, je le crains, à prendre cette compensation sur la part française : celle de l'aérospatiale, solution qui a, alors, toutes chances de satisfaire nos partenaires puisqu'elle leur apportera un affaiblissement certain de l'aérospatiale dans l'opération Airbus.

Une aubaine pour les Etats-Unis

On voit aussi très bien ce que les Américains auront à gagner à l'opération déclenchée par le gouvernement français. Depuis quelque temps, l'industrie américaine n'a pas caché son opinion : l'industrie aéronautique mondiale présente une surcapacité de production qu'il importe de résorber : l'industrie américaine a déjà réduit ses effectifs de 30 %, au tour de l'industrie européenne de se sacrifier. Même si cette position est discutable, elle existe et on ne peut l'ignorer. Tant que l'industrie européenne, s'appuyant sur le marché européen et sur celui du reste du monde, fait bloc pour défendre, voire accroître, la part du marché mondial qu'elle a acquise, l'industrie américaine ne peut compter pour le dominer que sur son dynamisme et ses qualités propres, voire sur sa puissance financière ou sur l'appui de son gouvernement. Quelle aubaine constitue donc pour les Etats-Unis l'initiative française ? Elle démantèle l'industrie européenne et leur donne l'occasion d'intervenir de l'intérieur même de cette dernière. Pour s'être trouvés dans une situation analogue, les Canadiens ont vu, au premier sursaut de crise aux Etats-Unis, fondre leurs effectifs aéronautiques nationaux, et cela sans même que les Américains se départissent d'un réel « fair play ».

Evincer notre société nationale du domaine civil où elle a connu depuis près de vingt ans des succès non négligeables et perdre finalement sur tous les tableaux, positions fortes tant en Europe que vis-à-vis des Etats-Unis, cela ne semble donc pas la seule solution économe de la dernière décision gouvernementale. La répercussion sur les effectifs aéronautiques français risque d'être catastrophique.

Sont-ce vraiment là les objectifs de la politique aéronautique du gouvernement ? Dans le cadre de l'information des Français chère à notre actuel président de la République, on aimerait à être fixé et aussi à voir enfin les actes correspondre aux paroles.

(1) Dans le cadre de cette « libre opinion », je ne puis qu'évoquer brièvement les principaux problèmes sur lesquels je me suis plus longuement expliqué dans un article paru dans la revue *Transport* : « Une industrie aéronautique indépendante : l'Europe de demain ? » (mars 1976).

(2) Là encore, j'ai rappelé l'histoire et les légendes dans un article publié dans *Aéronautique magazine international* : « Concorde, une aventure aux mille facettes » (15 décembre 1975).

par ALEX RAYMOND et JEAN REY (**)

LES responsables du parti socialiste se sont, à diverses reprises, par des interventions à la tribune de l'Assemblée nationale ou dans la presse, élevés contre la dangereuse éventualité d'un accord entre Dassault et la société américaine Douglas à propos du futur moyen-courrier Mercure 200. Eh bien, nous y voilà ! Dans le domaine de la construction aéronautique civile comme en tant d'autres, le pouvoir a cédé à la facilité atlantique. Non sans une bien curieuse précipitation.

Nous voulons ici prendre rang pour l'avenir. Que les responsables gouvernementaux d'un tel renoncement, de décisions aussi aberrantes, n'oublient pas qu'ils doivent répondre aux travailleurs de l'aéronautique, qu'ils sont comptables de leurs engagements devant l'opinion publique.

Tout d'abord sur le plan financier. Chacun sait que le développement d'un avion de transport nouveau implique des dépenses considérables, pour l'étude et la construction du prototype dans un premier temps, pour le lancement industriel de la série ensuite. Nous demandons au gouvernement : comment les dépenses et les risques sont-ils exactement partagés entre Douglas et l'Etat français ? N'apporte-t-on pas au constructeur américain, agréable cadeau, les ressources lui permettant de lancer immédiatement les nouveaux appareils que sa situation financière propre lui interdirait d'aborder avant plusieurs années ? Si, comme nous le pensons, notre pays est destiné à assumer la plus grande partie de la charge, comment celle-ci sera-t-elle répartie entre l'industriel privé et la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS), c'est-à-dire entre le pauvre M. Dassault et le riche contribuable ? Nous attendons la réponse, monsieur Cavallé, nous attendons les chiffres...

Comment dit-on Mercure en Américain ?

Sur le plan commercial, cet accord relève d'une attitude tout simplement suicidaire. Pour la première fois depuis Caravelle, l'Airbus, produit de l'industrie aéronautique européenne, s'avère commercialement compétitif, commence à percer sur le marché et à être redouté, de leur propre aveu, par les constructeurs des Etats-Unis. C'est le moment que l'on choisit pour lui susciter un concurrent, pour en confier la commercialisation à Douglas, qui ne manquera pas, fort de l'aide du budget français, d'ajouter bientôt pour compléter sa gamme quelque rival direct de l'Airbus, pour désavouer la SNIAS, et pour signifier par là même aux compagnies aériennes du monde entier que décidément la versatile Europe est incapable de cette obstination dans l'effort qui fait la permanence industrielle.

Croît-on vraiment aux vertus de la coopération transatlantique ? Etrange innovation de la part de l'industrie américaine dans une politique jusqu'ici toute d'affrontements, et dont on ne nous interdira pas de penser qu'elle vise à éliminer sous les embrassades un concurrent gênant. Quelle inconscience coupable chez ceux qui se précipitent ainsi vers les sirènes américaines ! Ont-ils déjà oublié l'accueil réservé à Concorde, ou l'accord mort-né dans les années 60 entre Douglas et Sud-Aviation qui portait sur Caravelle et permit la naissance du DC-9 ? Au fait, comment dit-on « Mercure » en américain ?

Une telle politique de facilité sera peut-être bien accueillie par certains de nos transporteurs aériens. Air

(*) M. Alex Raymond, délégué national du P.S. à l'air et à l'espace, député socialiste de la Haute-Garonne ; M. Jean Rey, délégué national du P.S. à l'équipement.

France, voire Air Inter, remplaceront leurs Caravelle par des DC-9, soyons-en assurés. Point n'est besoin de clause écrite, l'Etat s'en rend compte. Peut-être l'Etat, qui avait au tonner et fort contre Air France, saura-t-il y mettre bon ordre ? Sur le plan industriel, on sacrifie le bureau d'études de la SNIAS. Combien M. Bourges estime-t-il que l'opération Mercure-200 y créera d'emplois ? Pense-t-il préserver ainsi l'acquis que nous avions su constituer dans une des rares industries de pointe que nous maîtrisons parfaitement ?

Enfin, au lieu de persévérer dans l'édification d'une industrie aéronautique vraiment européenne qui commencerait à se constituer autour d'Airbus Industrie, on répète brutalement nos associés européens. Croit-on que nos industriels ne seront pas, dès lors, limités par leurs homologues britanniques, néerlandais, allemands, italiens, peu soucieux de faire les frais d'un accord franco-américain ? Croit-on que le désordre peut tenir lieu de politique industrielle ? A qui profitera cet éclatement des intérêts européens ?

Around d'Airbus Industrie

Une fois de plus, le dossier est accablant. Une fois de plus, la société Dassault est concernée. Il était déjà scandaleux que l'on ait financé, sur fonds publics de constructeur privé, qui avait le monopole de la construction des avions militaires, pour qu'il tente de faire concurrence à la SNIAS sur le marché des appareils civils. Après le retentissant échec commercial de la première version du Mercure, qui a vraisemblablement coûté 1 à 2 milliards de francs à la collectivité, faut-il vraiment, pour que M. Dassault fasse de bonnes affaires, faire payer par le contribuable français la construction de notre industrie aéronautique civile ? Faut-il voir la manifestation de l'indépendance nationale tant prônée par le parti auquel appartient M. Dassault ?

La décision qui vient d'être prise n'a aucune justification objective. Au regard des critères financiers, commerciaux, industriels normalement utilisés, elle est proprement absurde. Nous posons la question : quel en est le vrai responsable, quelles en sont les vraies raisons ?

Nous disons qu'une autre politique est possible. Elle repose sur les trois considérations suivantes : 1) Tant que le succès commercial de l'Airbus n'est pas largement confirmé, nous demeurons en situation fragile et ne sommes pas encore assez forts pour affronter les dangers d'une coopération avec les Etats-Unis ;

2) La continuité industrielle, la cohérence commerciale, sont les armes principales de la lutte sur le marché aéronautique civil. C'est l'Airbus et la famille de ses dérivés qui offriront à nos constructeurs, tant d'avions que de moteurs, les débouchés voulus. Il faut donc continuer de rassembler autour d'Airbus Industrie nos partenaires européens. Ensuite, mais ensuite seulement, pourra peut-être se poser la question d'une coopération avec l'industrie américaine ;

3) Bien entendu, la nationalisation de la société Dassault est indispensable, ne serait-ce que par souci de défense des deniers publics.

VALAIS - SUISSE

A THYON 2000 sur Sion, ambiance exclusive, tout pour satisfaire vos besoins : santé, plaisir et joie. En été comme en hiver. Proximité, tennis, piscine, etc. Ici sur quatre valées. Vue panoramique 360°. Emplacement unique. Accès de Sion (arrêt du train T.S.E. Paris-Milan et aéroport).

La seule station avec circulation d'automobiles souterraine !

Studios et appartements de 2, 3, 4, 5 et 6 pièces à partir de FS 68 000.

Service de location à disposition de chaque propriétaire. Vente aux étrangers autorisée. Venez nous rendre visite ou écrivez-nous THYON PROMOTION S.A., CH-1973 Thyon M (Suisse) Tél. 38363 OUEST CH.

Pacer



American Motors
Jean-Charles
28, rue d'Alsace PARIS 10^e Tél. 288-23-46

Jeune de 150

Le Monde

DES LIVRES

DEUX ITINÉRAIRES SPIRITUELS

Jean Sullivan, témoin de l'ombre

* MATINALES, de Jean Sullivan. Gallimard, 376 pages, 49 F.

UN « itinéraire spirituel », dit-il. C'est d'abord une route. La route est passionnante. Mais c'est le point d'arrivée qui compte. Et que ça soit plaisir, ce que nous dit-il Sullivan, l'itinéraire d'aujourd'hui. Il se meurent tellement, ces personnages forcés à qui mieux mieux se targuent d'être orthodoxes exemplaires, sachant leur petit catéchisme par cœur, imbéciles sur la récitation des articles, et fiers d'être catholiques comme on l'est d'être Bourguignon. Seigneur ! Que tout ce fracas est donc pénible ; sincère, pas question d'admirer, et suspect d'irréductibilité. Il y a une bonne foi à son

insu, tortueuse, et qui fait à l'auditeur une impression déconcertante de simplicité et de vérité. Ce que l'âme de Jean Sullivan, c'est qu'il se tient à l'écart du clerc. Ils sont si drôles, les jeux de sa conscience de l'humilité chrétienne qui mènent un tel vacarme autour de leur foi et s'exhibent en permanence à la télévision. Ils s'efforcent d'être intégristes et progressistes sans se rendre compte de la ressemblance et de quantité. Ils s'efforcent de plaines idéologiques, alors que les propos de Sullivan nous invitent seulement à une paix ordinaire, une joie, l'habitation d'un espace intérieur où se dissolvent les mots et les futilités.

HENRI GUILLEMIN.
(Lire la suite page 21.)

EXTRAITS

UNE PAROLE TRAVERSÉE D'IMAGES

C'est être mère qui m'a transmis l'héritage, elle qui n'avait rien d'autre à laisser, comme ses parents lui avaient transmis. Je sais que dans sa maison, chaque soir d'hiver, le père lisait à haute voix l'Ancien et le Nouveau Testament, et les enfants même se tenaient immobiles. Maintenant, la télévision règne. Des hommes d'Eglise, l'un humble et contrit, y paraissent quelquefois, ou quelque vulgarisateur de service, ex-prophète qui cause psychanalyse, sexualité, morale, éducation, à la n'importe. Depuis longtemps, nous sommes entrés au désert de l'âme. Et les guides patientes l'élargissent avec des idées, théories, débats au théâtre mondain et religieux.

Nous étions pauvres comme les paysans des Indes ou de Palestine, et foyers purs que nous en faisons partie. Il n'y avait pas encore de honte à être pauvre. Les mille pères du désert et de la vanité nous étaient étrangers. Maintenant il n'y a que des pauvres qui n'ont pas encore réussi à être riches. Mère, chaque dimanche, après vêpres, marchait seule autour des champs de notre maître, en égrenant le chapelet, regardant les turgescences du printemps, les moissons blanches, la nudité de l'hiver.

L'Évangile est issu d'un monde de paysans et de marins. Jésus est le rabbi dont la parole est traversée d'images d'arbres, d'eau, de moissons, de troupeaux, de bergers et de vagabonds. Je crois aussi à la nécessité du déracinement. Mais sans doute faut-il avoir été enraciné d'abord, avoir senti battre le cœur de la terre. Il me semble que beaucoup de maîtres à penser de ce temps parlent de partout, de nulle part. Les maîtres à penser d'aujourd'hui, maintes fois dans notre monde, ont déposé leurs allumettes sur la table, nous savons leurs noms et ce que c'était que donner un morceau de pain, un verre de lait, une boîte. Ils jetaient partie de nous.

Il est évident que Jésus vit aux profondeurs de la non-dualité, c'est-à-dire là où Dieu, aujourd'hui, nous-mêmes, ne forment qu'une seule réalité. Ceci est mon corps, ceci est mon sang.

Le sillage lumineux

de Jean Mambrino

* SAINTES LUMIÈRES, de Jean Mambrino. Desclée de Brouwer, 128 pages, 35 F.

A chaque nouveau recueil, Jean Mambrino gagne un peu de terrain dans sa marche vers la simplicité dernière qui l'attire et l'attend, si bien que, loin d'être se diversifiant, s'enrichissant, et se surchargeant des allusions d'une vie, l'œuvre du poète, ici, se livre au contraire de toute cette superfluité anecdotique qu'est l'autobiographie, et tend vers l'Un. Son dernier livre, *Saintes Lumières*, est déjà totalement découvert.

C'est à peine si sa sardale touche encore le sol, maintenant qu'il n'est plus un jeune homme. Il commence enfin à n'être plus personne, et surtout pas le subtil jésuite qu'on pouvait attendre de lui, dont la signature est familière aux lecteurs de la revue *Études*. Incalculable, incalculable ! Il flotte. Il se repose sur le vent comme ces mouettes aux ailes étendues qui font confiance aux courants pour les porter sans aucun doute vers ce qui sera leur lieu. Avec l'insouciance d'un seigneur et la gravité d'un enfant, ce poète veut-il autre chose que ne pas faire obstacle à la lumière de la grâce ? Ainsi tend-il à cette transparence qui est joie toute pure. Et son livre chante cette joie-là.

La certitude d'être aimé

Comme elle n'est pas donnée une fois pour toutes, la réconciliation de l'âme, comme elle est seulement promise, entrevue, effleurée, mais non saisie, possédée, fixée. Ce livre qui voudrait n'être que message de paix humble pourtant, et gracieux de pauvreté à l'instant même où il s'écoule de gloire et de soleil. Poète est celui qui sait, avec une extrême vivacité, la peine de n'être pas prêt, en même temps que l'exultation d'être exaucé avant la prière. Jean Mambrino est ainsi forcé dans ses retranchements, au cœur même de sa grande anxiété, adossé au mur, et se voit ne peut dire autre chose que la certitude d'être aimé.

JOSANE DURANTEAU.
(Lire la suite page 21.)

L'HISTOIRE DE FRANCE ET SES « BELLES IMAGES »

* HISTOIRE MYTHOLOGIQUE DES FRANÇAIS, de Claude Billard et Pierre Guibbert. Ed. Gallimard, coll. « Coup pour coup », 322 p., 39 F.

Le cartable était neuf, le cahier sans tache, l'autorité du maître à peine assurée. Quelques hommes transis, rassemblés au creux d'une caverne, surgissaient entre une dictée et une addition. Ils côtoyaient d'étranges bêtes, aurochs ou mamouths — gibier coriace dans un monde hostile... C'était la rentrée, la rentrée. Les Gaulois n'allaient pas tarder : rien qu'une page à tourner, la semaine suivante. Et puis venait Vercingétorix, Clovis, Charlemagne, Du Guesclin, Henri IV, plus tard Louis — et tant d'autres, illustres ou obscurs, fourbes ou vertueux mais toujours exemplaires. Jusqu'à la scène finale, la Libération de Paris, qui annonçait les vacances...

Il faut en parler au passé : depuis 1899, les élèves du cours élémentaire ne parcourent plus toute l'histoire de France en trois trimestres et quatre tableaux. Dans l'actuel « tiers-temps » pédagogique, l'histoire figure bien, à côté des sciences et de la géographie, parmi les « activités d'éveil à dominante intellectuelle ». Mais la lanterne magique, modèle Jules Ferry, apparemment ne fonctionne plus. Claude Billard et Pierre Guibbert ont eu la bonne idée de la remettre en marche. Et de regarder attentivement, image par image, le grand spectacle offert à notre enfance. Nostalgique, Gaston Bonheur célébrait naguère les vertus de ce catéchisme laïc à l'usage des écoliers républicains. Nos auteurs, plus subtilement, s'intéressent à sa mise en scène.

Cette Histoire, en effet, est un carcel. La paix gallo-romaine y tient lieu d'âge d'or. Avec ses villes animées, ses campagnes propres, ses demeures bourgeoises, son commerce florissant, elle fait figure d'idéal perdu. La République d'aujourd'hui, à la fin du volume, le résume à nouveau — encore plus beau peut-être — les jeux du cirque en moins, la technologie en plus. Mais, pour retourner à ce point de départ, des efforts, de perpétuels, de coups de théâtre ! Les Murs ont tout cassé, Clovis tout rétabli, les rois faibles tout remis sur pied, les Normands tout



Car des saints, des sages, des chefs, des héros, sont toujours là pour protéger la France. Et la soutenir, la guider — la sauver enfin, même in extremis. Qu'ils s'appellent Charles Martel ou Jeanne d'Arc, Clément ou Clémentine, ils défendent son unité contre l'Autre — le prédateur venu du dehors, du nord, du sud, de l'est, d'outre-Manche, toujours aux aguets de nos moindres relâchements. Parce que l'Autre envahit notre prospérité, construite par les grands administrateurs (Sully, Colbert), les grands savants (Pasteur, Curie), les grands « explorateurs » (Duplex, Brazza). Homme de mesure dans un pays tempéré, le Français veut le bien d'un monde météorologique.

ROGER-POL DROIT.
(Lire la suite page 21.)

DECouvrir MARC CHOLODENKO. Flammarion

Un livre somptueux et génial, un livre neuf et vierge.
J.L. Ezine
Les Nouvelles Littéraires

Les états du désert de Marc Cholodenko chez Flammarion

376 pages 48 F

UNE GÉNÉRATION ÉPERDUE

« Les Déclassés », de Jean-François Bizot

LES anciens jeunes gens des années 40 sont bien gentils, avec leur nuque rase et leurs illusions meurtries, mais enfin on commence à les avoir beaucoup entendus ! Vingt ans qu'ils sont certains d'exemplaires, ils ressemblent le même Munich en culottes de golf, les mêmes souvenirs de scrupules et de rutabagas, la même dégringolade dans le compromis bedonnant... Et crampes, avec ça : un peu plus, ils allaient nous expliquer de leurs fils, profitant de ce que ceux-ci répugnaient à se livrer et semblaient douter, entre autres vieilleries, de l'écriture.

Mais cette fois, y est : les nantis d'après la guerre occupent en masse le terrain littéraire, et commencent à raconter du dedans la fringale d'autre chose : qui les a saisis autour de 1970. A classer avec les romans de Stendhal, Courmayeur, Debray, Guéhen et Hallier, les *Déclassés* constituent à ce jour le témoignage le plus complet sur cet acharnement à changer et tout, tout de suite. Non parce que l'auteur a été mêlé aux événements les plus voyants de l'époque, mais parce qu'il a fait la tour des expériences les plus risquées, et qu'il met à les relater une franchise ravageuse, qui pourrait bien devenir la marque de sa génération éperdue.

ITINÉRAIRE d'autant plus exemplaire qu'il part du conformisme le plus attardé. En bon bourgeois du seizième arrondissement, le lycéen Bizot aborde les années 60 sans autre hantise que ses aînés de 1950 aujourd'hui au faite de l'État : passer ses examens d'élite littéraire, et perdre son pochoir de « enfant-riche » à la Nîmère. Question morale, on s'en tient au Dieu des mariages en blanc, providence des demi-vierges à queue de cheval ; et côté goûts artistiques, on se contente d'ajouter Vian ou Vailland au bachotage du Lagarde et Michard. Il faut un étage dans une usine de cathode pour que le narrateur, devenu élève ingénieur à Grenoble, découvre la condition ouvrière, les joues cuites par la mobylette au petit jour, le leurre des promotions par le rang, et la supériorité de la révolution sur l'art pour se trouver une identité. Tandis que ses condisciples s'apprêtent à « gestionner » en costumes anthracite

et à rêver de poutres apparentes, notre contemporain de Pierrat le Fut de Godard se plonge avec éblouissement dans Marx et Engels. La plus-value et la lutte des classes lui paraissent rendre compte de toute l'histoire et dicter toute conduite. En marge de tâches alimentaires dans une banque nationalisée, puis au ministère de l'Industrie, il joint aux lectures de base la pratique militante dans les comités contre la guerre du Vietnam.

Mais à peine embrassée voici que sa foi politique chancelle. Il n'y a pas plus de certitude en révolution que en religion. Quelle gloire croire ? Quelle voie préférer ? Qui dira la « ligne juste » ? Faut-il suivre les appareils ralliés au suffrage universel, ou peut-on céder à l'« envie » gauchiste, réputée infantile et petite-bourgeoise ? U.R.S.S. ou Chine ? Opportunisme ou aventurisme ?

Ce débat auquel la France entière a été mêlée en 1968, tous les militants le menaient depuis des mois entre la librairie Maspero et les ciné-clubs vive gauche.

Bizot ne voit donc pas l'intérêt de récrire une fois de plus les chaudes nuits du quartier latin, qu'il affecte d'avoir traversées aussi ébouriffé que Fabrice, Wagner ou Frédéric Moreau. Les journaux de 1968 ont demi-page pour l'émotion ! Contrairement à leurs aînés, qui en auraient fait volontiers leur épopee, l'auteur d'*Épaves*, on ne pourra pas dire des enfants de mal qu'ils ont versé dans l'esprit ancien combattant. C'est à qui, oh nouveauté ! s'élève le plus son rôle. Trop d'humour, sans doute. Et d'impudence, aussi. Le narrateur coupe court aux séquences du bavardage étudiant sur la révolution en art ou en amour. Il lui semble plus « politique » de donner l'impulsion à ses rêves les plus fous, comme s'il emploie une certaine jeunesse/améric

aine. D'où huit mois d'errance outre-Atlantique, aux frontières extérieures de la marginalité, de la révolte et du suicide par la drogue, chez les Panthers, les rokers, les freaks, les routards et les canés en tout genre. En tunique à fleurs, l'ancien héritier et flirteur de Janson-de-Sailly se « défonce » à la musique électronique, à l'herbe, à l'acide, à l'hindouisme, à tout. Sans chercher à rivaliser avec ses devanciers, mais avec la force du reportage froid. Bizot retire à la française le voyage au but de la liberté et du désir décrit par Kerouac.

Par Bertrand Poirot-Delpech

Burroughs, Dylan, Hammett, et en une telle révélation terrible que le bonheur des aventures-limites ne peut sans doute qu'être douloureux.

A COTE de ces audaces mortelles, la France paraît piétre et pesante. On y discute encore si *Hair* offense la morale des familles, et les révoltes eux-mêmes se contentent d'effacer par leurs tenues les dieux de la Coucoule.

Tandis que les gauchistes hésitent entre « la démagogie de la responsabilité » et celle de l'irresponsabilité, le narrateur préfère dériver, avec tous les « scrupules », entre l'Occident, la cruauté et le refus, dans l'espoir de créer des « petits territoires libérés », et de faire surgir des valeurs nouvelles de la « jungle morte des théocentistes ». Il organise et cherche à politiser des festivals rock.

Mais bientôt la logique de ces ten-

tatives se retourne contre lui. Impossible de fixer le noyau du monde des « désirs » de ses amis marginaux sans poser le problème du pouvoir, ce péché mortel. Même impasse dans la vie affective : la militante avec laquelle il flirte depuis trois ans un amour presque parfait n'a pas trouvé d'autre aboutissement à son combat que le M.L.F. en acte, c'est-à-dire la vie « ex-margé » des voleurs masqués avec une lesbienne, not par goût mais par « cohérence idéologique ».

Q'U'A cela ne tienne ! Pour écarter les restes d'instinct possessif et d'exclusif qu'il sent en lui, le narrateur invite une dizaine d'autres « déclassés » à former une communauté dans un pavillon de banlieue, avec un collectif et « voyages » permanents. Attirés par une annonce d'actualité — que Bizot a lancée en 1970 — des nomades et drogués divers rejoignent et minent le groupe.

L'auteur s'aperçoit alors que si le slogan de la lutte des classes est « limité », « l'idéologie du pied ne va pas loin non plus ». Tant qu'il vit de foi, mieux vaut croire au marxisme qu'aux vertus hallucinogènes de la peau de banane. La peur pour une amie intoxiquée à l'héroïne a réveillé son âme de boy-scout : à moins que cette exploration des désirs ne s'achève, de toute façon, à des « périodes de bonne nuit ». La société, en tout cas, en profite plus qu'elle n'en souffre, de même que les anciens copains bourgeois, confortablement convertis au sein ou au programme « commun ».

Avec, pour telle de fond symbolique, l'entêtement de Pierre Crocroy, le livre s'achève sur un constat de faillite, de marché de dupes. Les gauchistes politiques d'après 1968 ont essaimé, chacun pour soi, dans des organisations dont le langage « totalisant » cache mal le corporatisme. Quant aux « parano » de tout poli-

qui croyaient vivre leurs fantômes, ils n'auront fait que fantasmer leur vie et se composer narcissiquement une « tronche », effacée en une séance de coiffure.

C'EST avec d'échec va soulager les partisans de l'ordre, que terrorisent en cachette le déballé des idées et des mœurs depuis dix ans, et qui emmagasinent de ne pouvoir empêcher de force, sous peine de contredire leur idéal proclamé de liberté.

Mais ils auraient tort de pavoiser trop tôt. Si l'épuisement de cette révolte radicale montre qu'on ne peut pas reculer d'un coup certaines frontières biologiques ou culturelles, telles que l'instinct hétérosexuel monogame ou l'acoutumance pathétique aux drogues, si la jeunesse de 1970 se rapproche ainsi des précédentes, accablant la fable rassurante d'une nature humaine éternelle, un renversement de tendances s'est opéré en profondeur. Le conformisme de droite qui se cachait et continue de se cacher derrière les notions soi-disant « apolitiques » de morale et de destin personnel a fait place à une contestation irréversible des idéaux et des réformes proposés par la société établie. L'ambition, le pouvoir, le végétarisme, et la nostalgie, ne représentent plus des valeurs mais des repoussoirs. La sensibilisation à l'hypocrisie et à l'injustice, qui servait de base commune à toutes ces aventures avortées, n'est pas perdue et peut, à tout moment, retrouver sa vigueur subversive.

ET si la lucidité ironique de ces « déclassés » se retourne présentement contre eux, elle reste, jointe à leur rage de « changer la vie », l'arme révolutionnaire par excellence.

Ces qualités nouvelles sont aussi des atouts littéraires. Pas de ceux qui se font remarquer et couronner en changeant à peine les recettes de la veillée ; des vrais, au-delà de la mode et du bric. Bizot apporte soudain dans cette rentrée minaudante l'air vif des constats sans frime. Son équipe fraternelle dans les délites et les déboires de son temps mérite d'être aux années 1970 ce que fut pour les années folles le *Sabbat* de Maurice Sachs.

* Les Déclassés, de Jean-François Bizot, Ed. Bachelard, 226 pages, 30 F.

DEUX ITINÉRAIRES SPIRITUELS

Le sillage lumineux de Jean Mambriño

(Suite de la page 19.)

Poète-médiateur, il laisse couler de ses mains ouvertes la rutilance de cette « sainte lumière » qui passe par lui, et son travail, tout artisanal, consiste à donner à voir ce qu'il voit par les mots les plus simples, les plus modestes, les plus usuels : mots de grès et de bois, mots de laine et de lin. Point d'or,

ni de diamant : rien qui pèse en valeur marchande. Mieux encore : Jean Mambriño croit que l'amour de Dieu n'est pas nécessairement le secret d'une voix intérieure, qui ne se donnerait qu'à quelques élus. Il suggère que cette bédiction pourrait bien être, tout bonnement, la lumière du jour. Et si c'était notre malice qui avait indolument dissocié

la lumière de la grâce de celle de ce soleil-ci, qui nous éclaire et nous réchauffe tous les jours que Dieu fait ? Si chacun de nous, et le plus pêcheur, était bœuf chaque matin ? Si la nuit était notre seule pénitence, et la même pour tous ?

Le poète a-t-il écrit, en toute rigueur, quoi que ce soit qui autorise une telle lecture ? A vrai dire, je n'en sais rien. Ce que je sais, c'est qu'il provoque, en chacun, une descente en soi qui pourrait bien être une sorte de méditation. *Sainte Lumière* s'adresse à cette part, en nous-même, qui vit en notre jeunesse et qui est demeurée immobile et intacte comme une silhouette sur un quelconque s'éloigne et qu'il devient de plus en plus petite, mais qui vient toujours dans le vent un tout petit mouchoir dont la blancheur ne faiblit pas.

N'est peut-être poète, à tout prendre, que celui qui provoque à l'état poétique. N'est peut-être poète que celui qui perce le cercueil de papier et force à sauter qui s'engage à sa suite. La force de cet appel signe l'authenticité d'un tel message. Aussi vite, on oublie, en le lisant, Jean Mambriño : il nous laisse seul en nous-même, avec le ciel pur, le silence, le vaste ciel, qui sont à nous comme à lui. Son effacement devient sa signature. Il disparaît, nous laissant à tout ce qu'il nous a rendu.

JOSANE DURANTEAU.

EXTRAIT

Les nuages sont si purs

Les nuages sont si purs dans le ciel de l'aube que tout est bleu pour le regard né de la mer la terrasse la prairie les montagnes et bleu aussi le soleil comme le fond de la pensée un bleu si pur qu'il efface tout sommeil réveille une pensée seconde qui s'agenouille au sein du monde illuminé jusqu'au-delà de l'horizon sans aucun éclat comme si une phrase retenue voulait se faire entendre avec moins de mots que de silences une phrase adorablement sous-entendue.

Jean Sullivan, témoin de l'ombre

(Suite de la page 19.)

« Motinales », cela veut dire pensées motinales, prière du matin, quand la lumière est toute neuve, que le cœur retrouve sa jeunesse, et l'esprit sa lucidité. Alors la fameuse « crise » d'aujourd'hui revêt son aspect réel : mais non, pas de « crise » ; rien d'autre que des illusions qui s'effacent ; toute pression sociologique

disparue, une foi fictive révèle son inconsistance.

L'Eglise ? Bien sûr qu'elle est décevante et qu'il lui faut recouvrer sa transparence ; mais elle-même annonce la Parole qui la met en jugement. Insurrection à son égard, et bédiction en même temps. Les dogmes ? Si vous en faites des abstractions, c'est leur mort ; qui irait demander à boire à des gour-

ces pétrifiées ? Les définitions n'ont jamais fait vivre personne ; l'essentiel, la nourriture, c'est ce qui sous-tend les dogmes, formulations toujours forcément balbutiantes.

La terre où pousse l'évangile

J'aime que Sullivan ne balance pas à bon compte la religion dite « pélagienne », il soit trop ce qui la remplace quand elle « disparaît ». Elle est aussi la terre dans laquelle pousse l'évangile.

Le miracle de l'Evangile c'est qu'il répond à une réclamation fondamentale, viscérale, de l'homme. Il « se parle » tout seul en nous comme s'il était spontanément issu du grand fond anthropologique ; il est en prise directe sur notre cœur, sur notre corps. Car il y a, dit Sullivan, une « conscience-corps » par-delà notre « conscience-tête ». Et si la conscience-tête s'empêche d'objections conceptuelles, et articule un « oui » ou un « non », la conscience-corps n'hésite pas à prononcer un « oui » passionné. Le cher Tanzi (de « Car je t'aime, ô éternité ») aimait à répéter en souriant : « Je n'en sais rien mais j'en suis sûr ». Ignorance lumineuse, doute actif, connaissance par contact.

La musique de Sullivan n'est pas celle de cet instrument tempétueux, gloire des orphéons militants ; il ne fait pas non plus, à la King-Kong, résonner sa poitrine sous des coups de poing prophétiques. Il se souvient du « Livre des rois » et de l'avertissement donné à Elie : Ne me cherche pas, dit Dieu, dans le tonnerre et l'ouragan, mais bien dans ce petit soufflé qui remue l'herbe à peine. Il n'est pas bon de nommer Dieu trop vite. Moïse le premier a su que le nom est imprononçable. Le Dieu-objet, le Dieu qu'on « rencontre », déjà ce n'est plus lui.

Le travail de Sullivan est de faire percevoir, sans clameur, l'invisible dans le visible, de faire deviner l'absolu sous la sensation. A-t-on assez remarqué la présence, dans le texte, de ces passants presque furtifs ? Tandis que les disciples déclarés et sonores s'élevaient, se tairaient, lors de la Passion, un horaire de Cyrène apparaît un instant ; et voici cet autre, d'Arménie, qui se risque et réclame, humblement héroïque, le corps du Crucifié. Les témoins obscurs peuvent être les plus efficaces.

Me fascine décidément que le livre de ce témoin de l'ombre qu'est Sullivan se tienne hors théâtre, hors débats, hors domination, et nous livre la « vérité des profondeurs » qui concerne tout homme, la seule capable d'échapper aux régionalismes et aux folies locales occidentales, c'est-à-dire d'être réellement universelle. Qui, si vous êtes fatigués des opinions et des déclamations, écoutez une voix qui parle.

HENRI GUILLEMIN.

L'Histoire de France

(Suite de la page 19.)

Certes, il arriva que ce peuple fut divisé. Mais le spectre de la Saint-Barthélemy s'évanouit avec l'ancien régime : la Révolution, en rendant la nation à elle-même, semble mettre fin à l'histoire. L'autre peut encore surgir aux frontières, en 1870, en 1914, en 1939... Il sera repoussé. Car à l'intérieur règne désormais la concorde. La Commune, de Front populaire, Vichy — épisodes « insignifiants » — ne méritent pas d'être mentionnés. Ils ne figurent, effectivement, nulle part...

Cette étrange Histoire, soulignent Claude Billard et Pierre Guibbert, a bien des fonctions. Elle ne prépare pas simplement les enfants à être des citoyens dévoués à la patrie. Elle ne les incite pas seulement à l'obéissance, au labeur ou à l'héroïsme futur. Elle assoit, loi et maintenant, l'autorité du magister. Clovis frappe dur et fort au premier trimestre ; quelques mois plus tard, François I^{er} s'agenouille, sans honte devant Bayard. Il peut se le permettre : le pouvoir central, entre-temps, s'est affermi. Celui du maître aussi, qui pourra exceptionnellement rendre hommage à un élève sans perdre la face.

C'est dire que ces héros de papier sont les objets de tout un jeu d'identification et de projection. L'élève et les écoliers s'y reconnaissent dans de multiples situations. L'Histoire devient une succession de scènes familiales — et familiales. On y retrouve une foule de pères, superbes ou généreux.

Il n'est pas du tout certain que l'on puisse se débarrasser aisément d'une telle mise en scène de l'histoire. Dans ces manuels, elle saute aux yeux, en gros caractères. Mais ailleurs ? Dans la presse, à la télévision, au cinéma — moins visible, moins caricatural, évidemment — n'est-elle, vraiment, plus jamais là ? Il est dommage que les auteurs n'en disent rien.

En l'école, par quel la remplacer ? Des enquêtes, des travaux de recherche mimant ceux des historiens ? Là non plus, le livre ne répond pas clairement : il dénonce l'histoire mythologique, tout en restant sceptique face aux nouvelles méthodes.

Et dans nos livres ? Ne sont-ils pas toujours là, quelque part dans les greniers de la mémoire, ces dessins aux couleurs rassurantes ? Sans leur présence, cet essai n'aurait pas un tel charme. Claude Billard et Pierre Guibbert les animent avec ce qu'il faut d'ironie et de tendresse. En retrouvant un ton souvent proche des *Mythologies* de Roland Barthes, ils parodient le style des manuels juste assez pour le démasquer sans le détruire.

ROGER-POL DROIT.

Christine Arnothy

J'aime la vie

roman

Mon défaut initial ? C'est que j'aime trop la vie. Alors ça effraye. Trop de passion, tu comprends ? Savourer chaque seconde, crier de joie lorsque, dans une mer chaude, la vague écumeuse m'emporte. Ouvrir les bras vers le soleil, fêter un jardin sauvage et des herbes hautes comme si c'était un miracle... Aimer, aimer, aimer à la folie la naissance du jour ; dire des mots doux à l'aube... J'aime tellement la vie que ça effraye les gens.



Le Monde de l'éducation

numéro d'octobre

L'UNIVERSITÉ ABANDONNÉE

Deux hauts fonctionnaires — MM. Jean-Louis Quermonne, directeur de l'enseignement supérieur et de la recherche au secrétariat d'Etat aux universités, et André Casadevall, recteur de l'académie de Créteil — viennent de démissionner pour protester contre l'absence de politique universitaire du gouvernement. Dans une longue interview, ils s'expliquent. M. Jean-Louis Quermonne : « Ne pas définir une stratégie universitaire serait pour l'Etat une faute politique grave. » M. André Casadevall : « Quand il faut choisir entre être pour ou contre l'Université, je rejoins mon camp... »

- Des suggestions pour les loisirs des enfants : musique, danse, théâtre, arts plastiques.
- Propositions pour l'éducation sexuelle.

Egalement au sommaire :

Former les maîtres à l'audiovisuel. Rentrée tendue en Belgique. La nationalisation de l'enseignement privé en Algérie. Les formations universitaires de deuxième cycle à caractère professionnel. La formation continue à La Rochelle-Cenpa. Les métiers de la police.

Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an) France : 50 F - Etranger : 68 F

« Le Monde de l'éducation » 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

VIENT DE PARAITRE :

PRECIS DOMAT

(Collection Université nouvelle)

HISTOIRE ÉCONOMIQUE et SOCIALE CONTEMPORAINE

par Maurice FLAMANT

Professeur de Sciences économiques à l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne)

EDITIONS ET LIBRAIRIE MONTCHRESTIEN 128-130, rue Saint-Jacques - PARIS (5^e)

Le rêve le plus long de l'Histoire BENOIST-MÉCHIN



Alexandre le Grand ou le rêve dépassé

(316-323 avant Jésus-Christ)

LIBRAIRIE ACADEMIQUE PERRIN

tous les courants de la pensée

MEDIATIONS

jean-paul aron

LE MANGEUR DU XIX^e SIÈCLE

teri mc luhan

PIEDS NUS SUR LA TERRE SACRÉE

textes de chefs indiens du XVI^e au XX^e siècle

jean baudrillard
LE SYSTÈME DES OBJETS

leszek kolakowski
LA PHILOSOPHIE
POSITIVISTE

gaston bouthoul
ESSAIS DE POLEMOLOGIE

georges lukacs
THEORIE DU ROMAN

françois de closets
LE BONHEUR EN PLUS

abraham moles
MICROPSYCHOLOGIE ET
VIE QUOTIDIENNE

jacques derrida
L'ARCHÉOLOGIE
DU FRIVOLE

édouard pignon
LA QUÊTE DE LA RÉALITÉ

pierre francastel
HISTOIRE DE LA
PEINTURE FRANÇAISE

alan watts
AMOUR ET CONNAISSANCE

chaque volume format poche : 10,50 F, 13 F ou 16 F

denoël/gonthier

ENQUÊTE

Et pourtant ils écrivent

« **M**OI, ça m'est égal, disait Gide, j'écris - Paludes - ». Est-ce naturel d'écrire des livres, de rester si longtemps, des heures, enfoncé dans une chambre ? Certes - le malheur des hommes vient... de ne savoir pas - y - demeurer en repos... Mais tout-à-coup, cette activité solitaire, étrange, un peu maniaque, souvent ingrate, tracer des signes noirs, dessiner un peuple de fourmis... Tout s'y oppose : les tracas, les harcèlements, la fatigue de l'existence quotidienne, et puis l'envie de flâner au soleil, de courir au bord de la mer, l'envie de faire l'amour, de converser avec les amis, de vivre, de paresser.

Ajoutez à cela les soupçons qui pèsent sur le langage. Comment avoir confiance encore dans les mots, si impuissants lorsqu'ils disent la vérité, si efficaces lorsqu'ils portent l'illusion ? Ces mots qui ont véhiculé tant de mensonges dans l'histoire moderne. Comment ne pas songer à la phrase de Hegel : « Les bavardages se taisent devant le sérieux de l'histoire » ?

Et pourtant, ils écrivent. Ils sont près de cinquante, cette saison, qui débutent dans le roman. Pourront-ils dire, un jour, comme Chateaubriand : « Je suis fort bien que je ne suis qu'une machine à faire des livres » ? Que veulent-ils ? Quelles sont leurs espérances, pourquoi écrivent-ils ? Quel sens revêt, pour eux, la publication d'un roman ? En les interrogeant, nous avons tenté de connaître leur visage, le vrai. À la question : « Pourquoi écrire ? », un des auteurs, Pierre Maldonado, a répondu par une autre question : « Pourquoi vivre ? » Réponse judicieuse. Notre enquête, en demandant ses raisons à la littérature, ne pouvait que demander les siennes à la vie.

Jadis, et même naguère, les auteurs mettaient de grandes espérances dans la littérature. Ils pensaient que l'éternité, la gloire, en seraient le salaire. Ainsi Roger Vailland : « Nous étions entre 1920 et 1925, dans un lycée

de province, quatre garçons fort pauvres... Les grosses voitures, les femmes à fourrures, le baccara, le whisky sous la véranda des grands hôtels, le pouvoir sur les hommes, tout ce qui nous paraissait délectable nous était interdit. Mais les voies de l'Esprit nous restaient ouvertes, qui nous permettaient de nous élever aux plus riches, aux plus puissants, de les surpasser. (...) Nos parents ne nous donnaient pas assez d'argent pour que nous puissions emmener à l'hôtel la vendeuse des Grandes Galeries. Tant pis. Nous allions devenir Dieu... Ainsi Jean-Paul Sartre... Écrire, ce fut longtemps demander à la Mort, à la Religion sous un masque d'arracher ma vie au hasard. Je fus d'Église. Militant, je voulais me sauver par les œuvres ; mystique, je tentai de dévoiler le silence de l'être par un bruissement contrarié de mots et, surtout, je confondis les choses avec leurs noms : c'est croire, j'avais la berne... André Breton, dans le « Manifeste du surréalisme », mettait le changement de la vie au programme de la littérature : si l'homme voulait s'appartenir - tout

entier -, il fallait qu'il prit - seulement la peine de pratiquer la poésie - ».

Cet optimisme n'est plus de mise. Le temps des conquêtes est passé. Voici le règne des illusions perdues. L'époque a érodé, sinon ruiné, les ambitions. Les héritiers de ces cavaliers français, qui partaient avec tant de vivacité, paraissent plus modestes, un peu désemparés. « Le désenchantement du monde », comme dit Max Weber, les a atteints. Les matins de la vie sont plus moroses, car les utopies leur font une cour dérisoire. Alors, la littérature, qu'espèrent-ils y trouver, ceux qui s'y hasardent dans ces temps de rareté affective et morale ? Une réponse à leur inquiétude. C'est peu, en regard des convulsions d'hier. La lutte contre la fuite du temps ? L'ambition de sauver les moments perdus ? Seuls Gabriel Deblander (« L'Oiseau sous la chemise ») et Robert Baniol (« Le Rêve vert ») en parlent de manière explicite. La gloire ? C'est le moindre de mes soucis », répond Guy Saurès (« Haim ») : « Ça ne m'a pas effleuré », dit Tara Depré (« An-

PIERRE ALBARIC

Dire sa vérité aux autres

Pierre Albaric. Les Vitres bleues. Mercure de France. Trente-cinq ans. Attaché de direction dans une entreprise qui fait des études financières. A subi l'influence de Saint-John Perse, Robbe-Grillet et Marguerite Duras.

« J'écris depuis l'âge de seize ans, non pas à mes moments perdus, mais à mes moments pleins. »

« J'ai écrit mon roman l'autotome dernier. Il m'a fallu un mois environ. Je n'avais pas écrit depuis deux ans. Ce livre est venu tout naturellement, sans difficulté. »

« Je suis en psychanalyse. Mon texte est un prolongement de cette expérience... L'analyse,

comme la littérature, travaille les mots, les triture, les fait s'enchevêtrer. Mon livre est un fantasme très répétitif, très obsessionnel, une parole qui s'est dévidée comme se dévident les cauchemars. »

« J'écris pour communiquer, pour être... Pour exister sous le regard des autres. Il était donc essentiel que je sois publié. Comment vivre sans dire sa vérité aux autres ? »

La réponse de Nietzsche

Mais pourquoi écris-tu ?

A : Je ne suis pas de ceux qui pensent la plume à la main ; moins encore de ceux qui, devant l'écriture, s'abandonnent à leurs passions, assis, et le regard fixé sur le papier. Je me tache et j'ai honte de tout acte d'écriture : écrire est pour moi une nécessité - il me répugne d'en parler même en paraboles. — B : mais pourquoi écris-tu alors ? — A : oui, cher, pour te faire un aveu : jusqu'à présent je n'ai pas encore trouvé d'autre moyen pour me débarrasser de mes pensées. — B : et pourquoi voudrais-tu l'en débarrasser ? — A : pourquoi je le veux ? Est-ce à dire que je le veux ? Il me le faut. — B : c'en est assez !

★ Le Gai Savoir.

ROBERT BANIOL

Lutter contre le temps

Robert Baniol. Le Rêve vert. Albin Michel. Né en 1932. Normand. Agrégé des lettres. Enseigne au lycée d'Argentan. Influencé par Flaubert, Zola, Malraux.

« C'est le premier livre que je termine... J'écris depuis une quinzaine d'années. J'ai rempli de nombreux cahiers. J'ai fait beaucoup de portraits imaginaires, mais aussi des portraits de gens vivants. À Palavas, je passais beaucoup de temps dans les cafés, avec les pêcheurs notamment. Et le soir, chez moi, je notais les bouts de phrases, je fixais les attitudes, le comportement des gens que j'avais rencontrés... J'avais un peu mauvaise conscience. Je pratiquais une sorte d'espionnage. »

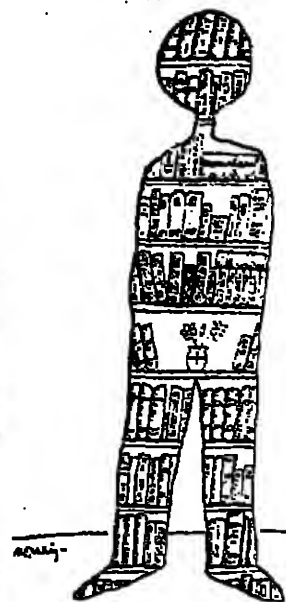
« Pourquoi écrire ? J'ai le sentiment de ne vivre pleinement les choses qu'en les précisant dans un texte. Elles deviennent plus véridiques, plus intenses. Écrire, c'est aussi lutter contre le temps qui détruit, la mort dans la vie. Tout change. On ne sait plus qui

on était... J'écris pour sauver de la disparition, de l'oubli des lieux, des visages, des moments vécus, des états de ma sensibilité... pour éviter qu'ils ne soient perdus. »

« Je le fais sans peur, sans déchirement. J'aime les phrases, leur mouvement ; j'aime les images. Le plus beau mot de la langue française, c'est comme, qui introduit les images. »

« Le Rêve vert est nourri d'une expérience récente : j'ai lu un jour cette petite annonce : « Jeune ménage italien cherche jeune ménage français pour échange d'hospitalité ». Le type dirigeait une plantation de café au Kenya. Ça m'intéressait. J'ai répondu. Ils sont d'abord venus à Paris. Puis nous sommes allés chez eux en 1973. Mon livre est sorti de ce voyage. »

« Pourquoi avoir choisi la forme romanesque ? — Je suis plus à l'aise dans l'imaginaire que dans la vie réelle. C'est là que mes possibilités s'épanouissent le mieux. Quand j'invente un personnage, j'éprouve



★ Dessin de V. Alexakis

un sentiment de prolifération... De plus, si on veut accéder à la vérité profonde des autres, on ne peut se limiter à la description de leur comportement, il faut faire des hypothèses, recourir à l'imaginaire.

« Pourquoi publier ? — Pour mes enfants. Pour qu'ils me connaissent mieux. Quand ils liront mon livre dans quelques années, ils sauront ce que je pensais, qui j'étais. »

CLAUDE ALIBERT

Revenir aux origines

Claude Alibert. Le Foll de la bête (1). Albin Michel. Né en 1933 dans l'Hérault. Instituteur, puis professeur d'anglais. Il enseigne à Agen. Son père était employé du gaz. Ses grands-parents, des paysans de l'Aveyron.

« J'ai été élevé dans la perspective d'une réussite bachelarienne. L'ambition de ma famille était que je devienne fonctionnaire. »

« Il a déjà écrit des nouvelles, et un roman, le Chant sauvage, qui lui a valu d'être lauréat du concours Prométhée 1974, mais qui n'a pas été publié. Ses lectures : Giono surtout, et Bosc. »

« J'écris depuis l'enfance... comme d'autres peignent ou font du jardinage. On s'essaye. Et on réussit un peu, on continue. C'est dur finalement. »

« J'écris avec le souci de renflouer du côté de mes propres racines. Lorsqu'un homme arrive à la maturité, l'an 40, il revient vers ses origines. D'autres se tournent vers les choses du passé, à travers le bricolage ou l'artisanat. Moi j'écris. »

« L'insuffisance spirituelle du temps présent accroît ma nostalgie du passé ; nostalgie d'une maison, d'un paysage, d'un mode de vie qui vont disparaître... La province est forte en tant que pays littéraire. L'appropriation nous étouffe. Tout l'arrière-pays est envahi par les acheteurs étrangers. »

« Ce que j'écris m'est dicté par les lieux. L'image m'est donnée gratuitement. Je crois, comme on le faisait dans l'antiquité grecque, à la présence des dieux dans la nature. Pour retrouver la poésie de la terre, la magie tellurique... Il faut réapprendre la lenteur, se promener, savoir s'arrêter, se taire. »

« J'ai choisi, dans mon livre, le thème du plateau. Un plateau, ça ressemble à une île. L'île est un lieu privilégié du romanesque. Entre des gens voués à l'insolite, il se noue des relations psychologiques très singulières. »

« Comment vos proches ont-ils accueilli votre roman ? — Pour les paysans, celui qui écrit des livres est toujours suspect. Ils opposent le porte-plume et l'outil. « Le porte-plume, disent-ils, ça ne fatigue pas. » Écrire, lire, c'est de la distraction. Vous savez, d'une femme qui lit, on dit

(1) Voir « Le Monde des Livres » du 10 septembre 1976.

JEAN-FRANÇOIS BIZOT

Dégorger une expérience

Jean-François Bizot. Les Déclassés. La Sagittaire. Né en 1944. Il a fait des études scientifiques. Il a travaillé, en 1970, le magazine Actuel, qui a disparu depuis. Il a déjà publié un essai : Au parti des socialistes (Grasset 1975). Il cite Vailland, les Debutants, Victor Serge parmi les auteurs qui l'ont marqué.

« J'ai voulu me débarrasser d'une expérience. Transformer mon expérience en monument. C'est un projet mégalomane. Je ne cache pas mes cartes. »

Mais il ajoute qu'il juge ces

propos un peu dérisoires. Et il se défend de vouloir faire une carrière littéraire.

« Il me fallait dégorger cette expérience, raconter le passage d'une enfance bourgeoise à nos trente ans. Une époque s'achève... La montée du gauchisme, puis son enterrement : ça fait une histoire. »

« Je n'ai rien lu sur le gauchisme qui me satisfasse : c'est pourquoi j'ai écrit ce roman. J'ai voulu crever le corps de préjugés qui ont cours sur le gauchisme. M'opposer à ce reflux qui va dans le sens du conformisme, de la grisaille, de la bureaucratie. »

« Les gens qui ont détesté mai 1968 prennent, à gauche particulièrement, une revanche farouche. On assiste au retour des politiciens, des idéologues en carton. Le cercle s'est refermé. »

« Pourquoi n'avez-vous pas fait une autobiographie, plutôt qu'un roman ? — Pour écrire son autobiographie, il faut avoir mené une existence épicurienne. En plus, j'ai découvert que la mythologie était opératoire. Pourquoi la laisser aux autres ? »

(Lire en première page du supplément le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech.)

CLAUDE AUBIN

Comme sur les murs des prisons

Claude Aubin. Le Marin de fortune. Le Seuil. Né en 1923. A vécu à Amsterdam durant des années. Revient à Paris. Il a fait des études de musique. Il a écrit des romans, d'auteurs de journaux, des machettes. « Chaque fois, c'était une petite aventure... Ses parents étaient en rupture avec leur milieu social (paysannerie et artisanat) : « Ils éprouvaient, comme beaucoup dans les années 20, le mal du siècle. C'étaient des romantiques attachés à l'idéalisme d'un peu naïf. Nous étions de faux pauvres. »

« J'ai toujours bricolé un peu, écrit, sur des bouts de papier, des sortes de graffiti. Mon roman, c'est un long graffiti. J'écris parce que je ne sais pas me taire... Quand j'ai mal, je cris. Dans mon livre, je projette mes fantasmes, mes inquiétudes... Je me mets en question... Je ne fais pas de narcissisme... Je ne suis pas complaisant avec moi-même. »

« Dostoïevski écrit : « Je suis seul, tandis qu'ils sont tous. » Je ressens terriblement cela. On est enfermé dans sa peau. J'ai rêvé que je me trouvais dans un sous-marin qui faisait naufrage. J'étais coupé de l'espèce, des autres. Je restais prisonnier de ce tombeau. J'étais hanté par cette éternité fermée. Écrire, c'est essayer de sortir de soi, de toucher les autres. Je ressens la nécessité de me raconter, comme les types qui écrivent sur les murs des prisons. Je veux être reconnu par les autres. Je veux exister. On existe par les autres. »

« Je suis une sorte de déserteur. Je suis le cauchemar dans lequel nous vivons. Tout est point en trompe-l'œil... Je suis très pessimiste sur l'avenir des gens... Je voudrais que mon livre les aide à précéder leur malheur. »

« Je compte sur mon livre, pour gagner un peu d'argent... Mais je ne ferai sûrement pas une carrière littéraire... Je vais continuer à bricoler un peu, à me trimballer en bateau, à fuir avec la mort qui cavale derrière... Je me défends avec mon petit humour. Vivre est un drame, j'essaie de vivre sans drame ce drame. »

« Cette hémorragie, le temps, le sablier, ça me tue... Passé le demi-siècle, j'éprouve encore l'envie d'être un vivant. Je me bats, ou plutôt je me débats, pour avoir le sentiment de vivre. Cette énorme angosse que tous nous ressentons, l'essais de la dire. Ça me pèse. »

SECURITE

avec **POLYPENE**

serrure de haute sécurité système invisible

Un mouvement analogue à celui d'un coffre-fort

4 barres en acier 1-2-3-4, reliées à la serrure

4 orifices A-A'-B-B' dans la feuillure pour recevoir les barres

dans **4** directions

POSE DANS LA JOURNÉE

POLYPENE 584.12.12

99, rue du Chevaleret 75013 PARIS

À découper

Je désire obtenir gratuitement et sans engagement de ma part, une documentation complète sur la serrure haute sécurité POLYPENE.

Nom _____ Prénom _____ MQ

Adresse _____ Bât. _____ Fac. _____ Tél. _____

à envoyer à POLYPENE-FRANCE 99, rue du Chevaleret 75013 PARIS

dialectiques

La revue dialectiques fait paraître un numéro spécial, double, entièrement consacré à ALTHUSSER.

Un numéro international, de débat, de confrontation.

Le premier numéro de revue consacré à ALTHUSSER.

N° 15-16 : 30 F.

77 bis, rue Legendre 75017 PARIS

« J'ai écrit comme le témoin d'une histoire qui m'était arrivée », déclare Ferdinand Freed (« Histoire criminelle de Rafael Mendoza »). Écrire, selon Pierre Maldonado (« le Septième Cercle »), c'est « se surprendre, s'appréhender ». Le masque romanesque permet de révéler « l'inavoué, peut-être l'inavouable », confie Jean Manévy (« la Marioulette »). Marie

Vaubourg (« Silence... on crie... Ed. des Femmes ») nous a adressé cette lettre : « Écrire était pour moi, une façon de ne pas croquer. Je publie pour faire entendre ma voix, bien sûr, pour exister à travers les mots. Mais c'est aussi un acte politique... Je porte témoignage contre la famille en tant qu'institution répressive, lieu de toute tragédie, véritable ghetto dans lequel je me suis trouvée enfermée pendant quarante ans. J'ai pris conscience de cela après un accident très grave, des mois de souffrance dans les hôpitaux, un dur retour à la vie, et à travers une psychanalyse. Ce que je publie, je l'ai écrit à tâtons. Maintenant, je commence à y voir clair... »

La plupart veulent seulement prouver qu'ils existent : en faire la preuve, pour eux-mêmes et pour les autres. « L'écriture est la seule relation que l'entretienne avec la société. Toute société me fait peur », avoue Jean-Marc Lory (« les Régions céréalières »). « Écrire, c'est essayer de sortir de soi... Je veux être reconnu par les autres », dit Claude Aubin (« le Marin de fortune »).

Dans le temps du désarroi, ils essaient de faire entendre « l'appel de la sonnette de nuit ». Mais ils n'ignorent pas quel sort subit la majorité des livres dans les librairies, leur carrière éphémère, analogue à celle d'un vulgaire gadget. Ils savent, ou se doutent que leurs écrits vont devenir des marchandises, et tellement moins séduisantes que les Mémoires d'une chanteuse à la mode. « Le mythe du romancier a pris un sérieux coup », remarque Pascal Bruckner, l'auteur de « Monsieur Tac » (1), d'un ton résigné. Et Jean-François Biot (« les Déclassés ») évoque l'indifférence qui accueille généralement les jeunes auteurs en France. « La France, dit-il, ce pays morbide qui aime les gens quand ils sont morts... Alors, pour quel public écrivent-ils ? Pour les « happy few » ? Qui sont les « happy few » ? demande Pierre Maldonado. Vous savez, vous ? » Cependant, ils ont cherché à être publiés, car ils en ressentent la nécessité. Seuls les trois mousquetaires du groupe « Givre », Doris Ezalies, Michel Guérin, Nicolas Nollhan, qui ont écrit en commun « Dandys

de l'an 2000 », se sont désintéressés de la publication de leur manuscrit. Ils ont confié à leur ancien professeur le soin de le faire éditer, et sont partis voyager. Leur roman sort chez Hallier.

Mais on nous dira : de quelle chapelle sont ces nouveaux romanciers ? Eh bien, d'aucune. Pour la plupart, ils ne sont pas entrés en littérature comme jadis les cadets des grandes familles entraînés dans les ordres... Ils ont, certes, subi des influences, mais ils ne se réfèrent à aucune école. Quelles influences ? Elles sont très diverses : Giono, Bosco, Saint-John Perse, Chester Himes, Hemingway, Lardner, Chandler, Nimier, Drieu La Rochelle, Cendrars, Balzac, Barbey d'Aurevilly, Malraux, Flaubert, et d'autres encore. On ne peut en tirer qu'une conclusion : aucun mouvement littéraire ne se dessine. Et c'est tant mieux. Nous préférons les individus.

FRANÇOIS BOTT.

(1) « Le Monde des livres » du 17 septembre 1976.

YVES BERTHO

Le plaisir de composer

Yves Bertho. Ingrid. Gallimard. Né en 1922. Librairie à Rennes. Roman en partie autobiographique. L'auteur y ressuscite son expérience du S.T.O. (Service du travail obligatoire), en Allemagne, durant la dernière guerre mondiale.

« Pourquoi avoir transcrit cette expérience si douloureuse ? — Il m'a fallu l'occasion d'une maladie pour trouver le temps de reprendre mes notes... Et puis, surtout, il a fallu la distance des années pour que cette expérience acquiesce du relief, de la profondeur... L'âge m'a fait éprouver un sentiment d'étrangeté devant l'aventure que j'avais autrefois

vécue. Aventure très dense, dans un monde interlope, traversé de souteneurs et de trafiquants... Les raisons qui m'incitent à écrire ? J'ai pris l'habitude de me réveiller très tôt, à l'aube, et j'aime, à ce moment, me livrer à un exercice intellectuel. Je trouve beaucoup de plaisir dans l'art de la composition... »

HÉLÈNE BLESKINE

Une lettre d'amour

Hélène Bleskine. Dérive gauche. Ed. Hallier. Collection « Les Nouveaux Dandys ». Née en 1946. Études de théâtre à Paris, puis dans les groupes maoïstes. Après 1968, elle devient animatrice au lycée technique de Cachan. Le groupe de théâtre qu'elle forme avec des lycéens donnera des représentations dans les bistrot de Nanterre, et devant l'usine Renault, à Flins. Elle a publié, en 1975 chez Maspéro une sorte d'autobiographie : « L'Espoir gravé, elle fait maintenant de petits métiers ».

« Après la mort du gauchisme, j'ai été confrontée avec moi-même... obligée de m'interroger sur notre histoire, nos illusions, nos échecs... Il fallait que j'écrive... L'écriture est un lieu de souffrance... C'est aussi une défense contre l'amertume, le cynisme... J'écris contre le désarroi, contre l'apreté de la réalité... La plupart de ceux qui ont réellement vécu mai 1968 ne peuvent plus en parler, ils ont subi un traumatisme... Ils se demandent

s'ils n'ont pas été victimes d'une hallucination... J'ai voulu que cette expérience reste dans la mémoire. J'ai écrit une lettre d'amour, elle exprime ce que nous attendons de la vie... »

« Peut-être que je n'écirai plus... L'image de l'auteur avec son carnet de notes m'angoisse... Écrire, pour moi, c'est un acte de révolte, mais c'est devenu, dans notre société, une façon de s'intégrer... Quelle dérision ! »

BLANDINE DE CAUNES

Les gens devant la vie et la mort

Blandine de Caunes. L'involontaire. Stock. Vingt-neuf ans. Fille de Benoit Groult et Georges de Caunes. Elle a fait du journalisme. Vit à Chamonix. Ne travaille pas. Anne Nimier, Drieu La Rochelle, Benjamin Constant, Madame de La Fayette : « La révolte dans l'écriture... Je ne sais plus qui a dit : « La forme c'est le fond qui remonte... »

« J'ai toujours voulu écrire... A Chamonix, j'ai trouvé les meilleures conditions pour le faire : une vie retirée, une grande liberté... J'écris, parce que je veux savoir comment les gens vivent devant la mort, et que la littérature est une façon de comprendre les autres, comprendre comment chacun s'en sort... On écrit aussi

pour se mettre au clair soi-même. Et puis cela part d'une inquiétude : on s'exhibe, on veut se faire approuver, reconnaître... C'est pourquoi il est important d'être publié... J'avais besoin d'exister à travers un livre... Je ne peux passer des journées entières à écrire, sans donner des preuves à mon entourage... »

PHILIPPE COMTESSE

Savoir pourquoi j'écris

Philippe Comtesse. Carcassonne et Saragossa. Ed. de Minuit. Suisse. Né en 1952. Achève des études de lettres.

« Pour faire quoi ? Mystère... Quelques voyages à travers l'Europe par hygiène mentale et des livres par hygiène intellectuelle... Il écrit depuis dix ou sept ans... Il fait des nouvelles, des pièces, des tentatives romanesques. Il a publié des textes dans la revue Minuit... »

« J'ai commencé ce roman durant l'automne 1975... Je crois qu'il m'aurait fallu plusieurs mois... mais que j'en suis bien conscient... J'écris pour savoir pourquoi j'écris... Je ne crois pas qu'il y ait une réponse à la question. Disons

que je travaille pour essayer d'y voir clair, et je choisis la langue pour y voir parce que je n'ai pas d'autre œil... »

Pour qui écrit-il ?

« Pour moi-même avant tout... Alors pourquoi publier ? Philippe Comtesse répond qu'un imprimé exige plus de rigueur qu'un manuscrit... Et puis « un manuscrit reste un objet personnel... tandis qu'un imprimé est un objet public sur lequel on peut jeter un regard froid. Ça permet une auto-critique serrée... »

GABRIEL DEBLANDER

Pour me survivre

Gabriel Deblander. L'Oiseau sous la chemise. Laffont. Né en 1934 à Rèves, village du Hainaut belge, dans une famille d'ouvriers. Sa mère était couturière. Son père travaillait dans une usine de papier peint. Vit à Braine-l'Alleud, sur les bords de la bataille de Waterloo. A fait divers « petits métiers obscurs ». Il écrit depuis toujours. « Il faudrait un sérieux coup du sort pour me faire abandonner cette idée... »

Il a écrit environ cinq cents récits en moins de six ans : de nouvelles, chez Laffont ; le Retour des chasseurs.

« Des nouvelles policières, sentimentales, des contes pour enfants... C'était une vraie frénésie... Je devais confondre en ce temps-là quantité et qualité, mais l'allégresse n'était jamais absente... »

En 1970, il a publié un recueil

de nouvelles, chez Laffont ; le Retour des chasseurs. « Pourquoi j'écris ? Sans doute pour me survivre, comme on fait des enfants... Sans doute, plus humblement, pour fixer à mon profit et au profit de ceux qui se trouveraient avoir une sensibilité voisine de la mienne tout ce qui dans la vie me va droit au cœur... »

TARA DEPRÉ

Traduire le « ça » de l'inconscient

Tara Depré. Anodin. Collection « Les nouveaux dandys ». Ed. Hallier. Née en 1945. Journaliste. Fait du « réwriting ». Ses lectures : Proust, Joyce, Lewis Carroll.

« J'écris depuis l'âge de sept ans. J'ai fait des poèmes, des contes... Peut-être que si je n'écrivais pas je serais beaucoup plus anglophobe... Je veux mettre en mots l'Inconscient. Ce que j'essaie de traduire, de communiquer, c'est peut-être l'équivalent de l'état mystique... »

« Je ne peux pas écrire la marque sur la peau à 5 heures. Il faut que le texte soit un flux, une mouvance qui traduise le « ça » de l'inconscient... L'écriture est une perversion qui se fait contre le « social » toujours menaçant d'ailleurs... Elle est branchée sur l'éternité. Je sépare l'éternité et le « social ». La nuit (c'est une façon de dire, une métaphore) il se passe autre chose... »

BETTY DUHAMEL

Une sorte de mégalomanie

Betty Duhamel. Gare Saint-Lazare ou Ennemis intimes. Gallimard. Née en 1944. Petite-fille de Georges Duhamel. Attirée de presse chez Pauvert. Elle a publié les Nouvelles de Lisette, au début de cette année, à l'Atelier du Gué.

« Écrire ? C'est un plaisir... Je ne l'explique pas... Si, peut-être... Écrire me donne un sentiment de puissance... On peut, dans un roman, faire évoluer ses personnages comme on le désire, créer les situations que l'on veut... On est attentif de mégalomanie quand on écrit... On éprouve le senti-

ment de posséder le monde. Ça me fait pleurer, ça me fait rire... Tout est permis... Avant, je croyais que l'art devait être moral... Mais il faut tout montrer : la méchanceté, la cruauté... »

« Si je publie, dit-elle, c'est que je veux être écoutée, comme dans les conversations... »

JEAN-CLAUDE EMION

C'est comme boire un verre de vin

Jean-Claude Emion. La prochaine fois c'est maintenant. Denoël. « Lettres nouvelles ». Né en 1931. Il a essayé divers métiers, dont celui de maître d'hôtel. Il fait maintenant des scénarios de cinéma. Il a déjà publié de courts récits dans des revues. Il écrit depuis l'âge de dix ans.

« Un métier, ce n'est pas amusant... Écrire, ce n'est pas un métier. Je ne me prends pas pour un écrivain. Je le me prends pour rien... J'écris quand ça me fait plaisir... Ce n'est qu'un de mes plaisirs, comme boire un verre de vin. Je n'y consacre pas ma vie... Tout le monde se raconte des histoires. Si vous racontez une histoire drôle, vous vous amusez bien... Je suis un type heureux. J'aime vivre... »

« Je ne prends pas mes personnages au sérieux. Ni les symboles — le Christ, Trotsky, etc. — qui apparaissent dans mon livre. Ils ne sont exprimés que pour être détruits... Rien n'est pris au sérieux, dans mon roman, sauf mes idées, mais il faut les voir... »

« Vos idées ? — Je n'y reste pas. Je ne les impose pas... Je me contredis souvent... Au lecteur de choisir... Les idées, je n'y crois pas beaucoup... Une idée qui dure plus de cinq minutes, c'est idéal. Ça fait du mal les idées. Napoléon, Hitler avaient des idées... »

« Vous écrivez pour qui ? — Pour moi, d'abord. Chaque personnage, c'est moi... »

« Pour moi les autres, un peu. Je voudrais qu'ils s'éveillent. Je ne veux pas les blesser, mais les tirer de leur sommeil. Ils font de leur vie un drame. Il faut s'éloigner de soi-même. On se sclérose,

quand on se considère avec sérieux... »

Et il conclut : « Je serais curieux de vous lire, pour savoir ce que j'ai dit... »

MAINS A PLUME MAINS A CHARRUE

Les gens de plume, et autres gens du « métier littéraire », professeurs, journalistes, employés de l'édition, forment encore la majorité de ces nouveaux romanciers. Mais une minorité importante exerce, ou ont exercé, des métiers assez éloignés de la littérature : ainsi Claude Deleau (« les Quatre Chénies du soleil », Ed. Entente) est-il un ancien parachutiste, devenu réalisateur musical ; François Proust était kinésithérapeute ; Pascal Bruckner, qui a travaillé, cet été dans un hôtel, donnait auparavant des cours de piano ; Ferdinand Freed vient du « milieu » ; Jean-Marc Lory gère de quoi survivre en faisant de l'artisanat ; après avoir quitté l'enseignement, François Richard a été enseignant et maintenant enseignant ; Claude Aubin, qui habite un bateau à Amsterdam, a fabriqué des machines et vendu des aspirateurs. Demain, ce voyageur fera autre chose, comme l'ancien maître verrier Jean-Claude Emion, qui écrit maintenant des scénarios de cinéma.

JOANNE ESNER

Retrouver mon identité

Joanne Esner. L'Employeur. Ed. Tchou. Premier roman d'une nouvelle collection, « la Fontaine des quatre saisons ». Vingt-sept ans. Née aux États-Unis. Travaille aux éditions Tchou. Son « employeur » est devenu son mari.

« J'ai toujours écrit... Je faisais des poèmes, des nouvelles... C'est une passion dévorante, une passion d'enfant. Je prends des notes n'importe où, n'importe quand. Mes paquets de cigarettes en sont comblés... J'écris pour retrouver mon identité... La littérature est le moyen d'expression le plus révélateur... On se dévoile, on se met à nu. La fiction permet de s'aventurer plus loin dans l'avenir... Je fais dire à mes personnages ce que je ne pouvais dire moi-

même... C'est un peu effrayant... C'est libérateur... »

« Mais pourquoi publiez-vous ? — Pour être reconnue différemment par les autres, pour que ma dévotion soit reconnue... Vous savez, les écrivains sont des Narcisses... Le narcissisme, c'est une blessure de la personnalité... Ils ne supportent guère leur image, ils ne cessent de chercher une autre image d'eux-mêmes... »

FERDINAND FREED

J'avais besoin de maître

Ferdinand Freed. Histoire criminelle de Rafael Mendoza. Mercure de France. Antillais. Trente ans. A fait plusieurs années de prison. Arrêté, une nouvelle fois en mai 1975, il a bénéficié d'un non-lieu, mais on l'a envoyé en psychiatrie à Villejuif.

« Depuis l'âge de quinze ans, je suis un « marginal ». Mon personnage, Rafael Mendoza, c'est moi. Je n'ai pas eu de père. Ma mère ne m'a pas donné l'affection que j'attendais... Je n'étais pas un vrai malfaiteur, mais plutôt un naufragé, un révolté... L'argent ne m'intéressait pas. J'en voulais surtout pour acheter l'amitié... En fait, c'est n'importe quoi... »

« J'ai écrit mon livre à l'hôpital psychiatrique de Villejuif. Un ami, psychopathe, est venu me voir. Il m'a suggéré d'écrire un scénario sur le « milieu ». J'ai demandé au médecin-chef un stylo, du papier, et j'ai commencé. Je me suis raconté... J'écrivais cinq ou six heures par jour... »

C'était un cri... J'ai écrit quatre cent quarante pages de cahiers d'écolier... Au bout de trois semaines, j'avais terminé... J'avais choisi comme titre original Règlement de comptes... Je réglais mes comptes avec moi-même. J'ai essayé de me comprendre. J'ai écrit comme le témoin d'une histoire qui m'était arrivée, pour me libérer... D'où le choix de mon pseudonyme : Freed, qui vient de freedom... Ferdinand Freed a tué Rafael Mendoza... A présent, je suis presque nu, il me reste seulement un cache-sexe. Je me suis fait mal, mais j'avais besoin de naître, je n'ai jamais existé... J'ai écrit ce livre pour me faire aimer de moi-même et d'une femme, ma mère... »

Gaston Palewski
de l'Institut

LE MIROIR DE TALLEYRAND

Lettres inédites
à la Duchesse de Courlande
pendant le Congrès de Vienne

LIBRAIRIE ACADEMIQUE PERRIN



Chez les bons libraires (15 F) ou franco (C.C.P. Marseille 5.321-61)
L'ARC - Chemin de Repentance - Als-en-Provence
Abonnement (4 numéros) : France, 45 F - Etranger, 50 F.
Diffusion libraires : Nouveau Quartier Latin
Sont encore disponibles et envoyés franco, 10 F le numéro :
34 FREUD - 35 DUBUFFET - 36 JOYCE - 39 BUTOR - 40 BEETHOVEN
41 MELVILLE - 43 KLOSSOWSKI - 44 BATAILLE - 45 FELLINI
46 MERLEAU-PONTY - 48 MAUSS - 49 DELEUZE - 50 GUTENBERG
51 XENAKIS - 52 MICHELET - 53 ARAGON - 54 DERRIDA
55 HUGO - 58 LACAN - 59 DUCHAMP - 60 JAKOBSON
61 DE BEAUVOIR - 62 ILLICH - 63 BEAUBOURG - 64 LYOTARD

LE NOUVEAU ROMAN DE CLAIRE GALLOIS

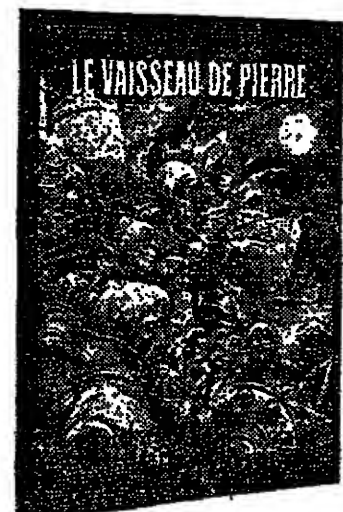


JEREMIE LA NUIT

Une femme, un homme, un enfant : la plus belle
et la plus cruelle des histoires d'amour.
Par l'auteur d'"Une fille cousue de fil blanc".

BUCHET/CHASTEL

LE VAISSEAU DE PIERRE



DESSINS DE BILAL
TEXTE DE CHRISTIN

DARGAUD
EDITEUR

chez votre libraire

Que peut-il se passer quand un promoteur traite un village breton comme un pays conquis ?
Que peut-il se passer quand des marins pêcheurs décident de voler un navire de guerre ?
Que peut-il se passer quand un ermite oublié fait ressurgir toute l'histoire d'une terre mystérieuse ?

Et pourtant, ils écrivent ...

HUGO LACROIX

Détruire le vieil homme

Hugo Lacroix. Baldeur digeste. Le Seuil. Vingt-trois ans. Etudes de philosophie. Lecteur au Seuil. Il écrit depuis l'âge de seize ans.

« J'étais influencé naguère par l'avant-garde... Tel quel... J'en faisais une plus imitation... Je lisais aussi Chester Himes, Hemingway, Steinbeck. J'ai commencé mon roman l'hiver dernier... Il s'était produit dans ma vie privée une sorte d'échec... Ecrire, pour moi, c'était aller dans le sens de cet échec... Le langage va plus vite que la pensée... On se découvre soi-même en travaillant sur les mots. A mesure que j'écrivais, j'apprenais ce qu'il fallait détruire, en moi... Je veux détruire la personne... C'est une notion formelle, abstraite, une image totalitaire... J'oppose l'individu à la personne. L'individu, c'est un système de contradictions, de différences... Mon roman fait voir ces contradictions, ces différences, par-delà le bien et le mal... »

JEAN-MARC LOVAY

Ma seule relation avec la société

Jean-Marc Lovay. Les Régions créolaises. Gallimard. Né en 1948. Vit dans les montagnes du Valais. Fait de l'artisanat, du travail sur bois. Il a passé quatre ans au Népal et en Afghanistan. Il écrit depuis douze ans.

Ses raisons d'écrire ? Il cite la réponse de Malcolm Lowry : « Pourquoi j'écris ? par désespoir. Pourquoi je bois ? par désespoir. » Puis il ajoute : « C'est une sorte de maladie. C'est aussi un plaisir immédiat. Le plaisir de dire l'invisible, quand c'est l'invisible de dire l'été, quand c'est l'été. » Mais il donne d'autres réponses : « J'écris parce que je n'accepte pas la réalité. J'écris pour exprimer une inquiétude. J'écris pour dire mon rapport avec les fantômes qui m'accompagnent. Nous sommes entourés de fantômes. » Et puis : « L'écriture est la seule relation que j'entretienne avec la société. Toute société me fait peur. » Il parle de ses voisins, des gens de son village : « Au café, ils sont volubiles. En compagnie des autres, ils sont gais. Mais dans la solitude ils deviennent froids : ils ne savent pas... » Le jour, conclut-il, où je n'écrirai plus, j'aurai arrêté de me tourmenter. Je serai devenu immobile, inactif, comme le monde écrit, comme les livres... »

GUYETTE LYR

Etre déraisonnable sans devenir fou

Guyette Lyr. La Fuite en douce. Mercure de France. Trente-deux ans. Comédienne. Elle écrit des sketches qu'elle a joués elle-même, seule en scène, au Théâtre de Dix-Heures, et aux Etats-Unis. « Sous une forme clownesque, je fais une critique des valeurs. Mais c'est sans le vouloir, au départ. Ça se dit à mon insu... »

« J'ai commencé mon livre l'année dernière... Puis je l'ai abandonné. Pour lui laisser le temps d'agir tout seul. Un travail inconscient se produit à l'intérieur de nous-mêmes... » Le roman me donne une plus grande liberté que le théâtre. Au théâtre je m'enferme dans un personnage, dans son vocabulaire... tandis que, dans le roman, je peux employer divers langages, devenir tous les personnages... » Ecrire, c'est ne plus se limiter soi-même ni les autres. C'est se prêter, leur prêter, d'autres possibilités. Cela implique une espérance... Ce n'est pas une fuite. (Si je voulais fuir, j'irais au couvent — pourquoi pas ? — ou je prendrais de la drogue...) C'est une façon de s'affranchir de trop d'idées reçues, imposées. Sortir du « rationnel », échapper à la tristesse des habitudes, s'ouvrir à l'insolite... Etre déraisonnable sans devenir fou. »

FRANÇOISE PONCET

Un repos du corps et de l'âme

Françoise Poncet. La Grossesse de Mme Bracht (1). Albin Michel. Lauréate, avec ce roman, du concours Prométhée 1975. Née en 1933. Habite Bourg-en-Bresse. Succès de la dessinatrice publicitaire, dactylo, assistante dans un hôpital psychiatrique en Angleterre — « C'était la tour de Babel en folie. Je n'ai jamais regretté ce séjour extraordinaire », résume-t-elle dans une blanchisserie, secrétaire, infirmière, et enfin kinésithérapeute. Elle s'est portée durant des années entre son cabinet de kinésithérapie et son mari, ses quatre enfants, sa maison... »

« Nous avons vécu une époque à la fois merveilleuse et frénétique... Les années, heureuses mais trépidantes, nous passaient sous le nez comme des tourbillons. Les semaines étaient des courses contre la montre... Les rendez-vous avec les clients se succédaient toute la journée, chez eux ou à mon cabinet. Entre temps, je me précipitais à la maison, serotinais, dans son énorme chambardement... Et puis, je me suis rendu compte que le foyer et le cabinet se détestaient. J'arrivais à ne plus vivre... » En 1974, elle abandonne son cabinet de kinésithérapeute. « Tout d'abord, je me suis aperçue que j'existais toujours. Ensuite, je me suis remise à vivre... Je me suis retrouvée avec moi-même. J'ai entrepris de raconter l'histoire de Mme Bracht... C'était une expérience très passionnante... Et puis, écrire, c'est un repos physique, c'est aussi un repos de l'âme... » Elle a caché à son entourage qu'elle écrivait. « Les gens que je côtoie lisent parfois mais pensent généralement qu'écrire est une activité fastidieuse à laquelle on n'échappe pas. Félicitations, condoléances, réclamations, paperasses... » Pourtant... je me suis follement amusée, cet hiver-là, toute seule dans ma chambre, à écrire sur des personnages imaginaires. Le roman laisse toute latitude. C'est le genre qui se prête le mieux à la fantaisie. J'ai voulu raconter sur tout le cortège des petits riens grotesques et absurdes qui accompagnent un... tragédie... les drôleries d'une histoire triste... » (1) Voir « Le Monde des Livres » du 10 septembre 1976.

GUY SUARÈS

Elargir la conscience

Guy Suarès. Halm. Stock. Né en 1932. A été marié à la petite-fille de Paul Claudel. A fait de la mise en scène de théâtre. A publié, en 1975, Malraux celui qui vient (Stock). Traducteur de Neruda. Il est actuellement responsable du bureau des projets à France-Culture.

« Comment définir l'écriture ?... C'est comme une respiration qui exprime les raisons profondes, cachées, obscures de l'individu... Ecrire, c'est tenter d'élargir la conscience... Je suis israélite. Je ne connais pas l'hébreu, je ne connais rien de mon passé. Et ce passé, pourtant, vit en moi. Il me faut le retrouver, l'assumer. J'écris pour le traduire... » Au théâtre, vous êtes dépendant des acteurs, d'un régisseur, d'une crise de foie, d'un spot qui claque... Lorsque vous écrivez un récit, vous traversez une solitude totale, vous disposez d'une liberté beaucoup plus dangereuse. Une liberté dans le désert... le désert est parfois aussi petit qu'une prison... Pourquoi publier ? Afin de prolonger son existence... Une solitude parle à d'autres solitudes... Deux inconnus, l'auteur et le lecteur, vont entretenir à travers un livre des rapports très secrets... » Mais, une fois le livre publié, on se demande : est-ce que c'est encore moi, ça ? Il m'a fallu vingt-sept mois pour écrire mon livre. Vingt-sept mois durant lesquels j'ai vécu avec le thème de la mort. Je me suis dévoué pour écrire ce livre — c'était une sorte d'arrachement — et j'ai le sentiment qu'il a cessé de m'appartenir... » Ce livre est assez tardif ? — Il m'a fallu, pour l'écrire, me libérer de tout un fatras culturel, passer d'un savoir intellectuel à la connaissance (co-nnaissance) : naître à moi-même... » Nous sommes infantiles dans le domaine de la foi comme dans le domaine politique. Ecrire, c'est lutter contre l'infantilisme, s'efforcer de devenir adulte... »

PIERRE MALDONADO

« Parce que », disait Cendrars

Pierre Maldonado. Le Septième Cercle. Roman noir. Editions Lattès. Né en 1943. Agrégé de lettres modernes. Professeur à Nanterre. Écrit depuis une dizaine d'années. Il a fait d'abord des poèmes, des nouvelles, puis un roman : le Petit Flambeur, refusé par les éditeurs. Influences très diverses : Baudelaire, Mallarmé, les surréalistes, Apollinaire, Larbaud, Cendrars, Lardner, Hemingway, Hammett, Chandler, Burnett, Max Cey...

« Pourquoi j'écris ? « Parce que... », disait Cendrars. Je n'ai jamais pensé que ce fût une boutade : c'est une réponse. Et pourquoi ne pas retourner la question, demander à ceux qui n'écrivent pas : « Pourquoi... ? ». Les réponses seraient quelque chance d'être révélatrices... »

« En fait, je ne crois pas qu'aucun écrivain puisse jamais répondre — vraiment répondre — à cette question. Même la fin du Contre Sainte-Beuve ne me satisfait pas. Pourquoi écrire ? Pourquoi vivre... ? Toutefois, ma vie ne me paraît parfaitement vaine que si je la dis. Littéralement ou symboliquement, peu importe... Cela ne signifie pas que je pratique la littérature pour compenser ce que je ne sais que l'insuffisance du vécu. Bien au contraire : plus riche est la vie, plus j'ai besoin (pourquoi ? je ne sais...) d'écrire. Si peu que soient les mots, ils sont notre mémoire, les signes de notre identité... »

« Je ne choisis pas mes thèmes. Ils me choisissent. Il faut dire ou, d'une certaine manière, mourir. Le reste est une question d'artisanat — même si, à chaque chapitre, chaque paragraphe, écrire est se surprendre, s'apprendre. Quitte à découvrir que non seulement « je » est un autre, mais une bonne demi-douzaine d'autres... »

« Pour qui écrit-il ? D'abord pour moi... Autrement, je dirais volontiers que je n'en sais rien... J'espère savoir un jour. Car, bien entendu, si l'écriture est une activité solitaire, nous pouvons espérer, en la pratiquant, dépasser notre solitude... »

« Je crois que le fait d'être publié ne change rien, mais pour que rien ne soit changé, il faut être publié. Nous avons tous besoin d'être reconnus, d'une manière ou d'une autre. Particulièrement, si nous nous engageons, sans réserve, dans quelque chose. La littérature est une activité dangereuse et impudique... »

JEAN MANEY

Confier l'inavoué, peut-être l'inavouable

Jean Maney. La Marionnette. Editions Lattès. Né en 1920. Journaliste. Il collabore à la rubrique scientifique de l'Express. Il y traite des questions médicales. Il a publié, en 1964, la Guerre contre la maladie à travers le monde (Naché), et en 1974 Journal d'un psychiatre (Lattès).

« Pourquoi ai-je abordé si tard la fiction ? Je me méfiais de la littérature, qui était, pour moi, un monde magique. Je restais sur la réserve. Je suis rempli d'humilité quand je vois une bibliothèque... » Il y a deux ans, j'ai rencontré l'attaché de presse d'un ventriloque, qui m'a raconté l'histoire de ce personnage, ses déchirements. C'était un cas de dédoublement de la personnalité... Jean-Claude Lattès m'a incité à écrire un livre à partir de cette histoire... »

« Au début, je regardais mon personnage comme un étranger... Puis je m'y suis projeté. J'y suis entré. Ça devenait inquiétant. Un soir de juillet, l'année dernière, je ne savais plus s'il s'agissait de lui ou de moi. J'entretenais le même rapport avec lui que lui avec sa marionnette. Et cela d'autant plus que j'écrivais à la première personne. En racontant l'enfance de ce ventriloque, j'ai fait ressurgir les fameuses petites misères qu'enfant nous avons subies, le sentiment d'abandon qu'éprouve tout enfant, riche ou pauvre, un jour ou l'autre... »

« Le jour où j'ai terminé mon livre, j'ai éprouvé un sentiment de libération. Le sentiment d'avoir écrit ce que je n'avais jamais confié à personne, ni à ma mère, ni à ma femme, ni à mes enfants, ni à mes amis psychiatres. On confie dans un roman l'inavoué, peut-être l'inavouable... »

GONZAGUE SAINT BRIS

La maison est ouverte. Entrez

Gonzague Saint Bris. Athanase ou la manière bleue. Julliard. Vingt-sept ans. Chroniqueur à Elle. Anime une émission d'Europe 1. A publié, en 1973, un essai sur le snobisme : Qui est snob ? (Calmann-Lévy).

« Je prends la littérature au sérieux. J'écris depuis l'enfance. J'écrivais jadis sur des carnets verts. J'aimais Balzac et Barbey d'Aurevilly... Je ne peux plus supporter cette littérature contemporaine qui est une suite de notes de service... J'ai voulu faire un roman du XIX^e siècle. Un roman, c'est un souffle, une âme, une volonté. Cet Athanase, c'est un jeune homme qui traverse l'époque comme Julien Sorel... J'essaie de dire ce que je vois venir... non pas quelque chose de violent, mais quelque chose de doux, de charmant, de dangereux... » Pourquoi j'écris ? Pour savoir que j'écris, que j'ai encore le droit, que c'est miraculeux de respirer, et parce que je sais qu'en écrivant j'entendrai d'autres respirations dans la nuit... »

« Ma vie est très liée à la littérature. Je ne cesse de vivre des situations littéraires... J'ai terminé mon livre sur le lac de Côme... J'ai fait du vélo sur la plus haute coupe de l'Opéra... C'était un geste littéraire, un geste de survie... »

« J'écris. Je dis : la maison est ouverte. Entrez. Si vous brûlez les rideaux, vous me blessez... Ma force, c'est d'ouvrir... C'est courageux d'écrire un livre. On le dépose dans la plaine des Mongols... »

PROPOS RECUEILLIS PAR
FRANÇOIS BOTT

ETUDE DE LA TRADITION

Nos bulletins démontrent la vogue du pseudo-occultisme.
Documentation contre S.F.
A. FOUGER, C.C.P. 100.000
60-20-77 - B.P. 26 - 93000 NOUVELLE
10 VILLE - 93100 NOUVELLE

J.P. J. 150

écrivent

150

Lettres étrangères

DEUX RECUEILS DE NOUVELLES

Gustav Meyrink: le jeu avec la peur

LE CABINET DES FIGURES DE CIRE, de Gustav Meyrink. Nouvelles traduites de l'allemand et préfacées par A. Waldstein. Graines originales de G. Arault, Retz, coll. « Champs d'écriture de la science-fiction et du fantastique », 250 pages, 29,50 F.

PENDANT le premier quart du siècle, Hamann, les frères Mann, Tucholski, Wedekind et d'autres encore, contribuèrent à accroître le prestige de la revue allemande non conformiste *Simplicissimus*. Gustav Meyrink y commença sa carrière littéraire en 1909 par la publication d'une étrange histoire où se mêlent la satire sociale, l'antimilitarisme et le fantastique : *le Soldat brûlé*. De Prague (1), de Montreux, des bords du lac de Starnberg, Meyrink continuera d'envoyer à *Simplicissimus* ses récits insolites jusqu'en 1918. Commence alors la période de ses grands romans initiatiques (2), qu'annoncent déjà ses nouvelles les plus sobres, les plus maîtrisées. « Tout l'être est une souffrance flamboyante », « le Bouddha est mon refuge ». « Alors que ses romans sont des diamants à mille facettes, ses nouvelles restent à dessein... des pierres brutes mal taillées, brillant néanmoins de mille feux », écrit Arnold Waldstein à leur sujet, dans la préface du premier recueil proposé aujourd'hui au public français.

En effet, il y a chez le conteur un parti pris antilittéraire parfaitement respecté dans la traduction. Par la pléthore des adjectifs et les redondances, par le jeu infini des miroirs, son style reste tributaire de toutes les exagérations de l'expressionnisme. Malgré le caractère outrancièrement kitsch de cette écriture (qui peut-être à cause de lui), il est difficile d'échapper à son charme.

Grand-Guignol Hoffmann et Poe

Le mot de Madame de Deffand, cité par Roger Caillols (3), définit bien ce que ressentent les fantasmes des récits de terreur : « Croyez-vous aux fantômes ? — Non, mais j'en ai peur. » Certes, l'usage excessif que fait Meyrink dans ses narrations de la métaphore et de l'hyperbole, son ironie, ses distorsions, sa critique sociale aussi d'une remarquable actualité dans *Pétrole, pétrole* (et comme c'est dommage que *l'Automobile*, caricature de l'homme devenu esclave de sa machine, ne figure pas dans ce recueil), en atténuent l'effet d'épouvante. Grand-Guignol remplace Hoffmann et Poe, comme si l'écrivain autrichien parodiait à la fois ses inspirateurs et lui-même pour mieux mystifier son lecteur. Un jeu avec la peur interprété par Buster Keaton et Harold Lloyd dans un film de Fritz Lang.

Dans la nouvelle *le Cabinet des figures de cire*, le mage Mohammed Darasche-Koh fabrique à partir d'un cadavre l'« être double » : un géant stupide relié par un cordon ombilical à un nourrisson au visage vieillissant par le stupre, qui chante inlassablement la même complainte. Alors qu'ils sont montrés dans un cirque, un spectateur reconnaît dans le visage ridé du faux bébé celui d'un ami depuis longtemps disparu. Horrifié, ce spectateur se réfugie dans une taverne où il fait marcher une boîte à musique. Pirotechnie finale : la musique est la même que celle énoncée par la monstrueuse créature.

Le décor change dans *l'Homme sur la bouteille*. Devant une scène, à l'intérieur d'un palais du vieux

Prague, se pressent des masques, arlequins, cannibales, mandarins, cavaliers de Wallenstein et bayadères. Dans le style du peintre anglais Aubrey Beardsley, un spectacle va commencer. Le comte de Faast, prétendant au cœur et au lit de l'héroïne, épouse du prince magicien Darasche-Koh (toujours lui), se trouve au milieu de la scène, enfermé dans un énorme magnum sur lequel le maître des lieux est lui-même installé. Tandis que l'épouse infidèle, mariée nue et ensanglantée, est exhibée au public, le comte meurt, asphyxié dans la bouteille, le prince disparaît et «... d'un battement silencieux d'ailes les immenses oiseaux noirs de la terreur traversent, invisibles, la salle des têtes du palais ».

Le récit intitulé *les Plantes du docteur Cindrella* nous raconte l'aventure d'un promeneur solitaire qui découvre, toujours à Prague, une inquiétante maison surgie du brouillard. Dans la cave, il trouve une végétation folle qu'un médecin fait pousser : lambeaux de chair « extrêmes à des corps vivants et privés d'âme » sur lesquels poussent, à profusion, des centaines d'yeux et d'animaux. Quand il arrive au commissariat de police pour déclarer sa découverte macabre, un greffier au visage d'Anubis lui dévoile qu'en fait le véritable propriétaire de la sinistre maison, le docteur Cindrella, n'est autre que lui-même, l'innocent promeneur.

Magie et Kabbale

La licorne et les elfes, les farfadets et les ogres sont absents des récits de Meyrink. L'univers véritable qui nous sollicite n'est pas celui de la féerie. Loin de Brocéliande, nous retrouvons les terreur ancestrales, dont parle Lovecraft, à l'ombre menaçante du Hradshin et de la cathédrale Saint-Guy. L'univers de Meyrink n'est pas encore le monde désert administratif peuplé de fonctionnaires consciencieux et castrés au service d'une autorité déshérente et absurde, mais le village usé par le temps avec ses ruelles tortueuses ourlant les palais baroques et les vieilles demeures de la Mala Strana. Prague investie par la magie des pays chauds, lointains, mystérieux. Les thèmes qui se dégagent de l'ensemble du recueil ne sont-ils pas ceux qui hantent tout apprenti sorcier, le double, le masque, la poupée et l'envoûtement ?

Et pourtant. Écoutons plutôt Mircea Eliade, qui relate une rencontre entre Gustav Meyrink et l'illustre professeur Scholem, de l'université de Jérusalem, spécialiste de la Kabbale. — Meyrink lui demande : « Vous savez où habite Dieu ? » Scholem ne le savait pas. « A la base de la colonne vertébrale », s'exclame Meyrink. Il avait lu *The Serpent Power of Avalon*, et il en était convaincu. Dieu était Kundalini — et Kundalini se trouvait enroulée à la base de la colonne vertébrale. Scholem ne sait pas encore avec certitude si Meyrink croyait vraiment à ses propres étiologies — ou s'il s'amuse. Car il n'était pas dépourvu d'humour. » (4)

EDGAR REICHMAN.

(1) Voir « Au miroir déformant de Prague », *le Monde* du 22 juillet 1976.
(2) *Le Golem*, Stock, 1969, et « le Visage vert », Retz, 1975.
(3) Roger Caillols, *Obliques, précédé d'images*, Stock, 1976.
(4) Mircea Eliade, *Fragmentes d'un journal*, Gallimard, 1973 ; reproduit dans *les Cahiers de l'Herne*, Gustav Meyrink, 1976.

Roald Dahl ou l'amour à l'heure anglaise

LA GRANDE ENTOURLOUPE, de Roald Dahl, traduit de l'anglais par Maurice Rambaud, Gallimard, 225 pages, 29 F.

QUATRE nouvelles rôties à point, croustillantes comme des toasts et nappées ce qu'il faut d'une confiture mi-douce, mi-amère, anglaise bien sûr. Ce n'est pas là menu pour l'appétit vorace ou l'estomac trop délicat, mais c'est une amusante collation pour un jour d'automne gris. Roald Dahl, auteur de récits faits de hasard, d'ironie et de cynisme bien dosés qui portent des titres un peu loufoques (*Kiss, Kiss ; Bizarre ! Bizarre !*), n'a sans doute pas d'autre ambition que de divertir avec une feinte candeur et, à l'occasion, une sarcasme brutalité. Il y parvient, car il sait raconter une histoire.

Une Rolls dans le Sinaï

L'Invité, la première et la meilleure nouvelle de ce recueil, nous présente Oswald Cornelius Hendryks. Personnage extravagant, ce riche célibataire est un Casanova impénitent qui ne renonce jamais deux fois la même femme. Il voyage, il s'amuse, il porte des cravates fittées de la soie des araignées qu'il fait éléver, il est obsédé par la propreté et fuit avec épouvante le moindre microbe, qui a souvent pour lui figure humaine. On ne s'étonne pas de le trouver filant bon train au volant d'une magnifique voiture à travers le Sinaï, après une aventure amoureuse qui a failli mal tourner. Quelques scorpions magnifiques ramassés ici et là et quelques airs d'opéra font le charme du voyage. Mais voici qu'à un poste d'essence notre héros tombe en panne. C'est alors qu'un plein désert apparaît un charmant l'ibyen au volant d'une Rolls-Royce : enfin quelqu'un de « possible » ! Notre infortuné voyageur acceptera bien volontiers de passer la nuit dans un château tout proche et ira, dès lors, de surprise en surprise. Après une soirée merveilleuse avec la femme et la fille de son hôte, une nuit délicieuse avec l'une ou l'autre ou les deux (il fallait si noir), Oswald est prêt à reprendre la route, lorsqu'une révélation du châtelain le laissera pétrifié d'horreur.

Deux maris libertins échangent leurs femmes

On retrouve le même personnage à la fin du volume, mais avec moins de bonheur, car *Chienne*, qui évoque les étonnantes perversités aphrodisiaques d'un parfum, ne recule pas devant les effets grossiers, et l'humour s'y fait pesant.

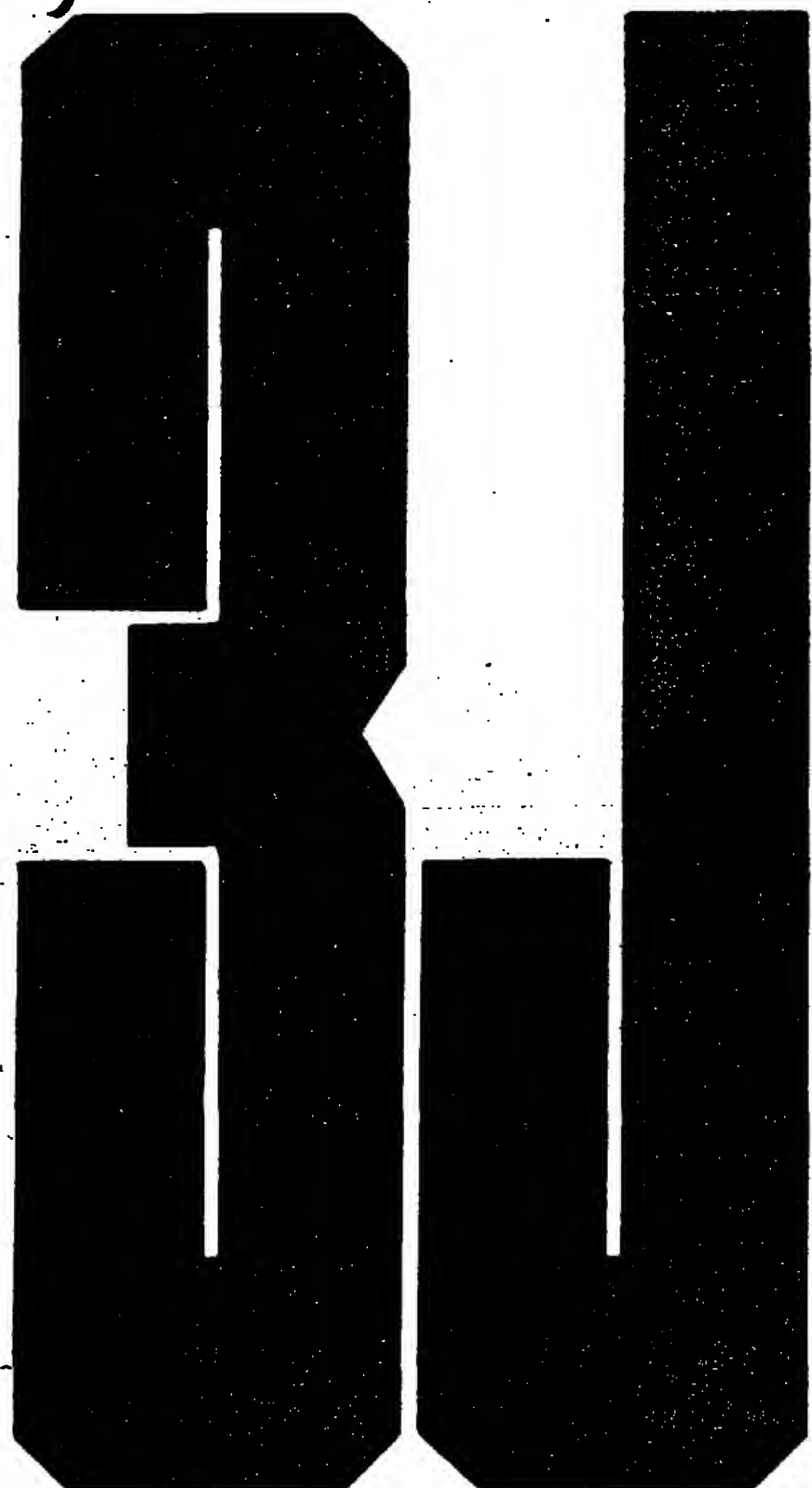
Les deux autres nouvelles nous ramènent dans un univers plus familier : les rapports entre les êtres y sont étudiés sous l'angle des relations sexuelles. *La Grande Entourloupe* nous conte la ruse ingénieuse mise au point par deux maris libertins pour échanger leurs femmes pendant leur sommeil et sans qu'elles s'en aperçoivent. Là aussi, la conclusion de l'aventure sera bien amère pour l'un des protagonistes. De l'amertume, on passe même à la cruauté sadique avec *le Dernier Acte*, histoire d'une jeune veuve désespérée bien mal reconfortée par un ancien soupirant.

Sous les apparences d'une fantaisie décapante, les nouvelles de *la Grande Entourloupe* nous offrent finalement une illustration très désabusée de l'amour à l'heure anglaise : on y joue à feindre le sentiment, on feint de jouer pour masquer une angosse bien réelle, on se confie pour mieux tendre des pièges. Mais qui gagne ? La fantaisie et l'esbroufe masculines y sont ralliées comme la fragilité et l'illusion de l'amour. La leçon souvent bien crasse de ces courtes fables reste cependant limpide. Tant mieux, garde bien de trop démentir. C'est là aussi la grâce d'un talent qui ne s'affirme jamais mieux que par l'art de l'esquive et du défilé enjôlé qu'il prête à ses personnages, bouffons jaloux d'un petit théâtre du plaisir. Pour notre plaisir.

PIERRE KYRIA.

aux Galeries Lafayette

30 sept. 1^{er}, 2 octobre



3 jours pas comme les autres des prix à vous couper le souffle!

Reportage permanent sur Europe 1, 1647 m, G.O. animé par Robert Willar

Galeries Lafayette

HAUSSMANN, BELLE EPINE
MONTPARNASSE
ET ENTREPOT ILE S^t DENIS

dutyl-studio g.l.

Gilles Henry
MONTE CRISTO
ou
l'extraordinaire
aventure des
ancêtres
d'Alexandre
Dumas
présenté par
ALAIN DECAUX
PERRIN

LA PENSÉE UNIVERSELLE
NOUVEL EDITION
PARIS RIVE GAUCHE
RECHERCHES D'URGENCE
POUR
CRÉATION ET LANCEMENT DE
NOUVELLES
COLLECTIONS
MANUSCRITS MÉDIÉS DE ROMANS,
POÉSIE, ESSAIS, THÉÂTRE, LES
OUVRAGES RETENUS FERMONT L'ŒIL
ET L'ŒIL LANCENT PAR PRESSE
RADIO ET TÉLÉVISION. CONDITIONS
D'ÉDITION FIXES PAR CONTRAT.
NOTRE CONTRAT HABITUEL EST
DÉFINI PAR L'ARTICLE 48 DE LA
LOI DU 11 MARS 1957 SUR LA
PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE.
ADRESSER MANUSCRITS ET C.V. À
M. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE
LA PENSÉE UNIVERSELLE
306, CHAUX FLEURS 75008 PARIS
TEL 325 85 44

OFFICIERS MINISTÉRIELS & VENTES PAR ADJUDICATION

VENTE SUR BAISSE DE MISE A PRIX au Palais de Justice de Paris le JEU 14 OCT. 1976 à 14 h. 30
en un seul lot d'un
APPARTEMENT
à SAINT-MICHEL-SUR-ORGE
(Seine-et-Oise) Chemin rural n° 5
de Saint-Michel-sur-Orge à Liers
et Chemin rural n° 5 de Liers à
Sainte-Geneviève-des-Bois à
l'angle des deux chemins sans n°
comportant entrée, 4 pièces, puits,
cuisine, salle de bains, water-
closets, locaux de rangement +
1 compartiment de cave + garage
de plain-pied et parties communes.
Libre Location. Occ. par débiteur.
MISE A PRIX : 10.000 F.
S'adr. M^{re} André de Segrais et
Huguette AMBROISE-JOUVION,
avoc. à la Cour de Paris-9^e, 9, rue
Guénégaud - DAN. 70-91, MED.
17-98, M^{re} Sagette, liquidat. synd.
près le Tribunal de Commerce de
Paris, 6, rue de Savoie, Paris (8^e),
tous avocats près les Tribunaux
de Grande Instance de Paris, Bobigny,
Nanterre et Créteil.

Adj. Tribunal de Commerce de Paris,
le JEU 14 OCT. 1976, à 14 h. 30, Fonds
Fabrique-Vente gros et demi-gros de
VÊTEMENTS Fem.-Enf. ts genres
Paris 2^e arrond. 28, rue du Sentier
D^{re} BAUZE, comp. div. loc. M. à P.
(p. 65, 63, 20.000 F., sous 5.000 F. D.
M^{re} Durand et Jorjiva, not. 10, r. D.
Cassanova; M^{re} Mellé, 3, r. Temple.
Vente sur saisie immobilière au Palais
de Justice de Versailles,
le MÊME 13 OCT. 1976, à 9 h. 30
UN PAVILLON d'habitation,
situé à
SARTROUVILLE (78)
20, rue des Oliviers
avec jardin d'une surface de 225,50 m².
MISE A PRIX : 20.000 FRANCS
S'adresser à M^{re} A.-M. TROUBLE, avo-
cat, 28, rue d'Angivillier (930-04-45), ou
à tous autres avocats postulant près
le Tribunal de Grande Instance de
VERSAILLES.

VENTES SUR SAISIE IMMOBILIÈRE AU PAL. DE JUSTICE DE VERSAILLES
le MÊME 13 OCT. 1976, à 9 h. 30
UNE PROPRIÉTÉ sise Commune de FLINS-SUR-SEINE
Pour la plus grande partie et pour le surplus sur la commune
d'ADRESSEVILLE, au nord de la R.N. 190 de Saint-Germain à Mantes,
d'une surface totale de 3 hectares 54 ares 50 centiares
MISE A PRIX : 150.000 F
S'adresser à M^{re} A.-M. TROUBLE, avocat, 28, rue d'Angivillier (930-04-45),
ou à tous autres avocats postulant près le Tribunal de VERSAILLES.

VENTE AU PAL. DE JUSTICE À PARIS, le JEU 14 OCT. 1976, à 14 h. 30
EN UN LOT
DEUX TERRAINS situés à ASNIERES
(Hauts-de-Seine)
19, rue du Bourdonnais, à l'angle de l'avenue du Coq
avec constructions à usage de bureau d'études
De 452 m² sur la rue du Bourdonnais et de 522 m² sur l'avenue du Coq.
MISE A PRIX : 200.000 F
S'adresser à M^{re} W. THIELAND, avocat à Paris, 16, avenue George-V;
M^{re} SAGETTE, syndic à Paris, 6, rue de Savoie, et à tous avocats près les
Tribunaux de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

Vente au Palais de Justice Bobigny,
le MARDI 19 OCT. 1976, à 15 h. 30.
UN PAVILLON D'HABITATION
compr. : sous-sol, 2 rampes : rez-de-
ch., boutique, arr.-boul., perron, entr.,
2 pièces, cuis., salle d'eau, WC,
1^{er} étage, 2 pièces mansardées. Jardin.
sis au VERT-GALANT
commune de
TREMBLAY-LES-GONNESSE (93)
72, avenue Henri-Barbousse.
M. à P. : 70.000 F
S'adr. M^{re} Marcel BRAZIER, avocat,
178, bd Hausmann, Paris-8^e; et avoc.
près les Trib. de Gde Inst. de Paris,
Bobigny, Nanterre et Créteil.

VENTE SUR SURENCHÈRE DU
PAVILLON À SEIGNOSSE
(Landes)
Place du Penon, lots 7 et 8,
Tranche 1, lieudit « Le Semis Les
Jamelles ». Jumeau en façade sur
la place comprenant : au rez-
de-chaussée : salle à manger, une
chambre, w.-c., cuisine ; à l'étage
2 chambres et salle de bains et
les parties communes.
Libre de locat. occ. par débiteur.
MISE A PRIX : 85.000 F.
S'adr. M^{re} André de Segrais et
M^{re} Huguette AMBROISE-JOUVION,
avoc. à la Cour de Paris (8^e),
9, rue Guénégaud, DAN. 70-91 et
MED. 17-98, M^{re} Sagette, liquidat.
syndic près le Tribunal de Comm.
de Paris, 6, rue de Savoie, Paris-8^e,
tous avocats près les Trib. de Gde
Inst. de Paris, Bobigny, Nanterre
et Créteil.

VENTE AU PAL. DE JUST. À PARIS, le LUNDI 4 OCT. 1976, à 14 h
UNE PROPRIÉTÉ sise à MONTMORENCY
(Val-d'Oise)
110, avenue de la Division-Leclerc
LIBRE DE LOCATION MAIS OCCUPÉE par les collocationnaires
MISE A PRIX : 350.000 F
S'adr. à : 1) M^{re} Luyonnet du Montier, avocat, 182, rue de Rivoli, Paris-1^{er};
2) M^{re} Chanson Jacques, avocat, 44-46, rue de Boulaivilliers, à Paris;
3) M^{re} Claude Labrely, syndic, 41, rue Dauphine, à Paris; à tous avocats
près les Trib. de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

VENTE AU PAL. DE JUSTICE À PARIS, le JEU 14 OCT. 1976, à 14 h.
Vaste ensemble immobilier à TONNERRE
(département de l'Yonne)
Lieudit « Terre de Boulanger », Zone Industrielle Est
Comportant plusieurs bâtiments à usage d'ateliers et de bureaux
Locaux sociaux sur un Terrain contenance 3 ha 48 a 34 ca
MISE A PRIX : 600.000 F
S'adr. S.C.P. Le Sourd-Desfontaines, avoc., 27, quai Anatole-France, Paris-7^e,
M^{re} Pison, syndic, 16, rue de l'Abbaye-de-l'Épée, Paris-5^e,
et à tous avocats près les Trib. de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

VENTE SUR LICITATION, Étude LEROULEY, notaire, 76, boulevard de Beaulieu
75012 PARIS, le 12 octobre 1976, à 14 h. 30, EN DEUX LOTS :
PARTS 514 An. Im. de Construction Résidence,
83 à 85, avenue du Général-Michel-Bisot, 75012 PARIS
1^{er} lot : 312 PARTS (n° 11.321 à 11.632)
droits à jouissance et d'usufruit.
APPARTEMENT 3^e étage, bdt A, escal. C.
4 PARTS (n° 69 à 72), droit à jouiss. et d'usufruit, propriété.
CAVE premier SOUS-SOL, bdt A.
MISE A PRIX : 70.000 F
2^{es} lots : 418 PARTS (n° 12.797 à 12.812)
droits à jouissance et d'usufruit.
APPARTEMENT 3^e étage, bdt A, escal. C.
4 PARTS (n° 73 à 76), droit à jouiss. et d'usufruit, propriété.
CAVE premier SOUS-SOL, bdt A.
MISE A PRIX : 100.000 F
S'adr. pr tous renseignements : M^{re} LEROULEY, not. à Paris, 76, bd de Beaulieu;
M^{re} Marcel JARRY, avocat à Paris, 50, bd Malesherbes; M^{re} Jacques MANSEAU,
avocat à Paris, 250 bis, boulevard Saint-Germain.

« CENTRE COMMUNAUTAIRE », 19, boulevard Polonois, PARIS-2^e
DINER-DEBAT (3^e année)
M. CHRISTIAN PINEAU
ancien ministre des Affaires étrangères, à propos de son livre
« Suez 56 » (Laffont), mercredi 6 octobre 1976 à 20 heures.
Nuitée animée par Victor MIA.
Réservation et renseignements : 236-07-60 - 233-54-98.

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PAU, M^{re} Jacques BENOÎCHOU, avocat,
1, place de la Liberté à PAU - Tél. 27-78-83 - M^{re} Paul CHATEAU, avocat,
1, place Gramont à PAU - Tél. 27-28-29 - **VENTE AUX ENCHÈRES**
PUBLIQUES, à l'audition publique des criées du Tribunal de Grande Instance
de PAU, tenant au Palais de Justice de cette ville, place de la Liberté,
le jeudi 7 octobre 1976, à 14 heures
de la nue-propriété de deux parcelles de terre
sises à **PARDIES-MONEIN**
de la pleine-propriété d'une parcelle de terre
sise à **LACQ**
et de la nue-propriété d'une autre parcelle
sise à **LACQ** également
1^{er} lot : de la nue-propriété de deux parcelles de terre sises à **PARDIES-
MONEIN**, la 1^{re} avec maison d'habitation sise 2, rue Charles-de-Bordeaux,
lieudit « Le Blatage » d'une contenance de 518 m² et cadastrée n° 925 de
la section A, et la 2^e en nature de jardin de 1.193 m² au lieudit « Blatage »,
cadastrée n° 439 de la section A.
2^e lot : de la pleine-propriété d'une parcelle de terre surlevée de deux
immeubles, l'un à usage d'habitation et l'autre à usage d'hôtel-restaurant
avec mobilier et matériel d'exploitation, sise à **LACQ**, lieudit « Le Bourguet »,
d'une contenance de 1.770 m² et cadastrée n° 28 de la section A.L. et de
la nue-propriété d'une autre parcelle de terre sise aussi à **LACQ**, lieudit
« La Gare », d'une contenance de 1.700 m² cadastrée n° 35 de la section A.C.
Les biens et droits immobiliers ci-dessus décrits seront mis en vente et
adjugés au plus offrant, et dernier enchérisseur, en deux lots, et sur la
mise à prix de : 1^{er} lot, la nue-propriété de deux parcelles de terre sises à
PARDIES-MONEIN, ensemble 5.000 francs
(avec possibilité de surenchère)
2^e lot : la pleine-propriété d'une parcelle de terre sise à **LACQ**, avec les
immeubles y édifiés, et le mobilier et le matériel d'exploitation et la nue-
propriété de la seconde parcelle sise à **LACQ** également, ensemble :
60.000 francs (possibilité de surenchère)
Consignation préalable :
— pour le 1^{er} lot : 2.000 F
— pour le 2^e lot : 10.000 F
Pour tous renseignements s'adresser M^{re} BENOÎCHOU et CHATEAU, avocats
au Barreau de PAU, demeurant respectivement 1, place de la Liberté à
PAU, et 10, place Gramont à PAU, ou aux autres avocats exerçant près le
Tribunal de Grande Instance de PAU.

Vte Pal. Justice Bobigny, av. P.-V.-Couturier, mardi 19 oct. 1976, à 13 h. 30
IMMEUBLE au RAINCY (93) - Cont. 551 m²
ALLÉE DES COTEAUX allée des Rosquets
MISE A PRIX : 250.000 F
S'adresser M^{re} Y. BODIN - Ph. LUCET et A. GENTY
S.C.P. Avocats Paris (8^e), 15, pl. de la Madeleine, Tél. 265-37-48 et 073-33-10,
et à tous avocats près Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Créteil et Nanterre.

Vente au Palais de Justice à Paris, le LUNDI 15 OCTOBRE 1976, à 14 h.
EN DEUX LOTS :
UN IMMEUBLE A USAGE COMMERCIAL
sis au
PRÉ-SAINT-GERVAIS (93)
31, rue André-Joinseau
LOUÉ - Mise à Prix : 250.000 F
2^e lot :
UNE PROPRIÉTÉ ET BOUTIQUE
sis à
THONON-LES-BAINS (74)
9, rue Ferdinand-Dubouche
LOUÉE - Mise à prix : 35.000 F
S'adresser à Maître Jean NOUËL, avocat, 25, bd Raspail, Paris;
PERARD, avocat, 1, rue Rouget-de-Lille, Paris; et à tous avocats près
les Tribunaux de Paris, Nanterre, Bobigny et Créteil.

VTE SUR BAISSE D'IMMOR. AU PAL. DE JUST. D'ÉVRY-CORBEIL (Seine-et-Oise),
le MARDI 12 OCTOBRE 1976, à 14 heures
D'UN PAVILLON situé à BRUNOY (91)
En bordure de l'Yverre, 140, rue des Vallées
Comportant cave et sous-sol. Rez-de-chaussée : hall, living, cuis. ling.,
chambre de bonne, w.-c.; à l'étage : 4 chambres, salles de bains, cabinet
de toilette et w.-c.; garage, jardin, le tout 5 ares 12 centiares.
MISE A PRIX : 100.000 FRANCS
Consignation pour soulever Étude de M^{re} TRUXILLO et AROUD, avocats
associés à Corbeil-Essonnes (91), 51, rue Champollion, 14) 496-30-26 ou 14-18.

Vente au Palais de Justice de Paris, le jeudi 14 octobre 1976, à 14 heures
TERRAIN A PARIS 15^e
141, avenue Emile-Zola et
44, rue Fondary
494 m²
LIBRE DE LOCATION et d'OCCUPATION
MISE A PRIX : 1.430.000 F
S'adresser : M^{re} de SARIAC, avocat à Paris, 24, rue de Bassano;
M^{re} MOREAU, TROUBAULT, DEQUELLE, LAFON, avocats;
M^{re} FERRARIL, PRÉTOT, FAYEC, syndics.

Vente au Palais de Justice à Paris, LUNDI 11 OCTOBRE 1976, à 14 h.
IMMEUBLE A USAGE COMMERCIAL
CONTENANCE SUPERFIC. : 934,50 m² Rez-de-chaussée et 4 étages
3, RUE CHRISTINE - PARIS (6^e)
MISE A PRIX 5.000.000 FR
S'adr. S.C.P.A. Y. BODIN, Ph. LUCET, A. GENTY, avocats
15, pl. Madeleine, 1. 265-37-48 - 073-33-10. S.C.P.A. COURTEAULT-LECOQ,
RISDAU-DUMAS, 17, av. Lamblin, Paris (16^e), 1. 570-71-51 et 570-45-50

VENTE SUR SURENCHÈRE DU DIXIÈME, AU PAL. DE JUSTICE À PARIS,
le JEU 14 OCT. 1976, à 14 heures
UNE PROPRIÉTÉ sise à CHAMPIGNY-SUR-MARNE
(Val-de-Marne)
125, rue de Musselburgh
Contenance superficielle : 213 m², comprenant : PAVILLON D'HABITAT
sur sous-sol à usage de garage, d'un rez-de-chaussée divisé en cuisine,
2 pièces et d'un étage de 3 petites pièces et cuisine, couverture en tuiles.
Installation eau, gaz, électricité, force motrice.
JARDIN - LIBRE DE LOCATION MAIS OCCUPÉE par débiteur.
MISE A PRIX : 110.000 FRANCS
S'adresser : 1) M^{re} BRIZEAU Guy, avocat, 62, rue de Maubeuge, Paris-8^e,
Tél. 280-29-37; 2) M^{re} André de SEGRAIS et M^{re} AMBROISE-JOUVION,
avocats associés à Paris-9^e, 9, rue Guénégaud; 3) M^{re} Jean NICOLAS,
avocat à Paris, 8, rue Moncey; 4) M^{re} BAZILLE, avocat à Paris, 6, rue du
Conservatoire, et à tous avocats près les Tribunaux de Grande Instance
de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

ÉDUCATION

La C.N.G.A. s'opposera aux mesures pesant sur la profession enseignante

La Confédération nationale des groupes autonomes (C.N.G.A.) a réuni, mercredi 29 septembre, une conférence de presse au cours de laquelle elle s'est refusée à prendre position sur le plan barre, considérant que ce n'était pas le rôle d'un syndicat mais d'un parti politique. « En tout état de cause, a-t-elle ajouté, nous déconseillons à nos adhérents et sympathisants de s'associer à la grève du 7 octobre qui, malgré certaines apparences, ne peut pas être considérée comme professionnelle. »

« En revanche, déclare la C.N.G.A., nous nous tenons prêts à toute action, grève comprise, qui ne réduirait l'indépendance pour s'opposer aux mesures pesant sur la profession enseignante, du fait des réformes en cours. » La C.N.G.A. indique cependant qu'elle n'était pas « a priori » contre l'ensemble de la réforme Baby. Elle lui reconnaît le caractère « d'avoir introduit l'enseignement optionnel, mais respecte le « rétro » du ministre de l'éducation qui a finalement décidé de prolonger le « tronçon commun » jusqu'en seconde.

La C.N.G.A. s'élève à l'annonce contre toute mesure qui aboutirait à la « désacralisation » du premier cycle de l'enseignement secondaire, notamment par l'abaissement du niveau de formation des maîtres appelés à y enseigner. L'admission des syndicats et associations minoritaires des conseils des établissements scolaires au nom d'un prétendu « allègement » de ces conseils : « Pourrait entraîner des obligations de services des maîtres ».

D'autre part, le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES, affilié à la FEN) et la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (F.C.P.E.), qui préside M^{re} Jean Cornet, se sont rencontrés lundi 27 septembre. La F.C.P.E. a décidé d'apporter son soutien aux diverses manifestations que le SNES organise le 13 octobre (le Monde du 28 septembre). Elle organisera, de son côté, avec le soutien du SNES, les 6 et 7 novembre, des manifestations interdépartementales pour rappeler ses revendications : gratuité, diminution des effectifs, soutien aux enfants en difficulté, extension des maternités et droit de tous les jeunes à la formation professionnelle initiale et à l'emploi.

De son côté, l'Union syndicale nationale des administrateurs de l'éducation nationale (USNAEN-C.G.C.) déplore, dans une lettre au ministre de l'éducation, l'insuffisance du nombre d'enseignants et de personnel de secrétariat. Cette situation, explique l'USNAEN, crée une situation grave : nombreuses heures d'enseignement non assurées et qual-ité administrative des établissements.

Grâce des conseillers d'éducation. — Les conseillers principaux et conseillers d'éducation (anciens surveillants généraux des lycées et collèges) sont appelés à faire grève le vendredi 1^{er} octobre à l'appel du Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.), des syndicats nationaux des enseignants techniques et professionnels (S.N.E.T.P.-C.G.T.) et des enseignants de second degré (SNES-Fédération de l'éducation nationale). Ils demandent la titularisation des auxiliaires et l'amélioration des conditions de travail et de leur formation.

LES COMMANDEMENTS DU BON ÉLÈVE

« Travail, famille, patrie »

Une enseignante du collège d'enseignement secondaire Roy d'Espagne I de Marseille a dicté, au début de l'année scolaire, à ses élèves de quatrième, des « directives de travail » en dix-huit points. Voici certains de ces « commandements » que les parents d'élèves ont été invités à signer :

« Mon travail doit être dicté par mon amour pour ma famille et pour ma patrie, la France. « Travail, famille, patrie » pourrait être ma devise. (Ce premier point est écrit à l'encre rouge) »

« Je dois avoir le goût de la perfection en tout ce que je fais »

« Je dois me mettre au travail une demi-heure au plus tard après mon arrivée à la maison, jusqu'à l'heure du repas, et terminer après le repas si besoin est »

« Mais je dois être couché à 21 heures au plus tard : (...) »

« Je ne dois pas me disperser en activités vaines : (...) »

« Je dois me stimuler pour travailler avec ardeur dans les limites du temps prévu pour chaque exercice, sans traîner sur le travail, ni rêver, ni papillonner : (...) »

D'ici le 20 décembre je dois savoir de façon mécanique les conjugaisons actives et passives des verbes au premier, deuxième et troisième groupes et des verbes irréguliers les plus courants ;

« Le professeur de lettres sanctionnera sévèrement la présentation des devoirs si elle n'est pas soignée : l'orthographe, si elle ne sont pas respectées ;

« Je ne dois regarder les spectacles de la télévision qu'au moment prévu de la détente. Et encore, à condition que le spectacle soit pour moi, digne (cette dernière phrase est écrite à l'encre rouge). S'il ne l'est pas, je dois avoir la droiture morale et la force de caractère de fermer immédiatement le poste et je suis seul, ou de quitter la pièce (...) »

« Les études secondaires sont des études exigeantes : si je veux y réussir, je dois me soumettre aux règles qu'elles comportent. Sinon, j'ai tout mieux que je m'entête vers des études moins abstraites, plus pratiques — tous les métiers ont leur noblesse, mais, quel que je sois, je dois toujours fournir un effort personnel soutenu. »

JEUNESSE

Protestations contre le projet de budget de la jeunesse et des sports

Le projet de budget du secrétariat d'État à la jeunesse et aux sports (le Monde du 18 septembre) est critiqué par un certain nombre d'organisations et de syndicats. Le Comité national pour le doublement du budget du secrétariat d'État à la jeunesse et aux sports (1) s'élève, dans un communiqué, contre ce projet, qu'il juge « en régression ». Le Comité appelle les organisations qui rassemblent et prennent contact très rapidement au plan départemental et local pour décider des formes d'action propres à faire connaître la réalité du projet et à donner l'audience la plus large à l'exigence du doublement de ce budget.

Le Syndicat national de l'éducation physique de l'enseignement public (SNEP, affilié à la Fédération de l'éducation nationale) s'élève contre l'insuffisance des postes qui seront créés en 1977 et fait remarquer que sur les 652 nouveaux enseignants qui seront recrutés l'année prochaine, 389 seulement seront des professeurs d'éducation physique et sportive, les 263 autres postes étant réservés à des professeurs adjoints. Le SNEP ajoute que l'horaire effectif d'éducation physique et sportive dans le second degré sera, en 1976-1977, de 2 h. 1, en moyenne, et non de 2 h. 16, comme le déclare le secrétariat d'État.

La Fédération sportive et gymnique du travail (F.S.G.T.) rappelle une déclaration de M. Jac-

ques Chirac au lendemain des Jeux de Montréal, selon laquelle « Il convient d'encourager une meilleure formation pour le sport d'élite », et estime dans ces conditions qu'« il n'est pas concevable que le projet de budget ne soit pas rééquilibré ».

(1) 24, rue Yves-Toudic, 75010 Paris. Tél. 288-15-26. Le Comité groupe quarante-deux organisations, syndicats et mouvements de jeunesse et d'éducation populaire.

« jeunes artisans »

Revue trimestrielle
Pour les jeunes artisans...
par des jeunes artisans.

Au sommaire du N° de septembre :
Les jeunes artisans se penchent sur la révolution des métiers manuels.

« JEUNES ARTISANS »
5, rue des Immeubles-Industriels,
75011 PARIS - Tél. : 387-76-82
Abonnement : 20 F - Le N° : 5 F.
C.G.P. PARIS 5330-88.

30-11-1976

سنة ١٩٧٦

ÉDUCATION

SOIXANTE-DEUX FONCTIONNAIRES AU SERVICE DES ADMINISTRÉS

Un outil adapté : le service d'information du ministère

Le service d'information du ministère de l'éducation offre depuis peu de temps un nouveau visage. Cinq bureaux, — le bureau d'accueil et de renseignements, le bureau de presse, le bureau des études et de la rédaction, le centre de documentation et le bureau des affaires générales et de la diffusion — se partagent la responsabilité d'accueillir le public et de l'informer, rompant ainsi avec la tradition d'hospitalité de ce ministère. Dès 1973, lors d'un colloque avec les respon-

sables du ministère, organisé par l'Association des journalistes universitaires (AJU), ces derniers avaient déploré l'insuffisance des services d'information. Ils avaient suggéré la création d'un service autonome distinct du cabinet du ministre et dirigé par un fonctionnaire d'un rang élevé. Ces propositions ont été entendues. Le ministère de l'éducation est maintenant en mesure d'assurer efficacement l'information sur des activités qui intéressent directement le quart de la population française.

Le bureau des affaires générales et de la diffusion — onze personnes — assure la « logistique » de l'ensemble du service d'information, notamment la gestion des fichiers. Pour M. André Lafond, inspecteur d'académie, chef du service d'information, les soixante-deux personnes de ce service constituent un effectif convenable. Son budget d'ensemble — 4 221 000 F en 1976, auxquels s'ajoute un crédit d'achat de journaux et publications de 280 000 F, permet de répondre aux besoins actuels. Ses objectifs sont maintenant d'établir des relations plus suivies avec les responsables de l'information dans les rectorsats et de soutenir leur action, dont l'impor-

tance n'est pas toujours bien comprise par les administrations académiques. Il souhaite aussi développer une participation du ministère aux foires et expositions pour « aller à la rencontre du public là où il se trouve ». Il s'efforcera, enfin, de développer une documentation informatisée et de convaincre... les directions de l'utiliser.

« La difficulté pour nous, c'est le temps, ajoute M. Lafond, le service d'information devant agir entre le temps des universitaires, proche de l'éternité, le sage lenteur de l'administration et le temps de la presse, très rapide. Au fond, je suis un changement de vitesse... »

Le bureau des affaires générales et de la diffusion — onze personnes — assure la « logistique » de l'ensemble du service d'information, notamment la gestion des fichiers. Pour M. André Lafond, inspecteur d'académie, chef du service d'information, les soixante-deux personnes de ce service constituent un effectif convenable. Son budget d'ensemble — 4 221 000 F en 1976, auxquels s'ajoute un crédit d'achat de journaux et publications de 280 000 F, permet de répondre aux besoins actuels. Ses objectifs sont maintenant d'établir des relations plus suivies avec les responsables de l'information dans les rectorsats et de soutenir leur action, dont l'impor-

tance n'est pas toujours bien comprise par les administrations académiques. Il souhaite aussi développer une participation du ministère aux foires et expositions pour « aller à la rencontre du public là où il se trouve ». Il s'efforcera, enfin, de développer une documentation informatisée et de convaincre... les directions de l'utiliser.

« La difficulté pour nous, c'est le temps, ajoute M. Lafond, le service d'information devant agir entre le temps des universitaires, proche de l'éternité, le sage lenteur de l'administration et le temps de la presse, très rapide. Au fond, je suis un changement de vitesse... »

M. Mexandeau (P.S.) dénonce le « chantage électoral » des responsables de l'enseignement catholique

Montpellier. — M. Louis Mexandeau, député socialiste du Calvados, délégué national aux problèmes de l'éducation au sein du P.S., a présenté, mercredi 29 septembre, à Sète (Hérault), le projet de plan pour l'éducation récemment élaboré par son parti (le Monde du 14 septembre).

Insistant sur l'égalité des chances qui doit être assurée, selon lui, par une pédagogie de soutien, M. Mexandeau a affirmé : « Il faut créer une inégalité de chances en sens inverse de la situation actuelle et casser les barrières qui protègent les filières sacrées. »

« Nous ne pouvons prétendre, a-t-il dit, que nous allons doubler le budget de l'éducation et les autres budgets sociaux en une année. Il faut avoir le courage de dire non (...) Il faudra faire des choix. »

Faisant allusion aux réactions hostiles du secrétaire général de l'enseignement catholique (le Monde du 30 septembre), qui constituent, selon

lui, un « chantage électoral », il a précisé : « Nous ne voulons pas ramener la question scolaire, mais nous nous élevons contre une évolution qui tend à faire de l'enseignement privé un secteur qui appartient à l'enseignement public. Aujourd'hui, il n'y a plus l'alibi démocratique du temps de la loi Debré. » « Nous ne sommes pas fermés », a conclu M. Mexandeau, « au dialogue avec le personnel de l'enseignement privé, mais il ne peut y avoir de concertation avec les Mgr Lefebvre qui peuvent y rester. »

● Les conférences sur la littérature enfantine, organisées par la Jole par les livres, auront pour thème cette année : « La bibliothèque - médiathèque ». Les conférences auront lieu au Musée des arts et traditions populaires à Paris. Inscription au cycle de six conférences : 100 F.

* « La Jole par les livres », 4, rue de Louvois, 75002 Paris. Tél. : 07-84-18.

Plan d'un futur laboratoire.

Lifum auratum, ou Lis du Japon. Photographié par Helmut Domauf.



La chimie est généralement considérée comme une des sciences les plus jeunes et les plus modernes élaborées par l'homme. Pourtant, nous n'avons pas tout inventé dans ce domaine !

Les fleurs, même les plus simples, sont journalièrement le théâtre de réactions chimiques complexes. L'action chlorophyllienne en est un exemple merveilleux. C'est pourquoi, un certain nombre de chercheurs chez Hoechst passent beaucoup de temps à observer les plantes et s'inspirent des synthèses qu'elles réalisent pour améliorer leur connaissance.

C'est avec ces leçons, prodiguées par la nature, que l'on pourra mieux comprendre les lois complexes qui la régissent, en particulier, celles de l'écologie.

Dans le domaine de la recherche fondamentale, comme dans bien d'autres, les 14.000 chercheurs de Hoechst, répartis dans le monde entier, conjuguent leurs efforts pour améliorer le futur des hommes.

L'avenir, c'est passionnant.

Hoechst - Tour Roussel/Nobel 92080 Paris-La Défense

Hoechst



Après les incidents du printemps

CINQ ÉTUDIANTS DE TOULOUSE SONT CONDAMNÉS A DES PEINES DE PRISON AVEC SURSIS

(De notre corresp. régional.)
Toulouse. — Cinq étudiants de l'université de Toulouse-Le Mirail viennent d'être condamnés à des peines de prison avec sursis par le tribunal de grande instance de Toulouse au titre de la loi « anticasseurs ». Certains d'entre eux étaient accusés d'avoir séquestré, le 22 février, le recteur Chailin pendant plusieurs heures dans un amphithéâtre de l'université. Le 7 avril, au cours de l'inauguration de la bibliothèque centrale de prêts, en présence du préfet régional, d'autres avaient bousculé M. Chailin et blessé un policier. Enfin, le 13 avril, une manifestation organisée par les mouvements contestataires du Mirail, en plein centre de Toulouse, avait provoqué de violents affrontements entre étudiants et forces de l'ordre autour de barricades, alors que des voitures étaient incendiées.

M. Bernard Meller a été condamné à cinq mois de prison avec sursis pour séquestration du recteur, à quatre mois avec sursis pour la manifestation du 7 avril et à quatre mois également avec sursis pour les bagarres du 13 avril. Toutes les peines ont été confondues.

M. Francis Armaignat a été condamné à trois mois de prison avec sursis pour la séquestration du recteur ; MM. François Carrière, André Marty et Bernard Vabre à deux mois de prison avec sursis, tous les trois pour la manifestation du 13 avril.

L. P.

MÉDECINE

UN DÉBAT PUBLIC AUX ENTRETIENS DE BICHAT

40 % des malades ne suivent pas les prescriptions de leur médecin

Comprimés, suppositoires, gouttes, dragées à prendre matin, midi et soir pendant une semaine, un mois, un an, voire la vie : ces médicaments prescrits par les médecins, vendus par les pharmaciens, remboursés par la Sécurité sociale, sont-ils réellement tous pris par les malades dans les conditions prévues ? Les médecins s'interrogent, lorsqu'ils prescrivent une ordonnance, que celle-ci est comprise, puis respectée par le malade ? En France, on ne peut pas répondre précisément à cette question, car elle ne s'est jamais trouvée posée comme un sujet d'étude intéressant.

A l'étranger, c'est-à-dire dans les pays anglosaxons essentiellement, la « compliance », en français « observance », fait depuis 1962 l'objet d'études et d'enquêtes fréquentes, et certains journaux médicaux comportent une rubrique régulière attachée à ce sujet. Un séminaire organisé en 1975

a même été organisé sur ce seul sujet. Les résultats de ces travaux sont clairs dans l'ensemble : en moyenne 40 % des traitements prescrits ne sont pas observés et, dans notre pays, l'absence d'observance, quelques coups de sonde laissent penser que le taux de « non-observance » est pratiquement identique.

À quel est dû ce fait regrettable, et comment y remédier, comment intéresser les médecins à ce problème ? Telles étaient les questions que posait mercredi 29 septembre le professeur Marcel-François Kahn (rhumatologue à l'hôpital Bichat, Paris) lors d'un débat d'actualité aux Entretiens de Bichat. Les chiffres étrangers présentés par le docteur R.-L. Dreiser (Paris) et cités en ouverture de ce débat ont de quoi surprendre un amphithéâtre bondé de praticiens, généralistes et spécialistes de Paris et de province, qui semblaient convaincus de la réalité de ces faits.

Le médecin, le traitement et le mécanisme d'apparition de la maladie et de vérifier que le malade suit son traitement, le médecin d'observance a augmenté de façon notable durant les six mois de cet essai, pour revenir au taux précédent lorsqu'il a été arrêté !

Pourquoi le malade échappe-t-il au traitement ? Si les effets secondaires, les difficultés d'emploi, la durée et la mauvaise qualité de la relation médecin-malade sont en cause, il y a peut-être aussi d'autres facteurs, comme l'a souligné le docteur Klein, psychologue dans le département de la tricherie, l'intolérance à l'égard du traitement, il peut y avoir aussi le « désir de non-guérison », le souhait de « compenser avec la maladie ». Mais, tout au long de ce débat, ce sera tout de même la relation soignant-soigné qui aura été sur la sellette. Le docteur Klein rappelle à ce propos une phrase de saffar sur le médecin de campagne : « Il est facile de faire des ordonnances ; il n'est pas facile de s'entendre avec les gens ».

Mais si la relation est mauvaise, le dialogue inexistant, l'observance du patient difficile, est-ce seulement parce que le médecin n'a pas le temps ? Le manque de temps est un problème, mais il n'est pas le seul. Ce point de vue a été admis mercredi.

MARTINE ALLAIN-REGNAULT.

Parler aux patients

Le cas de l'hypertension artérielle (HTA) a été détaillé par le professeur Joël Ménard (hôpital Saint-Joseph), qui a entrepris d'examiner ou de réexaminer sous l'angle de l'observance les dossiers des malades qu'il a traités depuis quinze ans. Il a, pour sa part, insisté sur les difficultés que rencontre le malade lorsqu'il a à suivre un traitement de toute une vie alors qu'il ne se sent pas malade, puisque l'hypertension artérielle, l'une des causes principales des maladies cardio-vasculaires, est en elle-même dépourvue de tout symptôme. Le médecin doit donc expliquer la maladie silencieuse, faire comprendre les mécanismes, faire admettre les contraintes des médicaments. C'est loin d'être la tâche.

Bien souvent, le médecin n'explique rien et son ordonnance est illisible ; la preuve a été faite par interviews des patients que 81 % de ceux qui ont été interrogés ne se rappellent absolument pas, huit jours après la consultation, qu'ils ont été prononcés trois mois-cinq ans après : hypertension, sodium, potassium. Une expérience intéressante a été tentée : associer le pharmacien à l'entreprise. Lorsque celui-ci a été chargé d'expliquer, après

HARO SUR LES AUTRES

Les praticiens, généralistes et spécialistes, prescrivent trop et mal, sans discussion possible, des examens complémentaires, dont des examens radiologiques inutiles, et parfois dangereux (radiations ionisantes).

Les praticiens prescrivent des ordonnances qui ne sont pas respectées dans 40 % des cas.

A qui la faute ? Les deux « tables rondes » consacrées à ce sujet mercredi après-midi ont débattues des réactions parfois vives parmi les nombreux participants. Les praticiens « de base », on les comprend, en ont assez de porter seule le chapeau. On veut revaloriser leur situation, comme celle des travailleurs manuels, mais, en même temps, on les accuse de tous les maux. Alors, ils se défendent et rejettent toute responsabilité : s'ils prescrivent mal et trop, c'est parce que les études médicales sont inadéquates, déshumanisées et ne prévoient pas l'enseignement du comportement du médecin ; parce qu'il y a des mandarins

qui font la loi ; parce que la télévision et la presse font du mal ; parce que les exigences des malades sont excessives, etc.

Pas une seule fois, un orateur intervenant n'a admis que si tous les arguments donnés contenaient une bonne part de vérité, lui, le médecin prescripteur, pouvait être autre chose qu'une victime, qu'il pouvait avoir une part de responsabilité, qu'il pouvait apprendre en dehors de la faculté ce qui ne lui a pas été enseigné et pallier personnellement des carences indéniables ; qu'il pouvait dire non à un malade même au risque de perdre sa clientèle. Et, lorsque l'on voyait sur de nombreuses tables un hebdomadaire médical tirant en première page : « Même la C.G.T. fait l'erreur », les médecins ne sont pas responsables du déficit de la Sécurité sociale », on se sentait un peu gênés devant tant d'irresponsabilité, car ce déficit n'est-il pas tout de même l'affaire de tous, y compris aussi celle du prescripteur ?

M. A.-R.

Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.

Informez-vous chez : YSOPTIC 30, Bd Malesherbes - 75008 PARIS Tél. : 52.15.52

Documentation et liste des correspondants Français et étrangers sur demande.

YSOPTIC

Une tâche difficile

La nomination de ce nouveau délégué n'entraîne pas de réorganisation au ministère : le délégué interviendra pour coordonner les moyens budgétaires du ministère consacrés à la recherche. Il sera donc chargé d'orienter les actions de la recherche industrielle et près du délégué général à la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.) ; à ce titre, les services du ministère chargés de l'aide au développement seront mis à sa disposition. Il coordonnera les actions de recherche des centres techniques industriels bénéficiant de taxes parafiscales et traitera pour le compte du directeur des mines des questions relatives à la technologie et à l'innovation. De plus, il conduira l'action des commissions du gouvernement au CNRS (Centre national d'études spatiales) et au CNET (Centre national d'études de l'océan). Enfin, il aura la responsabilité de l'ensemble des procédures financières et administratives destinées, au

CARNET

Mariages

— Erik Bjornstam et Frédérique Boudouze sont heureux de faire part de leur mariage. Oslo. M. et Mme. 1-10-1976.

Décès

— Le docteur P. Durousseau-Dugues, chevalier de la Légion d'honneur, décédé à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— Le conseil de surveillance et le directeur de l'École d'Informatique, ont fait part de leur décès, suite d'un accident, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, du docteur André GIRARD, licencié en sciences, chevalier de la Légion d'honneur, médaillé des épiphytes, qui a contribué, par ses travaux d'enseignement et de recherche, au développement de la chimiothérapie.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 1^{er} octobre 1976, à 10 h. 30, en l'église réformée de France, rue de la République, 18, boulevard Arago, Paris-13^e.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité au cimetière du Père-Lachaise, dans le caveau de famille.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— Alet-Bains, Paris. Montpelier, Béziers, Lézards, etc. Le colonel (R.I.) et Mme André Girard, leurs enfants et petits-enfants.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M. et Mme André Girard, son épouse, née Yvonne Albon, décédée à Cannes, le 28 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Les Tailleurs de Qualité

CLUB DES GRANDS CISEAUX

- XX BERCEVILLE, 4, bd Malesherbes - 265.36.28
- XX BUNTLEY, 29, rue de Marignan - 225.59.36
- XX COURTES, 33, rue Marbeuf - 225.04.81
- XX CAMBOURAKIS, 97, bd Raspail - 548.22.23
- XX A.L. GUEROT, 17, rue de Choiseul - 742.47.12
- XX LORYS, 33, av. Pierre-1^{er} de Serbie - 720.80.46
- XX PITTARD, Succ^r de J. GARRETTE - 225.20.21
- XX QUIN, 2, place des Victoires - 233.75.05
- XX A. SCHLERET, 7, rue d'Artois - 359.17.68
- XX TALON, 62, av. Bosquet - 551.11.64 et 705.87.36

XX de 2 500 F à 2 800 F. XXX 3 500 F

HERMÈS

Rambourg Saint-Honoré

COUTURE

Collection automne-hiver

du 4 au 8 octobre

Présentation

tous les jours à 15 h.

VENTE À VERSAILLES

HOTEL DES CHEVAUX-LICERS

RARE COLLECTION DE MONNAIES

des 17^e, 18^e et 19^e siècles

DIMANCHES 3 OCTOBRE à 16 h.

14^e rue de la République, Paris, 75001

3 imp. Cheval-Licé - 950-60-83

Experts : MM. Bontemy et Dechaux

Tél. : 200-94-05

avez-vous vu le magasin 1976 ?

D&C

Dupré

octrante

141 Fg St-Honoré - Paris 359.27.64

papeteries spécialisées

150

marché immobilier des notaires PARIS & ILE de FRANCE

centre des ventes du châtelet

place du châtelet
12, avenue victoria, paris 1^{er} - 231.88.02

A VENDRE LE MARDI 5 OCTOBRE 1976 A 14 H 30

AUX ENCHERES SUR MISE A PRIX

7 APPARTEMENTS

PARIS 75012, rue de Madagascar, 5-7-8 et 9.
Immeuble pierre de taille « Ravalé récemment » Quartier calme près du Bois de Vincennes.
APPARTEMENT - 28 M² - 2 PIECES
• Cinquième étage « Entrée, séjour, débarras, cave ».
• Loyer : 1 128 F.
• Mise à prix : 39 200 F. Consignation pour enchérir : 5 000 F.
APPARTEMENT - 43 M² - 2 PIECES
• Premier étage « Chambre, séjour, débarras, cave ».
• Loyer : 1 316 F.
• Mise à prix : 68 800 F. Consignation pour enchérir : 5 000 F.
APPARTEMENT - 43 M² - 2 PIECES
• Troisième étage « Chambre, séjour, cave ».
• Loyer : 1 316 F.
• Mise à prix : 68 800 F. Consignation pour enchérir : 5 000 F.
APPARTEMENT - 37 M² - 2 PIECES
• Cinquième étage « Chambre, séjour, débarras ».
• Loyer : 1 192 F.
• Mise à prix : 59 200 F. Consignation pour enchérir : 5 000 F.
APPARTEMENT - 29 M² - 2 PIECES
• Sixième étage « Chambre, séjour, débarras ».
• Loyer : 1 428 F.
• Mise à prix : 37 700 F. Consignation pour enchérir : 5 000 F.
APPARTEMENT - 37 M² - 2 PIECES
• Premier étage « Chambre, séjour, débarras ».
• Loyer : 1 856 F.
• Mise à prix : 89 200 F. Consignation pour enchérir : 5 000 F.
APPARTEMENT - 29 M² - 2 PIECES
• Troisième étage « Chambre, séjour, débarras, cave ».
• Loyer : 1 084 F.
• Mise à prix : 40 600 F. Consignation pour enchérir : 5 000 F.
Ventes : M. PERRY - Tél. : 285-44-94.
M. P. CHARDON, notaire, 53, bd Haussmann, Paris 75008 - Tél. : 265.48.00.

2 APPARTEMENTS

PARIS 75003, rue Saint-Georges, 31.
• Bel immeuble bourgeois. Second Empire. Angle rue St-Lazare.
Quartier Notre-Dame-de-Lorette.
APPARTEMENT - 53 M² - 2 PIECES
• Cinquième étage « Chambre, séjour, entré, cave ».
• Loyer : 3 520 F.
• Mise à prix : 100 000 F. Consignation pour enchérir : 20 000 F.
APPARTEMENT - 49 M² - 2 PIECES
• Cinquième étage « Chambre, séjour, entré, cave ».
• Loyer : 3 520 F.
• Mise à prix : 90 000 F. Consignation pour enchérir : 20 000 F.
Ventes : sur rendez-vous. Tél. : 343.49.01 - 343.48.19.
STUDIO ET BOUTIQUE
PARIS 75003, rue Voltaire, 6.
• Bon immeuble situé sur terre-plein.
STUDIO - 20 M²
• Deuxième étage « Cuisine et chambre ».
• Mise à prix : 75 000 F. Consignation pour enchérir : 15 000 F.
BOUTIQUE - 29 M²
• Boutiques 29 m² « Arrière-Boutique 14 m² et Cours 5 m² ».
• Mise à prix : 280 000 F. Consignation pour enchérir : 50 000 F.
Ventes : sur rendez-vous - Tél. : 343.49.01 - 343.48.19.

APPARTEMENT - 23 M² - 1 PIECE

PARIS 75013, rue de Belleville, 235 / Rue Naxos, 115.
• Immeuble ancien « Gros œuvre en bon état ».
APPARTEMENT - 28 M² - 2 PIECES
• Cinquième étage « Entrée, chambre, séjour, cave ».
• Loyer : 2 236 F.
APPARTEMENT - 26 M² - 2 PIECES
• Cinquième étage « Entrée, chambre, séjour, cave ».
• Loyer : 2 052 F.
APPARTEMENT - 53 M² - 3 PIECES
• Deuxième étage « Entrée, séjour, deux chambres, deux caves ».
• Mise à prix : 80 000 F. Consignation pour enchérir : 18 000 F.
ATELIER ET UNE PIECE - 44 M²
• Deuxième étage « Entrée, séjour, deux chambres, deux caves ».
• Mise à prix : 80 000 F. Consignation pour enchérir : 18 000 F.
Ventes : sur rendez-vous - Tél. : 343.49.01 - 343.48.19.
M. J. BAILLIOL, notaire, 77850 Quincy-Voisins - Tél. : 04.03.03.
M. D. ADER, P. ROCHELOUIS, 226, bd Saint-Germain, 75007 Paris - Tél. : 844.38.70.

10 APPARTEMENTS ET BOUTIQUE

PARIS 75013, rue de Belleville, 235 / Rue Naxos, 115.
• Immeuble ancien « Gros œuvre en bon état ».
APPARTEMENT - 36 M² - 2 PIECES
• Deuxième étage « Entrée, chambre, séjour, cave ».
• Loyer : 2 150 F.
APPARTEMENT - 37 M² - 2 PIECES
• Troisième étage « Entrée, chambre, séjour, cave ».
• Loyer : 2 150 F.
APPARTEMENT - 38 M² - 2 PIECES
• Troisième étage « Entrée, chambre, séjour, cave ».
• Loyer : 4 000 F.
APPARTEMENT - 36 M² - 2 PIECES
• Troisième étage « Entrée, chambre, séjour, cave ».
• Loyer : 2 128 F.
APPARTEMENT - 38 M² - 2 PIECES
• Cinquième étage « Entrée, chambre, séjour, cave ».
• Loyer : 2 150 F.
APPARTEMENT - 36 M² - 2 PIECES
• Cinquième étage « Entrée, chambre, séjour, cave ».
• Loyer : 1 870 F.
APPARTEMENT - 37 M² - 2 PIECES
• Cinquième étage « Entrée, chambre, séjour, cave ».
• Loyer : 1 892 F.
APPARTEMENT - 44 M² - 3 PIECES
• Cinquième étage « Entrée, deux chambres, séjour, cave ».
• Loyer : 2 300 F.
APPARTEMENT - 37 M² - 2 PIECES
• Cinquième étage « Entrée, chambre, séjour, cave ».
• Loyer : 1 892 F.
BOUTIQUE - 57 M²
• Rez-de-chaussée « Salon de coiffure ».
• Loyer : 15 200 F.
• Faculté de réversion de cet lots.
• Consignation pour enchérir : 5 000 F par lot ou 50 000 F pour l'ensemble.
Ventes : les 11 et 18 octobre de 14 h 30 à 17 h ou sur rendez-vous.
M. A. SCHNEIDER, 31, rue de Valenciennes, 75001 Paris - Tél. : 265.55.85.

SANS MISE A PRIX

APPARTEMENT - 35 M²
PARIS 75010, rue Calix, 13.
• Système étage « Deux pièces, Mitchenette » Immeuble pierre de taille.
• Bonne apparence « Fin 20th siècle ».
• Consignation pour enchérir : 15 000 F.
Ventes : tous jours ouvrables. Voir gardien de 10 h à 12 h et de 15 h à 18 h.
M. P. SEJOURNANT, 5, bd Saint-Michel, Paris 75005 - Tél. : 033.16.52.

A VENDRE LE MARDI 12 OCTOBRE 1976 A 14 H 30

AUX ENCHERES SUR MISE A PRIX

APPARTEMENT ET JARDIN
2 CHAMBRES DE SERVICE PARIS 18^e
2, place du Tertre - Immeuble ancien
2 PIECES ET TERRAIN
• Premier étage : deux chambres - Rez-de-chaussée : cuisine, cave et jardin de 187 m².
• Mise à prix : 254 000 F. Consignation pour enchérir : 50 000 F.
CHAMBRE DE SERVICE au deuxième étage
• Mise à prix : 36 000 F. Consignation pour enchérir : 8 000 F.
CHAMBRE DE SERVICE au troisième étage
• Mise à prix : 40 000 F. Consignation pour enchérir : 8 500 F.
2 PIECES ET BALCON - LIBRE
PARIS 6^e
3, rue des Beaux-Arts - Immeuble ancien.
• Cinquième étage « deux chambres » - Sixième étage : débarras, cave.
• Mise à prix : 128 000 F. Consignation pour enchérir : 25 000 F.
Ventes : sur place Mercredi de 10 à 12 h - Vendredi de 15 à 17 h.
M. J. RAHOOT de la GUERAYONNAIS, G. BELLANGER, J. LIEVRE, 14, rue des Pyramides, 75001 Paris - Tél. : 260.31.02.
IMMEUBLE COMMERCIAL - LIBRE
PARIS 2^e
39 et 41, passage Choiseul et 36, 38, rue Dufour
• Sur cave, rez-de-chaussée comprenant grande boutique. Deux étages de deux pièces chacun. Coin-cuisine. Troisième étage lambrissé. Superficie : 130 m². Construction 1850.
• Mise à prix : 441 100 F. Consignation pour enchérir : 100 000 F.
Ventes : lundi et vendredi de 14 h à 17 h.
M. P. CHARDON, 5, boulevard de Sébastopol, Paris 4^e - Tél. : 277.76.10.
13 APPARTEMENTS
159-161, rue Pasteur - Immeuble ravalé - Bon aspect.
3 PIECES
• Rez-de-chaussée - 51 m² - Entrée, séjour, 2 chambres, cave.
• Loyer : 1 267 F.
• Mise à prix : 51 000 F.

1 PIECE
• Rez-de-chaussée - 12 m² - Une pièce, cuisine, cave.
• Mise à prix : 25 000 F.
1 PIECE
• Rez-de-chaussée - 24 m² - Une pièce, cuisine, salle d'eau, cave.
• Loyer : 1 332 F.
• Mise à prix : 24 000 F.
1 PIECE
• Premier étage - 38 m² - Entrée, séjour, chambre, cave.
• Loyer : 1 718 F.
• Mise à prix : 38 000 F.
1 PIECE
• Premier étage - 13 m² - Une pièce, cave.
• Loyer : 581 F.
• Mise à prix : 13 000 F.
1 PIECE
• Deuxième étage - 13 m² - Une pièce, cave.
• Loyer : 1 415 F.
• Mise à prix : 13 000 F.
1 PIECE
• Deuxième étage - 20 m² - Une pièce, cuisine, cave.
• Loyer : 1 095 F.
• Mise à prix : 20 000 F.
1 PIECE
• Deuxième étage - 15 m² - Une pièce, cuisine, cave.
• Loyer : 869 F.
• Mise à prix : 15 000 F.
2 PIECES
• Deuxième étage - 36 m² - Entrée, séjour, chambre, cave.
• Loyer : 1 784 F.
• Mise à prix : 36 000 F.
2 PIECES
• Deuxième étage - 37 m² - Entrée, séjour, chambre, cave.
• Loyer : 2 107 F.
• Mise à prix : 37 000 F.
1 PIECE
• Troisième étage - 20 m² - Une pièce, cuisine, cave.
• Loyer : 968 F.
• Mise à prix : 20 000 F.
2 PIECES
• Troisième étage - 36 m² - Entrée, séjour, chambre, cave.
• Loyer : 2 181 F.
• Mise à prix : 36 000 F.
2 PIECES
• Troisième étage - 37 m² - Entrée, séjour, chambre, cave.
• Loyer : 1 930 F.
• Mise à prix : 37 000 F.

• Consignation pour enchérir : 10 000 F par lot.
Ventes : sur rendez-vous - Tél. : 343.49.01 - 343.48.19.
M. J. BAILLIOL, 77850 Quincy-Voisins - Tél. : 04.03.03.
M. D. ADER, P. ROCHELOUIS, 226, bd Saint-Germain, 75007 Paris - Tél. : 844.38.70.
STUDIO - LIBRE
PARIS 16^e
4 bis, rue de l'Assomption - Immeuble récent.
• Cinquième étage - 31 m² - Séjour, parloir, cave.
• Mise à prix : 230 000 F. Consignation pour enchérir : 30 000 F.
Ventes : mercredi de 14 h à 17 h.
4 PIECES - LIBRE Clichy 92110
2, allée de la Garenne - Immeuble récent.
• Premier étage - 87 m² - 4 pièces principales, cave.
• Mise à prix : 350 000 F. Consignation pour enchérir : 40 000 F.
Ventes : lundi et vendredi de 10 h à 12 h et sur rendez-vous.
M. A. SCHNEIDER, 31, rue de Valenciennes, 75001 Paris - Tél. : 265.55.85.
APPARTEMENT ET BOUTIQUE - LOUE Clichy 92113
24, rue de Paris.
• Rez-de-chaussée, boutique, arrière-boutique. Premier étage, chambre, cuisine, cave, cuisine en sous-sol.
• Loyer : 6 200 F.
• Mise à prix : 51 300 F. Consignation pour enchérir : 14 000 F.
2 PAVILLONS - LOUE Clichy 92113
24, rue de la République et villa Eclair.
• Un pavillon sur cave - parloir sur terre-plein, l'autre en façade sur la rue. A la suite, bâtiments divers à usage de rez-de-chaussée.
• Mise à prix : 94 000 F. Consignation pour enchérir : 24 000 F.
Ventes : les 10 et 12 h et sur rendez-vous.
M. P. CHARDON, 5, boulevard de Sébastopol, 92113 Clichy - Tél. : 270.07.10.
5 PIECES - LIBRE CHARENTON 94220
10, rue Arthur-Croquet.
• Sixième étage - Cinq pièces principales - cave.
• Mise à prix : 180 000 F. Consignation pour enchérir : 38 000 F.
Ventes : sur rendez-vous - Tél. : 244.19.30.

M. CAUCHIEFFER et LYRIAN, 28, avenue de Saint-Mandé, 75012 Paris - Tél. : 344.19.30.
2 PIECES - LIBRE NEUILLY 92200
12, rue Charleux - Bon standing - Immeuble 1930.
• Cinquième étage - 20 m² - Séjour, chambre.
• Mise à prix : 150 000 F. Consignation pour enchérir : 18 000 F.
Ventes : à convenir au gré.
M. P. CHARDON, 5, boulevard de Sébastopol, 75002 Paris - Tél. : 231.18.30.
BATIMENT EN CONSTRUCTION - LIBRE LE MUY 93490
• Premier étage, appartement de 100 m² - Rez-de-chaussée, garage, bureau, deux magasins, entrée - Superficie totale : 410 m².
• Mise à prix : 88 100 F. Consignation pour enchérir : 20 000 F.
Ventes : M. FERTÉ, notaire au Muy - Tél. : (04) 44.40.17.
OFFICE NOTARIAL DE MEUDON
2 bis, rue de la Corbeille, 92100 Meudon - Tél. : 027.75.03.
SANS MISE A PRIX
STUDIO - LIBRE PARIS 6^e
4, rue Cassini, quartier Saint-Sulpice.
• Cinquième étage - 20 m² - Cuisine, salle de bain, meublé.
• Consignation pour enchérir : 15 000 F.
Ventes : à convenir du 25-9, les samedi et lundi de 10 à 12 h et de 14 à 16 h, le mercredi de 10 à 12 h.
M. M. REGENT, 12, rue de la République, 75002 Paris - Tél. : 242.28.70.
3 PIECES - LIBRE PARIS 16^e
7, villa Clémence - Immeuble récent.
• Deuxième étage - 75 m² - Salon, salle à manger, chambre, cuisine.
• Consignation pour enchérir : 40 000 F.
Ventes : mardi, jeudi, vendredi de 14 à 17 h.
M. A. SCHNEIDER, 31, rue de Valenciennes, 75001 Paris - Tél. : 265.55.85.
APPARTEMENT - LIBRE PARIS-20^e
21, rue des Fougères - Immeuble récent.
• Rez-de-chaussée - 50 m² - Séjour, chambre, cave.
• Consignation pour enchérir : 4 000 F.
Ventes : M. BAZZALI - Tél. : 535.39.13.
M. P. CHARDON, 5, boulevard de Sébastopol, 75002 Paris - Tél. : 231.18.30.

A VENDRE LE MARDI 19 OCTOBRE 1976 A 14 H 30

AUX ENCHERES SUR MISE A PRIX

DROIT AU BAIL - PROPRIETE - FONTENAY-SOUS-BOIS 92120
L'Immeuble « L'AULNAYE »
Rue de la République - Immeuble récent - Gros œuvre en bon état.
• BATIMENT PRINCIPAL : 5 PIECES, sanitaires, grenier, annexe, remises, écuries, fournil, etc., jardin, cour.
• TOTAL : 1 190 m².
• Mise à prix : 23 600 F.
DROIT AU BAIL - PROPRIETE CAILLY 27490
Le Moulin des Sources.
Ancien Moulin - Droits de pêche.
• BATIMENT PRINCIPAL : 5 PIECES, sanitaires, grenier, annexe, remises, écuries, fournil, etc., jardin, cour.
• TOTAL : 5 373 m².
• Mise à prix : 1 190 000 F.
Ventes : M. LÉDIEU - Tél. : 277.15.40, poste 49-12.
M. V. BONNIEU, 78, bd Malesherbes, 75008 Paris - Tél. : 267.55.10.
11 APPARTEMENTS - 2 BOUTIQUES - PARIS 5^e
1, rue Ecole Polytechnique, angle rue Montagne St-Geneviève - Immeuble récent - Gros œuvre en bon état.
• Quartier Latin.
BOUTIQUE ET STUDIO
• Boutiques - 22 m² - à usage de café avec cave communicante.
• Loyer : 24 000 F. Mise à prix : 190 000 F.
BOUTIQUE
• Boutiques - 25 m² - à usage de restaurant avec cave.
• Loyer : 16 234 F. Mise à prix : 125 000 F.
2 PIECES
• Premier étage - 40 m² - Séjour, chambre.
• Mise à prix : 190 000 F.
2 PIECES
• Deuxième étage - 36 m² - Entrée, séjour, chambre.
• Mise à prix : 170 000 F.
2 PIECES
• Deuxième étage - 31 m² - Séjour, chambre.
• Mise à prix : 145 000 F.
2 PIECES
• Troisième étage - 33 m² - Entrée, séjour, chambre.
• Mise à prix : 180 000 F.
2 PIECES
• Troisième étage - 31 m² - Séjour, chambre.
• Mise à prix : 145 000 F.
2 PIECES
• Quatrième étage - 33 m² - Entrée, séjour, chambre.
• Mise à prix : 160 000 F.
2 PIECES
• Cinquième étage - 31 m² - Séjour, chambre.
• Mise à prix : 145 000 F.
2 PIECES
• Cinquième étage - 26 m² - Séjour, chambre.
• Mise à prix : 135 000 F.

2 PIECES
• Sixième étage - 50 m² - Séjour, chambre.
• Mise à prix : 225 000 F.
• Faculté de réversion de cet lots.
• Consignation pour enchérir : 25 000 F par lot ou 200 000 F pour l'ensemble.
Ventes : M. ATTALI - Tél. : 633.97.40.
M. C. JAMAIL, 25 bd. Bonne-Nouvelle, 75002 Paris - Tél. : 231.29.72.
6 APPARTEMENTS - PARIS 75011
2, rue Popincourt - Immeuble ancien.
2 PIECES
• Deuxième étage - 32 m² - Entrée, séjour, chambre.
• Loyer : 767 F.
• Mise à prix : 35 200 F.
2 PIECES
• Deuxième étage - 21 m² - Entrée, séjour, chambre.
• Loyer : 3 000 F.
• Mise à prix : 23 100 F.
2 PIECES
• Deuxième étage - 21 m² - Entrée, séjour, chambre.
• Loyer : 811 F.
• Mise à prix : 23 100 F.
2 PIECES
• Troisième étage - 32 m² - Entrée, séjour, chambre.
• Loyer : 1 735 F.
• Mise à prix : 35 200 F.
2 PIECES
• Troisième étage - 21 m² - Entrée, séjour, chambre.
• Loyer : 774 F.
• Mise à prix : 37 400 F.
• Consignation pour enchérir : 5 000 F par lot.
Ventes : sur rendez-vous - Tél. : 343.49.01.
M. J. BAILLIOL, 77850 Quincy-Voisins - Tél. : 04.03.03.
M. D. ADER, P. ROCHELOUIS, 226, bd Saint-Germain, 75007 Paris - Tél. : 844.38.70.
APPARTEMENT - LIBRE - SAINT-MAUR-DES-FOSSES 94100
80, avenue de Beaupré - Immeuble 1964.
• Grand de Marais.
• Premier étage - 80 m² - Grand séjour, chambre, cave, parking.
• Mise à prix : 180 000 F.
• Consignation pour enchérir : 10 000 F.
Ventes : M. GRANDJEAN - Tél. : 886.12.61.
M. J. THABAUT, 28, rue Schaffer, 75016 Paris - Tél. : 704.02.71.
PAVILLON - RUE PROPRIETE - GAGNY 93220
4, boulevard des Pyramides - Construction 1962 élevée sur caves.
• Rez-de-chaussée - Cuisine, séjour, chambre.
• Superficie totale pour terrain : 373 m².
• Mise à prix : 50 000 F.
• Consignation pour enchérir : 10 000 F.
Ventes : M. MARLAND - Tél. : 927.85.64.
M. J. TIERCE, 20, rue Parmentier, 93220 GAGNY - Tél. : 927.93.54.

SANS MISE A PRIX

2 APPARTEMENTS - NEUILLY 92200
80, rue Pasteur-Borghese - Rénovation soignée - Balcon.
2 PIECES EN DUPLEX
• Rez-de-chaussée - 46 m² - Séjour, chambre, avec jardin privatif - 10 m².
• Consignation pour enchérir : 20 000 F.
2 PIECES EN DUPLEX
• Rez-de-chaussée - 46 m² - Séjour, chambre, avec jardin privatif - 10 m².
• Consignation pour enchérir : 20 000 F.
Ventes : M. ZANCHI - Tél. : 755.97.72, poste 344.
M. P. MICHELEZ, M. DOYON et J. MOTEL, 128, bd de Courcelles, 75017 Paris - Tél. : 755.97.72.
5 APPARTEMENTS - 6 PARKINGS - MALAKOFF 92240
117, rue Paul-Vaillant-Couturier - Immeuble neuf - sans dégrèvements.
2 PIECES
• Cinquième étage - 52 m² - Balcon - 8 m² - Entrée, séjour, chambre, cave, parking.
2 PIECES
• Cinquième étage - 46 m² - Balcon - 8 m² - Entrée, séjour, chambre, cave, parking.
2 PIECES
• Sixième étage - 52 m² - Balcon - 8 m² - Entrée, séjour, chambre, cave, parking.
2 PIECES
• Sixième étage - 50 m² - Balcon - 8 m² - Entrée, séjour, chambre, cave, parking.
2 PIECES
• Septième étage - 50 m² - Balcon - 8 m² - Entrée, séjour, chambre, cave, parking.
1 PARKING en sous-sol
1 PARKING en sous-sol
1 PARKING en sous-sol
• Consignation pour enchérir : 20 000 F par appartement et 5 000 F par parking.
Ventes : les 4, 7, 12 et 15 octobre de 14 h 30 à 16 h 30 ou sur rendez-vous.
M. M. REGENT, 12, rue de la République, 75002 Paris - Tél. : 242.28.70.

8 APPARTEMENTS - BOUTIQUE - PANTIN 93000
5, rue Devouart - Petit immeuble ravalé récemment.
2 PIECES à usage de loge
• Rez-de-chaussée - 30 m² - Séjour, chambre, cave.
• Loyer : 805 F.
2 PIECES
• Premier étage - 34 m² - Entrée, séjour, chambre.
• Loyer : 742 F.
1 PIECE
• Troisième étage - 28 m² - Cuisine, chambre, cave.
• Loyer : 750 F.
1 PIECE
• Troisième étage - 10 m².
• Loyer : 392 F.
STUDIO
• Rez-de-chaussée - 19 m² - Cuisine, chambre, cave.
• Loyer : 496 F.
BOUTIQUE avec APPARTEMENT
• Rez-de-chaussée, boutique - 51 m² - à usage de café-avec séjour, cuisine.
• Au premier étage - 19 m² - Entrée, cuisine, chambre, grande cave.
• Loyer : 4 948 F. • Faculté de réversion de cet lots.
• Consignation pour enchérir : 5 000 F par lot ou 38 000 F pour l'ensemble.
LIBRE
• Premier étage - 28 m² - Ravalé neuf, salle d'eau, coin-cuisine.
• Consignation pour enchérir : 5 000 F.
Ventes : les 11 et 18 octobre de 14 h 30 à 16 h ou sur rendez-vous.
M. J. BAILLIOL, 77850 Quincy-Voisins - Tél. : 04.03.03.
M. A. SCHNEIDER, 31, rue de Valenciennes, 75001 Paris - Tél. : 265.55.85.

Coupons-réponse à détacher et à adresser à :
marché immobilier des notaires 12 av. victoria 75001 paris.
Je désire recevoir régulièrement et gratuitement votre programme des ventes au Châtelet.
Nom : N° :
Adresse :
Code postal : Ville :

DÉFENSE

PROMOTIONS ET NOMINATIONS MILITAIRES

Sur la proposition de M. Yvon Bourges, ministre de la défense, le conseil des ministres du mercredi 29 septembre a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● **CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ARMÉE DE TERRE** — Sont nommés membres : le général de corps d'armée Henry et le général de corps d'armée de quatre-vingt-huit.

● **TERRE** — Sont promus : général de division, les généraux de brigade Pons, Chadaï, de Lantay ; général de brigade, les colonels Barthez, Bonnet, Liron et Combe ; intendant général de deuxième classe, l'intendant militaire de première classe Brunie.

Est mis à la disposition du chef d'état-major de l'armée de terre, le général de division Marty. Sont nommés : inspecteur des réserves et de la mobilisation, le général de brigade de Souilly ; commandant la base de transit interarmées à Rochefort, le général de brigade Ansohorio.

Sont admis dans la deuxième section (réserve), par anticipation et sur sa demande, les généraux de division Lanquetot et Fourreau. Est promu général de brigade dans la deuxième section, le colonel Sieffert.

● **AIR** — Sont promus général de brigade aérienne, les colonels Fénelle et Arveux. Est nommé inspecteur des réserves et de la mobilisation, le général de brigade aérienne Pasteur. Est admis dans la deuxième section (réserve), par anticipation et sur sa demande, le général de brigade aérienne Ravier.

● **MARINE** — Sont promus contre-amiral, les capitaines de vaisseau Crouzet et Chabot (ce dernier est nommé adjoint au directeur du personnel militaire de la marine, chargé des écoles). Est nommé inspecteur des réserves et de la mobilisation, le contre-amiral Dyeve.

Sont promus contre-amiral dans la deuxième section (réserve), les capitaines de vaisseau Sevaltre, Baillat, Grimaud et Duplax. Sont admis en deuxième section, par anticipation et sur leur demande, les contre-amiraux Constans et Métyère.

● **ARMEMENT** — Sont promus : ingénieur général de première classe, l'ingénieur général de deuxième classe Guyonnet ; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef Baou et Marvion.

Sont admis en deuxième section (réserve), par anticipation et sur leur demande, l'ingénieur général de première classe Serrière et l'ingénieur général de deuxième classe Ollier.

● **SERVICE DE SANTÉ** — Est promu médecin général, le médecin chef Morelles. Sont nommés : directeur du service de santé de la force aérienne tactique (Metz), le médecin général Abecassis ; directeur du service de la santé de la IV^e région aérienne (Aix-en-Provence), le médecin général Valérie André.

Est admis dans la deuxième section (réserve), par anticipation et sur sa demande, le médecin général Grès.

● **Le Monde** — Service des Abonnements : 5, rue des Italiens, 75001 PARIS — CEDEX 09. C.C.P. 4297-23.

● **ABONNEMENTS** — 3 mois 5 mois 12 mois : FRANCE - D.O.M. - T.O.M. 98 F 175 F 252 F 330 F.

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 188 F 335 F 523 F 698 F.

ÉTRANGER (par mandat) L.-BELGIQUE-LUXEMBOURG 125 F 238 F 335 F 448 F.

II - TUNISIE 163 F 305 F 445 F 598 F.

Par voie aérienne, les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) doivent bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : les abonnés ou propriétaires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les virements en espèces d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde. Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Savagnot.

Imprimerie du Monde : 5, rue des Italiens, PARIS-IX^e. 1976.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : n° 57497.

SPORTS

DIFFICILE VAINQUEUR DE SOFIA (1 A 0)

Saint-Étienne reste le seul club français qualifié en Coupe d'Europe

De notre envoyé spécial

Saint-Étienne. — L'Association de Saint-Étienne reste le seul club français qualifié pour la suite des compétitions européennes. L'élimination de Nice, de Marseille et de Sochaux, dès les seizièmes de finale, présente cependant un point positif. Désormais, pour les prochains matches de la Coupe d'Europe des clubs champions, rien ne s'opposera plus à la retransmission en direct par la télévision de ce que certains ont appelé, l'an dernier, l'« épopée » stéphanoise. Sans tomber dans l'exagération, les forces est de reconnaître que Saint-Étienne a, encore une fois, en trouvant les ressources nécessaires pour passer le cap des seizièmes de finale, ce qu'aucun autre club français n'a pu faire. Le mérite des champions de France est d'autant plus évident que le C.S.K.A. Sofia a été un adversaire de qualité et qu'il a mieux fait que se défendre, mercredi 29 septembre, au stade Geoffroy-Guichard.

De toute évidence, les Bulgares n'ont pas été trop impressionnés par « la fameuse ambiance » du chaudron stéphanois. Le chauvinisme outrancier, l'esprit partisan, les mauvais goûts qui tiennent lieu désormais de rita à Saint-Étienne, pour chaque rencontre de coupe d'Europe, n'ont guère distrait ou handicapé les champions de Bulgarie. Au vu du match et à la manière dont les deux équipes se sont prises, il semble bien même que personne n'aurait pu trouver à redire si les joueurs de Sofia étaient qualifiés. Les Bulgares ont joué d'ensemble, leur chance et l'ensemble de ce qu'ils ont présenté a été, en définitive, supérieur à la qualité du jeu stéphanois. Il n'a manqué qu'un peu de réussite au C.S.K.A. pour obtenir en fin de parvin, l'égalisation qui aurait éliminé Saint-Étienne.

Ceux qui avaient voulu se rassurer après le dernier match de championnat. Remanié avait été battu par 4 à 0 — ont retrouvé en Coupe d'Europe une équipe stéphanoise dont les limites apparaissent mieux à chaque grande occasion. Une bonne ligne arrière, un bon milieu de terrain mais une inefficacité chronique devant les buts adverses. Cette carence de l'attaque qui saute aux yeux, sans doute, est-elle, à l'origine de l'élimination de Saint-Étienne. M. Robert Herbin, est encore aggravée lorsque, en début de saison, la cohésion, les automatismes, la condition physique, laissent à désirer. Faute de pouvoir exploiter quelques situations exceptionnelles dues à la qualité du fond de jeu lorsque tout va bien, l'attaque des champions de France se se révèle, comme le 29 septembre, tout à fait impuissante.

Le but de Piazza

Il a d'ailleurs fallu un bon concours de circonstances pour qu'Oliviero Piazza marque le demi-but de jeu, le seul but de la partie, et dans le contexte actuel de l'équipe stéphanoise, beaucoup verront peut-être comme un miracle que ce ne soit précisément pas un attaquant qui ait assuré la qualification de Saint-Étienne pour les huitièmes de finale. A tout prendre, il ne semble pas que les champions de France soient capables, pour l'instant du moins, de se surpasser comme ils ont su le faire l'année dernière. Même ceux pour qui seul le résultat compte — et sur ce point, essentiel — il est vrai, Saint-Étienne n'a pas failli — ont laissé, mercredi soir, percer leur inquiétude. Car, si l'équipe stéphanoise ne retrouve pas rapidement ce qui a fait sa force, la suite de la Coupe d'Europe pourrait bien lui réserver... « de mauvaises surprises ».

En somme, telle qu'elle apparait en cette fin de mois de septembre, la meilleure équipe française n'est qu'une machine à remonter, celle qui a éliminé avec brio, la saison dernière, l'Ajax, l'Ajax et l'Ajax. Sans doute les responsables stéphanois ont-ils compris une leçon en refusant, par politique, orgueil ou obstination, le principe de trouver ailleurs ce qui fait défaut à leur onze : un avant-centre en pleine possession de ses moyens, efficace devant le but adverse, capable de faire basculer le sort d'un match. Dominique Rocheteau, dans sa réforme actuelle, traduit parfaitement ce qui ne tourne pas rond dans la machine stéphanoise, sans ressort, presque sans réflexion, enfermée dans un jeu devenu brouillon. Son manque d'influx et de percant fait de Rocheteau le fantôme de l'attaquant par qui venait le plus souvent la saison dernière, le danger. Il n'a plus le coup de patte, la spontanéité, la vue du jeu qui lui permettaient d'alerter en permanence l'adversaire, de tirer au but ou de servir ses partenaires dans des situations idéales.

Ombre de lui-même, Rocheteau s'est cependant battu avec courage et abnégation, comme d'ailleurs tous ses équipiers. « Ils qu'il est loin la grande équipe stéphanoise, celle qui a battu Chorzów, Split, Kiev, ou même, par moments, donné la leçon au

TENNIS. — Thamin, Baillat, Roger-Vasselin, Boust, Toulon et Paul se sont qualifiés pour la phase finale du championnat de France de tennis (le National), qui aura lieu à partir du 4 octobre à Marseille. Nogues, N'Gondola et Barclay ont été éliminés. Chez les dames, Florence Guédy et Perrine Dupuy sont les premières qualifiées au détriment de Françoise Thibault et d'Odile de Roubin.

Bayern Munich ! Les plus optimistes voudront croire que l'importance est de s'adapter à chaque situation, que les matches passés ont été joués en fonction de la nécessité du moment, et que seule l'importance de la qualification. Cette analyse, qui peut à la rigueur être acceptée, aurait en plus de force si Saint-Étienne avait trouvé la capacité de marquer un deuxième but, celui qui aurait mis les champions de France à l'abri de toute mauvaise surprise.

FRANÇOIS JANIN.

COUPE D'EUROPE DES CLUBS CHAMPIONS

(seizièmes de finale)

(Les clubs qualifiés sont mis en lettres capitales, le résultat du match « aller » étant signalé entre parenthèses.)

« A.S. SAINT-ETIENNE » (Bulg.)	1-0 (0-0)
« TURUN (Finl.) » b. « SL. VANDER (Malte) »	1-0 (1-2)
« LIVERPOOL (Angl.) » b. « CRUSADER BELFAST (Ir.) »	5-0 (2-0)
« RABEVSKE (Tchéq.) » b. « AKRANS (Isl.) »	3-2 (3-1)
« STEAU BUCUREST (Roum.) » b. « BROOKES (Suisse) »	1-1 (1-2)
« BANGOR (Ir.) » b. « CESTRAVA (Tchéq.) »	2-0 (1-2)
« DYNAMO KIEV (U.S.S.R.) » b. « PAR. BELGRADE (Youg.) »	2-0 (3-0)
« PAOK SALONIQUE (Gr.) » et « NICOSIA (Chypre) »	1-1 (2-0)
« MOONHEB (Indon.) » b. « R.F.A. »	3-0 (0-1)
« VIENNE (Autriche) » b. « FERNVO (Hongr.) »	2-0 (5-1)
« RENDHOVEN (P.-B.) » b. « DUNDALK (Ir.) »	6-0 (1-1)
« BAYERN MUNICH (R.F.A.) » b. « ROSS (Dan.) »	2-1 (5-0)
« MALMOE (Suède) » b. « TORINO (It.) »	1-1 (1-2)
« F.C. ZURICH (Suisse) » b. « GILGERS (Hongr.) »	1-0 (1-1)

COUPE DES VAINQUEURS DES COUPES

(seizièmes de finale)

« MARSEILLE B. SOUTHAMPTON (Angl.) »	2-1 (0-4)
« COIFFE (Suisse) » b. « TON (Angl.) »	2-1 (1-3)

(Les clubs qualifiés sont mis en lettres capitales, le résultat du match « aller » étant signalé entre parenthèses.)

« SOCHAUX » b. « HIBERNIAN »	0-0 (0-1)
« NICE » b. « ESPAGNOL BADAJOZ »	2-1 (1-3)

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 30.09.76 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 1.10.76 DÉBUT DE MATINÉE



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)
 Zone de pluie ou neige V aversees R orages —> Sens de la marche des fronts
 Front chaud Front froid Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 30 septembre à 2 heures et le vendredi 1^{er} octobre à 2 heures : Les basses pressions centrées jeudi matin sur le nord du golfe de

Gasconne se déplaceront vers l'est, et la perturbation qui les accompagne traversera la France au cours de ces deux jours.

Vendredi 1^{er} octobre, sur la moitié est de notre pays, le temps sera couvert le matin ; il pleuvra, et il y aura quelques orages. Cette zone pluvio-orageuse se déplacera vers l'est dans la journée, elle s'étendra le soir de la Corse aux Alpes et aux Ardennes. Les précipitations seront localement importantes en montagne. Sur la moitié ouest, le ciel sera variable, des éclaircies alternant avec des averse parfois orageuses.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 30 septembre 1976 :

DES DECRETS

● Portant fixation du taux des cotisations des assurances sociales agricoles ;

● Portant application des articles L 543.10 à L 543.16 du code de la Sécurité sociale relatifs à l'allocation de parent isolé ;

● Portant modification du décret n° 67.803 du 20 septembre 1967 modifié relatif aux taux des cotisations des assurances sociales et des allocations familiales du régime général de sécurité sociale ;

● Modifiant le décret n° 67.804 du 20 septembre 1967 modifié portant fixation des taux des cotisations des assurances sociales dues au titre de l'emploi des salariés placés sous le régime général pour une partie des risques ;

● Prorogeant la taxe parafiscale sur les fuel-oils lourds instituée par le décret n° 75.843 du 30 septembre 1975 et arrêté du 29 septembre pris en application du décret susvisé du 29 septembre 1975.

Les vents, modérés et irréguliers, viendront de sud-est ou de sud dans la zone pluvieuse ; de sud-ouest, après son passage.

Les températures seront en légère baisse dans la moitié ouest du pays.

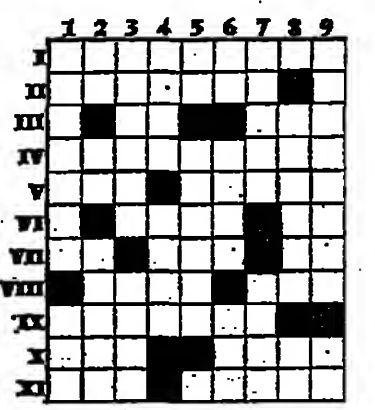
Judi 30 septembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 013,1 millibars, soit 759,9 millibars de hauteur.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 29 septembre ; le second, le minimum de la nuit du 29 au 30) : Alençon, 28 et 17 degrés ; Biarritz, 24 et 15 ; Bordeaux, 22 et 14 ; Brest, 17 et 13 ; Caen, 20 et 12 ; Cherbourg, 18 et 13 ; Clermont-Ferrand, 22 et 10 ; Dijon, 21 et 11 ; Grenoble, 20 et 12 ; Lille, 21 et 11 ; Lyon, 22 et 11 ; Marseille, 22 et 16 ; Nancy, 21 et 10 ; Nantes, 21 et 13 ; Nice, 20 et 15 ; Paris-Le Bourget, 21 et 11 ; Pau, 22 et 12 ; Perpignan, 27 et 14 ; Rennes, 18 et 13 ; Strasbourg, 20 et 11 ; Tours, 21 et 10 ; Toulouse, 23 et 13 ; Poitiers-Pizay, 29 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 16 degrés ; Amsterdam, 20 et 11 ; Athènes, 26 et 18 ; Berlin, 17 et 13 ; Bonn, 21 et 12 ; Bruxelles, 21 et 12 ; Casablanca, 27 et 23 ; Copenhague, 11 et 8 ; Genève, 18 et 10 ; Liabonne, 23 et 16 ; Londres,

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1575



HORIZONTALEMENT

I. Il faut s'attendre à le voir décliner rapidement. — II. A des résultats véritablement décevants. — III. Accout plaidif. Un fou suffit à le mater. — IV. Sûrement bien accueilli. — V. Pas flottant : Affaiblie, quand il est question de ceux du sang. — VI. Ne peut être jugé qu'à huis-clos. Un mort-croisé de roi. — VII. Fin de participation : Rattrachit des Anglais : Miroir offert au ciel du Soudan. — VIII. Équipe. Monnaie étrangère. — IX. Relèvent tout ce qui est plat. — X. Prendent de l'importance en courant : Prend soin des affaires des autres. — XI. Lorsqu'il gèle, c'est un sujet de réveries consolantes ; Mangent salement.

VERTICALEMENT

1. Il a un caractère conciliant et compose facilement : Pure fantaisie. — 2. Abréviation : A découvert ; Sent de la bouche. — 3. Mena une existence véritablement impériale : La revanche du cerveau sur le muscle. — 4. Ne peuvent se passer d'eau leur vie durant : Tapisés. — 5. Conjonction : On s'embrassent une ceinture quand elles sont fortes. — 6. Dispersait de pieuses assemblées (épée) : L'Irlande ; Symbole latin d'un égoïsme intégral. — 7. Faute d'avoir les pieds au chaud durant l'hiver : Vole d'eau. — 8. Perdille conciliante : Aplanir (épée). — 9. Recueille par des gens fidèles au poste : Préposition.

Solution du problème n° 1574

Horizontalement

I. Herbe ; Uril. II. Ivroline. III. Venlerie. — IV. Lée ; La. — V. Rues ; Nuis. — VI. Tété. — VII. Auto ; Su. — VIII. Gré. — IX. Al ; Enules. — X. Cène ; Ur. XI. Érosions.

Verticalement

1. Hiver ; Agace. — 2. Eve ; Usurier. — 3. Roulette ; No. — 4. Biles ; Ovies. — 5. Eres ; Es. — 6. Irène ; Ru. — 7. Uni ; U. — 8. Alun. — 9. Cœurs.

GUY BROUTY.

PRESSE

● **Politique-Hédo** paraîtra désormais le lundi, à compter du 4 octobre, annonce un communiqué de la rédaction de cet hebdomadaire. Exceptionnellement, le numéro qui aurait dû sortir le jeudi 30 septembre ne paraîtra pas. Le journal se trouvera ainsi dans les kiosques le même jour que les autres hebdomadaires politiques.

« Ce changement de jour de parution, précise le communiqué, est lié au lancement d'une formule renouvelée. Offrant quarante pages, le nouveau **Politique-Hédo** paraîtra sous une couverture en trichromie et sera vendu 5 francs.

Loterie nationale				Liste officielle DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS			
TERMI-MAISON	FINALES ET NUMEROS	GROUPE	SOMMES A PAYER	TERMI-MAISON	FINALES ET NUMEROS	GROUPE	SOMMES A PAYER
1	3 211	tous groupes	50	7	7	tous groupes	50
	41 181	tous groupes	10 050		187	tous groupes	550
	74 237	tous groupes	10 050		66 977	tous groupes	10 050
	22 611	tous groupes	10 050		74 237	tous groupes	10 050
2	73 201	groupes 1, 2, 3, 4, 5	15 050	8	12 447	groupes 1, 2, 3, 4, 5	15 050
	42 612	groupes 1, 2, 3, 4, 5	15 050		59 837	groupes 1, 2, 3, 4, 5	15 050
	44 292	groupes 1, 2, 3, 4, 5	15 050		64 357	groupes 1, 2, 3, 4, 5	15 050
	69 482	groupes 1, 2, 3, 4, 5	15 050	9	08	tous groupes	100
3	75 312	groupes 1, 2, 3, 4, 5	15 050		2 678	tous groupes	100
	81 602	groupes 1, 2, 3, 4, 5	15 050		74 238	tous groupes	10 000
	74 232	groupes 1, 2, 3, 4, 5	15 050		73 308	tous groupes	15 000
4	1 713	tous groupes	5 000	0	73 688	tous groupes	15 000
	6 333	tous groupes	5 000		05 848	tous groupes	15 000
	02 933	tous groupes	10 000		6 320	tous groupes	5 000
	74 233	tous groupes	10 000		74 230	tous groupes	10 000
5	77 573	tous groupes	15 000	1	00 000	tous groupes	15 000
	99 883	tous groupes	15 000		86 890	tous groupes	15 000
	034	tous groupes	500		27 070	tous groupes	100 000
	494	tous groupes	500	2	76	tous groupes	45
6	41 154	tous groupes	10 000		76	tous groupes	45
	74 234	tous groupes	10 000		76	tous groupes	45
	02 304	tous groupes	15 000		76	tous groupes	45
7	12 494	groupes 1, 2, 3, 4, 5	15 000	3	76	tous groupes	45
	74 235	tous groupes	10 000		76	tous groupes	45
	44 995	tous groupes	15 000		76	tous groupes	45
	74 275	tous groupes	15 000		76	tous groupes	45
8	14 705	tous groupes	100 000	4	76	tous groupes	45
	46	tous groupes	100		76	tous groupes	45
	74 236	tous groupes	10 000		76	tous groupes	45
	29 026	tous groupes	15 000		76	tous groupes	45

TRANCHE DU BOL D'OR

TIRAGE DU 29 SEPTEMBRE 1976

PROCHAIN TIRAGE

LE 2 OCTOBRE 1976

à MALAKOFF (Haut-de-Seine)

LOTTO

TIRAGE N° 19

PROCHAIN TIRAGE LE 5 OCTOBRE 1976

7

8

11

14

15

35

NUMERO COMPLÉMENTAIRE 24

Jeudi 1.10.76

SAINT-SEVERIN
15 rue de la Harpe - 75004 Paris

"Quand tu disais VALÉRY..."

de **RENE VAUTIER**
en collaboration avec
NICOLE LE GARREC
et les œuvres de **YVES SEMIN**
et **YVES SOTIRAKIS**

STUDIO-THÉÂTRE de la COMMUNE
2 rue de la Harpe - 75004 Paris

UGC BIARRITZ VO UGC ODEON VO BIENVENUE MONTPARNASSE VO
REX VO RIO OPERA VO NATION VO
UGC GODELINS VO LES 3 MURAT VO LES 3 SECRETAN VO
VERSAILLES-GRAND ROULE STUDIO

ITALIA
DE **BALIA**

le nouveau film de **MARCEL CAMUS**

"Si vous aimez le cinéma divertissant, ne manquez pas ce film..."
René Farland - RTL

"Tout cela est emporté par un mouvement fou..." Michel Mollat - LE FIGARO

ARTS ET SPECTACLES

Variétés

Maxime Le Forestier au Cirque d'Hiver

Il ne chante pas au nom de qui que ce soit, il ne revendique aucune épopée, il n'est au service de personne, et c'est sans doute pourquoi, avec ses chansons où il met toute sa personnalité, toutes ses émotions et sa passion, souvent une volonté d'aimer la vie et, même si les choses sont sans espoir, de vouloir malgré tout les changer, avec sa manière de dire sans crier, comme un murmure parfois, avec une douceur d'obéissance la force et la violence, Maxime Le Forestier est d'abord reconnu par ceux qui ont entre seize et vingt-cinq ans. En lui, ceux-ci retrouvent leur refus des interdits, leur refus d'une société qui coince l'individu entre béton et bêtise, leur exigence de liberté, leur désir de laisser la vie couler avec une somme de hasards, d'accidents, de malheurs qui se lève ou un moment privilégié dans l'espace et le temps. Cette situation a provoqué de la part de certains personnes une véritable haine. On l'a même accusé, l'année dernière, de faire une « contre-revue déloyale » à Michel Sardou, qui chantait à l'Olympia, parce que lui, Maxime Le Forestier, se produisait alors au Palais des congrès, après avoir fini très bas le prix des places, attirant ainsi, « sans trop de mal, en public composé principalement d'écoliers et de lycéens, le seul qui soit une candidate pour avoir encore à ses côtés des défilés d'un air moine ».

Maxime Le Forestier navigue loin de la médiocrité, prend ce qu'il sent, ce qu'il voit de la vie, de la réalité, et chante. On peut lui reprocher, peut-être, de donner l'impression de s'appuyer successivement sur tous les grands thèmes, d'avoir encore de la rigidité, mais c'est sans doute affaire de temps. Parce qu'il aime le cirque, la gé-

rosité des gens de la piste et leur sens du spectacle collectif, leur travail accompli dans la déconscience, dans la volonté de toujours se dépasser, le Forestier a choisi cette année de chanter sur la piste du Cirque d'Hiver. Mercredi soir, le mélange des instruments et de la voix était mal fait. Mais avec les nouvelles chansons présentes, la musique a paru plus ouverte, empruntant au blues et au jazz, superbement habillée dans des arrangements un peu à la manière de Tom Pavo.

CLAUDE FLEOUTER
* Cirque d'Hiver, 30 h. 45.

Petites nouvelles

Le violoniste Yehudi Menuhin, interrompant pour un soir son tour du monde, donnera un concert exceptionnel au Théâtre des Champs-Élysées, le 13 octobre, pour le trentième anniversaire de la création de l'UNESCO. Il interprétera le « Poème » de Chausson, avec l'Orchestre de Monte-Carlo, placé sous la direction de P. Paray. Le guitariste John Williams, la cantatrice Kiri Te Kanawa et le chef d'orchestre Oscar Danon participent également à cette manifestation.

Le dernier film de René Vautier, « Quand tu disais Valéry », à l'affiche du Studio Saint-Severin, sera projeté jusqu'au 5 octobre au studio-salle de cinéma du Théâtre de la Commune, à Aubervilliers. Le 1^{er} octobre, un débat réunira le réalisateur et les responsables actuels de sept entreprises actuellement en grève dans le département de la Seine-Saint-Denis.

Henri Tachon chante les 1^{er} et 2^o octobre, à 20 h. 45, au Théâtre Paris-Nord, dans le cadre de dix soirées exceptionnelles organisées pour sauver le théâtre à Rensselaers : 222-42-42.

Musique

« Zéphyre » à Versailles

La Confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs, qui fête actuellement son trentième anniversaire à Paris, où elle fut fondée, a été transportée mercredi soir à Versailles pour des festivités lumineuses et des feux d'artifice, brève mais fort réussie, et un acte de ballet de l'Opéra royal de Gabriel.

Le fête prêtait à l'indulgence et l'on n'a pas trop bûlé à ce Zéphyre de Rameau en provenance du Festival d'Aix (le Monde du 17 août), qui pourtant semblait un festin un peu maigre pour cette bonne société internationale spécialisée dans les arts du spectacle. S'il est vrai, comme le dit Girardot, le grand biographe de Rameau, que Zéphyre est « un chef-d'œuvre négligé qui a été trop épuisé et représenté », la valeur d'une mise en scène et de danses conventionnelles et d'une exécution musicale dirigée par Jean-Pierre Wallès avec plus de conviction que de finesse, n'a guère permis qu'on s'en aperçoive. Les flûtes à bec paraissent un peu copées dans les instruments modernes et l'ensemble instrumental de France renforcé ne témoignait pas de son homogénéité habituelle, pour ne rien dire des voix fraîches et perçantes des nymphes choristes.

Les trois interprètes principaux de cette aimable bergère étaient cependant de qualité. Isabel Garcizán, belle Diane à la voix épanouie trop brièvement interrompue, Michèle Fene au joli timbre de colorature serré et Philippe Langridge, dont la voix chaleureuse peina parfois avec une émission un peu nasale dans l'air, mais qui donnait au rôle tout le charme de Zéphyre le plus juste style classique.

JACQUES LONCHAMPT.

THÉÂTRE D'ORSAY

cinéma RENAUD-BARRAULT

calendrier octobre

L'amante anglaise

Marguerite Duras

vendredi 1	20 h 30
samedi 2	20 h 30
dimanche 3	15 h et 18 h 30
mardi 5	20 h 30
mercredi 6	20 h 30
jeudi 7	20 h 30
vendredi 8	20 h 30
samedi 9	20 h 30
dimanche 10	15 h et 18 h 30
mardi 12	20 h 30
mercredi 13	20 h 30
jeudi 14	20 h 30
vendredi 15	20 h 30
samedi 16	20 h 30
dimanche 17	15 h et 18 h 30
jeudi 21	20 h 30
vendredi 22	20 h 30
samedi 23	20 h 30
dimanche 24	15 h et 18 h 30
mardi 26	20 h 30
mercredi 27	20 h 30
jeudi 28	20 h 30
vendredi 29	20 h 30
samedi 30	20 h 30
dimanche 31	15 h et 18 h 30

Gagaku Impérial

Japon

lundi 18	20 h 30
mardi 19	20 h 30
mercredi 20	20 h 30

rencontre-débat

Professeur Kishiba

lundi 11	20 h 30
----------	---------

(entrée libre)

PETIT ORSAY

la Sagouine

théâtre acadien

vendredi 1	20 h 30
samedi 2	20 h 30
dimanche 3	15 h et 18 h 30
mardi 5	20 h 30
mercredi 6	20 h 30
jeudi 7	20 h 30

Chrysosothémis

Yannis Ritsos

vendredi 8	20 h 30
samedi 9	20 h 30
dimanche 10	15 h et 18 h 30
mardi 12	20 h 30
mercredi 13	20 h 30
jeudi 14	20 h 30
vendredi 15	20 h 30
samedi 16	20 h 30
dimanche 17	15 h et 18 h 30
jeudi 21	20 h 30
vendredi 22	20 h 30
samedi 23	20 h 30
dimanche 24	15 h et 18 h 30
mardi 26	20 h 30
mercredi 27	20 h 30
samedi 30	20 h 30
dimanche 31	15 h et 18 h 30

Portrait de Dora

Hélène Cixous

mardi 12	20 h 30
mercredi 13	20 h 30
jeudi 14	20 h 30
vendredi 15	20 h 30
samedi 16	20 h 30
dimanche 17	15 h et 18 h 30
jeudi 21	20 h 30
vendredi 22	20 h 30
samedi 23	20 h 30
dimanche 24	15 h et 18 h 30
mardi 26	20 h 30
mercredi 27	20 h 30
samedi 30	20 h 30
dimanche 31	15 h et 18 h 30

découpez ce calendrier
il vous permettra de réserver vos
places pour la date de votre choix,
au théâtre 7, quai Anatole-France
tél. : 548.38.53
ou dans les agences

DU 13 OCTOBRE AU 23 NOVEMBRE

PALAIS DES CONGRES

Porte Maillot 75017 Paris - Tél. : 758.27.78

L'Agence Littéraire et Artistique Parisienne pour les
Echanges Culturels (A.L.A.P.)
et les Spectacles LUMBROSO
présentent le

BALLET
MOÏSSEIEV

ENSEMBLE OFFICIEL DE DANSES POPULAIRES DE L'U.R.S.S.

SOIRÉES A 20 H 45
les mardis - mercredis - jeudis - vendredis et samedis
et exceptionnellement les lundis 15 et 22 Novembre

MATINÉES
16 h 30 les samedis 17 h les dimanches
location ouverte toutes agences

location par correspondance	TARIFS	DATES	heure
retournez ce bon au CLP - Palais des Congrès - Direction Spectacles BP n° 7 - Porte Maillot 75017 PARIS	1 ^{re} série : 60 L	1 ^{er} choix	heure
accompagné d'un chèque bancaire ou postal (valeur établie à l'ordre du CLP - Ballet Moïsseïev) joindre une enveloppe timbrée à votre nom.	2 ^e série : 50 L	2 ^e choix	heure
	3 ^e série : 40 L	3 ^e choix	heure
	4 ^e série : 30 L		
	Nom	Adresse	
	Localité	Tél	
	Places	Nombre	Prix

MARIGNAN - QUINTETTE - MADELINE - OLYMPIC ENTREPOT

France-Soir "LA VICTOIRE EN CHANTANT... ET EN RIANT"
"Ce film d'une ironie cinglante sur la bêtise des hommes et la sottise des mobilisations, sur le goût du profit et l'abus du pouvoir..." Robert CHAZAL

Le Monde "La satire est là, drue, caustique, pénétrante, réjouissante. Dans notre production française, si pure, si moutonnienne, ce premier film frappe par sa nouveauté et son originalité. Il fait plaisir. Il mérite d'être vu." J. de BARONCELLI

obscurité "Avec la VICTOIRE EN CHANTANT, nous nous payons une pinte de bon sang. Nous avons bien besoin de ce sang là." Jean-Louis BORY

L'EXPRESSION "L'ironie fait mouche." François FORESTIER

le point "La fleur du comique au fusil." Michel FLACON

pariscop "Quel beau jeu de massacre ! Et que de force sous la bouffonnerie ! Un premier film plus complet, plus maîtrisé, plus réussi que celui-ci se voit rarement. A trente-deux ans, Jean-Jacques ANNAUD, manque déjà d'expérience... CARMET... Quel art ! Proche du génie, celui des grands qui consiste à ne rien faire. Et tout exprimer." José M. BESSCOS

LECLERC "Jacques DU FILHO et Jean CARMET forment une équipe dont le talent et l'humour sont une garantie de succès."

le 7 "C'est avec habileté et finesse que Jean-Jacques ANNAUD et Georges CONCHON, ont monté à travers le miroir de cette situation insolite tout ce qu'il y a de désordre et de criminel dans la fameuse épopée coloniale." Gérard LEVINE

L'AURORA "De toute beauté dans l'insolite." Odile GRANT

E. L. E. "Jean-Jacques ANNAUD dont l'amour de l'Afrique transparaît à chaque image enveloppe Noirs et Blancs dans une ironie chaleureuse." Philippe COLLIN

RTL "Si vous êtes pacifiste, anarchiste et surtout amateur d'humour décapant, vous allez adorer... LA VICTOIRE EN CHANTANT." REMO FORLANI

LA VICTOIRE EN CHANTANT

JEAN CARMET
JACQUES DU FILHO

FILM DE JEAN-JACQUES ANNAUD

LA CLEF

21, rue de la Clef - 337-00-90

L'AMOUR BLESSÉ
on les Confidantes de la nuit

Un film de Jean-Pierre LEFÈVRE

"Une aventure magnifiquement filmée"

François Chabaz / Europe 1

REDFORD / HOFFMAN
"LES HOMMES DU PRÉSIDENT"

ROBERT REDFORD / DUSTIN HOFFMAN "LES HOMMES DU PRÉSIDENT"
avec JACK WARDEN et la participation de MARTIN BALSAM, HAL HOLBROOK
et JASON ROBERTS dans le rôle de Ben Bradlee
Scénario de WILLIAM GOLDMAN d'après le livre de CARL BERNSTEIN et BOB WOODWARD.
Musique de DAVID SHPE. Produit par WALTER COBLENTZ. Mise en scène de ALAN J. PARKULA
Une Production Willwood Entertainment. Un Film Robert Redford - Alan J. Parkula
Distribution : Europe 1 (33) A Vision Communication Company. Distribué par Warner-Columbia Film

R. E. V. UGC ODEON VO PUBLICS NATION VO UGC ODEON VO
STUDIO DES OMBRES VO MONTPARNASSE VO MONTPARNASSE VO
PARADIS VO GODELINS VO PARADIS VO
CYRUS Versailles HOLLYWOOD Elysées VELIZY H. VELIZY FLANDES Sorcelles
PARADIS Aubert s/Bat. PALAIS DU PARC La Porterie ARTZ Villeneuve St Georges
CARNÉTOUR Paris 621 St Germain en Laye PARADIS Le Valmy
PARADIS ELISEE H La Cote Saint-Cloud

Gie DES COMMISSAIRES - PRISEURS DE PARIS

Ventes aux enchères publiques

DROUOT - RIVE GAUCHE

GARE D'ORSAY - 7, QUAI ANATOLE-FRANCE
75007 PARIS - Tél. : 544-38-72 - Télex 270-906

Sauf indication particulière, les expositions ont lieu la veille des ventes de 11 heures à 19 heures

LUNDI 4 OCTOBRE (Exposition samedi 2)

S. 1. - Ateliers Ludovic Rodot. Pissarro. M^{re} Loudmer, Poulain.
S. 2. - Bij. Moub. M^{re} Pescheteau.
S. 3. - Obj. d'art. Bel amebul des XVIII^e, XIX^e. M^{re} Ader, Picard.

MARDI 5 OCTOBRE (Exposition lundi 4)

S. 1. - Estampes anc. et mod. - M^{re} Ader, Picard, Tajan. - M^{re} Rousseau.
S. 2. - Bij. Visions. M^{re} Je Blanc.
S. 3. - Mob. rust. S.C.P. Larrin, Gullieux, Buffetaud, Tallier.

MERCREDI 6 OCTOBRE (Exposition mardi 5)

S. 1. - Livr. anc. et mod. Atlas. Histoire naturelle. H. art. S.C.P. Couturier, Nicolas. M^{re} Vidal-Migret.
S. 2. - Bij. Moub. S.C.P. Larrin, Gullieux, Buffetaud, Tallier. M^{re} Rousseau, Douchet.
S. 3. - Bij. Moub. M^{re} Oger.
S. 4. - Antiques : verres irisés.

JEUDI 7 OCTOBRE (Exposition mercredi 6)

S. 1. - Livr. anc. et mod. Atlas. Histoire naturelle. H. art. S.C.P. Couturier, Nicolas. M^{re} Vidal-Migret.
S. 2. - Bij. Moub. S.C.P. Larrin, Gullieux, Buffetaud, Tallier. M^{re} Rousseau, Douchet.
S. 3. - Bij. Moub. M^{re} Oger.
S. 4. - Antiques : verres irisés.

VENTES ANNUELLES

Etudes annonçant les ventes de la semaine :
- Ader, Picard, Tajan, 12, rue Favart (75002), 742-68-23
- BOUGIER, de HERCKEN, 2, r. de Provence (75009), 770-81-38
- COUTURIER, NICOLAY, 51, rue de Valenciennes (75001), 333-44-44
- GODEAU, SOLANET, AUDAP, 32, rue Drouot (75009), 770-15-33
- 770-87-88, 323-17-23
- LAUREN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHIMS, LAUREN), 1, rue de Lille (75001), 326-34-11
- LE BLANC, 32, avenue de l'Opéra (75002), 073-69-78
- LOUDMER, POULAIN, 30, place de la Madeleine (75008), 073-69-40
- NOBILAS, 30, rue Sainte-Anne (75001), 743-15-57
- OGER, 22, rue Drouot (75009), 323-39-44
- PESCHETEAU, 16, rue de la Grange-Batellière (75009), 770-88-38

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

« Bronco bullfrog »

Del, un garçon de dix-sept ans, fait entrer ses copains dans un cinéma par la sortie de secours. Une vieille dame très digne se faufile, en même temps, pour ne pas payer. On dirait une scène d'un film de François Truffaut et il est vrai qu'il y a, superficiellement, le thème de l'adolescence aidant — une certaine parenté entre le Truffaut des aventures d'Antoine Doinel et Barney Platts-Mills, jeune réalisateur anglais âgé de vingt-quatre ans à l'époque (1969), de *Bronco bullfrog*, son premier film, en noir et blanc. Ce film est programmé à Paris, dans une salle d'art et d'essai, par la revue *Positif* qui publie, dans son numéro de septembre, une présentation de Barney Platts-Mills et un entretien avec lui. Del, apprenti soudeur de l'Est-End de Londres, a de mauvais rapports avec son père (les adultes sont présentés, ici, sous le plus mauvais jour). Il veut vivre avec Irène, une fille mineure qui a, elle,

des problèmes avec sa mère. Il se sent lié à Jo, dit Bronco bullfrog, un délinquant juvénile qui est, en somme, son modèle. Les relations entre ces personnages forment l'essentiel d'un film où s'exprime la revendication d'une jeunesse de milieu populaire, enviesée sans romanesque. La caméra retient des moments gris et ternes, un quotidien engagé dans l'authenticité sociale. Del et Irène errent dans un univers désolé, en cherchant à satisfaire leurs désirs érotiques. La séquence de l'installation chez Jo — il offre aux jeunes gens les marchandises volées, entassées dans son entre — est un bel exemple de ce réalisme du comportement, de l'événement, par quoi se distingue cette première œuvre d'un cinéaste qu'on pourrait situer entre le Kenneth Loach de *Family Life* et le Mike Leigh de *Bleak Moments*, auxquels il semble avoir ouvert la voie.

JACQUES SICLIER.
* Le Seins (v.o.).

« 1900 » absous en Italie

Rome. — *Mais d'une semaine après avoir été saisi « pour obscénité » sur ordre de la magistrature de Salerno*, Novocento, de Bernardo Bertolucci, a été absous, mercredi 29 septembre, par le parquet de Bolzano, ville où il fut projeté pour la première fois. Aucune scène n'en sera coupée, puisque cette œuvre n'est obscène ni dans sa totalité ni dans ses différentes parties. Ainsi se termine un épisode stupide qui montre, une fois de plus, le caractère anachronique de la législation italienne. A l'examen de passage traditionnel devant une commission, rajoutée en effet une censure à posteriori qui n'importe quel citoyen peut exercer à tout moment, pour peu qu'il ait convaincu un magistrat. La nouvelle affaire Bertolucci est d'autant plus absurde que Novocento comprend deux parties et que seule la première faisait l'objet d'une mesure de séquestre : beaucoup de spectateurs se sont dépêchés de voir la seconde avant qu'elle ne soit à son tour saisie. Il n'en a rien été. Bertolucci a bénéficié d'un sursis de publicité et reçu, à propos de

l'interdiction, l'appui des milieux d'extrême gauche, auxquels son film n'avait pourtant pas plu. Le metteur en scène a beau jeu maintenant de constater qu'il y a en Italie deux magistratures : l'une de l'inquisition et l'autre qui rejette les exigences de la liberté de la presse la plus grande et la plus saine du pays. La veille de la sentence, Bertolucci avait provoqué un certain émoi en déclarant qu'il n'était plus autorisé à voter, compte tenu d'une peine de deux mois de prison pour « atteinte à la pudeur », qui lui fut infligée au début de l'année à propos du Dernier Tango à Paris (film également censuré, condamné même à être détruit et finalement conservé à la Cinémathèque italienne). Le producteur Grimaldi serait dans le même cas. Il semble, en fait, que le metteur en scène ait été induit en erreur par un fonctionnaire trop sévère : seule une peine de trois ans de prison peut priver du droit de vote en Italie. Les deux « obscénités » relèvent de sanctions plus faibles et, sauf erreur, n'entraînent donc pas d'aussi graves conséquences.

ROBERT SOLÉ.

Théâtre

« LUCIENNE ET LE BOUCHER », de Marcel Aymé

Sur fond de petite ville provinciale — qui tente, après la guerre, de revenir sans changement à sa calme vie d'autrefois — Lucienne (Danielle Darrieux), la femme du bijoutier (Alain Mottet), rêve aux bras puissants du boucher (Georges Geret). Elle fait plus qu'y rêver, elle s'en entoure. Grâce à son ardeur, à sa supériorité de bourgeoise en bas de soie, elle « vampire » ce brave homme patient et modeste, elle transpose sur lui toute une mythologie de virilité brutale, née dans les lectures clandestines de faits divers ou de littérature de gare osée. Elle est entraînée par un mouvement qu'elle ne contrôle pas vers le plaisir, croit-elle, en réalité vers une déviance qui passe par une série de transgressions.

L'adultère, d'abord, ces parentèles pendant lesquelles, obscurément, elle se sent vivre son existence propre. Le meurtre, ensuite, car cette réalité interdite — la réalité de son existence propre, et non celle du plaisir — lui rend insupportable l'hypocrisie sociale dans laquelle elle est emboîtée et celui qui la symbolise : son mari. Elle le tue et tente de faire endosser le crime à son amant. Elle y parvient par le seul jeu de sa « supériorité culturelle » : il accepte de s'occuper de la condition féminine, il en aurait sûrement détesté les militants. Mais il savait regarder, comprendre et recréer, par le biais d'un langage très écrit, très loin du naturalisme, dépassant largement la satire anecdotique, des caractères simples, riches, sans vulgarité.

Parfois, la pièce semble plétiner, mais toute une société est là : la majorité silencieuse qui patage entre deux mondes, à une charnière de l'histoire. Tout va changer, et elle se transmue peu à peu en une société à son tour freinant du poids de son nombre l'irréversible progrès. Les enfants s'en vont, ensemble, construisent ailleurs l'architecte ingénieur. Marcel Aymé méprise le genre humain, mais lui garde une chance.

La mise en scène de Nicole Anouilh reconstruit fidèlement une représentation des années 50 : costumes du temps, décors stylisés, bande sonore brulée. On en

reste là, alors on rêve de ce qu'aurait pu faire un Dido Risi, à la manière dont il se serait servi de la fable pour traduire la mentalité d'une époque. Malgré tout, les comédiens sauvent la mise.

COLETTE GODARD.

* Saint-Georges, 20 h. 30.

FERMETURE DE TROIS THÉÂTRES ÉROTIQUES

Le Théâtre Saint-Denis, les Deux-Boules et les Saints-Innocents, trois théâtres érotiques dont les spectacles sont annoncés comme « réservés à un public averti », viennent d'être fermés par arrêté préfectoral. (Nos dernières éditions du 20 septembre). La censure théâtrale n'existe pas en France, mais les préfets peuvent fermer un établissement « susceptible de troubler l'ordre public ».

Le Théâtre des Saints-Innocents avait déjà connu une interdiction en 1974 : il avait été autorisé à reprendre ses activités. Une autre salle à dû interrompre définitivement. Ces interdictions sont accompagnées d'amendes très lourdes.

RADIO-TÉLÉVISION

JEUDI 30 SEPTEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. Série : La vie de Marianne, d'après Marivaux, réal. P. Cardinal. Avec N. Juvet : 21 h. 20. Spécial actualités : Portrait de M. François Mitterrand, secrétaire d'Etat du nord socialiste, réal. J.-C. Heberlé : 22 h. 20. Football :

résumé de Saint-Etienne - Sofia : 22 h. 40. Allons au cinéma : 23 h. 15. Journal.

CHAÎNE II : A 2

20 h. 30. Le grand échiquier, de J. Chancel : la harpiste Lily Laskine : 23 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30 (R.). Les grands noms de l'histoire du cinéma : « Madame Bovary », de V. Minnelli (1949), avec J. Jones, J. Mason, V. Heflin, L. Jourdan, Ch. Kent (N.). 22 h. 20. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie : 20 h. 5. Littérature : carnet de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentil : 21 h. 25. Musique : 22 h. 35. Entretien avec G. Parat : 23 h. De la nuit : 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. En direct de Berlin, le quatuor Alban Berg interprète des œuvres de Berg, Lutoslawski, Mozart : 22 h. Festival de Châteaufort : musique traditionnelle méditerranéenne : 23 h. 15. J. Björling, ténor suédois : 24 h. Les limites de l'improvisation : 1 h. Japon N.

VENDREDI 1^{er} OCTOBRE

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. Au théâtre ce soir : « Cash-Cash », d'A. Foot et A. Marriot, avec D. Cowi, J. Martin, J. Balutin. Partie complétée autour d'une maison insensible et délaissée. 22 h. 35. Concert : « Concerto n° 4 pour violon et orchestre » de Mozart par l'Orch. nat. dir. et sol. E. Krivine : 22 h. 55. Journal.

une comédie dont la mise en scène est une chorégraphie. 0 h. 15. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Magazine vendredi : Ailleurs, le complexe allemand, enquête et réal. S. Walsh : 22 h. 30. Culture : Méditerranée (II) : 22 h. 25. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. 5 (R.). Entrées avec Brice Parain : 20 h. 30 (S.). En direct de l'auditorium 104, l'Orchestre national de France et les chœurs de Radio-France, direction L. Senger : 23 h. 30. La Femme silencieuse, opéra-comique, de S. Sibelius, musique de R. Strauss, avec E. Gruberova, M. Rittner, R. Emil : 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Contrechamp : Pierre Castelien reçoit Fernando Lozano : 20 h. 25. Echanges franco-allemands : Orchestre symphonique de la Radio de Baden-Baden, direction K. Kord : « Vox Clamantis » (P. Eben), « Concerto pour flûte et orchestre » (Mozart), « Trolisme Symphonie » (Brahms) : 22 h. 15. J. Björling, ténor suédois : 24 h. Jazz forum : 1 h. Raga.

UGC BIARRITZ (vo) - VENDOME (vo) - BONAPARTE (vo) - ST-MICHEL (vo)
UGC ODEON (vo) - LES 3 HAUSSMANN (vo) - LES NATION (vf)
GAUMONT CONVENTION (vf) - BIENVENUE MONTPARNASSE (vf)

DINO DE LAURENTIS présente

Le nouveau film de INGMAR BERGMAN

"FACE A FACE"

avec LIV ULLMANN

VERSAILLES CYRANO - ENGHEN FRANÇAIS

10 - 17 octobre

Schaubühne am Halleschen Ufer - Berlin - rfa

7 représentations seulement

10-11-15-16 à 20 h 30

SOMMERGÄSTE
(Les Estivants)
d'après M. GORKI
mise en scène **PETER STEIN**
(traduction simultanée)

13-14-17 à 20 h 30

EMPEKOKLES HÖLDERLIN LESEN
(Lire Hölderlin)
spectacle de **KLAUS MICHAEL GRÜBER**
(texte français spécialement édité)

prix 30 F - 18 F moins de 25 ans et groupes de 10 personnes au moins

MAISON DE LA CULTURE DE NANTERRE
7, AV. PABLO PICASSO 92000 NANTERRE
renseignements : téléphone 204.18.81
location également FNAC MONTPARNASSE et par téléphone 278.10.00.

LOCATION PAR CORRESPONDANCE

nom _____
adresse _____

SOMMERGÄSTE
date choisie _____
nombre de places à 30 F x _____
nombre de places à 18 F x _____

EMPEKOKLES
date choisie _____
nombre de places à 30 F x _____
nombre de places à 18 F x _____
frais de réservation, 1 F par place _____

total _____

règlement ci-joint par chèque bancaire ou chèque postal 3 volets à l'ordre de
MAISON DE LA CULTURE DE NANTERRE
7, AV. PABLO PICASSO 92000 NANTERRE
Joindre une enveloppe timbrée libellée à votre nom, les billets vous seront expédiés au plus tard 7 jours avant la date choisie.

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 30 SEPTEMBRE

— *Casemajor* débat avec M. Roger-Gérard Schwartzenberg sur le « système national » : 17 h. 15, sur Antenne 2.

— M. Olivier Guichard, ministre d'Etat, garde des sceaux, est l'invité des journalistes de Radio-Monte-Carlo, à 18 h. 30.

— M. Claude Vilain, directeur des prix au ministère de l'Economie et des Finances, répond aux questions de Pierre Lesœur au cours d'Europe-Soir, à 18 h. 30.

— Les *Republiques indépendantes* s'expriment à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

Un portrait de M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, est présenté par Jean-Claude Héberté sur TF 1, à 21 h. 20 (voir page 15).

VENDREDI 1^{er} OCTOBRE

— M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, est l'invité de France-Inter, à 13 heures.

— M. Michel Durafour, ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de l'économie et des finances, répond aux questions des télespectateurs et « Anjou » sur Antenne 2, à 14 heures.

— M. Raymond Aron est interrogé par Jacques Chancel pour « Radiocroque » sur France-Inter, à 17 heures.

— L'« Alliage » (philosophie de l'associationisme) exprime son opinion sur « le fascisme contre la justice sociale » à la Tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

— « Le complexe allemand » est le sujet de l'enquête de Steve Walsh réalisée pour le magazine « Vendredi » sur FR 3, à 20 h. 30.

ARTIFICE ET VÉRITÉ

Il y a vraiment des soirs où l'on se demande si on a bien vu, bien entendu, si on n'a pas eu la berlue. Enfin, on ne se trompe pas ! La première partie d'« Artifice et Vérité », l'autobiographie de Kéber Hasdani, son enfance entre les deux guerres à La Rochelle, ses vacances à l'île de Ré, avaient le charme typé, daté d'un milieu, d'une époque. Cela rendait un son assez juste, assez pur. Les accords étaient bons : il y avait un élan, un ton et ce savoir-faire signé François Verry et André Michel. On s'attachait au personnage. Quand on l'a quitté, il allait entrer en pension. On avait même regretté d'être absent de Paris la semaine suivante et de ne pas pouvoir le suivre.

Mercredi — troisième et dernier épisode. — Il en est sorti. Méconnaissable. Il a changé de style, il a changé de tête, ça, c'est normal, il a vieilli, il est devenu chroniqueur sportif à Toulouse, c'est un passionné de rugby, il a les traits, si mobiles d'habitude, si changeants, de Jean-Luc Bideau, figés avec Marie Dubois, sa femme, engoncés dans un rôle de confection mal coupé, mal cousu, de mauvaise qualité. Fausses élégance et colliers de cliché. Le moyen de parler avec naturel d'un « beau parc séculaire » ou de « la splendeur d'une chair sans voile ». Et de revivre des situations vieilles comme le cinéma : la rue, la foule — là, c'est celle de Pampalme pendant la fête — qui les enserrait, elle et lui, lui et elle, qui les séparaient, ils se perdirent de vue, ils se cherchèrent, ils se retrouvèrent, ils s'embrassèrent. On en a profité pour filer. On est allé rejoindre François Prérost, invité par le magazine « C'est à dire » à nous raconter son expérience du cancer.

Difficile de raconter sans tricher, sans torturer, sans sensiblerie, ça qu'on a, vécu, ça qu'on a ressenti, quand on a appris que cette tumeur au sein c'était ça, oui, un cancer, mal sournois, terrifiant, mortel, qui fait peur. Même aux médecins. Elle a été parfaite, spontanée jusqu'à la maladresse, imprévue, persuasive. Il faut vouloir guérir. On le peut, aujourd'hui plus qu'hier. On le pourrait, précisait le professeur Lucien Parat, n'était cette curieuse répartition — d'après lui, elle relève de la psychanalyse — d'une partie du corps médical à recourir à l'arsenal sans cesse élargi de la chimiothérapie. On éprouvait à les écouter un soulagement inquiet. L'appréhension rassurée du profane partagé entre le désir et la crainte d'en savoir davantage. Dire la vérité au malade ? Il faudrait peut-être commencer par la dire plus souvent aux bien-portants.

CLAUDE SARRAUTE.

MODÈLE MONSIEUR

Pour l'automne

IMPERMEABLES, LODENS

COSTUMES habillés, velours

Manteaux et robes connus

LA COUPE - LA QUALITE

avec toujours

une économie considérable

CENTRE OFFICIEL VETEMENTS

E. LECLERC

15, boulevard MAGENTA-PARIS X^e Angle rue de Lancry

M^{re} BONSERGENT ou REPUBLIQUE - PARKING GRATUIT ou PARCMETRE

Ouvert de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h - Fermé Dimanche et Lundi-matin

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne TC
"Placards encadrés", 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne TC
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux

INGENIEUR COMMERCIAL

SPIERRY LINIVAC

Deuxième constructeur mondial d'ORDINATEURS, désire renforcer son équipe commerciale.

Pour cela, nous recherchons un **INGENIEUR COMMERCIAL** pour notre agence de Lille.

Diplômé d'études supérieures, connaissant de préférence l'anglais et ayant acquis une expérience professionnelle de plus de 3 années dans la vente d'équipements informatiques.

Notre entreprise offre une rémunération élevée, de larges perspectives d'évolution et de promotion.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, (réponse et discrétion assurées) sous référence VN Service Personnel, 3 rue Bellini La Défense 92806 Puteaux.



N° 1 MONDIAL DE L'ASCENSEUR

Développent son activité de fabrication de micro-processeur recherche

INGENIEUR Electronicien

- Expérience confirmée de la fabrication des circuits imprimés, du montage et du câblage d'armatures supports.
- Connaissant la technique des « Solid State ».
- Ayant eu expérience du poste d'Ingénieur Méthodes.
- Intéressé par pratique d'élans économiques. Devra être capable de proposer un choix concernant les investissements.
- Connaissances nécessaires de l'anglais et de l'allemand souhaitables.
- Lieu de travail prévu en province à environ 150 km de Paris pendant 2 ans.
- Stage d'intégration.
- Développement de carrière dans entreprise en expansion.

Adresser curriculum vitae détaillé et photo à :
Direction des Relations Humaines
141, rue de Saussure - 75017 PARIS

Single Buoy Moorings INC Terminal Installations INC

Une filiale du Groupe IHC Holland, spécialisée dans les Terminals Offshore et Systèmes de Stockage flottant pour l'industrie du Pétrole recherche :

CHEFS DE PROJETS

- Capable d'assumer l'entière responsabilité d'un projet d'installation de Terminals Offshore (relations avec client sur chantier, administration et procédures d'installation, etc...)
 - Basé à Monaco, il sera appelé à travailler sur des chantiers dans le monde entier.
- Qualifications et expérience :
- Diplôme d'Ingénieur (E.C.P., E.T.P., A.M., INSA, ENSI ou équivalent).
 - Expérience 5 à 10 ans sur chantiers Offshore (Terminals pétroliers, pipelines, etc...)
 - Age 30 ans minimum.
 - Bonne connaissance de l'anglais indispensable.

Adresser CV complet et prétentions à :
M. le Chef du personnel, SBM/TII
27, Bd Albert 1^{er}, B.P. 157
Monaco (Principauté)

L'I.U.T. « A » de Bordeaux recherche, pour participer aux enseignements, des ingénieurs et cadres, non universitaires, en activité, dans disciplines :
Mécanique, Electronique, Electrotechnique, Dessin Industriel, Angl. Tech., etc. Exp. pédagogique. Tarif hor. enseign. sup. : théor. 75,28 F prat. 99,44 F, S.S. à déb. L'heure ainsi rétrib. comp. l'enseig. proprement dit et tâches ann. y afférentes. Adr. cand. et C.V. avant le 10 octobre à M. le Directeur I.U.T.A.
33403 TALENCE CEDEX

Chambre d'Agriculture de l'Eure recherche un chargé des actions de formation.

Formation supérieure (sociologique ou agricole selon les branches du poste). Connaissance du milieu rural et d'animation de groupe. Ecrire : M. le Directeur Chambre d'Agriculture, B.P. 185
27000 EVREUX Cedex

Rech. Prof. Math. niv. second. le samedi a-m, 1976-77 pour Lille et Grenoble. Ecrire : M. CONFIDA, 1, rue Thénard, 75340 PARIS Cedex 05 ou Mlle. phoner : 27-21-79.

CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS recherche pour son centre de LANNION

UN INGENIEUR SYSTEMES

Connaissance SIRIS 7 ou 8 indispensable. Libre immédiatement. Envoyer C.V. et prétentions au département RCI/SIC, C.N.E.T., Route de Trégastel, 22011 LANNION.

ALUMINIUM PECHINEY

recherche

INGENIEURS DEBUTANTS

ou ayant déjà 2 ou 3 ans d'expérience.

Formation Arts et Métiers ou équivalent pour services entretien usines alumine et aluminium MIDI - ALPES - PYRENEES.

Les candidats devront accepter l'éventualité d'un séjour de 4 à 5 ans à l'étranger ou Outre Mer dans quelques années.

Larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Adresser C.V. détaillé à DRP ALUMINIUM PECHINEY - 23, rue Balzac 75008 PARIS.

proximité amiens

Vous êtes ingénieur AM et, après cinq à dix ans d'expérience en production, vous souhaitez élargir le champ de vos responsabilités. Diriger et coordonner l'action de plusieurs ateliers, savoir organiser le travail, veiller à la productivité, s'imposer en souplesse et avec fermeté, voilà vos atouts pour devenir le

chef d'exploitation du groupement coopératif de vente par catalogue

Vous dirigez 220 collaborateurs, gérez 40 000 m² d'entrepôt, traitez 60 000 références en constant renouvellement. Cela implique l'utilisation de techniques informatiques mais aussi le souci du service.

Ecrire à J. THILY ss réf. 3104 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON-LILLE-BRUXELLES-GENEVE-LONDRES

ANALYSTE DE CONCEPTION

Profil :

- Formation : école d'ingénieur option Informatique ou MIAGE.
- Pratique de la fonction : deux ans minimum.
- Expérience de conduite de groupe de travail.
- Lieu de travail : DIJON.

Candidature, prétentions et C.V. à adresser sous le n° 7.533 à « Le Monde » Publiaté, 3, rue des Italiens - 75207 PARIS-9.

INGENIEUR 120.000 F

SOCIETE TRES IMPORTANTE fournisseur de l'industrie automobile (située 100 km Sud-Ouest de Paris) recherche

RESPONSABLE METHODES-OUTILLAGE

Responsable directement auprès du P.D.G., le candidat devra déjà, de préférence, une expérience technique des processus de fabrication en grande/moyenne série de pièces finies Al/Inox. Ingénieur de formation, il doit être capable de participer à la Direction de l'entreprise et avoir le potentiel pour assumer dans un avenir proche des responsabilités plus étendues.

Un excellent salaire de départ est proposé pour un cadre mûr, techniquement apte et bon meneur d'hommes.

Ecr. s/réf. LMO/BB & TAS, 77, rue la Boétie, 75008 Paris. — Discretions absolues garanties.

Banque privée recherche

JURISTE DE BANQUE

LE POSTE A POURVOIR COMPREND :

- La gestion des Grands Dossiers de Recouvrement et de Contentieux ;
- La gestion des Affaires Sociales :
 - Actionnaires : Assemblées et Conseils ;
 - Salariés : Formation, Information, Comité d'Entreprise ;
- Des études juridiques et fiscales ;
- La participation à l'Organisation Générale de la Banque.

IL EXIGE :

- Une expérience bancaire dans ces domaines de plusieurs années ;
- Une solide formation juridique ;
- Le sens des relations humaines.

Envoyer C.V., prétentions et photo n° 78.069 Contesse Pub., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

Institut de Formation en INFORMATIQUE recherche

FORMATEURS

pour assurer l'enseignement de cours de programmation en langages évolués.

- Maîtrise d'Informatique ou niveau connaissance au moins du COBOL
- anglais indispensable
- expérience d'un ou 2 ans de programmation appréciée

Formation complémentaire assurée. Lieu de travail : PARIS

Adresser lettre manuscrite + prétentions + C.V. sous réf. 14.040 à :
S.N.P.M. 100, av. Ch. de Saule 92222 NEUILLY

offres d'emploi

L'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES TELECOMMUNICATIONS (Secrétariat d'Etat aux P.T.T.)

recrute sur TITRES pour ses Laboratoires d'enseignement recherche, son Centre Calcul, son service Formation des Informaticiens, des

DIPLOMES D'ECOLE D'INGENIEURS ou TITULAIRES DE MAITRISES DE TELECOMMUNICATIONS ou D'INFORMATIQUE

Prière de formuler sa demande avec curriculum vitae à :
Mme MATY, pièce 424 B, 46, r. Bercut, PARIS (13^e).
Téléphone : 583-52-12.

RÉVISEURS COMPTABLES

Nos missions de contrôle sont menées à bien grâce à l'intervention de Réviseurs intervenant :

- soit seuls sur des dossiers d'importance moyenne, mais en bénéficiant de tous les supports techniques nécessaires ;
- soit en équipe pour des missions importantes.

Afin de compléter notre équipe, nous examinerons les références des candidats ayant 2 ans d'expérience au minimum dans les domaines suivants :

- révision comptable audit ;
- supervision de comptabilité.

Des postes attractifs sont offerts à des candidats désirant évoluer rapidement dans la profession. La connaissance de langues étrangères autres que l'anglais est très appréciée.

Envoyer C.V. et prétentions à C.V. 20, boulevard de Courcelles, PARIS (17^e).

ENGINEERING IMPORTANT recherche pour MOYEN-ORIENT

Ingénieur Chef de Zone

pour réalisation UNITES-UREZ-AMMONIAQUE

Expérience exigée :
— Génie civil, lavage, matériel ;
— mécanique fluide, tuyauterie.
Connaissances parlantes de l'anglais.

Directeur Génie Civil

Expérience T.P. ouvrage d'art, barrage. Envoyer C.V. + photo : SOCIETE GESTION 2890, 102, rue Lafayette, 75010 PARIS.

un nouveau service concernant l'emploi

Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Dresse chaque semaine le tableau récapitulatif des offres d'emplois encadrées, parues dans "Le Monde" concernant chacune des principales fonctions ou professions.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

bon de commande à découper

Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou les fonctions suivantes :

- 1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :
- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Direction générale, fonctions multiples. | <input type="checkbox"/> Direction financière et administrative. |
| <input type="checkbox"/> Marketing relations publiques publicités. | <input type="checkbox"/> Comptabilité. |
| <input type="checkbox"/> Informatique. | <input type="checkbox"/> Personnel formation relations humaines et sociales. |
| <input type="checkbox"/> Production entretien. | <input type="checkbox"/> Direction commerciale vente. |
| <input type="checkbox"/> Ingénieurs. | <input type="checkbox"/> Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux. |
| <input type="checkbox"/> Etudes organisation et recherches. | |

2) Entourer, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenu :

TARIF DES ABONNEMENTS (en Francs)											
Nombre de fonctions demandées	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
6 semaines	20	39	57	74	90	105	119	132	144	155	165
13 semaines	40	78	114	148	180	210	238	264	288	310	330
26 semaines	70	136	199	259	315	368	416	462	504	542	577
52 semaines	120	234	342	444	540	630	714	792	864	930	990

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandé.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au Siège de la Société de l'abonné.

(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.72.05, ou écrire : "LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

NOM : _____ ou SOCIETE : _____

ADRESSE : _____ TEL : _____

Règlement : chèque bancaire à l'ordre du "MONDE" ou chèque postal (C.C.R. 4207-33 Paris).

Je paye 1250

demandes d'emploi **demandes d'emploi**

**formation
profession.**

**PROGRAMMEUR
DES EXPLOITATION**
SAIR LEAL
NIVEAU BAC ou 1^{re}
6 à 27 MOIS. 18 h. de COURS
EXPLOITATION
GESTION-ANALYSE - GAP 2

FAX

ECOLE PRIVEE
6, r. d'Amsterdam. Tél. 374-954-
94, r. Saint-Lezarc. Tél. 874-56-56

**capitaux ou
propositif.com.**

Importante Société rech.
Distribution d'un produit
grande diffusion.
Origine France ou étranger
Ecrite à Bleu ou 73-233 B
17, r. Lébail, 94300 Vincennes

occasions

ACHETONS PIANOS
Daude, 75 bis, av. Wagram, 17^e
WAG. 34-17. LOCATION

MAISON GORVITZ-FAVRE
renovés, beaux objets, qualité
mobil. de salon, lustres, bronzes
vitrines, sièges, porcel., argenterie
203, av. de la Gaieté
Neuilly-sur-Seine. **SAB. 87-70**

autos-vente

RENAULT 12 TL 1972
glaces teintées. Equipée siège
15, jantes, moteur et boîc
vitesses.
Tel. A. LAJADME
622-59-00
Part. vente RS 12 TL, 55.000 km
km garantis, int. simili nou
général, pneus, main
prix 9.000, tel. 975-95-5
Collaborateur du journal v
DS 23 PALLAS 71, bonne m
canique, peinture et pneu
neufs

ROVER 3500 S
Avril 1976. Etat Impeccable.
26.020 \$m. Tél. 260-22-73

VOLKSWAGEN-AUDI
FAIR PLAY AUTO
Concessionnaire
17- Neuilly-Levallois
Spécialiste automatique
LIVRAISON RAPIDE
88, bd Pereire PARIS 17-
706.25.10 / 27.20

Exceptionnel
MONTREAL 74 39,000 km
40,000 F
Tél. 566-09-09

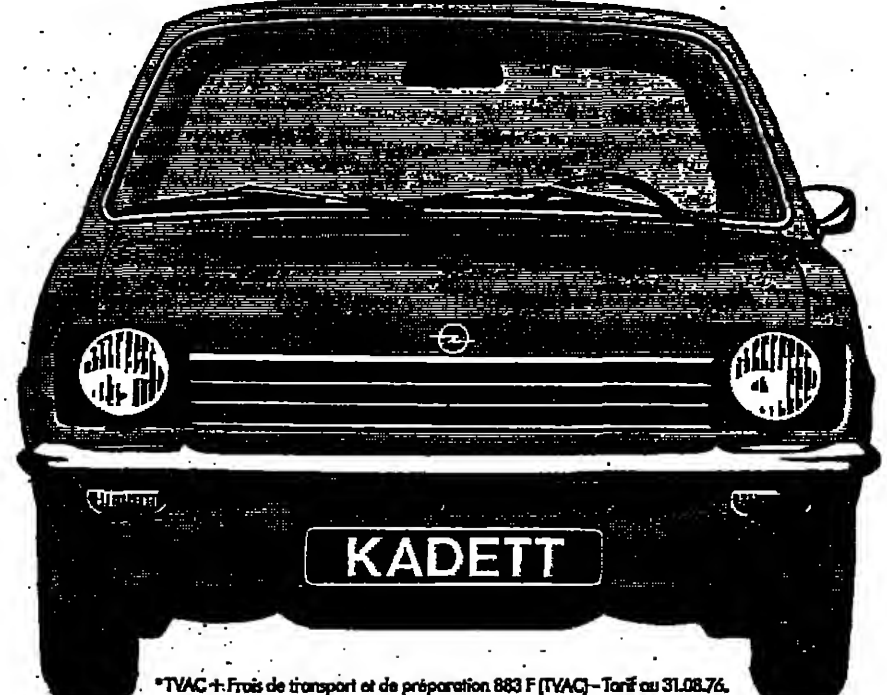

**VOIR NOTRE
IMMOBILIER
PAGE SUIVANTE**

McCaun-Zickson •



—

- ceintures à enrouleurs automatiques
- pare-brise feuilleté
- contenance du coffre : 378 dm³
- pneus à carcasse radiale
- double circuit de freinage
- garantie totale un an, kilométrage illimité, pièces et main-d'œuvre.



Avec Opel, partez tranquille

150

JUSTICE

LA SITUATION EN CORSE

L'ENLEVÈMENT D'UN HOMME D'AFFAIRES A CANNES

L'enquête se circonscrit à l'entourage des époux Lopez et de M. François Fériel

De notre correspondant régional

Nice. — Cinq jours après l'enlèvement dont a été victime François Fériel, à Cannes, les rumeurs — quatre hommes masqués et armés qui se sont d'autre part emparés d'un lot de numéros de bijoux et de valeurs estimés à 1 million de francs, — ne s'étaient toujours pas manifestés, ce jeudi 30 septembre, après de la police ou des personnes visées dans cette affaire. « Nous avons plusieurs hypothèses que nous soumettons à la commission d'enquête », a déclaré ce jeudi le commissaire divisionnaire Albert Mourry, chef de la police judiciaire de Nice. « Nous nous attachons, a-t-il indiqué, à voir les personnes qui composent habituellement l'entourage des époux Lopez et Fériel. »

M. Lopez a réitéré, pour sa part, ses déclarations concernant ses soupçons sur les auteurs ou les inspirateurs de l'enlèvement. Le compositeur a donné plus que jamais l'impression de connaître ses agresseurs, dont il a probablement consigné les noms dans une lettre déposée chez son notaire et « à ouvrir en cas de malheur ». Il apparaît bien, d'autre part, que l'enquête de police a été déclenchée à son insu, selon une procédure inhabituelle et non, comme l'affirme M. Lopez, après une intervention auprès des policiers de certains de ses voisins, qui seraient été les témoins de la fuite des ravisseurs. On a appris, ce jeudi, en fin de matinée, que la police avait interpellé pendant la nuit de mercredi à jeudi un ami de Mme Fériel, M. René Bastello, qui a finalement été relâché.

La première question à laquelle doit répondre la police nicoise est : qui était visé ? M. Fériel seul, ou conjointement l'homme d'affaires et les époux Lopez ? Le mode de vie de M. Fériel avait, en fait, beaucoup changé depuis quelques années. L'homme de son foyer en avait été exclu au point que son épouse avait récemment entamé une procédure de séparation de corps et de biens. M. Fériel devait, à l'origine, se rendre à son beau-père, auquel il avait succédé à la tête d'une importante imprimerie de la région nicoise, Saint-Nicolas-de-Port. En 1970, il avait été entrepris à un groupe anglais et avait retiré de cette vente une somme de 10 millions de francs convertis en biens immobiliers. D'industriel, M. Fériel s'était mué en homme d'affaires, achetant et revendissant des propriétés, des bateaux, des bijoux, des œuvres d'art, de créer une société de transport aérien à la demande. Il avait dirigé pendant cette période et jusqu'au mois de mars dernier, la Société d'investissement de la Bourse à Paris, spécialisée dans le commerce de l'or et la numismatique.

En saillant avec Francis Lopez et son épouse, il y a trois ans, M. Fériel avait été amené à louer dans un hôtel, celui du spectacle, dont les mirages l'avaient séduit. Il avait investi des capitaux importants dans les affaires de compositeur, sans en recevoir, semble-t-il, les fruits, tout en vivant à grandes journées.

Désireux de sauvegarder ses intérêts, Mme Fériel avait demandé récemment au tribunal de Grasse, une mesure de protection juridique en faisant valoir que son mari était tombé sous l'emprise de personnes qui l'incitaient à dissiper le patrimoine de la communauté (1). Le tribunal lui avait donné satisfaction en nommant le 4 août dernier, un administrateur provisoire des biens de M. Fériel. Celui-ci avait tenté de faire lever cette mesure, sans y parvenir, mais le tribunal avait chargé l'administration provisoire, M. Zecchi, de déposer, d'ici à la fin d'octobre, un rapport sur l'état des finances et la gestion du patrimoine de l'homme d'affaires.

Une disparition volontaire ?

L'enlèvement dont a été victime M. Fériel, dans la nuit du 25 au 26 septembre, est intervenu dans ce contexte familial et juridique particulier. Les parties devaient précisément se rencontrer dans le cabinet de M. Zecchi, rue d'Amale à Paris, mardi 28 septembre. Toutes les hypothèses sont permises et le dénouement de l'affaire Fériel, M. Zecchi, n'a pas hésité, pour sa part, à évoquer celle d'une disparition volontaire de l'homme d'affaires. Il est à noter que si les comptes en banque dont dispose M. Fériel en France ont été bloqués après la décision judiciaire intervenue au début du mois d'août, ceux qui ont été ouverts par l'homme d'affaires en Suisse ne le sont pas, malgré les démarches faites par l'administrateur provisoire.

D'autre part, les fréquentations de M. Fériel et des époux Lopez ont été épluchées par la police nicoise. Il est bien connu, au demeurant, que certains visiteurs du meublé acceptent de voir évoluer dans leur sillage une « cour » vivante en marge du monde bourgeois. On fait aussi allusion aux

Deux morts

Deux personnes — M. Mousa Dione trente ans, d'origine malienne, et Mlle Françoise Petit, vingt-cinq ans, — ont péri lors d'un incendie qui s'est déclaré, peu avant 23 heures, mercredi 29 septembre, dans un immeuble de quatre étages à l'angle de la rue Blondel et de la rue Saint-Denis à Paris (2^e). De plus, deux femmes, prises de panique, ont été blessées en se jetant par les fenêtres et plusieurs autres personnes légèrement intoxiquées.

Il semble que le feu ait pris naissance dans la cage d'escalier de l'immeuble, un ancien hôtel transformé en chambres meublées où résident de nombreux travailleurs immigrés turcs et yougoslaves.

Dans le Finistère

UN MILITANT BRETON EST TUÉ PAR L'EXPLOSION D'UNE BOMBE QU'IL APPRÉHENDAIT À DÉPOSER

Un jeune militant breton, M. Jean-Michel Kermadec, âgé de vingt-trois ans, a été tué vers 22 h. 30, le 29 septembre, par l'explosion d'une bombe qu'il s'apprêtait à déposer à Ty-Vougeret, près de Dinan (Finistère), devant le domicile d'un officier, le commandant Carlon, du génie d'Angers.

Un second attentat par explosif a été commis dans la même nuit à Landerneau contre l'entreprise chargée des travaux de construction de la caserne militaire de Ty-Vougeret.

Il faut rappeler que la construction, en cours, d'une caserne militaire à Ty-Vougeret avait suscité une vive opposition, qui s'est exprimée soit par des manifestations, soit par des attentats, notamment à Dinan, contre le domicile du maire de Châteaulin et contre la sous-préfecture de cet arrondissement.

FAITS DIVERS

NOUVEL INCENDIE A PARIS DANS UN IMMEUBLE DE TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

Deux personnes — M. Mousa Dione trente ans, d'origine malienne, et Mlle Françoise Petit, vingt-cinq ans, — ont péri lors d'un incendie qui s'est déclaré, peu avant 23 heures, mercredi 29 septembre, dans un immeuble de quatre étages à l'angle de la rue Blondel et de la rue Saint-Denis à Paris (2^e). De plus, deux femmes, prises de panique, ont été blessées en se jetant par les fenêtres et plusieurs autres personnes légèrement intoxiquées.

Il semble que le feu ait pris naissance dans la cage d'escalier de l'immeuble, un ancien hôtel transformé en chambres meublées où résident de nombreux travailleurs immigrés turcs et yougoslaves.

Une disparition volontaire ?

L'enlèvement dont a été victime M. Fériel, dans la nuit du 25 au 26 septembre, est intervenu dans ce contexte familial et juridique particulier. Les parties devaient précisément se rencontrer dans le cabinet de M. Zecchi, rue d'Amale à Paris, mardi 28 septembre. Toutes les hypothèses sont permises et le dénouement de l'affaire Fériel, M. Zecchi, n'a pas hésité, pour sa part, à évoquer celle d'une disparition volontaire de l'homme d'affaires. Il est à noter que si les comptes en banque dont dispose M. Fériel en France ont été bloqués après la décision judiciaire intervenue au début du mois d'août, ceux qui ont été ouverts par l'homme d'affaires en Suisse ne le sont pas, malgré les démarches faites par l'administrateur provisoire.

D'autre part, les fréquentations de M. Fériel et des époux Lopez ont été épluchées par la police nicoise. Il est bien connu, au demeurant, que certains visiteurs du meublé acceptent de voir évoluer dans leur sillage une « cour » vivante en marge du monde bourgeois. On fait aussi allusion aux

Il n'y a plus de déserteur dans le maquis

PRÉCISE LE COMMANDANT DE LA LÉGION A CORTE

La situation redevient peu à peu normale en Corse, où aucun événement marquant n'a été signalé durant ces dernières heures. L'attentat commis contre deux gendarmes qui rentraient, dans la nuit du 28 au 29 septembre, d'une mission du maintien de l'ordre, a été revendiqué par le Front de libération national. Ce même mouvement dit être à l'origine également du pistage de la voiture du sous-préfet, M. Jean-Baptiste Susini, au cours de la nuit du 28 au 29 septembre, perpétrée dans la journée de mardi, non loin de la sous-préfecture, à Corte. Le F.L.N.C. déclare dans un communiqué : « Par respect pour les morts de Bastiano, victimes du colonialisme, nos commandos ont attendu

la fin des obsèques pour engager des actions contre la Légion et autres forces militaires, instruments de la colonisation. »

Le mercredi 29 septembre, le général Fourreau, commandant la légion étrangère en France, s'est rendu à Corte, où il a été reçu par MM. Jean-Baptiste Susini et Michel Pierucci, maire (républicain indépendant) de Corte. « Je regrette certaines manifestations compréhensives, certes, mais qui nous laissent désarmés », a-t-il déclaré. « Il faut que nous soyons sa raison, bien que ce soit difficile dans le climat passionnel actuel. Du côté de la légion, des directives ont été données à tous, encadrement et légionnaires, leur

demandant d'avoir un comportement digne et d'éviter tout ce qui pourrait être pris pour une provocation. »

De son côté, le lieutenant-colonel Mougny, commandant de la Légion à Corte, a indiqué qu'il n'y avait plus de légionnaires déserteurs actuellement dans le maquis corse. Sans plus de précision, le colonel Mougny a déclaré que plusieurs déserteurs — quatre ou cinq — s'étaient rendus.

Enfin, les deux légionnaires, qui passaient mercredi devant la cour d'assises de Bastia pour le meurtre d'une vieille femme en juillet 1974, ont été condamnés respectivement à la réclusion criminelle à perpétuité et à quinze ans de réclusion.

DEVANT LA COUR D'ASSISES A BASTIA

Les deux légionnaires meurtriers d'une vieille dame ont été condamnés à des peines de réclusion criminelle

De notre envoyé spécial

Bastia. — Ce fameux roman, l'aventure, le hasard, les femmes, la gloire, quelle image d'Épinal, quel appât pour sergent recruteur, quelle blague ! Dans la horde des conscrits de la cour d'assises de Bastia il n'y avait guère, mercredi 28 septembre, que deux jeunes hommes blêmes et maigres, accablés d'un crime crapuleux, veule sans personnalité d'un procès sans relief. Wolfgang Sprau, vingt-deux ans, alias Walter Steiner, deuxième classe du 2^e régiment étranger de parachutistes (REP), né à Hambourg, élevé dans une famille désemparée, n'appartient guère plus à la légion. Manfred Brysch, vingt-trois ans, alias Michael Brendler, deuxième classe du 2^e REP, est condamné à quinze ans de réclusion criminelle et dix ans d'interdiction de séjour pour les mêmes motifs.

Premier le ban, serait-on tenté de dire devant ces deux destinées brisées de deux demi-soldes de la vie.

De ces débats menés avec une remarquable objectivité par le conseiller, M. Julien Juste, de ce procès où les cinq avocats corse ont commis d'office ou volontairement des erreurs de procédure, on retiendra surtout la qualité de leurs plaidoiries et leur acharnement, fait honneur à leur profession, on retiendra au moins une chose : l'absence de tout préjugé.

Mais aujourd'hui il arrive en Corse que des bavures se produisent.

Wolfgang Sprau, natif de Rhénanie, fils d'une famille à moitié désemparée, fut, selon les rapports, un mauvais élève, avant de devenir très vite un « enfant à justice », à onze ans régnant, ou bien, à seize ans, un numéro matricule, un nom d'emprunt, un uniforme neuf et une discipline de fer. Cette vertu « redemptrice » de l'engagement fait longtemps des envieux. Mais aujourd'hui il arrive en Corse que des bavures se produisent.

dans d'arrêts lancés contre lui par la justice allemande ; ce qu'il n'y laissera pas : sa personnalité telle que l'expert psychiatrie désigné l'a décrite dans son rapport : « Une personnalité de déséquilibre, anormale, inadaptée, délinquante, prédisposée à la sanction pénale, mais non curable ni rééducable. »

« J'avais bu »

Le trajet de Manfred Brysch, né à Hambourg, élevé dans une famille désemparée, n'appartient guère plus à la légion. Manfred Brysch, vingt-trois ans, alias Michael Brendler, deuxième classe du 2^e REP, est condamné à quinze ans de réclusion criminelle et dix ans d'interdiction de séjour pour les mêmes motifs.

Premier le ban, serait-on tenté de dire devant ces deux destinées brisées de deux demi-soldes de la vie.

De ces débats menés avec une remarquable objectivité par le conseiller, M. Julien Juste, de ce procès où les cinq avocats corse ont commis d'office ou volontairement des erreurs de procédure, on retiendra surtout la qualité de leurs plaidoiries et leur acharnement, fait honneur à leur profession, on retiendra au moins une chose : l'absence de tout préjugé.

Mais aujourd'hui il arrive en Corse que des bavures se produisent.

italien, qui vivait là seule, indigente, secourue par les subsides de la municipalité. Le cadavre nu, en état de putréfaction avancée, repose sur un lit d'osier, dans un local établi que des coups mortels ont été portés avec un objet contondant au front et à la tempe droite de la victime. Des traces de sang sont visibles sur le sol et sur les murs, ainsi que sur les débris d'un vase, l'arme du crime. De plus, des semelles de chaussures de sport imprégnées de sang ont été laissées à travers la demeure différentes empreintes de pas, une seule a été fouillée de fond en comble, les valises éventrées.

En tenue de bain

A 150 mètres de là, près d'une fontaine, les gendarmes retrouvèrent plusieurs autres effets militaires et des effets civils, une paire de gants, une bande de pansement et un short blanc. Ces objets, sur lesquels il y avait une empreinte de sang, furent trouvés à une distance de la victime de quelques mètres. Les gendarmes découvrirent aussi des empreintes de chaussures de sport et surtout une bande de tissu adhésive portant l'inscription « Steiner W. », probablement arrachée d'une veste de combat. En fin de matinée, les deux légionnaires, en tenue de bain, sont arrivés à la police militaire dans un restaurant de l'île-Rousse.

Interrogatoires, dénégations, aveux, rétractations. Devant les gendarmes, le 10 juillet, Steiner-Sprau reconnaît avoir tué la vieille dame par la violence. Puis il avoue que son compagnon et lui-même, après le meurtre, ont eu des relations sexuelles avec la victime. Ces aveux sont confirmés devant le juge d'instruction, puis démentis aussitôt après la signature.

Pourquoi alors ces aveux ? « Parce que, répond-il, ils nous ont été arrachés par la violence. Nous avons été maltraités par la P.M. et les gendarmes et frappés à coups de poing et de bâton. »

« Parce que, ajoute Sprau, j'avais peur. J'avais peur de ce que j'allais faire pour ne pas retourner à la légion. » Les deux hommes se

M. Marchais demande la dissolution de la légion étrangère « à Corte ou ailleurs »

M. Georges Marchais se rend en Corse pour deux jours, ce jeudi 30 septembre, afin d'exposer sur place la position du parti communiste sur les problèmes de l'île. Mercredi soir, à l'adresse de la légion étrangère, M. Marchais a déclaré : « Nous refusons d'envoyer les Corse dans le dilemme : participation à la répression ou bien, à la sécession. (...) La Corse est une région de France qui souffre de la crise de société française, comme on en souffre ailleurs. Cela dit, elle est particulière et ses traditions. Il faut les prendre en compte. Nous sommes pour une assemblée régionale élue au suffrage universel et disposant de pouvoirs réels. (...) Le P.C. ne fera pas sienne les mots d'ordre et les promesses de l'extrême gauche, mais nous nous opposons à ce que les Corse ne s'en aperçoivent pas. »

A propos de la présence de la légion étrangère en Corse, M. Marchais a estimé que l'existence de ces unités « est dépourvue, car c'est la question n'est pas de laisser ou non les légionnaires à Corte ou ailleurs, mais de dissoudre ces régiments ».

avoir choisi lors de la dernière guerre une autre voie que celle du courage, vienne tenter de faire disparaître de l'armée française une unité qui incarne cette vertu.

L'adresse de M. Georges Marchais, M. Chénouard ajoute : « Vous n'avez pas, que je sache, recommandé la dissolution du P.C. sous prétexte qu'un de ses prédecesseurs (1) avait, lui, déserté, préférant alors le pacte nazi-soviétique au combat pour la liberté. »

De son côté, M. Charles Hernu, membre du comité directeur du P.C., président du « Congrès » pour l'armée nouvelle (d'inspiration socialiste), nous a déclaré ce jeudi 30 septembre : « La légion étrangère, créée par le monarchisme de juillet, correspond à ce qu'a été l'ère coloniale de la France. Il est certain que ses méthodes, de recrutement et de fonctionnement doivent être rénovées. Cela dit, dans le système actuel, elle constitue une des unités les plus opérationnelles de la force d'oppression et d'intervention. Donc, si on la supprime à l'heure actuelle, la remplacerait-on par d'autres unités de métier, et lesquelles ? Ou plutôt par le contingent, ce que l'opinion publique française admettrait difficilement. »

« Le problème est donc de redéfinir l'ensemble des structures de notre armée. Car l'on ne peut pas modifier, pièce par pièce, un système qui repose sur une structure », a conclu M. Hernu.

(1) M. Chénouard fait allusion à Maurice Thorez, secrétaire général du P.C.F., mobilisé en 1940 et qui a été écopé au conseil de guerre de la cadence de travail du judiciaire.

Une lettre de M. Jean Filippi

M. Jean Filippi, sénateur Gauche démocratique de la Haute-Corse, nous écrit : « J'ai lu avec intérêt, mais surtout avec surprise, l'article paru dans le numéro du Monde du 29 septembre, signé J.-J. V. et intitulé : « Les élus sur la touche ». Je peux vous assurer que les parlementaires de la Corse ne se considèrent nullement comme « sur la touche », mais au contraire ont conscience d'avoir, au sein des assemblées départementales ou régionales, comme auprès du gouvernement, « soulevé les vrais problèmes et posé les bonnes questions ».

Le plan dit Liberté Bon, modifié et amélioré par le conseil général, puis par le conseil régional, constitue un programme qui à l'époque a été trouvé parfaitement raisonnable et valable par tous les Corse. Il n'a reçu pour le moment qu'un commencement d'application, mais les parlementaires ont provoqué des réactions contre la présence de la légion étrangère, dont les antagonismes sont bien loin d'avoir le monopole. D'autre part, si les maires, conseillers généraux et parlementaires étaient « sur la touche », comment expliquer qu'ils reçoivent à chaque élection, y compris depuis la suppression du vote par correspondance, les suffrages qui leur permettent d'être constamment réélus ?

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Le renouveau difficile des coopératives de production

III. — Au-delà de la bonne conscience

par VÉRONIQUE MAURUS

De l'A.O.L.P. entreprise performante placée dans un secteur de pointe et qui emploie 4 500 personnes, à l'imprimerie nouvelle, qui vitote, par peur de « perdre le contrôle » de ses 44 salariés, l'éventail des coopératives ouvrières de production est large.

Les problèmes des Scop débutantes (choix du dirigeant et risque élevé de défaillance) diffèrent profondément de ceux des coopératives d'âge mûr. (Voir « Le Monde » des 29 et 30 septembre.)

« Le secteur coopératif, sauf exception, restera toujours un secteur témoin d'expérience, de participation et de gestion démocratique », assure l'un des dirigeants du Groupement national de la coopération. Secteur témoin ? Peut-être, en tout cas, très marginal dans l'industrie. En France six cent trente sociétés coopératives ouvrières de production (Scop) emploient au total trente-cinq mille personnes et réalisent ensemble un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de francs. C'est-à-dire que l'ensemble des Scop représentent un poids comparable à des sociétés comme la Savim ou Roussel-Uclaf et réalisent un chiffre d'affaires qui équivaut environ à 0,5 % de la production industrielle française. À l'exception de quatre secteurs d'élection (bâtiment, travaux publics, livre et services), où le développement s'explique à la fois par des raisons historiques et par la faiblesse des capitaux engagés, les coopératives ne représentent donc qu'une part très faible de l'activité française.

Une marginalité...

Leurs résultats économiques sont pourtant globalement bons, puisque de 1954 à 1974 le taux d'expansion de leur activité a été nettement supérieur à celui de l'indice national de la production industrielle. Par ailleurs la centrale des plans tenus par la Confédération nationale des Scop fait apparaître des résultats financiers au moins aussi satisfaisants que ceux des entreprises privées des mêmes secteurs.

Il faut cependant remarquer que quatre grosses entreprises (A.O.

L.P., Hirondelle, Avenir et Acome) réalisent à elles seules 20 % du chiffre d'affaires global des Scop, emploient 20 % du personnel total de ces sociétés et détiennent 25 % de leurs bénéfices. Mais à part ces quatre exceptions, la grande majorité des Scop restent de petites et moyennes entreprises à faible développement, placées (sauf pour les Scop de services) dans des secteurs peu performants de l'industrie.

En outre la relative stabilité du nombre des Scop camoufle des mouvements (naissance et disparitions) importants. Les créations sont nombreuses (en 1972, 29 % des Scop adhérentes à la confédération avaient moins de cinq ans d'existence) et la « mortalité » reste très élevée : 25 % des coopératives de production nouvelles disparaissent dans les deux ans (comme dans l'artisanat). Alors que la Confédération reçoit en moyenne cinq cents demandes d'affiliation par an, cinquante aboutissent et, sur ce nombre, une dizaine seulement demeurent sur pied au bout de trois ans.

Marginales par leur poids économique, les Scop le sont aussi dans l'opinion publique dont elles restent peu connues. La plupart des salariés, voire des dirigeants de coopératives ouvrières, reconnaissent volontiers n'avoir appris ce qu'était une coopérative de production qu'en y entrant, la plupart du temps par hasard.

« bien explicable »

Comment expliquer cette marginalité ? D'abord par les difficultés propres aux coopératives de production qui limitent leur développement. La faiblesse endémique de leurs capitaux en premier lieu. Elle constitue l'un des principaux obstacles à la création de coopératives de production, pour une bonne part, leur forte « mortalité ». En outre, elle limite les secteurs dans lesquels les Scop peuvent s'épanouir : les industries de pointe comme l'aéronautique, la pétrochimie, la chimie, etc., leur sont, sauf exception (l'A.O.L.P.), interdites, en raison de l'importance des capitaux nécessaires à leur développement. Les Scop se retrouvent donc dans la plupart des cas, ceux où l'investissement est faible et où la qualification de la main-d'œuvre joue un rôle dominant, donc dans le grand nombre de secteurs (à l'exception du bâtiment) des branches plus ou moins en déclin (livre, mécanique, ameublement, verre, cuir et étoffe, etc.).

Enfin la limitation des fonds propres est bien souvent un obstacle à la croissance des Scop dans la mesure où elle entraine des frais financiers importants, qui grèvent d'autant les bénéfices et les possibilités d'autofinancement. Dans les travaux publics, par exemple, aucune Scop n'a assez de « réponse » pour intervenir dans un « pool » se proposant la construction d'un tronçon d'autoroute.

Seconde entrave au développement des Scop : les problèmes humains. La nécessité de trouver un dirigeant accepté et suivi par l'ensemble des travailleurs, qui soit de surcroît un « manager » de qualité, est bien souvent l'un des obstacles essentiels à leur création. Les « défaillances » des coopératives sont donc souvent celles d'un homme ou d'un petit groupe, qui a sous-estimé les difficultés. En fait, il apparaît bien souvent que les problèmes pour les Scop ne sont pas tant financiers que les carences de gestion, c'est la volonté même des coopératives qui limite la croissance de leur entreprise. Le déséquilibre ne se « complique la vie », joint à la crainte — justifiée — de voir les relations de travail, l'atmosphère de l'entreprise se détériorer si celle-ci prend une autre dimension, conduit nombre de coopératives à choisir la sécurité, et l'ombre. Cette forme de « rationalisme » économique est, au demeurant, renforcée par les rejets de l'origine socialiste du mouvement, qui entraînent un certain refus de l'intégration dans un système capitaliste et l'idée d'un développement « en réaction » contre quelque chose.

Les réticences syndicales

À la décharge des Scop, il faut reconnaître que l'indifférence marquée des syndicats, des pouvoirs publics et du patronat à leur égard explique aussi pour une bonne part leur faible développement. Les syndicats, sauf Force ouvrière, sont sinon hostiles, du moins souvent réticents à la création d'une coopérative de production. Les grandes centrales syndicales n'ont apparemment jamais sérieusement étudié le problème, et aucune position officielle de principe — pour ou contre — n'y a été prise.

Sur le terrain, l'attitude de la C.F.D.T. ou de la C.G.T. varie d'un cas à l'autre, avec un empirisme apparemment total. Ainsi, la C.F.D.T. qui s'est opposée à la solution coopérative dans le cas de l'Ip, l'a acceptée au bout des larmes pour Manust, et l'a pratiquement réclamée chez Jamsilège et Carpentras. De même, la C.G.T., qui a dit « non » chez Trilon et « oui » pour une affaire de chaudronnerie lourde à Orthez.

« Notre attitude est le fruit de l'expérience », explique-t-on au sein des deux grandes fédérations syndicales. Et de citer les cas nombreux — on des coopératives, fondées avec les médiateurs intentions du monde, perdent au bout de quelques années toute originalité par rapport aux firmes « classiques », imposant même parfois des sacrifices importants à leurs salariés.

En fait, les réserves syndicales se ramènent à deux reproches fondamentaux.

« On ne change pas un système en en changeant un petit bout », explique la C.F.D.T. « Les Scop sont soumises aux mêmes lois et contraintes financières que les autres entreprises », renchérit la C.G.T. En clair, les Scop, intégrées dans le système actuel, ne peuvent, quelles que soient leurs intentions, changer fondamentalement les conditions de vie et de travail de leur personnel.

Second reproche : les Scop sont trop fragiles. « Nous sommes dans une période où l'économie est dominée par de grands groupes industriels et bancaires. Les P.M.E. sont prises dans un réseau de contraintes tel que la possibilité pour une société de bien « marcher » est de plus en plus étroite », explique la C.G.T. À cela s'ajoute un troisième argument — non public, celui-là : la difficulté de préserver la vie d'une section syndicale au sein d'une entreprise où l'adversaire traditionnel des travailleurs, le patron, n'existe plus théoriquement. « Nous allons pas faire grève contre nous-mêmes », disent souvent les coopérateurs interrogés.

L'attitude des syndicats est souvent justifiée dans les faits : les cas fréquents de Scop déviantes, le nombre de leurs défaillances, la syndicalisation de ce ou « de façade » des coopérateurs, le montent. Mais le refus des syndicats de « jouer le jeu » avec les Scop — en participant à la formation de leurs salariés, par exemple, ou en constituant un « garde-fou » contre les déviations possibles à l'intérieur de l'entreprise — n'a pas été sans jouer un rôle dans le relatif échec du mouvement coopératif de production en France.

Aux réserves des syndicats répond l'indifférence quasi totale des pouvoirs publics et des milieux industriels et financiers. Rares sont les cas où les uns ou les autres ont tenté de mettre des « bétons dans les roues » aux coopératives. Rares aussi sont ceux où ils les ont aidés. Considérées trop souvent comme la solution de la dernière chance, les propositions des Scop ne sont, la plupart du temps, examinées qu'après que toutes les « solutions » classiques ont échoué : et qui allonge le délai précédant la reprise et aggrave ses difficultés. Le fait que l'expérience coopérative n'a pratiquement pas été érudite dans le projet de réforme de l'entreprise montre d'ailleurs le peu de cas qu'en font les pouvoirs publics.

Quant au patronat et aux banques, ils ne font guère de différence entre les Scop et les autres. Quelques patrons se sont parfois montrés bienveillants à l'égard de ces initiatives, comme le groupe Trigano qui, en signant un contrat de sous-traitance avec la toute jeune Coop Sport Vacances, l'a aidée à passer le cap difficile de la première année. « Le fait d'être une coopérative est

même parfois un avantage vis-à-vis des clients, assure le directeur de l'imprimerie nouvelle, la réputation de sérieux et de qualité des Scop en fait un argument de vente. »

Les banquiers sont, eux, plus méfiants. Si, à partir d'une certaine taille, ils ne font plus de différence entre les Scop et les autres, il est rarissime qu'ils s'engagent à soutenir au départ une coopérative de production. Paradoxe : l'attitude des banques coopératives ne diffère souvent guère de celle des banques « capitalistes ».

« Nous avons vécu dans une espèce de circuit fermé, de ghetto, dans lequel tout le monde était content de nous voir isolés », affirme l'un des dirigeants du Groupement national de la coopération. Le mouvement coopératif n'en est-il pas, lui aussi, responsable ?

La Confédération des Scop, sorte de fédération patronale aux idées libérales, réaffirme sur elle-même, trop occupée à prouver la bonne santé économique de ses adhérents et à ressasser des théories vieilles d'un siècle, n'a, semble-t-il, guère fait d'effort, jusqu'à une date récente, pour faire sortir les coopérateurs de ce « ghetto ».

Un certain renouveau du mouvement semble cependant se développer. Remis en question par un certain nombre de jeunes membres, l'un d'entre eux a été jusqu'à proposer de payer, cotisation, si celle-ci devait alimenter les « fonds secrets » de la fédération — le mouvement coopératif souffre de l'engourdissement du travail plongeant, a-t-il dit, dans une mauvaise conscience. Pour la plupart héritiers de mai 1968, animés du désir de changer la société « sur le tas » — et non d'abord ou seulement par le truchement de partis politiques — les « loups » de la coopération ont tendance à refuser « l'exemple coopératif », ses rites, ses héros et sa mythologie, pour se réorienter vers le mouvement qui a ouvert aux expériences de toute sorte. La fédération des Scop parviendra-t-elle, sous leur impulsion, à s'ouvrir sur l'extérieur ?

Un long chemin reste à parcourir, qui pourrait déboucher sur un telèvement de la fédération, tant sont grandes les réticences des anciens coopérateurs devant tout « gauchissement » du mouvement. Le fait que la Confédération, lors de son dernier congrès, a officiellement voté une motion précisant que « la coopération ouvrière de production fait partie, par son histoire, son statut juridique, sa vocation et ses finalités, de la famille socialiste, sans pour autant se rattacher à un des partis politiques (...) et se doit, à ce titre, de participer (...) au combat pour la transformation de la société » est un signe.

Il montre aussi qu'il ne sera pas aisé au mouvement de renouer avec ses objectifs initiaux, en « oubliant » cent ans d'histoire sidérante. Le rapprochement entre la gauche et le mouvement coopératif ne se fera pas en un jour. Pour l'heure, la tendance semble plutôt à l'indifférence, en dépit du grand nombre de militants de gauche présents au sein des coopératives ; le programme commun ne fait pratiquement pas référence à l'expérience coopérative, et les objectifs que s'est fixés la Confédération des Scop dans son manifeste ne tiennent jamais compte de l'hypermotivité d'une prise de pouvoir par la gauche. Simples oublis ?

FIN

CENTRAIS ELÉTRICAS DO SUL DO BRASIL S.A. - ELETROSUL

AMÉNAGEMENT HYDROÉLECTRIQUE SALTO SANTIAGO

NOTICE DE PRÉSÉLECTION

AUX FABRICANTS D'ÉQUIPEMENT DE CONTRÔLE ET COMMANDE

Centrais Elétricas do Sul do Brasil S.A. - ELETROSUL lancera un appel d'offres international limité aux fabricants qualifiés dans la présélection, objet de cette notice, pour la préparation du schéma de contrôle et commande de six (6) groupes turbine-alternateurs et pour le projet, la fabrication, la livraison et la supervision du montage des équipements suivants, destinés à l'aménagement rétro ci-dessus, situé sur le fleuve Iguaçu, dans l'Etat de Parana, Brésil :

Tableaux de contrôle avec indicateurs, compteurs, enregistreurs, commutateurs, relais de protection, synchroniseur automatique, appareils de mesures hydrauliques et de signalisation, enregistreurs d'informations, imprimantes, horloges électriques et appareils auxiliaires nécessaires au contrôle local-manuel, local-automatique et distance-automatique centralisé pour l'exploitation des six (6) groupes turbine-alternateurs et de leurs auxiliaires.

Chaque fabricant sélectionné sera invité à fournir la totalité des équipements mentionnés ci-dessus.

Pour le paiement de ces équipements, ELETROSUL compte utiliser des fonds de l'emprunt 289/OC-BR, assigné avec la Banque inter-américaine de développement - BID.

À la présente présélection pourront participer seulement les fabricants établis dans des pays membres de la BID, des pays en voie de développement membres du Fonds monétaire international et/ou des pays développés qui, à l'occasion de l'appel pour la licitation, soient éligibles pour cet effet par la BID.

Les « Instructions pour demande de présélection » peuvent être obtenues gratuitement jusqu'au 27 octobre 1976 inclus, à l'adresse suivante :

CENTRAIS ELÉTRICAS DO SUL DO BRASIL S.A. - ELETROSUL

Diretoria Administrativa

Edifício Trajano

Rua Trajano, 41 - 3^o andar - Telex 051-1048

88.000 - Florianópolis - Santa Catarina - BRÉSIL

80 % DES COOPÉRATIVES DE PRODUCTION SONT CONCENTRÉES DANS TROIS SECTEURS

SECTEURS	NOMBRE DE COOPÉRATIVES			REPARTITION (en %)
	PARIS	PROVINCE	TOTAL	
BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS ..	67	167	234	44,40
dont :				
— Gros œuvre	12	59	71	13,4
— Menuiserie, charpente	32	32	64	12,2
— Peinture	8	21	29	5,6
— Serrurerie	8	6	14	2,6
— Carrelage	3	7	10	1,9
— Travaux publics	17	8	25	4,7
— Plomberie, sanitaire	1	19	20	3,8
— Électricité	5	13	18	3,4
— Divers	5	5	10	1,9
Carrières	—	5	5	0,9
LIVRE	25	40	65	12,33
dont :				
— Imprimerie de labeur	12	35	47	8,9
— Photogravure	10	2	12	2,2
— Journaux	2	2	4	0,7
— Divers	1	1	2	0,3
Mécanique et métallurgie ..	6	18	24	4,55
Électricité, électronique ..	6	3	9	1,7
Divers	4	8	12	2,27
PRESTATAIRES DE SERVICES ..	71	48	119	22,5
dont :				
— Intellectuels	51	26	77	14,6
— Non-intellectuels	20	22	42	7,9
Aménagement et installation	4	12	16	3
Alimentation et agriculture	3	12	15	2,8
Verre	1	4	5	0,9
Cuir et chaussures	2	12	14	2,6
Divers	2	8	10	1,9
TOTAL	133	334	527	100

ET SOCIALE
ratives de produ

150

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

... LE MONDE — 1^{er} octobre 1976 — Page 39

AGRICULTURE

Nouvelle crise financière à l'ANDA

Pour la seconde fois depuis le début de l'année, l'Association nationale pour le développement agricole (ANDA) traverse une crise grave. (« Le Monde » du 7 mai 1976).

Son président, M. Pierre Cornu, a menacé de donner sa démission et n'a remis sa démission qu'à quinze jours de la prise de ses fonctions. Le déséquilibre financier de l'institution, qui est chargée de promouvoir le progrès technique et de développer l'organisation économique dans les campagnes, en est une nouvelle fois la cause.

L'ANDA est alimentée par des cotisations payées essentiellement par les producteurs de céréales et de betteraves et assises sur le volume des récoltes. La diminution de production provoquée par la sécheresse va entraîner une perte de « recettes » de l'ordre de 30 millions de F. A cela s'ajoutent les 50 millions de déficit dus à l'augmentation des frais de fonctionnement. Au total, un déficit de 80 millions de F environ.

Au cours des multiples contacts qu'il eut avec le ministère de l'Agriculture, les responsables professionnels avaient compris que, à l'occasion des mesures d'aides à l'agriculture, une

LE CRÉDIT AGRICOLE SOUHAITE DÉVELOPPER SES FINANCEMENTS A L'EXPORTATION

L'assemblée générale de la Fédération nationale du Crédit agricole — l'association des dirigeants des caisses nationales de l'établissement — s'est tenue à Strasbourg, les 29 et 30 septembre. Quatre grands thèmes, qui ont fait l'objet de rapports, ont été étudiés à cette occasion : le mutualisme au sein du Crédit agricole, la formation des administrateurs et des salariés, le développement des exportations, le développement régional.

A l'issue des travaux, M. Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, devait apporter des précisions sur les conditions d'encadrement du crédit propre à la banque paysanne, et évoquer les conditions dans lesquelles le Crédit agricole pourrait voir développer son rôle dans le financement des exportations et le développement régional.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
18 heures	4 7/8	5 7/8	3 1/2
1 mois	5 1/8	6 1/8	3 1/2
3 mois	5 1/2	6 1/2	3 1/2
6 mois	5 1/2	6 3/8	3 1/2

A L'ÉTRANGER

LA COMMISSION EUROPÉENNE AUTORISE LA PROLONGATION JUSQU'AU 15 AVRIL DU DÉPÔT SUR LES IMPORTATIONS ITALIENNES.

(De notre correspondant.)

Bruxelles (Communauté européenne). — L'Italie a été autorisée à prolonger de six mois — jusqu'au 15 avril 1977 — la caution qu'elle impose actuellement sur ses importations, que celles-ci proviennent des pays partenaires de la C.E.E. ou bien des pays tiers. Cette caution, qui représente actuellement 50 % de la valeur des achats devra toutefois être progressivement réduite. Telles sont les décisions que la commission européenne a approuvées le 29 septembre.

Le calendrier de démobilitation est le suivant : la caution devra être ramenée à 45 % au 15 octobre, à 40 % au 30 novembre, à 25 % au 15 janvier, à 10 % au 28 février, pour aboutir à la suppression totale le 15 avril. Début mai 1976, le gouvernement italien avait décidé, avec l'approbation de la Commission européenne, l'entrée en vigueur — jusqu'au 5 novembre — de cette mesure de sauvegarde destinée à faciliter le réajustement de l'équilibre de ses comptes extérieurs.

M. Haferkamp, le vice-président de la Commission chargée des questions économiques et monétaires, estime que la démobilitation progressive du dispositif est désormais possible en raison de l'amélioration de la situation italienne.

● **AUX ÉTATS-UNIS.** L'indice de la production industrielle a progressé de 0,5 % en août. En juillet l'augmentation avait été de 0,3 % et de 0,2 % en juin. En un an (août 1975 comparé à août 1974) la progression de la production industrielle est d'environ 12,5 %.

● **AU JAPON.** La balance générale des paiements a été excédentaire en juillet de 721 millions de dollars. Cet excédent est le plus important enregistré depuis le mois de février 1973, époque où il avait atteint 894 millions de dollars. Si l'on corrige ces chiffres pour tenir compte des variations saisonnières, la balance commerciale apparaît excédentaire de 1 058 millions de dollars en juillet, contre 975 millions en juin.

SECTEUR PUBLIC

Les traitements des fonctionnaires sont relevés de 1,95 %

Le conseil des ministres du 29 septembre a approuvé un projet de décret portant majoration des traitements des personnels civils et militaires de l'Etat. En vertu de l'accord signé le 15 mars dernier entre le secrétariat d'Etat à la fonction publique et les fédérations F.O., C.F.T.C., F.E.N. et autonomes, les mesures suivantes sont appliquées à partir du 1^{er} octobre :

- **Relèvement des traitements** de 1,95 % (1,20 % au titre du maintien du pouvoir d'achat pour les trois premiers trimestres, 0,75 % au titre de l'anticipation sur les heures devant intervenir au cours du dernier trimestre). La hausse des traitements depuis le 1^{er} janvier est donc de 8,05 %.
 - **Intégration d'un point et demi de l'indemnité de résidence** dans les traitements, ce qui se traduit pour les retraités par une augmentation supplémentaire des pensions de 1,50 % (soit au total 3,45 % le 1^{er} octobre). La pension minimum est désormais de 1 558 F par mois.
 - **Relèvement d'un demi-point du taux de l'indemnité de résidence** de la dernière zone de salaires, et relèvement du plancher de salaire servant de calcul à cette indemnité. Celle-ci désormais ne peut être inférieure à 341,55 F par mois dans la première zone (région parisienne et grandes agglomérations), à 190,76 F dans la deuxième zone (régions semi-urbaines) et à 166,33 F dans la troisième zone (régions rurales).
 - **Réduction d'une demi-heure de la durée hebdomadaire du travail** pour tous les fonctionnaires dont les horaires sont égaux ou supérieurs à 41 heures 30 par semaine, ce qui est le cas, notamment, pour les personnels de service de l'éducation nationale, des impôts, de la comptabilité publique, des services pénitentiaires, d'une partie des P.T.T., etc., etc.
- Commentant l'ensemble de ces

Maurice Bataille, Président-Directeur général de PÔTEL et CHABOT, vient de confier la direction de son Service de Relations publiques (tél. 723-22-00) à Mme Christine Bristet. Celle-ci assure, avec talent, pendant sept ans, la Direction du Pré-Catelan.

Pour vous et votre équipe de vente



HEINZ GOLDMANN sera le 14 Octobre 1976 à Paris pour une journée COMMENT CONCLURE ET OBTENIR LA COMMANDE EN 1976-1977

Renseignements et inscriptions : HEINZ GOLDMANN, Centre international de ventes, 147, avenue Paul-Doumer, 92500 RUEIL-MALMAISON. Téléphone : 977.92.54

Le 15 Faubourg Saint-Honoré

Avant d'entrer chez Lanvin, il faut savoir que ce n'est pas un endroit que l'on traverse en coup de vent.

Décor de boiseries, merveilleuse cage d'escalier dans le plus pur style 1925, silence feutré... le tumulte du Faubourg s'arrête devant la porte.

« Prendre son temps »

« C'est très important, me confie M. Deschamps, le maître tailleur. Habiller quelqu'un suivant sa personnalité, ses goûts, très souvent même ses fonctions, suppose avant tout de bien le connaître. »

Tandis que s'établit la conversation, il va et vient, sortant de ses rayons des tissus comme on a très rarement l'habitude d'en voir. Une heure s'écoule et on découvre soudain qu'il vient de vous suggérer exactement ce que l'on a toujours eu envie de porter.

Vingt ans de métier se cachent derrière cette sûreté avec laquelle il sait vous proposer une coupe, des étoffes et des harmonies de couleurs qui tout à la fois soulignent votre personnalité, votre physique et correspondent à vos besoins.

Le goût des privilèges

Ce même souci de créer pour chacun de ses clients un style personnel se retrouve chez le chemisier, M. Van Hangel.

Chaque année, il parcourt le monde pour choisir des centaines de tissus qui lui permettent de vous proposer toutes les nuances, toutes les subtilités dont vous n'avez peut-être pas conscience mais qui font votre véritable élégance.

S'habiller chez Lanvin, c'est enfin s'offrir un confort exceptionnel. Il est sans secret : il suffit de jeter un coup d'œil dans les ateliers pour comprendre. Coupeurs, épiciers, finisseurs et plus de quarante ouvriers sont à l'œuvre. On reste rêveur devant la précision de la coupe et la qualité des finitions. Près de cent heures de travail sont nécessaires pour réaliser un seul costume, quinze pour une chemise. Tout est cousu à la main après avoir été soigneusement relevé sur des patrons

de papier que l'on conserve ensuite dans les dossiers personnels de chaque client.

On redécouvre soudain ici avec plaisir une autre manière de voir les choses.

Songez qu'il existe, chez Lanvin, un service uniquement destiné à l'entretien des costumes. Périodiquement on peut y faire changer les doublures, recoudre les boutons ; en un mot, les remettre entièrement à neuf.

Les derniers « tours de main »

En descendant, il est difficile de ne pas s'attarder également au rez-de-chaussée.

Ici, ce sont les cravates dessinées spécialement par les stylistes de la maison lors de chacune des collections, et réalisées en si petit nombre qu'il suffit bien souvent d'en acqui-



Une adresse à retenir...

(PUBLICITE)

ÉMIRATS DE ABU DHABI

COUR PRÉSIDENTIELLE

APPEL D'OFFRE

Son Excellence le Sheikh Suroor Al Nahyan, Président de la Cour Présidentielle, par ordre de SA HAUTESSE LE SHEIK ZAYED BIN SULTAN AL NAHYAN, Président des Emirats Unis, par la présente invite à proposer des offres pour la construction de la route BURAO-BERBERA, de 130 km de longueur, dans la partie nord de la RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DE SOMALIE.

Les travaux de construction seront financés par le Gouvernement de Abu Dhabi.

Les travaux comprennent environ 600.000 m3 de déblais et 2 millions 100.000 m3 de remblais, 320.000 m3 de fondations en matériaux concassés, 140.000 m3 de base en matériaux concassés, 900.000 m2 de traitement superficiel en bicoûche, 3.500 m2 de ponts en béton armé, 190.000 kg de buse métallique galvanisée, 1.600 m3 de dalots. La durée de construction de la route est de 30 mois.

Les documents contractuels seront disponibles, pour examen, auprès de la SAUTI « Consulting Engineers » aux adresses suivantes :

Via P. Mascagni, 160 - 00199 Rome - Italie - Casella Postale 625

ou

Public Works Department Compound, Desmal Street, Abu Dhabi, U.A.E. P.O. Box 1280 - Mogadishu - Somali Democratic Republic.

Les documents contractuels pourront ensuite être obtenus auprès de l'une des adresses susmentionnées, contre paiement U.A.E. dirhams 4.000 (ou une somme équivalente dans une autre monnaie convertible). Cette somme ne sera pas remboursée.

Les documents de l'offre devront être placés dans une enveloppe cachetée, qui, si livrée personnellement, sera remise au secrétaire de Son Excellence le Sheikh Suroor auprès des bureaux du Water and Electricity Department de Abu Dhabi, ou bien, si envoyée par lettre recommandée, l'enveloppe devra être adressée à :

Son excellence le Sheikh Suroor Bin Mohammed al Nahyan, Chairman of the Presidential court - P.O. Box 219 - ABU DHABI - U.A.E.

Les offres devront parvenir aux susdites adresses au plus tard à 11 heures du matin du 10 janvier 1977.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AFFAIRES

Moins de deux ans après sa création

LA SOCIÉTÉ NOUVELLE DES TANNERIES FRANÇAISES RÉUNIES PRÉVOIT LE LICENCIEMENT DE 250 À 300 PERSONNES

La direction de la Société nouvelle d'exploitation des tanneries françaises réunies, a annoncé, le lundi 27 septembre, au comité d'entreprise la mise en place d'un plan de restructuration destiné à améliorer la productivité de l'entreprise. Ce plan prévoit le licenciement de deux cent cinquante à trois cents personnes (sur un total de mille deux cent cinquante salariés) dans les usines du Puy (Haute-Loire) et de Bort-les-Orgues (Corrèze), nous signale notre correspondant.

La Société nouvelle d'exploitation gère, depuis janvier 1975, l'ancienne Société des tanneries françaises réunies (T.F.R.), premier groupe français du secteur, mise en régie judiciaire en juillet 1974. Le capital de la Société nouvelle d'exploitation a été constitué par un consortium d'organismes financiers et de coopé-

raives du secteur agricole (Unigrain, le Crédit agricole, la Socopa, l'Idi, etc.). En dépit d'une aide financière importante des pouvoirs publics et d'une amélioration de la conjoncture dans le secteur, la nouvelle société n'est, semble-t-il, pas parvenue à améliorer suffisamment la productivité de ses usines, qui demeurent nettement inférieures à la moyenne de la branche. Elle ne produit actuellement que 2,25 millions de pieds de peaux tannées par mois, alors que ses capacités de production atteignent 2,8 millions de pieds.

Les comités d'établissement des usines du Puy et de Bort-les-Orgues seront informés dans deux semaines des décisions de la direction. Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. ont immédiatement réagi en affirmant qu'ils s'opposeraient à tout licenciement et à toute augmentation des cadences.

M. EDOUARD BALLADUR PREND LA PRÉSIDENTIE D'UNE FILIALE DE LA C.G.E.

M. Edouard Balladur, président de la Société française du tunnel routier sous le Mont-Blanc, proche collaborateur de Georges Pompidou pendant dix ans, va être nommé président de la Compagnie générale d'électronique, filiale du groupe C.G.E., en remplacement de M. Alain Wilk appelé à d'autres fonctions au sein du groupe.

La Compagnie générale d'électronique est l'une des trois holdings financières du groupe. Elle regroupe notamment la plupart des filiales de CIT Alcatel (téléphone) et intervient dans les secteurs des automatismes et des sociétés informatiques.

(Né le 2 mai 1928, M. Edouard Balladur est un ancien élève de l'ENA. En 1967, il entre au Conseil d'Etat, dont il est maître des requêtes. Conseiller du directeur général de la R.T.F. en 1967, il entre en décembre 1963 au cabinet de Georges Pompidou. Il restera aux côtés de l'ancien président de la République jusqu'à sa mort : à l'hôtel Matignon comme chargé de mission, puis conseiller technique, mais aussi pendant la période de juin 1968 à juin 1969, pendant laquelle Georges Pompidou ne participait plus à la conduite des affaires.

Lorsque ce dernier est élu à la présidence de la République, M. Balladur est nommé secrétaire général adjoint de la présidence, puis, en avril 1973, secrétaire général, poste qu'il succède à M. Michel Jobert, qui venait d'être nommé ministre des affaires étrangères.

M. Edouard Balladur est président, depuis 1968, de la Société française du tunnel routier sous le Mont-Blanc. En janvier 1975, son mandat a été renouvelé pour six ans.)

CONFLITS ET REVENDICATIONS

● LES OUVRIERS DES FILATURES SCHLUMPF OCCUPENT LA RESIDENCE DE LEURS PATRONS. — Le personnel de la filature de Malmerspach (Haut-Rhin), une usine d'environ cinq cents ouvriers appartenant au groupe lainier des frères Hans et Fritz Schlumpf, occupe depuis mercredi matin 28 septembre la résidence de leurs patrons, située à côté des ateliers. Ils ont monté des tentes dans le parc de la propriété. Ils réclament des garanties d'emploi pour les deux mille salariés du groupe, dont les trois usines (Malmerspach, Mulhouse, Erstein) ont été placées sous administration judiciaire (le Monde du 22 juillet).

● REPRISE DU TRAVAIL AUX ACIERIES MARRELL. — Un protocole d'accord a été accepté le mercredi 28 septembre aux aciéries Marrell à Rive-de-Gier (Loire) par les deux cent cinquante ouvriers dont la « grève-bouche », commencée le 8 septembre, avait paralysé deux jours plus tard cet atelier de mille huit cents salariés travaillant pour la société Le Creuset-Loire.

La reprise du travail a été décidée pour ce jeudi à une majorité de 85 % des grévistes.

Ecole Nouvelle d'Organisation Economique et Sociale
Etablissement privé d'enseignement Technique et Supérieur

ECOLE SUPERIEURE DES TRANSPORTS
— Formation de Cadres responsables des transports

ENOES
62 r. Miromesnil 75008 Paris
Téléphone : 522.53.26

BARÈME DES BRILLANTS

COULEUR	BLANC NUANCE	LÉGÈREMENT TEINTÉ	NUANCE
PURETÉ	V.V.S. Lég. piqué	V.V.S. Lég. piqué	10-15-20
1 carat : 9 g 23	12.500 F	8.500 F	7.900 F
2 carats, le carat	14.000	12.000	8.500
3 carats, le carat	21.000	15.000	8.800
4 carats, le carat	25.000	17.500	11.000
5 carats, le carat	38.000	28.000	12.500

Ce barème étant forcément incomplet, MM. Godechot et Pauliet se tiennent à votre disposition pour vous renseigner d'une façon plus précise sur la case que vous voudrez bien leur soumettre.

GODECHOT & PAULIET

86, AVENUE RAYMOND-POINCARÉ

PAS, 34.90

ACHATS - VENTES - EXPERTISES

PARKING FOCH MÉTRO VICTOR-HUGO Tous les jours, sauf dimanche

IBM Service Bureau. L'ordinateur au bout du fil.

IBM Service Bureau.
Si vous avez le téléphone,
vous pouvez faire
de l'informatique.

Au Service Bureau IBM, nous ne vendons pas d'ordinateurs, mais nous vous louons les services des hôtes dont la puissance est pratiquement illimitée. Quelle que soit votre localisation géographique, un simple terminal chez vous adapté à vos besoins, une ligne téléphonique et c'est la toute l'installation. Vous employez des programmes de gestion et de calculs scientifiques "tout-prêts" que nous adaptons à vos besoins spécifiques, si vous le désirez. Vous profitez de tous les programmes généraux de la très importante bibliothèque IBM. Vous bénéficiez donc d'une considérable puissance de traitement avec investissement minimum. Vous ne payez ensuite que ce que vous consommez.

Cet accès rapide et peu coûteux à l'informatique vous intéresse bien entendu si vous n'avez pas d'ordinateur.

Il vous intéresse tout autant si vous avez votre propre matériel. Car il y a toujours des situations auxquelles vous ne pouvez faire face, comme d'anticiper sur une extension de votre ordinateur, par exemple, ou des traitements complexes, spéciaux ou exceptionnels qui échappent aux possibilités de votre équipement.

Voilà. Vous savez presque tout sur le Service Bureau IBM. Si vous croyez à son intérêt pour votre entreprise, envoyez votre carte de visite professionnelle à M. Etienne Robert ou téléphonez-lui au 637.62.00. Un Ingénieur Commercial se mettra à votre disposition pour étudier votre problème sans engagement de votre part.

IBM Service Bureau.

IBM Service Bureau, 116, Av. Charles de Gaulle, 92200 Neuilly. Tél. (1) 637.62.00.

Daguerre Compton et Ass. IBM 7626 A

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

IMETAL

RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 1976

SOCIÉTÉ IMETAL

Le bénéfice du premier semestre s'élève à 20 983 000 F contre 38 millions 225 000 F pour l'ensemble de l'année 1975.

Les revenus du portefeuille représentent 17 780 000 F correspondant à la moitié des dividendes à recevoir au cours de l'exercice; les intérêts perçus au cours du premier semestre s'élèvent à 3 millions 813 000 F.

Pour le premier semestre, le bénéfice consolidé d'IMETAL s'élève à 63 000 000 de F contre 19 400 000 F pour l'ensemble de l'année 1975.

SOCIÉTÉ DE PENARROYA

La reprise des cours des métaux et une amélioration de la demande, correspondant au 2^e semestre, ont entraîné une hausse des cours des métaux entrés pendant le semestre et une reprise du chiffre d'affaires qui s'élève à 371 577 000 F contre 433 121 000 F pour le premier semestre 1975.

La société enregistrée au 30 juin une perte de 2 671 000 F (contre une perte de 12 912 000 F pour la totalité de l'année 1975), après des amortissements de 24 500 000 F, une dotation de 3 000 000 de francs aux provisions pour dépréciation d'actif, le bénéfice du semestre s'élève à 4 690 800 F contre, pour la totalité de l'année précédente, un résultat de 15 millions 280 000 F, après provisions de 2 864 000 F.

COMPAGNIE DE MOKTA

Après dotation de 3 000 000 de francs aux provisions pour dépréciation d'actif, le bénéfice du semestre s'élève à 4 690 800 F contre, pour la totalité de l'année précédente, un résultat de 15 millions 280 000 F, après provisions de 2 864 000 F.

COPPERWELD

Les ventes s'établissent pour le premier semestre 1976 à 148 millions de dollars contre 162 millions pour le même semestre de l'année précédente.

Les résultats s'élèvent à 6 998 millions de dollars contre 7 986 millions pour les six premiers mois de l'année 1975.

Les dividendes encaissés par IMETAL au cours du premier semestre 1976 ressortent à 1,015 million de dollars.

● SOCIÉTÉ METALLURGIQUE LE NICKEL - SLN (IMETAL-SNPA)
Le chiffre d'affaires du premier semestre de l'année 1976 s'est élevé à 546 millions de francs contre 592 millions de francs pour le premier semestre de l'année 1975, correspondant à des livraisons de 33 600 tonnes de nickel contre 30 000 tonnes.

Le bénéfice, après déduction d'une provision pour impôt de 37 millions de francs, s'élève à 5,5 millions de francs, se comparant à une perte de 83 millions de francs pour la totalité de l'année 1975.

Ce résultat s'élève après déduction des provisions d'amortissements et provisions s'élevant à 103 millions de francs.

Il est rappelé que le cours du dollar, pendant le premier semestre 1976, a été de 4,83 F.

● ÉPARGNE - CROISSANCE
SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT À CAPITAL VARIABLE

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, réunie le 29 septembre 1976, sous la présidence de M. Gérard Lévay, président du conseil d'administration, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 juin 1976.

Les revenus distribuables de l'exercice s'élèvent, compte tenu du report de l'exercice précédent, à 11 248 948,97 francs, ce qui permet la mise en distribution d'un dividende de 18,90 francs par action, auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 2,33 francs, soit un revenu global par action de 21,23 francs.

Ce dividende sera mis en paiement le 30 septembre 1976, et sera matérialisé par deux coupons :

Net d'impôt Total
Coupon n° 10 (assort de 5 avantages fiscaux) 10,74 1,22 11,96
Coupon n° 11 8,18 2,13 10,31
Total 18,90 3,35 22,25

Il est rappelé que tous les actionnaires pourront réinvestir le montant de leurs dividendes en actions de la société, en exonération de tous les frais et commissions à la souscription.

L'assemblée générale a ratifié la nomination en qualité d'administrateur de M. Jean Ogne, coopté par décision du conseil, en date du 1^{er} juillet 1976, en remplacement de M. Jacques Masson qui, conformément à la loi limitant le nombre de mandats d'administrateur, avait donné sa démission.

Elle a renouvelé pour six ans le mandat de M. Henri Meunier et désigné comme administrateurs pour la même durée, MM. Bernard Cassara et Philippe Thérèse-Joubert.

L'assemblée a renouvelé pour une durée de six ans la Société J. Fréville et Cie dans ses fonctions de commissaire aux comptes titulaire et nommé pour la même durée M. François Maynard commissaire aux comptes titulaire en remplacement de M. Louis Buteux, qui n'a pas sollicité le renouvellement de son mandat.

● MOÛT-HENNESSY
L'assemblée générale des actionnaires réunie à Paris le 28 septembre 1976, sous la présidence de M. Etienne Hennessy, a approuvé les comptes et le bilan de l'exercice clos le 30 juin 1976.

Elle a fixé à 7,90 F par action le dividende de l'exercice, auquel s'ajoute un impôt payé d'avance (avoir fiscal) de 2,33 F, soit un dividende global de 10,23 F. Ce dividende, en hausse d'environ 10 % sur celui de l'exercice précédent, sera mis en paiement à partir du 1^{er} octobre 1976, contre remise du coupon n° 22.

L'assemblée générale a également renouvelé pour une période de six ans le mandat d'administrateur de M. Etienne Hennessy et Jacques Mercier.

● ÉCONOMATS DU CENTRE
Par délibération en date du 28 septembre 1976, le Conseil d'Administration, habilité à cet effet par une résolution de l'assemblée générale Extraordinaire du 25 mars 1976, a décidé d'augmenter le capital en le portant de 32 827 400 F à 40 582 850 F, par incorporation de réserves, avec distribution d'une action gratuite pour cinq, jouissance au 1^{er} octobre 1976.

D'autre part, cette société ouvre à Bollène (Vaucluse), le 28 septembre 1976, un hypermarché à l'enseigne Mamouth de 4 800 m² de surface de vente. A proximité de ce magasin ont été créés une Galerie marchandise, une cafétéria et une station service. L'ensemble de la surface couverte est de 9 000 m².

Les Économats du Centre ont actuellement 1 100 magasins comprenant des hypermarchés, des supermarchés, des épiceries et des succursales classiques. Ils ont en outre 130 concessionnaires.

● BAIL INVESTISSEMENT
La Société Bail-Investissement ouvre le 29 septembre 1976 son troisième centre commercial, celui de Bollène (Vaucluse), implanté à proximité de l'échangeur de l'autoroute du Soleil. Les 14 000 m² tous loués en crédit-bail, sont utilisés partie par l'hypermarché de la société les Économats du Centre, partie par les commerçants locaux, qui comptent apporter à quelque cent vingt mille personnes l'équipement dont la région était dépourvue jusqu'alors.

Pour le groupe La Hénia Investissement, dont Bail-Investissement est l'une des principales sociétés, ce centre est le dix-huitième qu'il a réalisé et l'hypermarché la cent dixième surface d'hypermarché, de supermarchés ou de grands magasins ouverte depuis 1961.

● WATERMAN
CHIFFRE D'AFFAIRES : + 18,5 %
Le chiffre d'affaires des cinq premiers mois de l'exercice 1976-1977 est en augmentation de 18,5 % sur celui de la période correspondante en 1975.

En France, les ventes ont atteint 34,4 millions de francs au 31 août 1976, contre 29,4 millions de francs au 31 août 1975, soit une progression de 16,7 %.

Les exportations ont nettement démarré depuis le début de l'année 1976 : elles ont atteint 12,3 millions de francs au 31 août 1976, soit une progression de 28,1 % sur le chiffre de la période correspondante en 1975.

Pour louer une voiture en Israël, réservez chez europcar 645.21.25

100-11-62-1550

A Paris

**MANIFESTATION SILENCIEUSE
EN FAVEUR
DE L'ÉCRIVAIN ROUMAIN
BENEDICT CORBACIU**

M. Laurentin Bordenave, le fiancé roumain de Mlle Andrée Lepellier (sur le Monde » du 19 septembre), arrivé dans la soirée du mercredi 19 septembre à Paris en provenance de Bucarest, a décidé de se rendre de jeudi avec la jeune fille sur le territoire du palais de Chailiot où l'«*Arceva*» roumaine Benoît Coriuciu a fait la grève de la faim. Depuis une dizaine de jours, celui-ci refuse toute ouverture, afin d'obtenir que le gouvernement roumain laisse sortir de leur pays sa femme et ses deux jeunes enfants.

Mercurel, dans l'après-midi, une manifestation silencieuse en faveur de l'Écrivain s'est déroulée aux abords du palais de Chaillot; ensuite le cortège s'est rendu au Trocadéro à l'Étoile, puis a descendu les Champs-Élysées dans un silence total, alors que les manifestants brandissaient des pancartes demandant notamment le respect par la Roumanie des droits d'écrivain.

Le Comité roumain pour la liberté de circulation des hommes en Europe a, dans une lettre adressée à l'ambassade de Roumanie à Paris, lancé un appel en faveur de l'Écrivain.

Le crédit demandé de 3,87 milliards de dollars correspond à la totalité des facilités de tirage qui restent à la Grande-Bretagne pour le compte de l'Institut. Ce ligne de crédit allouée à ce pays est 4,87 milliards de dollars, mais le 31 décembre dernier, la Grande-Bretagne a déjà tiré quelques 800 millions de dollars, sans compter les 1,17 milliard qu'elle a emprunté au titre de la facilité pétrolière ouverte par le

En revanche, l'agitation sur la livre sterling (qui était cotée à 1,82 contre le dollar) a été calmée après l'annonce faite par le chancelier de l'Échiquier d'une demande de prêt portant sur 1,5 milliard de dollars au Fonds monétaire international. Dans une interview télévisée, M. Denis Healey, chancelier à l'Échiquier, a déclaré que le crédit du F.M.I. servirait à protéger la politique fondamentale du gouvernement contre des troubles temporaires dus à la pression exercée par les « *speculators* ». La solution alternative à l'aide du F.M.I. a-t-il ajouté « *serait l'introduction de mesures économiques d'urgence dans la rue* ». Selon M. Healey, le marché international devrait du reste lui-même rétablir le cours du sterling qui est actuellement évalué à 1,82.

Des propos du chancelier de l'Échiquier on a tiré la conclusion que le gouvernement britannique envisageait d'appliquer des mesures d'urgence et de cela même les critiques dont le porte-

parole du F.M.I. a été l'objet à l'annexion auprès du Fonds monétaire.

Le crédit demandé de 3,87 milliards de dollars correspond à la totalité des facultés de tirage qui restent à la Grande-Bretagne auprès de cette institution. Le montant des décaissements à ce jour est 4,87 milliards de dollars, mais le 31 décembre dernier, la Grande-Bretagne a déjà tiré quelques centaines de millions de dollars auprès du F.M.I. et elle a emprunté au titre de la facilité pétrolière ouverte par le F.M.I. ses membres en 1973, 1974 et 1975, 1,5 milliard de dollars mercredi soir, le comité exécutif national du parti travailliste a dénoncé la spéculation internationale contre la livre. Les attaques du parti travailliste démontrent, tient pas, estime le comité, d'une faiblesse inhérente de l'économie britannique, mais de la situation du marché international du sterling dans un marché spéculatif ».

Le comité met encore en garde le gouvernement contre les conditions que pourrait imposer le F.M.I. en cas d'adoption de nouvelles réductions des dépenses publiques.

La « table ronde » sur le livre entre dans sa phase préparatoire

Dans une lettre adressée au premier ministre et rendue publique le 5 août dernier, le président de la République avait soulevé la réunion d'un «table ronde» entre administrations compétentes et professions intéressées aux problèmes du livre et de sa

presse sur le sujet, vendredi 1^{er} octobre à 11 heures, dans le grand auditorium de la bibliothèque. Le Syndicat national de l'édition a protesté, d'autre part, contre le blocage des prix intervenu le 15 septembre. Cette mesure va à l'encontre, dit-il, des

assurances qui avaient été données fin juillet et confirmées au début de septembre aux éditeurs : ceux-ci pouvaient ajuster au cours actuel le prix des réimpressions d'ouvrages datant de moins de trois ans.

Cette « table ronde », dont la date sera fixée par le gouvernement, entre dans sa phase de préparation. M. Grohans, directeur du livre, estime en effet qu'il doit être précédé d'une large consultation auprès des divers groupements professionnels du livre et des associations de consommateurs, afin que les mesures à prendre soient mieux comprises et acceptées par eux-mêmes. A cet effet, il reçoit, ce jeudi 30 septembre, M. Chotard, président du Syndicat national de l'édition, et lui expose diverses propositions ainsi recueillies pour aboutir à la rédaction d'un rapport préliminaire.

Le Syndicat national de l'édition a également nommé directeur s'est réuni le mardi 28 septembre, pour « on se dossier. De son côté, André Essel, secrétaire général, a réuni une conférence de

teurs victimes de calamités autres que la sécheresse ou qui ayant subi des dégâts du fait de celle-ci n'auraient pas reçu d'aide publique» pourront bénéficier des dégrèvements de taxe foncière.

un piano
di qualità

de qualité
à un prix
très
étudié



ESSAI DU NOUVEAU

BMW

CONCESSIONA
25, R. CARDINET PA

COUPE 633 "CSI"
GAP
PRE EXCLUSIF
RS 17° 267-31-00



Old England

a choisi pour vous...

Au masculin
«Young Man's Shop»

Loden chasse ou style trench, plusieurs coloris, à partir de	790 F
Veste sport, style Norfolk, à partir de	720 F
Pantalon velours à côtes, beige, noisette, marron, marine.....	230 F
Chemise fantaisie Turnbull & Asser .	180 F

Old England

12, bd des Capucines, Paris 9°
 9 h 30 / 12 h 30 - 14 h / 18 h 30

du 15 Septembre au 9 Octobre

offre spéciale
d'avant-saison
NICOLL
COSTUME SUR MESURES

formule
industrielle **850^F**
avec gilet 950 F

NICOLL LA TRADITION ANGLAISE DU VÊTEMENT MASCULIN
29, RUE TRONCHET / PARIS 8^e

As a result
of the
negotiations
the system
negotiations

ification
Rhodesie

LA BELGIQUE
EN MUTATION